3 1761 07986113 4

JEAN DE PIERREFEU

utarque a menti

L'ingratitude envers les grands hommes est la marque des peuples forts.

BERNARD GRASSET

73e Edition

Plutarque a menti

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

G. Q. G., Secteur I. (G. Crès, éditeur) 2 vol.

Les Étapes d'une victoire : La deuxième bataille de la Marne. 1 vol. (Renaissance du Livre.)

L'offensive du 16 avril : L'Affaire Nivelle. 1 vol. (Renaissance du Livre.)

A PARAITRE:

Le Doge de Babe.

La Comédie littéraire.

JEAN DE PIERREFEU

Plutarque a menti

L'ingratitude envers les grands hommes est la marque des peuples forts.

PARIS
BERNARD GRASSET
61, rue des Saints-Pères, 61
1923

Il a été tiré de cet ouvrage :
dix exemplaires sur papier Japon impérial numérotés de 1 a 10 ; trente exemplaires sur papier Hollande van Gelder numérotés de 11 a 40 et cent exemplaires sur vélin pur fil Lafuma numérotés de 41 a 140.

D
523
P57

944177

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright by Bernard Grasset 1923.

A MES CAMARADES

LES OFFICIERS DE COMPLÉMENT

CHEFS NATURELS DE LA NATION ARMÉE,

JE DÉDIE CE LIVRE

INSPIRÉ

PAR LA CRAINTE PATRIOTIQUE DE L'AVENIR.

PREMIÈRE PARTIE

I

PREMIER DIALOGUE AVEC LE DÉMON FAMILIER

Fragments du journal de ma vie

Comme Socrate, j'ai mon démon familier qui me tient compagnie la plus grande partie du temps. Ce matin, il m'a paru fort agité. Il furetait çà et là dans la pièce où je travaille, en fredonnant à mi-voix sur un rythme rageur :

— Jean de Pierrefeu est un sot, Jean de Pierrefeu est un sot, Jean de Pier...,

— Assez, assez, criai-je, quelle mouche te pique et ne peux-tu me ficher la paix ?

Il me jeta un mauvais regard et continua de plus belle.

— Voyons, démon, repris-je d'une voix hypocrite, as-tu sujet de te plaindre de moi ? Dans ce cas, parle, ne crains point de dire la vérité.

— Ah ! Ah ! la vérité ! articula-t-il d'une voix moqueuse, et pirouettant sur lui-même il reprit son déplaisant refrain, en sautant à cloche-pied : Jean de Pierrefeu est un.....

Au bout de cinq minutes, il eut la sensation très nette que malgré notre vieille amitié j'étais homme à le gifler.

Alors, changeant de ton et de manières, il vint s'asseoir sur le coin de ma table et d'un air de profonde commisération :

« Jean de Pierrefeu, dit-il, il est vrai que tu n'es qu'un sot ». Il poussa un profond soupir, leva les yeux au ciel et continua :

« Découvrir sa vocation à quarante ans, voilà qui est en somme heureux à de certains égards. Mais que cette vocation consiste à dire la vérité, c'est une chose si néfaste que j'en demeure confondu : C'est ton cas, ô mon maître.

« Depuis le jour détestable où pressé de réaliser la promesse faite à ton éditeur, tu écrivis tes souvenirs militaires avec tant de hâte que tu n'eus ni le temps de mesurer tes paroles, ni celui d'arranger les faits comme il convenait [1], je te vois tout enfiévré d'une fatale ardeur. Tu ne songes plus qu'à dire leur fait aux historiens de la Grande Guerre, tu ne souffres plus la moindre réticence, ni le moindre ornement, tu vas exigeant la vérité toute nue, comme si l'on pouvait avoir couché dans son lit cette chaste dame. Je te préviens, cela donne mal à penser à beaucoup d'honnêtes gens qui détestent ce fracas de sincérité.

Moi. Eh ! quoi, les hommes n'aiment donc point la vérité.

Mon démon familier. Là n'est pas la question. Plaçons-

1. Mon démon familier fait ici allusion à mon premier ouvrage *G. Q. G.. secteur I* ; je lui laisse toute la responsabilité de son interprétation.

nous sur le terrain de l'utile qui importe en ce monde si l'on veut y vivre bien. De ce point de vue, il est prouvé que tout individu affligé de la manie de franchise devient aussitôt suspect. D'abord on se demande quel profit caché il recherche en agissant d'une manière aussi contraire aux usages. On le ménage, tant qu'on le soupçonne de loger à l'enseigne de l'ambition. Cette franchise, pense-t-on, est un moyen de se faire écouter, il l'abandonnera vite, et l'on a pour lui un peu de ce respect qui va aux habiles et aux forts. Mais si, après quelques mois de crédit, l'on sent notre homme convaincu, alors les visages et les portes se ferment

Moi. Il faut reconnaître que tu dis vrai. N'ai-je pas senti les inconvénients d'un langage trop net. Sais-tu que pour un académicien, comme M. Doumic, je suis une façon de traître qui déshonore l'armée. Malgré sa grande sagesse, il s'est indigné jusqu'à formuler en public ce jugement sévère.

Mon démon familier. Tu le vois, il en est temps encore, change de carrière, sois un défenseur du mensonge social. Comment Doumic, membre respecté d'un des grands corps de l'État, pourrait-il admettre que le grand État-Major soit discuté ? Retoucher l'image que le peuple se fait des institutions et des hommes illustres, c'est rompre le pacte social.

Moi. Démon tu m'épouvantes. Tous ceux qui ont entrepris le noble dessein de parler franc sont donc destinés à périr misérables ?

Mon démon familier. Oui, à moins qu'ils ne soient

plus habiles que les défenseurs du mensonge. Il faut savoir se faire pardonner une telle attitude. Brutus feignait la folie. Rabelais se donnait l'air et le langage d'un jovial bouffon, n'ayant souci que de rire gras pour réjouir les gens sans cervelle.

Moi. Cher démon, ta sollicitude me touche et je comprends que certains théologiens aient cru voir dans le démon familier de Socrate, la première manifestation de l'ange gardien. Mais, je ne me laisserai pas circonvenir. La passion du vrai est la plus exigeante qui soit ; il n'est pas de vice ou de vertu qui vous asservisse davantage.

Mon démon familier. O mon maître, quel plaisir peux-tu prendre à te montrer différent d'autrui ? Ne sais-tu pas que dans le chaos d'apparences dont le monde est formé, n'est vrai que ce qui est proclamé tel par tous. Parce que l'aveugle dit qu'il fait nuit en plein jour, quelqu'un doué de la vue s'est-il jamais avisé de le croire ? Et si l'univers était peuplé de taupes, le lynx aurait beau se débattre, il n'arriverait point à persuader qu'il y voit.

Moi. Sans doute, parce que timide et lâche, ton lynx n'oserait pas affirmer la divine lumière de peur de déplaire aux taupes. Beaucoup d'hommes que la nature a fait lynx ferment les yeux plutôt que de heurter l'opinion commune. Ils n'entr'ouvrent les paupières que dans l'intimité ; loin de tous le courage leur revient ; dans ces rares moments ils jouissent du vrai comme un avare de son trésor. Mais au moindre bruit ils tirent vite le rideau et se replongent peureusement dans la nuit. Es-tu jamais

allé à l'Académie Française ? Ils sont là quarante sous une coupole qui jouent à qui ne verra rien. De temps en temps, l'un d'eux, poussé par un mauvais génie, entr'ouvre un œil inquiet et murmure qu'il fait peut-être jour. Mais un tollé formidable lui coupe la parole. Et dans les ténèbres, nos Immortels distribuent prix et prébendes avec un solennel aveuglement. Un jour, fatigué de ces sottises, Anatole France ouvrit tout à fait les yeux et sortit pour ne plus revenir.

Mon démon familier. Aussi ne l'ai-je point approuvé d'avoir quitté sa place. Qu'il trichât et ouvrit les yeux, tout en feignant de ne pas voir, rien de plus légitime. D'ailleurs, ils en sont là presque tous. Il n'y a que peu d'aveugles nés sous cette coupole, la plupart jouent la comédie du colin-maillard par peur du qu'en dira-t-on. De quel regard aiguisé ils se jugent entre collègues, je ne te l'apprendrai point. Mais en face du péril qui peut naître de la clairvoyance généralisée, ils font bloc comme un seul homme. Et tous les corps constitués, toutes les castes, obéissent à la même nécessité. Tous sont d'accord pour n'admettre qu'une vérité embellie à leur usage. On ne maintient l'inégalité entre les créatures qu'à force d'artifices. S'il était permis de dire le vrai, on verrait vite qu'aucun homme n'est meilleur qu'un autre, le peuple perdrait le respect des institutions et des hiérarchies. Et il en souffrirait tout le premier, car il a besoin d'admiration autant que de pain Aussi déclare-t-on sacrilège, celui qui rompant le pacte social dévoile le truc du temple, soigneusement caché par les ponti-

fes. O mon maître, ne sois pas de ceux-là, si tu ne veux tout craindre.

Moi. Mais en vérité, prudent démon, on exige trop de la crédulité populaire. Il faut s'abêtir pour rester de nos jours dans le pacte social. Ce pays, né de la révolution, a reformé des castes imbéciles, après avoir détruit toute élite Armée. bourgeoisie, magistrature, gens de finance et de négoce, les voilà plus entichés de leurs privilèges que la noblesse et le clergé de l'ancien régime. Ils ont créé une morale officielle, un beau officiel, une honnêteté officielle qui cachent le dévergondage, la laideur et la canaillerie Nous voici maintenant au grand homme officiel, au génie officiel, à l'histoire officielle qui dissimule le plus souvent la médiocrité et de lourdes fautes et d'atroces erreurs. Ces gens ne savent ni rire, ni admirer, ni reconnaître le mérite, la beauté et le talent. Les grands hommes pour leur plaire doivent ressembler aux statues en redingote, ridicules et solennelles, qu'ils érigent sur les places publiques.

Celui-ci, brave homme au demeurant, crie au sacrilège parce que j'ai dit que Joffre dormait d'un bon sommeil Il m'accuse d'avilir cette noble figure. Mais, pour avoir eu la même vertu dormitive Condé soulèvera son enthousiasme. Si j'affirmais au contraire, que le vainqueur de Rocroi eut des cauchemars sur son affût en songeant à sa responsabilité, ce qui serait tout au moins vraisemblable, il crierait au scandale. Comment s'y reconnaître ! Quel philosophe aujourd'hui, oserait comme Platon, au cours d'un dialogue sur l'amour, donner la recette pour

couper le hoquet, sans craindre de s'attirer le reproche de vulgarité !

Mon démon. Il est vrai, la France s'enfonce dans l'hypocrisie, le mauvais goût et la peur de la vérité. Plus on va, plus on raffine sur l'idéal, le noble, le vertueux ; c'est la part des peuples vieillis livrés aux mains des médiocres qui ne savent plus distinguer entre la vraie grandeur et le faux génie. De même qu'on ne saurait admettre aujourd'hui qu'un général puisse dormir et même manger la veille d'une bataille, il est impossible d'accorder qu'un académicien soit d'humeur égrillarde, ce qu'on ne se faisait pas faute de reconnaître sous l'ancien régime.

Jadis l'imagination populaire, si elle déformait la réalité selon sa pente naturelle pour créer la légende, donnait tout au moins à ce panorama d'illusions l'aspect naïf et familier de la vie. Aujourd'hui les images conventionnelles que se forme la classe bourgeoise ont le caractère platement noble et vertueux de la peinture académique. Les grandes actions deviennent de fades chromos et les grands hommes des mannequins grandiloquents.

Moi. Ah ! que tu dis vrai, cher démon, mais comprends que c'est là ce qui excite mon ardeur. Rappelle-toi nos dégoûts d'avant-guerre. Je lisais, et tous les gens de ma génération comme moi, les récits merveilleux des grandes époques de l'histoire. Comparant ces temps héroïques à la plate existence que nous menions au sein de notre bien-être, nous regrettions amèrement de ne pas avoir vécu ces époques passionnantes. Quel tableau nous nous

faisions de l'événement historique ! Combien de fois avons-nous déploré l'absence de génies dans notre siècle prosaïque, vraiment par trop abandonné de la gloire. Et soudain un coup de foudre a déchiré le rideau. La guerre est venue. Notre génération, avons-nous pensé avec orgueil, est de celles qui écriront l'histoire. Aussi, en même temps que l'amour de la Patrie et le devoir de mourir pour la sauver s'imposaient à tous, une curiosité sublime s'emparait du plus modeste des acteurs. Être mêlé à la plus belle épopée, y vivre de plain-pied, voir de nos yeux ceux dont le génie allait s'éveiller, car il était évident qu'il devait naître des hommes à la mesure de l'événement, cette perspective nous enflammait.

Maintenant le drame effroyable est fini, la terre en frémit encore. L'apothéose se déroule parmi les survivants. Recueillons-nous. Dis-moi, qu'avons-nous vu ?

O démon ! cher témoin de ma vie la plus secrète, ne sens-tu pas quel feu me dévore ! Voici que le destin a fait de moi l'humble figurant d'une pièce sublime. De ma place j'ai vu les grands acteurs jouer leur rôle, j'ai entendu vibrer leur voix, j'ai senti leur haleine ; l'air qu'ils déplaçaient en marchant a frôlé mon visage. Avec quelle passion je les ai regardés ceux que la gloire a depuis touchés de son aile. Le marbre ou le bronze qu'ils seront pour la postérité, est-ce qu'il m'importe que je le sculpte moi-même ? Non, non, c'est leur être de chair que je veux peser, leur réalité humaine qu'il me faut tenir sous mon regard qui ne tremble point. Et, cette épopée dont les

poètes futurs chanteront les étapes tragiques qu'est-elle pour moi, sinon quatre années de ma vie dont j'ai encore le goût vif et amer sur les lèvres et le rythme dans mon sang ? Vais-je comme les autres la défigurer en la drapant d'oripeaux symboliques, la figer dans l'allégorie, alors que je la sens palpiter vivante et vraie devant moi ? On ne connaît vraiment que ce qu'on a jaugé des yeux et de la main. Que sont pour moi César, Napoléon, la gloire de Rome, les jours de la Révolution ? Des rêves, suggérés par la lecture des livres. Mais la réalité d'un temps que l'histoire retiendra à coup sûr, il m'appartient d'en définir le volume exact, la véritable substance. Des hommes pareils à ceux que Plutarque a donnés en exemple ont accompli des actions éclatantes, et je ne m'approcherai point pour connaître leur secret : Qu'y a-t-il au fond de ce qu'on est convenu d'appeler le génie ?

Pourquoi, tout à coup, un âge médiocre, sans grandeur et sans renommée, se pare-t-il de la plus brillante gloire ? Des hommes, qui hier paraissaient destinés à l'oubli, sont acquis, aujourd'hui, à l'immortalité. Une vertu nouvelle s'est-elle répandue en eux, un magicien les a-t-il touchés de sa baguette ? Ceux qui entrent au Panthéon de l'Histoire sont-ils vraiment dignes d'être regardés comme les plus hauts exemplaires de l'humanité ? Ou tout cela n'est-il que mirage, chimères forgées par l'imagination des hommes, illusions propagées, entretenues par la crédulité ? N'y a-t-il au fond de tout cela que la même créature chétive et bornée ?

Et tu voudrais, cher démon, que j'écoute les conseils

de ton amicale prudence quand s'ouvre devant moi une tâche unique, tu voudrais que je renonce à chercher la solution du merveilleux problème ! Savoir ce que valent les êtres, soupeser les événements, s'acharner à dissiper l'équivoque, le mensonge ou le faux semblant pour découvrir la petite chose humainement vraie, qui existe seule au fond de ce formidable spectacle, avant que la postérité ne l'orne de mille rayons aveuglants, avant que l'intérêt ou l'imagination d'un parti, d'un homme, d'un pays ne le change en un rêve d'histoire inaccessible à nos mesures, voilà qui vaut qu'on meure à la peine et qu'on risque le sort le plus misérable. De tels cataclysmes ne surgissent point pour l'amusement de la galerie et l'apothéose de quelques privilégiés. Ce que l'humanité apprend dans le sang et dans les larmes, il n'est pas permis de l'ignorer. Allons-nous oublier une expérience si cruelle qui a coûté des millions de vies douces et précieuses ?

Malédiction sur ceux qui osent avec des matériaux encore saignants édifier on ne sait quelles légendes !

Lève-toi, Vérité ! Puissent les morts, qui savent toutes choses au fond des séjours éternels, fixer sur nous leurs yeux de lumière et nous communiquer l'incorruptible audace des martyrs de la vérité !

II

SUR LE PEU DE CRÉDIT QU'IL FAUT ACCORDER AUX HISTORIENS DE LA GUERRE

Cherchons la vérité, quoiqu'il en coûte, armons-nous impitoyablement de défiance et d'esprit critique, car l'histoire elle-même se fait aujourd'hui l'auxiliaire de la légende. Cette guerre qui a vu tomber bien des illusions va-t-elle également nous apporter la preuve que la science historique n'a jamais été qu'une entreprise de faussaires et de scribes naïfs abusés par des profiteurs ? Voltaire a cru fermement que le monde se divisait en deux groupes : les dupeurs et les dupés ; il a discerné que le mensonge était un moyen de domination pour les castes supérieures Pour moi, je répugne à généraliser ce système. Les plus dangereux ne sont pas les menteurs conscients. Voulu peut-être à l'origine, imposé comme thème de défense et de protection, le mensonge est entretenu, ensuite, et perfectionné de bonne foi. Tant de sincérité se mêle au faux qu'il devient bientôt impossible d'accuser les ouvriers les plus actifs de l'œuvre détestable.

Donc, nous voici à la tête de pont d'une magnifique période historique. Il s'agit de déjouer le jeu éternel des

faiseurs de légende. Tâche déjà redoutable. N'ont-ils pas trouvé pour les servir avec un zèle accru par le sentiment patriotique et l'orgueil national des hommes qui méritaient par leurs travaux antérieurs l'attention et la confiance ? Témoins de la grande guerre, que vos souvenirs se dressent comme le fantôme d'Elseneur pour imposer la vérité qu'on est en train d'étouffer sournoisement. Le corps des historiens va-t-il prêter les mains à ce guet-apens ? Mais non, pour la plupart, on doit repousser toute volonté de préméditation. Il faut pour travestir les faits la connaissance exacte du vrai. Et c'est de cela qu'ils manquent le plus. Gabriel Hanotaux, Louis Madelin, Henry Bidou et tous ceux, grands ou petits, obscurs et célèbres, qui utilisent avec une bonne volonté et une hâte touchantes les documents des États-Majors, ils ne sont coupables que de complaisance.

Dans cette période, il est arrivé à des historiens de formation civile d'étudier l'événement historique sous son aspect exclusivement militaire. Loin de se fier à leur seul jugement ils n'ont pas cru, par respect, pouvoir exercer leurs facultés critiques sur des faits garantis par un corps spécialisé. Une admiration idolâtre pour tout ce qui touche à l'armée leur a conféré la grâce d'avoir des yeux pour ne pas voir, une mémoire pour oublier leurs propres expériences. Ils n'ont été que les manœuvres de l'histoire officielle ; ils ont mis leur adresse d'hommes de plume à ciseler des ornements sur des matériaux préparés par d'autres Le tailleur coupe, taille et assemble l'étoffe que l'élégant lui a fournie. Ainsi nos historiens ont

habillé l'État-Major d'un drap brodé de palmes d'or, tissé dans ses fabriques. Ils n'aspirent qu'à réaliser une coupe élégante qui fasse valoir la taille du client.

*
* *

Lorsque Louis XIV nomma Racine et Boileau historiographes de ses hauts faits, leur donna-t-il des instructions particulières ? Je l'ignore. S'il le fit, il est probable qu'avec sa majesté coutumière, il leur recommanda de ne point chercher à le flatter, d'aimer le vrai par-dessus tout, Clio, Muse de l'histoire, se plaisant aux récits sincères, propres à instruire les hommes. Nos deux historiographes, ancêtres des officiers d'information, acquiescèrent sans nul doute, mais avec la ferme intention de n'en tenir aucun compte, étant l'un et l'autre assez avertis des choses du monde pour ne pas ignorer que les Rois ouent seulement la vérité quand elle leur est favorable. Là-dessus Voltaire a dit son sentiment :

> Satirique flatteur, toi qui pris tant de peine
> Pour dire que Louis n'a point passé le Rhin.

Et ces deux vers fameux révèlent bien la méthode employée par les historiographes royaux. La méthode, d'ailleurs, n'a pas changé. Mais les belligérants de la Grande Guerre ne demandèrent pas aux agents de leurs services de propagande qui jouèrent le rôle d'historiographes, d'être loyaux et véridiques, ils leur demandèrent exactement le contraire.

Il faut bien se pénétrer de ce que fut cette institution de la propagande pour comprendre les difficultés que les historiens de l'avenir auront à surmonter pour écrire l'histoire de la Grande Guerre. Je crois qu'en aucun siècle, on n'a aussi ouvertement travesti la réalité que dans la période que nous venons de vivre. La lutte formidable engagée entre deux groupes de nations a exigé l'emploi de tous les moyens d'attaque et de défense. L'arme morale ne pouvait être négligée.

Gagner les sympathies des neutres, recevoir d'eux l'appui matériel qu'on pouvait en attendre, tout en les persuadant de le refuser aux adversaires, réussir enfin à les jeter à leur tour sur l'ennemi, chacun des groupes alliés donnèrent respectivement ces divers buts à leur activité.

Par un souci du point de vue du droit, bien étrange dans ce déchaînement de la force brutale, on s'efforça d'abord de rejeter sur l'adversaire la honte d'avoir été l'agresseur Mais l'intérêt primant le sentiment dans les décisions des peuples, l'essentiel fut, pour chaque belligérant, de persuader aux neutres qu'il était le plus fort. De là une action de propagande parallèle et contradictoire, menée vigoureusement des deux côtés, dont les neutres restèrent longtemps vacillants et perplexes.

Les Allemands, mieux préparés que nous, au début, et entraînés par tempérament et par éducation au mensonge national, nous montrèrent la voie à suivre. Avec une rare impudence, leurs agents dans le monde entier répandirent les bruits les plus tendancieux ; leur communiqué appuyé par des télégrammes, des radios, des récits de presse, des

brochures, des tracts présentait sous le jour le plus favorable les opérations de guerre. A leur tour les alliés instituèrent peu à peu un vaste réseau de propagande inspiré par la même nécessité de souligner les succès et d'atténuer les revers. Les intellectuels furent mis à contribution dans chaque pays pour nourrir d'arguments cette guerre d'un nouveau genre. Le monde comme une immense Sorbonne retentit du bruit des controverses, démentis, répliques et distinguos. Le cerveau humain en ces quatre ans enrichit son bagage de sophismes et d'arguties plus qu'il n'avait fait en plusieurs siècles de civilisation brillante.

La France montra dans cette lutte qu'elle était la nation intellectuelle par excellence. Mais tout de suite elle comprit que le mensonge systématique risquait de desservir ses intérêts. Il importait avant tout de donner confiance aux neutres, de leur imposer la certitude que nos informations étaient vraies. Pour cela, il fallait prendre garde de ne pas s'attirer le démenti brutal des faits contre quoi ne prévalent jamais les tromperies les plus audacieuses. Un art subtil présida chez nous à cet effort de propagande dont Ludendorff constate avec amertume les résultats. La vulgarité naturelle aux Allemands, leur manque de goût, leur cynisme et leur mépris des nuances devaient les inciter à dépasser la mesure. Le plus clair de nos avantages, nous l'obtînmes par leur concours, car notre tâche, le plus souvent, se bornait à souligner leurs maladroites impostures. Le bon sens des nations faisait le reste. Mais si honorable qu'ait été du côté

français cette campagne de persuasion, les œuvres qui en sont issues ne peuvent avoir aucune prétention à suppléer l'histoire. Il est aisé de le comprendre. L'historien, obéissant à un sentiment désintéressé, s'efforce de placer sous un jour exact les événements. Il dégage l'enchaînement des effets et des causes. Placé au-dessus des partis, il ne favorise ni l'un ni l'autre, mais il doit entrer dans l'intelligence de chacun d'eux, car il scrute les actions à la fois du dedans et du dehors. Son but dernier étant de dégager la leçon des faits et le sens des événements il ne craint ni de rendre justice à l'ennemi ni de souligner les fautes de son pays. Cette dernière tâche, il la remplit dans l'intérêt spirituel de la vérité s'il veut rester jusqu'au bout au-dessus des hommes ; il la remplit avec plus de conscience encore si l'intérêt de sa Patrie le préoccupe. C'est le seul patriotisme que l'on tolère à l'historien. Mais une telle attitude n'était pas de mise pendant la guerre : la nécessité d'être vainqueur primait tout autre préoccupation. Le malheur, c'est que l'on s'est habitué à prolonger l'équivoque au delà du temps où elle était permise.

*
* *

La propagande intérieure, destinée à entretenir le moral de la Nation, avait dans ses moyens l'admiration sans réticence ni restriction. Comment donner confiance au pays si l'on ne lui persuadait que tout allait pour le mieux, que ses chefs étaient sans défaut, que tout ce qu'on

entreprenait réussissait. La censure venait en aide à la propagande en tempérant la vivacité des critiques ou en les supprimant. De là un optimisme officiel, endormeur, des habitudes d'exalter le mérite au-dessus de sa valeur réelle, de masquer le laid et le médiocre, d'excuser l'erreur, de là une franc-maçonnerie d'indulgence et d'aveuglement propre à étouffer le sentiment de la vue exacte des choses et à atrophier le bon sens

On comprend que ceux qui ont bénéficié de ce merveilleux optimisme s'y soient habitués et qu'ils ne puissent plus entendre la vérité. Parler franc, pendant la guerre, faire preuve d'esprit critique, comme ne s'en priva point Georges Clemenceau pendant les trois années où il ne fut qu'un journaliste, équivalait à se montrer dangereux pour la Patrie. Vainement pour se justifier, invoquait-il l'amour du bien public, le désir passionné qu'il avait de voir le pays secouer la routine et galvaniser son énergie en vue de la Victoire, on l'a exécré dans les États-Majors et traité de défaitiste. Bien des fois *l'Homme Enchaîné*, son journal, fut saisi et interdit dans les armées, comme coupable de démoraliser la troupe et de servir les desseins de l'ennemi en ruinant la confiance aveugle qu'il est indispensable que le soldat ait dans ses chefs. N'était-ce pas proclamer la haute vertu du mensonge ? Comme si le spectacle des fautes commises et des déplorables abus qui abondèrent au cours de cette campagne n'aurait pas suffi à semer le découragement parmi les combattants s'il avait jamais dû s'y répandre

Si l'Allemagne a finalement connu la panique, c'est

surtout parce que l'esprit critique n'a pu s'y faire jour ouvertement, étouffé sous la main de fer de Ludendorff. Le jour où les faits ont parlé, le « bourrage de crânes »[1] officiel et militaire s'est révélé impuissant à persuader aux Allemands que tout allait bien. De cette terrible désillusion, d'autant plus vive que les illusions avaient été plus grandes, date l'effondrement du moral de nos ennemis. Au contraire, parce que la voix de la vérité a pu par moments s'élever en France, les erreurs ont été réparées. Les combattants reprenaient confiance chaque fois qu'on remédiait à un ordre de choses défectueux, car ils étaient les premiers à signaler aux journaux ou aux parlementaires les fautes commises. Quant au pays, tenu plus ou moins au courant par ces critiques des difficultés qu'il fallait surmonter pour gagner la victoire, il a eu malgré lui une idée suffisamment juste de la situation pour ne point nourrir d'illusions mortelles.

Mais au milieu de quel concert de malédictions la voix de la vérité se faisait-elle entendre, vous vous en souvenez. Les « bons esprits » ne cessaient de crier au sacrilège, le commandement disait qu'on lui rendait la tâche impossible, la censure lançait ses foudres. Les parlementaires y ont gagné le mépris public. Seul Clemenceau, pour son action vigoureuse de chef du gouvernement et en récompense de la victoire, s'est vu accorder l'absolution totale de son indiscipline passée.

1. Il faut songer que ce mot s. expressif et si étonnamment pittoresque fut une création spontanée de la troupe. Et cela seul en dit assez sur la chose. Mais il fallait des Français pour s'en apercevoir.

Cet esprit de complaisance, cette pudeur patriotique, cette volonté d'admiration quand même, n'ont pas disparu. Aujourd'hui encore on continue à tenir pour méprisable quiconque essaye de juger les hommes et les choses de la grande guerre. Aujourd'hui plus encore ! Parce que l'issue de la lutte a été heureuse, on a oublié les mauvais jours où, la victoire nous fuyant, on se rendait compte avec netteté des insuffisances et des faiblesses. Au milieu du triomphe, il paraît de mauvais goût de rappeler les revers. Et comme on ne peut supprimer ceux-ci, on est tenté de les affaiblir, voire de les nier, en tout cas de les tenir pour choses négligeables par un habile travail d'atténuation. Lisez nos historiens officiels, vous verrez quelle déplorable influence l'esprit de propagande a eu sur l'histoire ? Non pas que ces écrivains dissimulent quoi que ce soit des événements, mais quel souci de justifier, d'adoucir, de placer en lumière le bon côté des choses ! Cette longue suite d'expériences, de tâtonnements, de hasards malheureux qui tournent bien, de choses voulues et qui tournent mal, ce piétinement sur place à la recherche d'une solution, ce drame touffu et sanglant que les hommes parurent si souvent incapables de diriger et d'amener à son dénouement, tout cela qui porte la marque de la misère et de la faiblesse de l'homme autant que de sa grandeur, devient par la toute-puissance de la complaisance patriotique une trame serrée, tissée par des mains fermes, déroulée par des cerveaux puissants, un chef-d'œuvre de logique et de clarté où pas un geste ne manque d'être à la place même qu'on lui a

assignée. Voilà le point précis, l'angle vif où l'on saisit la différence entre l'histoire écrite selon la seule vérité et celle qu'influence l'esprit de propagande. Jamais les hommes ne mènent les événements avec cette rigueur : la part du hasard est immense, d'obscures réactions favorables ou contraires se font sentir qui créent des situations nouvelles, des effets imprévus sortent de causes mal définies, un immense halo d'actes confus entoure la petite lueur de la volonté agissante qui essaye de rayonner au travers. Calculer la part qui revient à tous ces éléments, s'efforcer de comprendre en son intégralité le formidable phénomène qui a évolué pendant quatre années, c'est à quoi doit s'attacher l'esprit scientifique uniquement préoccupé d'atteindre le réel.

Mais quoi, il s'agit bien de cela ! Il importe de flatter l'orgueil national, d'impressionner favorablement l'étranger, de louer des hommes puissants, de maintenir intact l'ordre social. Les raisons ne manquent point pour encourager les marchands d'illusions, de mirages et de vanités. Les leçons profitables que le pays pourrait et doit tirer de cette dure expérience, que deviennent-elles devant ce paysage officiel de la guerre, chef-d'œuvre de trompe-l'œil et de convention, solennellement dressé dans l'enceinte de l'Institut ou de la Sorbonne, consacré par l'approbation des hauts personnages de l'État ?

*
* *

Si vous en voulez une preuve éclatante, ouvrez *Le Chemin de la Victoire*, de Louis Madelin, par exemple. Si crédule,

si peu prévenu que vous soyez, vous ne serez pas sans remarquer le ton de flatterie prudente qui y règne à l'égard du rôle joué par nos chefs. Le ton est d'autant plus surprenant que les hommes ont forcément présents à l'esprit des événements qui datent d'hier, qu'ils n'ont pu oublier les fautes commises. Celles-ci n'ont, d'ailleurs, échappé à personne. On les a maintes fois déplorées en formulant l'espoir qu'elles fussent évitées à l'avenir. Et voilà que la victoire ayant enfin couronné nos armes, le silence se fait sur nos erreurs ? Si des historiens comme Louis Madelin et Gabriel Hanotaux les signalent, c'est pour douter qu'on les ait commises. Ils s'attachent à ne plus laisser voir que la face éblouissante des choses !

Parlant de l'offensive générale prise par nos troupes en août 1914, Louis Madelin écrit :

« On avait, *peut-être*, en prenant l'offensive sur toute la ligne et *sans être instruit de la répartition des forces ennemies*, commis une imprudence qu'avaient aggravée l'incapacité de certains chefs et la vaillante témérité de certaines troupes. Je dis, *peut-être*, car la question reste soumise à la controverse : et l'ayant abordée sans idée préconçue, un Gabriel Hanotaux l'a résolue, en dernière analyse, par l'approbation. Parlant de l'offensive d'août, il écrit : « Son principal défaut (qui ne dépendait pas de la volonté des chefs) fut qu'ayant été improvisée[1] il lui

1. Si M. Hanotaux, par le mot « improvisée » vise le fait que la violation de la Belgique nous aurait obligé à modifier le dispositif prévu par notre commandement pour une agression à la frontière de l'est, il se trompe car l'État-Major changea très peu de choses aux dis-

manqua certaines préparations. Si elle eut réussi, le sort de la guerre eut été décidé et la France n'eut pas souffert. Même ayant échoué, en partie du moins, elle prépara le succès du lendemain. Sans l'offensive de la vingtaine d'août, la bataille de la Marne eut sans doute tourné différemment. »

Louis Madelin a tellement conscience du caractère audacieux de son *peut-être* qu'il s'abrite prudemment derrière M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie Française. On ne peut lire un tel passage sans mélancolie.

*
* *

Mais devant le bon sens et la droite raison rien ne doit subsister de ces textes tendancieux. Mettons nos auteurs en face d'eux-mêmes. Louis Madelin avoue qu'on avait pris l'offensive « sans être instruit de la répartition des forces ennemies ». Cette imprudence *(sic)* s'ajoute à ce que G. Hanotaux qualifie « d'improvisation ». De même ce que Madelin nomme « la vaillante témérité

positions d'offensive qu'il avait prises et longuement préparées, dès le temps de paix. Il continua avec opiniâtreté à vouloir lancer ses troupes et il les lança en réalité en Lorraine et à travers l'Ardenne comme il l'avait prévu, en dépit du bouleversement total que l'invasion allemande par la Belgique apportait à son plan et malgré les objections du général Lanrezac. L'offensive d'août ne fut improvisée ni en Alsace, ni en Lorraine, ni à travers l'Ardenne et cependant elle échoua. Elle ne répondait plus aux réalités, voilà tout. Il n'y eut d'imprévues que les opérations entre Meuse et Sambre ; je dis imprévues et non improvisées, car à la guerre tout est relativement improvisé, toute manœuvre dépendant des mouvements de l'ennemi.

de *certaines* troupes », est expliqué par le manque « de *certaines* préparations » dont parle Hanotaux. A qui fera-t-on croire, cependant, que l'absence de préparation, la mauvaise instruction des troupes, l'ignorance des forces ennemies « ne dépendent pas de la volonté des chefs » ?

Enfin, admirez l'argument final : « Sans l'offensive de la vingtaine d'août la bataille de la Marne eut, sans doute, tourné différemment ». Oh ! sans aucun doute, elle n'eut même pas eu lieu, et ç'eut été en vérité dommage, une si belle victoire, qui fait tant d'honneur au pays !

La volonté de couvrir les chefs à tout prix, voilà la raison principale d'une telle attitude. Croit-on vraiment que ce sentiment se confonde avec le patriotisme ? J'affirme bien le contraire. Comment se fait-il qu'on ne nous cache point l'incapacité de tel général de Louis XIV, de Villeroy, par exemple, ou sous Louis XV, de Soubise ? Si le sentiment de Gabriel Hanotaux était licite, il eut fallu dissimuler également ces erreurs. Les historiens qui les rapportent sont donc de mauvais Français ? Mais Gabriel Hanotaux lui-même n'aurait nulle crainte de dire la vérité sur ces faits historiques du passé. Alors, pourquoi agit-il différemment pour les événements d'hier ? Est-ce parce qu'ils sont d'hier qu'il se croit obligé de les adoucir ? Sa responsabilité est bien plus grande, car il risque de pousser la postérité dans la voie de l'oubli. Au vrai, cette complaisance prend son origine dans le fait qu'étant historien il se place au point de vue uniquement politique. On juge mauvais pour la conservation de la société d'avouer que ceux qui eurent la con-

duite de la guerre ont commis des fautes. Cela pourrait créer un esprit de défiance parmi la troupe, c'est-à-dire engendrer le désordre, l'anarchie, favoriser l'antimilitarisme, faire le jeu de l'Allemagne, que sais-je encore ? Et pour éviter d'hypothétiques inconvénients, on change en mérites les faiblesses. Il faut laisser tout leur prestige aux soutiens de l'ordre. Et puis, devant l'étranger qui nous regarde, nous ne devons pas reconnaître qu'un Français a pu se tromper, sous peine de diminuer la gloire de la France. Vous sentez combien ces arguments sont misérables. Maintenant, que les fautes ainsi dissimulées se reproduisent, que les incapables continuent à régner, peu importe. Que de gens qui ont connu les erreurs du mois d'août et les ont durement critiquées dans leur conversation, — Louis Madelin et Hanotaux ont été de ceux-là — puissent dire le contraire, la plume en main, voilà qui est inimaginable ! La chose est pourtant strictement vraie. Une incroyable conspiration du silence existe en France à l'heure actuelle. On n'ose pas écrire la vérité, on la dit tout bas et quand quelqu'un rompt le pacte, on le désavoue plutôt que de reconnaître qu'il a raison.

Pour ma part, le spectacle m'indigne. Et j'en viens à me dire : A quoi bon tant de sacrifices ?

Il apparaît aux yeux de tous qu'on ne tire pas les leçons de la guerre ; l'armée sent que la routine militaire est maîtresse, comme avant. Le soldat qui lit l'éloge pompeux de l'artisan du 16 avril, après avoir assisté comme acteur au drame dont celui-ci est responsable, peut-il garder

confiance ? Non ! Les historiens officiels sont les hérauts du découragement et de la désillusion.

Eh ! bien, je ne serai pas de leur école. Devant l'esprit critique il n'y a point de portes fermées, d'espace interdit.

Puisque la guerre a cessé d'être l'apanage exclusif d'une minorité guerrière, qu'au contraire tous les citoyens d'une nation sont obligés d'y prendre part, il est normal que la libre discussion s'instaure sur la façon de la préparer et de la conduire. Le Corps militaire ne peut pour se mettre à l'abri des critiques qu'invoquer l'incompétence, avec toutefois cette réserve que les choses de son métier sont entre toutes les connaissances humaines, parmi les plus accessibles à l'intelligence commune. Je dirai même que le devoir des citoyens n'est plus de s'en rapporter uniquement à ceux qui ont la charge de défendre le pays : c'est un moyen trop commode de se débarrasser d'une préoccupation absorbante ; et le devoir compris ainsi, passivement, masque l'indifférence et témoigne d'un patriotisme paresseux. Chacun au contraire se doit de donner une large part de son temps et de son intelligence à l'étude des questions de défense nationale. Voilà le devoir tel qu'il faut le comprendre à une époque où les nations sont engagées tout entières, corps et biens, dans la guerre quand elle surgit.

Certes, il ne s'agit point par esprit de contradiction et en réaction contre cet optimisme de réduire à rien le rôle de nos grands chefs, de ne plus voir que les tares, d'attribuer les choses excellentes au hasard et les moins

bonnes à la volonté. Je n'aime point pour ma part cette façon de patriotes qui sous prétexte de mettre en garde le pays contre la torpeur du bon sens l'accablent de reproches et unissent leurs voix à celles de ses pires ennemis. Il faut garder une juste mesure. La recherche de la vérité est sereine. Non pas, certes, qu'on puisse en usant de sagesse, de modération, de loyauté, garder le moindre espoir de calmer l'irritation des optimistes invétérés, des farouches défenseurs de la vérité officielle. Ceux-là sont irréductibles. Ceux qui touchent à l'édifice de l'histoire légendaire, à ce merveilleux roman de pure gloire et de génie facile qui se développe sans une ombre au tableau à coups de miracles et d'éclairs de génie, selon les thèmes accrédité des Plutarques ou autres inventeurs de « Vies des Hommes Illustres », lesquels furent des agents de propagande à leur manière, doivent se persuader qu'on ne fera aucune différence entre eux et les insulteurs de la Patrie. Ce triste sort les attend parce que dans une matière essentiellement militaire ils auront essayé d'introduire l'esprit critique et le bon sens.

*
* *

L'histoire de la guerre, telle qu'elle est faite aujourd'hui, s'appuie sur des matériaux d'origine militaire. Or, il ne faut chercher là justement qu'un aspect adouci de la réalité. J'ai déjà dit qu'au fort de la lutte il importait de soutenir le moral et de faire figure victorieuse. Tous les documents rédigés pendant la campagne portent la marque

de cette préoccupation. Non pas que le vrai y soit absent, mais il est si habilement disposé qu'à première vue on ne parvient point à le découvrir. J'ai cité tout au long dans *G. Q. G. Secteur I*, [1] un texte officiel par quoi se trouve démontré que Verdun n'avait pas été une surprise pour le commandement et que toutes les dispositions pour parer à l'attaque avaient été réglées en temps voulu. Dans *L'offensive du* 16 *avril*, [2] j'ai donné le rapport du général Nivelle au gouvernement, où cette désastreuse opération est glorifiée comme un éclatant succès. Il suffit de lire les mémoires de Ludendorff et ceux d'Hindenburg pour se rendre compte qu'il en est de même chez nos anciens ennemis. L'esprit militaire n'envisage point les choses sous le jour de l'historien. Les documents qu'un État-Major rédige sont destinés à le couvrir et non à faire jaillir la vérité. Par la vertu de ces documents, il arrive presque toujours que dans une affaire malheureuse chefs et subordonnés ont droit à des félicitations. Chercher à savoir ce que valaient les ordres et s'ils ont été donnés en temps et lieu, ce sont détails dans lesquels l'État-Major n'entre point. Je ne crains nullement de dire qu'on ne peut accepter les pièces d'État-Major sans une critique des plus serrées. De leur simple lecture découle invariablement l'impression que tout est pour le mieux dans la meilleure des guerres possibles. Dans la longue suite des communiqués il n'en est pas un seul qui ne conclut

1. 2 volumes, chez Crès.

2. *L'offensive du* 16 *Avril ; la Vérité sur l'affaire Nivelle*. 1 vol. à la Renaissance du Livre

au succès et ne témoigne dans son expression d'une certaine satisfaction, quels que soient les déboires qu'il enregistre. Or le communiqué, littérature de circonstance, dont on admet à la rigueur qu'il soit tendancieux, reflète plus qu'on ne croit la pensée vraie de l'État-Major. Le but théorique de la guerre c'est la destruction totale de l'ennemi. Or, sauf rares exceptions, cette fin idéale n'est pas atteinte. Donc le vainqueur n'ayant pas réalisé entièrement le dessein qu'on est convenu de lui prêter, l'adversaire, si mal en point soit-il, a toujours sujet de prétendre qu'il l'a fait échouer, ce qui est une manière de succès. Quand une période de revers se termine par une victoire, la fortune ayant changé de camp, à la suite d'événements nouveaux, il est constant de voir le triomphateur attribuer à ses défaites initiales une vertu particulière comme si elles avaient été voulues par lui et qu'elles fissent partie d'un plan réglé d'avance.

L'histoire, en présence de la chaîne des faits, les relie après coup, les uns aux autres, selon un point de vue logique. C'est une science abstraite qui n'a avec la réalité que de lointains rapports. Un récit historique est toujours une transcription du réel. Il est tout naturel que ce travail d'abstraction, d'arrangement, soit encore plus sensible quand les acteurs y sont directement intéressés. Déjà l'histoire de la guerre, sous ces influences, subit des modifications qu'il est encore facile de surprendre, mais que dans dix ans nous ne percevrons plus.

La transformation lente des événements historiques se fait dans le sens de l'embellissement. Chaque nation

se forme d'elle-même une image idéalisée que les citoyens portent en leur inconscient et qui s'est construite peu à peu au cours des siècles. Cette image embellie représente ce que la nation voudrait être, l'idéal qu'elle souhaiterait atteindre. Dans les périodes pathétiques elle tend quelquefois par un noble effort à s'en rapprocher.

Tout récit qui lui renvoie d'elle ce reflet est déclaré vrai et tout homme qui réalise le type plus ou moins approché de cet idéal est admiré sans réserve. Il semble donc que les nations déforment insensiblement leur histoire jusqu'à ce que celle-ci se rapproche de leur idéal, ou encore qu'elles transposent les hauts faits sur le plan légendaire où trône l'image embellie qu'elles se font d'elles-mêmes. C'est une application collective du mythe de la caverne de Platon, lequel sous une forme poétique a merveilleusement traduit un phénomène psychologique constant, valable pour les particuliers et pour les peuples. C'est ce qui explique que certains défauts nationaux sont exaltés au-dessus des plus solides qualités. L'homme qui incarne les défauts brillants de sa race est fatalement plus populaire que celui qui en incarne les aspects utiles. Mangin et Pétain en fournissent une illustration parfaite. Celui-ci qui est, avec Joffre et Foch, le grand ouvrier de la guerre, jouit d'un prestige personnel infiniment moins grand que le général intrépide dont le nom est synonyme d'offensive, de « furia francese ».

Maurice Barrès, qui a recherché systématiquement à épuiser le contenu du concept français, s'est composé de sa race une idée abstraite de cet ordre, qu'il a appuyée

d'un choix de faits probants au fur et à mesure que la guerre les lui apportait. Ses articles quotidiens de l'*Echo de Paris* offrent un admirable exemple de cet effort d'embellissement auquel tend l'esprit national quand il traverse les périodes héroïques de son existence. C'est cela qui distingue probablement les temps sans histoire des temps historiques, cette volonté de se hausser jusqu'à l'idéal national. Il faut qu'un grave péril, des circonstances exceptionnelles commandent l'attitude, car le reste du temps le fonds réel domine chez les individus. Mais même dans de tels moments le plus grand nombre n'en continue pas moins à obéir à la nature, à suivre l'instinct profond de la créature humaine amoureuse de la vie et craintive de la mort. Parmi les romanciers de la guerre, ceux qui n'ont fait que mettre sous forme romanesque leurs propres observations du champ de bataille, ont parfaitement discerné en eux le mélange du moi individuel jailli de la nature et du moi collectif inspiré par la vision idéale. Maurice Barrès s'est attaché dans un but de propagande et d'encouragement à ne mettre en lumière que ce dernier aspect. C'est pourquoi il fait moins figure d'historien ou de psychologue, que de panégyriste des vertus françaises. Son œuvre de guerre ressemble à ce jour mémorable où l'Académie distribue ses prix Monthyon. Qu'elle ait de ce chef une haute valeur de consolation et d'émulation, il n'en faut point douter

*
* *

L'histoire n'a pas évolué comme la psychologie. Alors que celle-ci, pour se rapprocher davantage de la réalité, s'annexait les faits de demi-conscience ; l'histoire, elle, demeure au stade de l'abstraction. L'historien favorisé par le recul, travaillant sur des matériaux qui sont déjà le fruit d'une simplification, d'un filtrage de la réalité, ne trace son dessein des événements et sa ligne historique qu'en omettant une foule de faits souvent capitaux, qui constituent des exceptions. Aussi l'histoire s'est-elle longtemps cantonnée dans quelques aspects de la réalité, aisément simplificateurs.

L'histoire a été longtemps l'histoire militaire des peuples, justement parce que dans ce domaine on simplifie à outrance et qu'on ne s'embarrasse point de serrer de trop près le réel. Le résultat seul importe, qu'on attribue directement et uniquement à quelques personnalités éminentes, à des hommes représentatifs, comme dit Émerson, dont on trace une figure idéale, en harmonie avec leurs actions. Il en a été de même pour l'histoire politique. De là cette suite de statues, blanches ou noires, qui jalonnent le passé.

En fait, l'histoire n'est pas toute l'histoire : il la faut éclairer et retoucher par les mémoires des témoins, les œuvres des écrivains contemporains, les actes entre particuliers, etc., etc... bref multiplier les sondages dans la réalité. Depuis cinquante ans, ces idées semblent avoir

fait leur chemin dans le monde des historiens. Mais avec quelle ardeur ceux qui ont entrepris de nos jours d'écrire l'histoire officielle ont recouru à la simplification et à l'idéalisation, dans leur ardent désir de sauvegarder l'intérêt national, de ménager notre amour-propre et d'exalter la Patrie !

Quel trait de lumière pour nous, ces travaux qui ont surgi avec une hâte étrange ! L'histoire serait-elle écrite pour les *beati possidentes*, en vue de maintenir le peuple dans certaines voies et lui créer des idoles utiles ? Du coup, tout l'édifice historique des âges passés nous apparaît suspect. Plutarque a menti par ordre, par naïveté ou par timidité ! Les grands hommes, si j'en juge par ceux que j'ai vus de mes yeux, ne sont pas ce que l'historien les fait. Il fallait que l'expérience s'accomplit devant nous pour que nous prenions conscience qu'entre la réalité historique et l'histoire un abîme est ouvert. Mais, tout au moins, nos efforts arracheront-ils à la légende quelques séries de faits vrais, dont nous tirerons pour l'avenir d'utiles leçons

III

JOFFRE ET Cie
OU LE
COMPLOT D'UN ÉTAT-MAJOR BERGSONIEN

L'image que s'est toujours formée la nation française du héros militaire, d'après les récits d'histoire, offre on ne sait quelle fulguration, qui éblouit les yeux. Alexandre, César, Condé, Napoléon, ces capitaines de génie, on les voit, le front illuminé, jetant sur la bataille leur coup d'œil d'aigle, et appliquant la manœuvre décisive avec la rapidité de la foudre. De là à considérer que l'art de la guerre est le fruit de l'inspiration, il n'y a qu'un pas. Il n'y a qu'un pas également, et vite franchi, pour attribuer à tout militaire un don spécial plutôt que la connaissance approfondie d'un métier particulier. Le vainqueur surtout ne peut être autre chose qu'un voyant. Lisez les écrivains, les poètes, les journalistes; entendez s'exprimer l'homme de chez nous, dans la rue ou dans un salon, enfin consultez le trésor des clichés du langage qui révèlent si bien les habitudes des peuples; vous remarquerez qu'un officier est toujours un « brillant » officier, qu'une manœuvre est toujours foudroyante. Il y a là,

évidemment, une indication du tempérament national. Le Français méprise le travailleur méthodique et lent. Il n'a d'estime réelle que pour celui qui sait sans apprendre ou qui apprend sans effort.

Quand un peuple respire une telle atmosphère il s'enfonce profondément dans le préjugé qui lui plaît. Nous acceptons le plus facilement du monde l'idée du militaire brillant et inspiré, nous la déclarons incontrôlable par le simple bon sens. A plus forte raison ne peut-on admettre qu'un civil puisse discuter avec un tel homme des questions de son ressort. Gros Jean fait la leçon à son curé, mais il ne la fera jamais au capitaine en retraite avec qui il bat les cartes au café. Mille observations, quelquefois plaisantes, notées par les romanciers au hasard de leurs œuvres, mettent bien en lumière ce préjugé. Tartarin à qui ses concitoyens reconnaissent un génie presque universel, se tourne avec déférence vers le commandant Bravida, ancien capitaine d'habillement, quand il s'agit de questions guerrières et s'abstient pour sa part d'avoir une autre opinion que la sienne. Le Français si volontiers frondeur cesse de l'être complètement devant un militaire.

De son côté, l'armée déteste l'esprit critique. Discuter l'opinion de son chef, classe un subordonné parmi les esprits subversifs. Le fait d'avoir tort ou raison est une conséquence du grade. Évidemment parce que le grade confère un certain pouvoir surnaturel. Il se fait là une assimilation inconsciente avec l'ordre sacerdotal. Pour son usage donc, l'armée n'admet pas la prédominance de la

raison critique dans l'ensemble des valeurs humaines ; la plus haute vertu réside dans l'adhésion complète aux volontés du chef, c'est-à-dire qu'on confère à celui-ci une sorte d'infaillibilité. Bien plus, le devoir du subordonné est, non seulement de ne point discuter l'idée de son chef, mais encore de se persuader que celui-ci a nécessairement raison parce qu'il est le chef, sans quoi il manque de confiance pour exécuter ses ordres, ce qui est l'état d'esprit le plus grave ; sans confiance, il est inutile de chercher le succès. Ainsi, de quelque point de vue qu'on envisage la question, on voit qu'en France tout concourt à nous donner la certitude que le chef militaire possède des lumières qui ne sauraient être l'apanage d'aucun citoyen, si intelligent soit-il.

*
* *

L'atmosphère de la France était avant la guerre d'autant plus favorable à cet état d'esprit qu'une philosophie à la mode réservait, au même moment, le mépris le plus complet à l'intelligence. Le Bergsonisme rayonnait de tout son éclat. Il faut lire pour se convaincre de l'état d'âme que maintenait cette philosophie au théâtre, dans les lettres et jusque dans la société, le livre de Julien Benda, *Belphégor*.

On n'admettait plus comme moyen de connaissance que l'intuition, c'est-à-dire cette sorte de divination de tout notre être jaillie de l'inconscient qui nous fait au contact du réel sentir le vrai comme par un choc. De là, la prépondérance accordée à l'instinct dans la conduite

de la vie, le discrédit du raisonnement logique. Il est plaisant de constater que le Bergsonisme fortifiait le préjugé de l'infaillibilité militaire en honneur chez les civils et dans l'armée même.

La France avant 1914 possédait un État-Major digne d'être appelé bergsonien, dont la doctrine acceptait le discrédit de l'intelligence et favorisait le culte de l'intuition. Constatation stupéfiante, incroyable, dont au premier abord on reste suffoqué, mais qui apparaît après examen comme l'expression de la pure vérité ! Et cet État-Major poussait la conviction aux dernières limites ; il laissait loin derrière Bergson lui-même qui n'aurait jamais osé accorder à l'intuition le pouvoir merveilleux de préparer la revanche de 1870, sans au moins convier l'intelligence à collaborer à cette tâche difficile. L'auriez-vous cru, notre Joffre, physiquement si bien assis sur ses bases, si complètement rattaché par sa santé, son bon appétit, au monde des solides que le bergsonien fait profession de dédaigner, se ralliait à cette conception de somnambule et de médium. Il adhérait à une doctrine qui, comptant sur les impondérables autant que sur les régiments, cherchait à faire jaillir la victoire de l'insconcient des batailles en utilisant l'élan vital des troupes qu'entraînent l'instinct profond du succès. La table de l'État-Major Général où fut rédigé le plan XVII était, si j'ose dire, une table tournante.

Ne croyez pas que j'exagère le moins du monde : nul n'ignore, à l'heure actuelle, que la doctrine de guerre de l'État-Major en août 1914 était celle de l'offensive à

outrance. Vous allez voir par ses modalités qu'elle était bergsonienne et mystique. Dans le livre que le général Lanrezac a écrit pour sa justification nous lisons : « Il est fou de se faire volontairement illusion sur ce qu'on est en droit d'attendre des troupes et aussi sur les difficultés d'exécution auxquelles on va se heurter. Nos *jeunes écoles* sont d'un avis contraire. D'après eux, le chef qui se met à supputer les risques qu'il court, est incapable de déployer la résolution et la vigueur sans lesquelles il n'y a pas de succès à espérer à la guerre. » Il faut s'abandonner avec confiance à l'offensive à outrance, l'offensive déchaînée « qui bourre à fond ». Et Lanrezac, vieux soldat, nourri comme tous les Français de son âge aux principes de la raison cartésienne, s'indigne et crie au paradoxe. Eh ! mon général, ce n'est pas un paradoxe, c'est la vérité nouvelle. En plein Collège de France, aux applaudissements de tous, n'a-t-on pas décrété que l'intelligence dessèche ce qu'elle touche de ses doigts glacés. Le réel, le concret vivant lui échappe, elle ne peut que le figer, l'appauvrir sous prétexte de l'analyser. Dès lors, à quoi bon faire appel à cette vieille duègne, quand il suffit de prendre conscience par intuition des forces profondes qui nous mènent et qui savent mieux que nous où nous voulons aller.

Traduisez en langage militaire et vous aurez ceci : Le chef ayant en lui la volonté de vaincre doit se livrer tout entier, corps et âme, à cette impulsion sublime, s'en pénétrer jusqu'à ce qu'il la sente en lui à l'état d'instinct, la communiquer à ses troupes et foncer de l'avant sans

affaiblir son élan par la réflexion, sans peser le pour et le contre. N'est-il pas prodigieusement bergsonien cet état d'âme du chef que recommande la doctrine ? Avoir du « cran », c'est obéir à son élan vital, voir avec les yeux de l'intuition. Et le désir de ne pas contrarier l'esprit offensif du chef et de la troupe, qui renferme en lui, sans doute, une vertu surnaturelle, est tel, que les doctrinaires se refusent à envisager d'autres formes de tactique sur le champ de bataille que le simple et pur « en avant » : pas de défensive-préventive, pas d'offensive-démonstrative, pas de défensive-offensive, pas même de mesures de sûreté et de reconnaissance ! Car toutes ces formes du combat sont créées par la raison discursive, il faut pour les concevoir et les appliquer un acte de l'intelligence. Bergson est dépassé avec le colonel de Grandmaison qui fut le véritable chef de l'école de 1914, le grand prêtre de la doctrine. Sa foi en la vertu de l'offensive est telle qu'il critique violemment Maillard, Bonnal, Foch, Langlois, chefs timorés qui recommandent à toute troupe en marche contre l'ennemi de s'asseoir défensivement sur le terrain, d'occuper des points d'appui sur le front et sur le flanc pour contenir des attaques éventuelles et pour assurer la liaison tactique avec les unités voisines ? Rien n'est plus néfaste ! affirme le colonel de Grandmaison. Tout ce processus de précautions dictées par l'intelligence et par la raison raisonnante est essentiellement destructeur de l'esprit offensif. Et il s'écrie dans un élan véritablement religieux : « l'esprit offensif ne se divise pas ! »

Nous voilà en plein occultisme. L'âme offensive de la troupe, masse impulsive et indivisible, devient une sorte d'entité, un être surnaturel qui accroît la puissance des régiments et qui fera, à elle seule, plus que toutes les savantes dispositions, si on sait la garder intacte. En fait, dans la réalité des batailles, jamais une troupe ne s'aperçoit qu'on prélève sur elle des fractions pour les besognes de reconnaissance : chaque unité, isolée dans son petit rayon, ne voyant qu'elle-même. Mais, et ceci prouve bien le caractère mystique de la croyance, le colonel de Grandmaison songe sans doute qu'il y aura une diminution intrinsèque de la masse offensive, quelque chose comme une perte de fluide, dont le soldat sentira aussitôt inconsciemment l'effet déprimant en lui, parce qu'il est en état d'intuition, d'hypnose même. Le langage militaire peut faire illusion par sa matérialité, l'idée dernière de cette doctrine est bien celle-là. Elle s'apparente encore par un détour bien curieux au mouvement idéaliste allemand : elle se révèle conforme au subjectivisme romantique des Fichte et des Schelling, pour qui le vouloir profond exprime la réalité même du monde. Doctrine qui a porté à son comble la foi en l'invincibilité de la nation allemande, car plus ce vouloir est aveugle, violent, dépourvu de tout contrôle, plus il se confond avec l'essence des choses ; il crée et pétrit la réalité.

*
* *

Telles étaient, en 1914, les croyances de nos jeunes « brevetés », croyances qui enflammaient leurs cœurs et

que l'on retrouve tout en long du « règlement du service en campagne de 1913 ». L'entourage de Joffre pensait de même, puisqu'il était composé de l'élite de l'École de Guerre, et c'est dans cette atmosphère que fut élaboré le plan XVII qui, ne tenant aucun compte des intentions de l'ennemi, des effectifs engagés et des moyens matériels, allait lancer l'Armée française dans une attaque éperdue, irrésistible, décisive, ou qui devait être telle !

Mais ne trouvez-vous pas que ce mépris des manœuvres nuancées, héritage intellectuel des grands capitaines, ce refus d'exercer les facultés de prévision, de discernement, d'appliquer les méthodes discursives de raisonnement et d'analyse, cet unique recours enfin à la volonté offensive de la troupe, dénote en outre un singulier dédain de la culture? Dans l'armée, comme dans toute la France, on pouvait constater en 1914 une sérieuse baisse de la valeur intellectuelle. L'oubli des « humanités » régnait à l'École de Guerre comme en Sorbonne. Puisqu'il suffit de se mettre en état d'intuition, je veux dire en volonté offensive pour saisir la victoire, à quoi bon pâlir sur des textes, scruter le secret des manœuvres appliquées par les maîtres du champ de bataille ? L'abus du raisonnement, l'examen approfondi des situations tactiques détruit l'élan offensif qui seul importe. Les meilleures dispositions sont anéanties par la fougue tenace d'un entraîneur d'hommes qui se jette héroïquement dans la mêlée. Vieille idée, familière au guerrier, vestige des anciennes superstitions des temps barbares, où le soldat, croyant dur comme fer que le chef invincible était un sorcier

inspiré par Dieu ou par le diable, le suivait aveuglément.

*
* *

Il y a dans la *Jeanne d'Arc* d'Anatole France, un bien savoureux passage, où il suggère que la Pucelle a bien pu jouer le rôle de mascotte aux yeux des soldats de Charles VII. Jusqu'à ce qu'elle parut, ces troupes tremblaient devant les Anglais que la superstition populaire assimilait aux démons. Les paysans de l'époque, en effet, nommaient les Anglais des « couès », parce qu'ils croyaient que ceux-ci avaient une petite queue au derrière, comme les diables. Les Anglais eurent à leur tour une terreur affreuse de la Pucelle, à cause du don de magicienne qu'ils lui attribuaient. Dès lors, les soldats royaux, confiants dans la vertu de Jeanne pour annihiler le pouvoir maléfique de l'ennemi, retrouvèrent avec elle toutes leurs qualités guerrières : ils prirent ce qu'on appelle aujourd'hui « un bon moral ». C'était en somme la lutte de la mascotte contre les démons qui s'engageait par-dessus leur tête. Et cette confiance diminua du jour où elle fut blessée, car une autre superstition veut que les êtres surnaturels soient invulnérables. N'y avait-il pas un reste de ce fétichisme barbare dans l'excitation qu'à la seule vue de Napoléon ressentaient ses troupes ? Sa présence équivalait à un renfort de 30.000 hommes, a-t-il lui-même calculé. Je ne suis pas loin de croire que nos brevetés d'avant-guerre ont voulu faire entrer dans leur jeu le magnétisme napoléonien quand ils ont promulgué

cette mystique de l'offensive, sorte de foi ardente, irraisonnée, en la valeur d'une impulsion de l'âme et capable de renverser les obstacles matériels dans son déchaînement.

*
* *

Encore une fois, que notre grand Joffre, image vivante du bon sens et de la prudence paysanne, se soit laissé contaminer par cette audacieuse doctrine dont il ne pouvait avoir respiré à l'École de Guerre, dans sa jeunesse, les germes dangereux, puisque seules les dernières générations en furent imprégnées, cela dépasse l'entendement. En fait, le plan de campagne eut dû être établi selon les vues des généraux qui arrivaient en ce moment au sommet de leur carrière. Quels étaient les hommes qui par leur expérience et par leur âge étaient désignés pour exercer les grands commandements de la future guerre ? On les connaît. C'étaient Castelnau, Lanrezac, Dubail, Ruffey, c'étaient Foch, Sarrail, Maunoury. Mais ces chefs qui avaient passé leur vie à étudier les campagnes célèbres des capitaines illustres n'attachaient-ils pas une extrême importance à la culture militaire? Certes ! Dès lors, pense-t-on qu'ils fussent partisans de l'offensive à outrance, selon les modalités mystiques du colonel de Grandmaison ? Non, à coup sûr, puisqu'on vient de voir le colonel de Grandmaison en opposition radicale avec ses devanciers. C'est vers 1910 qu'un fort courant d'idées nouvelles va s'établir dans la jeune armée et que l'École de guerre est acquise à la doctrine de l'offensive à outrance,

en opposition avec ses maîtres d'hier. Dans un article de la *Revue de Paris*, du 15 février 1920, intitulé *le Plan XVII*, un des adeptes anonymes de la doctrine examinant les conceptions successives qui ont influencé les plans de campagne antérieurs à celui de Joffre, mentionne avec dédain « cet art subtil qui sous le nom de « défensive-offensive » orienta à partir de 1890 et pendant une vingtaine d'années nos dispositifs de concentrations ». C'est donc en 1910 que la lumière se lève dans l'esprit de nos jeunes brevetés. A cette époque ils font cette constatation « qu'à la guerre un puissant esprit d'offensive est indispensable du premier au dernier des exécutants. » « A quelque degré qu'on la pratique la défensive se révèle sans issue. » — « La décision du chef subordonnée aux renseignements, les forteresses servant de pôles attractifs aux troupes de campagne, sont autant de pièges grossiers à éviter. » — « Les progrès de l'armement, eux-mêmes, favorisent l'offensive aux dépens de la défensive. » Voilà les dogmes fondamentaux exprimés sans ambages par un des leurs. Et l'auteur de l'article, remarquant qu'à la même époque il se produit en France un relèvement de l'orgueil national provoqué par les humiliations successives de l'Allemagne, conclut : « L'âme nationale réagissant sur les techniciens confirma ces derniers dans leurs déductions. Ne convenait-il pas d'éviter une dépression à l'élan populaire, un affaiblissement de la confiance générale par une attitude timide, hésitante, prise au début de la campagne que l'on sentait devoir être décisive ? » Faisons remarquer en passant, qu'en dépit de ces belles idées,

Joffre n'hésitera pas en 1914 à faire exécuter un repli de 10 kilomètres à sa couverture, sur la demande du gouvernement, décidé à prouver d'une façon tangible les intentions pacifiques de la France. C'était là une attitude timide, indiscutablement, qui n'amena d'ailleurs aucun fléchissement de la confiance publique. Mais en revanche, un tel repli s'accordait mal avec l'esprit du plan de concentration orienté vers l'offensive accélérée dès le début des hostilités. Voilà bien une preuve formelle que Joffre n'était pas suffisamment pénétré de la doctrine, sans quoi il eut craint en acceptant ce repli de porter un coup mortel à l'esprit offensif de l'armée. Et l'idée nous vient que le bon Joffre n'avait peut-être qu'une notion assez vague des principes sur quoi était fondé le plan extravagant qu'il avait fait sien.

*
* *

Ici nous touchons à un aspect romanesque de cette période historique. Derrière la façade des faits officiels, il est rare qu'une réalité plus savoureuse ne se dissimule point. Plein de la foi qui soulève les montagnes, le petit clan conquis à la doctrine de l'offensive à outrance va organiser une sorte de complot pour s'emparer du pouvoir. Par bonheur, le 28 juillet 1911, le général Joffre est nommé chef d'état-major général. Quelques jeunes officiers frais émoulus de l'École, qui forment son état-major particulier, sont acquis aux idées nouvelles. Dans les bureaux de l'état-major de l'armée, d'autres officiers

communient dans la même foi. Entre eux, une sorte de complot se noue, sans que Joffre s'en doute. Connaissant l'influence qu'ils ont sur leur chef, ils décident, à l'abri de son autorité, d'appliquer coûte que coûte la doctrine d'où viendra le salut. Comprenez-moi bien, il ne s'agit pas ici de conjuration, de serment sur le poignard dans un souterrain. Chaque époque à ses moyens. Nos conjurés savent à merveille comment il faut opérer. Et d'abord, il faut écarter les généraux d'âge mûr, les chefs assagis par l'expérience, lesquels montrent une vive répugnance à accepter la doctrine intégrale et seront moins malléables que leur trop confiant patron. Entre le généralissime et ses collaborateurs il ne faut point d'intermédiaires, il faut supprimer toute influence capable de contre-balancer la leur. Et l'on va voir Joffre, poussé par eux, exiger peu à peu tous les pouvoirs. Le décret du 28 juillet 1911, promulgué à sa demande, lui donne à la fois la direction du Conseil supérieur de la guerre et de l'État-Major de l'Armée et supprime le poste de Vice-Président du Conseil supérieur. Les membres de ce Conseil eux-mêmes, n'exerceront plus leurs fonctions à titre permanent : ils seront seulement nommés pour une année par une lettre de service renouvelable. Ce nivellement n'apparaît pas encore suffisant. Une autorité subsistait qui, sans doute, gênait aux entournures nos éminences grises : le Chef d'État-Major Général. Le décret Millerand du 20 janvier 1912 l'envoie dans le néant. Voilà pour un général républicain un étrange despotisme. Joffre, tout seul, très haut, et sous lui rien que des subalternes. Désormais

le généralissime, uniquement aidé de son entourage et des officiers du 3e bureau de l'État-Major de l'armée, aura voix au chapitre pour dresser le plan de campagne. Le général Lanrezac raconte qu'en mai 1914, quand il fut nommé au commandement de la Ve armée, il prit connaissance du dossier de mobilisation dont la pièce capitale était la directive No 1. Ce qu'il lut l'inquiéta fort. « Le Conseil supérieur de la guerre, dit-il, n'avait été nullement consulté. Ses membres, bien qu'ils fussent appelés à commander les armées, en cas de guerre, n'avaient eu connaissance du plan que par la lecture de la Directive No 1, document secret qu'il ne leur était pas permis de discuter. » Ainsi ceux qu'on regardait comme l'élite du commandement, ces généraux mûris par l'expérience et la pratique du maniement des grandes unités n'avaient pas eu la moindre part à l'élaboration du plan de campagne. C'est à ce résultat que tendaient volontairement toutes les modifications prises par les décrets de 1911 et de 1912.

On admet qu'un homme doué d'une activité dévorante ait jugé superflue toute collaboration de ses pairs et désiré assumer tout seul le fardeau de la lourde besogne de préparation à la guerre. Mais l'activité du général Joffre, encore qu'elle soit efficace et toujours appliquée à bon escient, n'est rien moins que dévorante ; ses habitudes d'hygiène, son goût du calme, sa lenteur prudente bien connue suffisent à démentir une pareille assertion.

Je songe à ce cabinet de Chantilly, sans cartes ; à cette table nue, sans papiers, sans une note ; à cette vie si bien réglée de rentier paisible au plus fort de la guerre. Ce

n'est point là la manière ni l'appareil du chef qui veut tout faire par lui-même et passe les nuits à la besogne, enfermé dans son bureau. Le vainqueur de la Marne a ce trait commun avec M. Aristide Briand, qu'il n'est pas un bourreau de travail ; il n'écrit jamais ; rarement il consulte un dossier, mais préfère de beaucoup qu'un de ses collaborateurs lui en fasse un exposé succint. Que cette accumulation d'autorité sur ses épaules n'ait pas déplu au généralissime dont le tempérament, on le sait, s'accommode fort bien des plus lourdes responsabilités et qui a un goût très vif pour le pouvoir, cela ne fait pas de doute. Mais que cet état de choses fit encore mieux l'affaire de son entourage, voilà qui est, certes, plus évident. Je les ai connus, pour la plupart, à Chantilly, ces membres de la camarilla ; je sais quelle garde vigilante ils montaient autour de leur chef, quelle savante stratégie ils déployaient pour arriver à leurs fins, quel système de pression, quels efforts de persuasion ils employaient pour décider le général, assez souvent rebelle, à accomplir tel ou tel acte. Il faut tout ignorer des conditions dans lesquelles travaille un haut personnage, ne pas savoir quel besoin constant il a de se reposer sur ses subordonnés et de leur faire confiance, pour douter du rôle immense qu'un entourage actif et intelligent peut jouer. Maintes fois, il arrive au grand chef d'approuver, par une bienveillance naturelle, les conceptions de ses sous-ordres sans qu'il les ait soumises à un examen approfondi ; il est fatal qu'il subisse à la longue leur influence et que vivant toujours dans la même atmosphère, sans qu'aucun avis contraire se fasse

entendre, il accepte leur point de vue sans autrement peser le faible et le fort. Et justement, ce que nous savons du général Joffre, nous le montre sous cet aspect majestueux et immobile d'arbitre, ne prenant jamais pour sa part le lot de la recherche, des hypothèses, mais dominant de très haut le détail et appliquant surtout son esprit à décider sur les propositions de ses collaborateurs. Ce n'est pas diminuer le vainqueur de la Marne que de le montrer enclin à se reposer par tempérament sur les hommes qu'il a choisis et qu'il tient en haleine. D'ailleurs ces natures puissantes, méditatives, ont souvent l'idée obscure que tous les plans se valent dans l'immense chaos de la guerre et que le succès va à la volonté la plus ferme, à la confiance la plus ardente. Ce fatalisme d'ordre supérieur, que Tolstoï nous montre, dans la *Guerre et la Paix*, animant Kutusoff, on a plus d'une fois remarqué que Joffre en est imprégné. En outre, plus que quiconque, il est convaincu de son bonheur. Le fils du tonnelier de Rivesalte, monté si haut, n'a jamais douté un instant qu'il fut appelé à une magnifique destinée. Il est possible que mis en face de plans mieux nuancés, plus étudiés, tenant davantage compte des intentions de l'ennemi dont plus d'un esprit avisé se faisait dès cette époque une image exacte, il eut choisi, par naturelle prudence, autre chose que cette folle ruée en avant, justifiée seulement par un mysticisme transcendantal et une inexpérience certaine des choses de la guerre, que ses collaborateurs lui firent approuver. Mais peut-être que la conviction immense qu'il portait en lui de son heureux destin se mariait-elle

par des fils secrets à ce plan audacieux qu'il accepta parce qu'il exigeait, étant contraire à la raison, un insolent bonheur.

A quoi tient la destinée d'un pays ? Parce qu'un noyau d'ambitieux entourant un général en chef d'humeur paisible avaient eu l'audace d'écarter de la préparation du plan de campagne les hommes sages et pondérés pour qui la guerre ne constitue pas une aventure [1], l'Armée française s'est lancée tête baissée dans le traquenard que lui tendait les Allemands. C'est par une sorte de coup d'état du Palais, une révolution de sérail qu'a été préparée cette funeste stratégie. Les troupes, sous l'influence de ce règlement de 1913 qui galvanisait leur *Furia* native, ne furent plus dressées qu'au mouvement en avant, à la charge à la baïonnette, à corps perdu. Méprisant le renseignement, puisque le chef doit avoir pris la décision d'attaquer avant de rien savoir de l'adversaire, on ne tint aucun compte du plan de l'ennemi et l'on ne sut pas, à vingt corps d'armée près, le chiffre des forces adverses qui allaient se dresser en face de nous. Si l'on ne trouvait tout de même à leur actif une magnifique organisation des chemins de fer, en vue de la mobilisation réalisée par le 4e bureau de l'Armée, et une judicieuse sélection des états-majors, s'ils n'étaient étroitement liés au rétablissement triomphal de la Marne, ces occultes personnages auraient assumé une bien lourde responsabilité.

1 Cette interprétation a, semble-t-il, l'inconvénient de négliger la présence du général de Castelnau. Mais pour qui a vu, à Chantilly, la façon habile dont on neutralisait son influence et ses avis, cette objection ne subsiste plus.

*
* *

Quoiqu'il en soit du complot émouvant que je discerne, il faut en dégager la leçon. Chaque époque historique a ses traits caractéristiques, sa forme propre. Celle que nous venons de vivre plus qu'aucune autre a revêtu des modalités particulières. Trois ans avant la guerre, une minorité de l'armée, un clan de jeunes, animés d'un profond patriotisme, d'un orgueil national qu'on ne peut qu'admirer et pénétrés d'une doctrine de guerre à tendance mystique, décident de donner à la France la stratégie qui convient aux qualités de sa race. Comme il sied à leur âge, ils jouent le jeu avec imprudence, une splendide foi dans le hasard, car ce sont de vrais militaires, c'est-à-dire des joueurs. Groupés autour d'un chef qui leur est un solide support par son autorité et son sang-froid, ils entreprennent des réformes radicales. Du haut en bas de l'Armée ils procèdent à un rajeunissement total. A toutes les places utiles, ils pousseront des affiliés à la doctrine, des camarades de promotion, dont ils connaissent le dévouement et l'esprit de décision. Chaque général d'armée aura ainsi auprès de lui un chef d'état-major et des collaborateurs choisis exprès pour lui, chargés de le surveiller et dont les qualités pourront au moment opportun contrebalancer ses faiblesses, car nul général n'a le droit de choisir son second. C'est là un processus constant employé en politique par le parti qui arrive au pouvoir. Une occulte Franc-maçonnerie militaire a opéré de même, à partir

de 1911, dans l'Armée française. Ses membres ont constitué l'armature du commandement pendant trois ans de paix. Réunis au G. Q. G. pendant la guerre, ils poursuivront leur tâche, trois années encore, avec la même énergie. Leurs agents de liaison, véritables délégués de ce Grand Orient, exerceront une surveillance active sur tous les généraux. Quiconque n'obéit pas aveuglément est brisé. Quiconque est soupçonné d'esprit critique ou ne sacrifie pas à la religion du « cran » est tôt ou tard mis à pied. Cent cinquante généraux iront méditer à Limoges. Étonnante dictature d'un groupe d'anonymes ! Ce complot plaît à mon imagination. Sans qu'on s'en doutât, l'armée qui par le fait d'une paix prolongée était devenue l'empire des vieillards, tombait aux mains des jeunes générations. En dépit des graves dangers que leur inexpérience, leur orgueil et leur manque de culture allait d'abord faire courir à la Patrie, ils devaient constituer un faisceau de forces neuves et de volontés à toute épreuve dont l'action pèsera d'un grand poids dans la balance. Désormais, il nous faut changer notre conception du genie, reformer un vocabulaire qui ne convient plus aux réalités. Ou, si par routine et commodité nous gardons les mêmes habitudes de langage, donnons leur un sens nouveau. Que ce nom vénéré de Joffre soit pour nous comme une raison sociale, l'étiquette d'une collectivité audacieuse, « Joffre et Cie ».

IV

LE PLAN XVII APPLIQUÉ OU BERGSON CONTRE LANREZAC

Le plan XVII réglait la concentration de l'Armée française face à l'Est, entre Mézières et Belfort. L'attaque allemande, dans la pensée de l'État-Major, devant se produire de ce côté. Le choix de ce dispositif indique, au premier abord, une volonté d'illusion bien tenace dans le Haut Commandement français. Que n'avait-on raconté dans la presse sur les intentions machiavéliques de l'Allemagne ? La violation de la Belgique était un fait acquis aux yeux de l'opinion publique. Les Belges, placés pour savoir ce qui les attendait, n'étaient pas avares de sombres pronostics. Chaque jour, pourrait-on dire, dans les mois qui ont précédé la guerre, a amené la révélation de détails nouveaux, d'indices probants, touchant la volonté de l'Allemagne de nous attaquer sur notre frontière du Nord. De plus, un simple coup d'œil sur la carte des chemins de fer allemands confirmait cette certitude. Il serait facile de former tout un volume avec les articles de journaux ou de revues parus en France sur la question. Dans les milieux militaires même, il existait un clan

d'hommes convaincus que l'attaque principale allemande emprunterait le chemin de la Belgique. Il est vrai, la plupart ne croyait pas qu'elle s'étendit au delà de la Meuse.

L'État-Major n'en tenait qu'un faible compte. L'envahissement par la Belgique était une hypothèse qu'i faisait à la rigueur entrer dans ses prévisions, mais au même titre que la violation du territoire suisse. En veut-on une preuve ? La IV^e^ Armée formée en deuxième ligne pour une mission de renforcement avait sa place marquée en arrière et *au centre* du dispositif de première ligne, de manière à renforcer soit notre aile droite, soit notre aile gauche selon l'éventualité qui se produirait. Et rien n'indique mieux le peu de cas que l'État-Major faisait des projets si réels d'invasion par la Belgique, puisqu'il leur donnait la même force qu'aux projets chimériques d'invasion par la Suisse. Belle occasion, assurément, de crier à l'aveuglement, d'accuser l'esprit théorique de l'État-Major, et l'on n'y a pas manqué. Pour ma part, je ne crois pas la chose aussi simple.

Et d'abord, quelle importance cela avait-il, je vous prie, que l'ennemi attaquât face à l'Est ou sur la frontière du Nord ? Le plan XVII reposant tout entier sur l'idée mystique de l'offensive, n'était-il pas suffisant de courir sus à l'ennemi avec une vitesse foudroyante, de le prévenir et de le bousculer avant qu'il eût le temps d'amorcer une manœuvre quelconque ?

Ensuite, qui sait si l'État-Major ne préférait pas que son adversaire commît la faute de s'engager dans une

marche sur la frontière du Nord, laquelle lui prendrait plus de temps ? car à ses yeux c'était une faute. En effet, quand on y réfléchit, quand on pèse les raisons qui ont pu engager le commandement français à tenir pour nuls et non avenus tous les avertissements, on est bien obligé de conclure qu'il a voulu, de toutes ses forces, être surpris ou faire semblant de l'être. Non, notre État-Major n'a été ni assez naïf pour croire au respect des traités de la part des Allemands, ni mal informé des intentions de l'ennemi — il connaissait la doctrine du Grand État-Major adverse — ni assez aveugle pour ne pas voir comme tout le monde ce qui allait se passer. Au contraire, il a voulu jouer de finesse en maintenant avec une imperturbable sérénité son plan de concentration face à l'Est, c'est-à-dire, par contre-coup, en laissant découverte notre frontière du Nord, afin d'encourager les Allemands à se décider pour la manœuvre débordante. Animé d'un esprit aventureux, le petit groupe de brevetés, inspirateur de Joffre, cherchait la situation qui ouvrirait la porte à l'aventure. Ce qu'il craignait par-dessus tout, c'était d'avoir, en face de lui, un dispositif stratégique correspondant exactement au sien, ce qui eut présagé de dures batailles avec des forces en nombre égal, une avance lente et pénible, une sorte de guerre de siège, comme la chose eut été immanquable si l'Allemand avait prononcé son attaque sur notre frontière de l'Est, laquelle étant formidablement défendue, ne laissait libres que deux passages étroits, celui de Charmes et celui de Stenay. Il importait donc de paraître se laisser surprendre.

*
* *

La directive N° 1 assignait à notre armée le dispositif suivant. De droite à gauche s'échelonnaient : un groupe de divisions de réserve à Vesoul, l'armée Dubail (Ire) de Belfort à Épinal ; l'armée Castelnau (IIe) ; l'armée Ruffey (IIIe) aux environs de Verdun ; l'armée Lanrezac (Ve) derrière la Meuse entre Verdun et Mézières ; l'armée de Langle (IVe) en seconde ligne ; le 4e groupe de divisions de réserve Valabrègue, dans la région Hirson-Vervins.

Partant de la nécessité impérieuse de galvaniser l'esprit offensif des troupes, le plan Joffre, aussitôt la concentration terminée, préconisait de « se porter toutes forces réunies à l'attaque des Allemands ». Deux actions principales étaient prévues, l'une à droite, entre les Vosges et la Moselle, l'autre au nord de la ligne Verdun-Metz.

C'est-à-dire que nous prenions l'offensive par les deux ailes à la fois.

Notre aile gauche (IIIe, Ve et Ve Armées) devait prendre l'offensive à fond entre la Meuse, en aval de Mézières, et Thionville. Notre aile droite, de son côté, devait envahir l'Alsace par le Sud, et se porter sur Sarrebourg et Morhange. Remarquez que l'action de notre aile droite ne devait subir aucun changement, que la Belgique fut violée ou non. Seule l'aile gauche, qui, en cas de respect de la neutralité, passait primitivement entre Verdun et la frontière belge pour se porter sur la région de Thionville et plus au Nord, voyait son itinéraire

orienté droit au Nord-Ouest, puisqu'il n'y avait plus à éviter la Belgique. Il est inconcevable que la perspective d'avoir en face de notre gauche l'aile débordante de l'armée allemande, c'est-à-dire la majeure partie des forces ennemies, n'ait pas eu pour résultat de faire suspendre l'offensive de notre aile droite, laquelle en saine logique eût dû se mettre dans la position défensive et se dégarnir au profit de l'aile gauche qui allait avoir à soutenir le principal choc, et qui, justement puisque nous attaquions, devait être en mesure de bousculer une aile droite ennemie si puissante. Je sais bien que notre aile gauche, selon la première éventualité, s'était vue renforcée par la IVe Armée et cela paraissait suffisant.

En fait, notre État-Major se flattait de trouver la gauche ennemie amoindrie, puisque vraisemblablement toute la masse de l'armée allemande s'apprêtait à emprunter le chemin de la Belgique. Il ne voulait pas, dès lors, se dégarnir de ce côté, comptant bien en Alsace, et dans les régions de Sarrebourg et de Morhange, battre sans peine un ennemi inférieur en nombre. On devine très bien la finesse du plan. Pendant que mon adversaire se prépare à me tourner sur ma gauche avec de gros effectifs et prend le chemin le plus long pour y parvenir, je l'enfonce sur sa gauche à lui démunie, par le chemin le plus direct. La victoire de ce côté anéantit les projets de débordement de son aile droite. Belle idée, en vérité, audacieuse et de large envergure, mais théorique au suprême degré, car elle ne rayonnait de tout son éclat que sur le papier Elle ne tenait aucun compte des difficultés du terrain

Les Allemands ne s'étaient pas mis en position défensive sur leur gauche sans prendre de grandes précautions. Il fallait bien s'en douter un peu. Au surplus, la carte était là pour éclairer tous les doutes. Mais quoi ! l'assaillant n'a-t-il pas toujours la victoire ? Ne sait-on pas qu'une Armée qui adopte la défensive est toujours battue ? Il était clair, en vertu de cet axiome, que les Allemands le seraient.

*
* *

Or il arriva, et cela aurait pu être un bonheur pour nous, que nous ne pûmes attaquer en Alsace et en Lorraine avant que le mouvement de la droite allemande fut largement amorcé [1].

Le 15 août, il fallut bien voir que l'ennemi ne se bornerait pas à marcher seulement par la rive droite de la Meuse, mais qu'il déborderait sur la rive gauche, et Dieu sait jusqu'où ! Notre malheureuse aile gauche arrêtée primitivement au fleuve, en aval de Mézières, voyait pendre sur elle, prête à se rabattre, l'ombre gigantesque de l'aile droite ennemie à l'Ouest de la Meuse. L'ordre de porter son gros vers le nord-ouest sur la Basse-Sambre fut donné alors au général Lanrezac qui l'avait ardemment sollicité, d'ailleurs. C'était le premier pas vers la sagesse. Peut-être, à ce moment, convenait-il de renoncer aux

1. La prise de Mulhouse, le 7 août, ne fut qu'une occupation sans lendemain.

offensives de notre droite et de se préparer à recevoir énergiquement l'ennemi avec notre gauche étoffée de tous les corps retirés aux Ire et IIe Armées, lesquelles se borneraient à un simulacre d'offensive. On en avait tout le temps. On ne le fit point. Au contraire, il parut plus opportun que jamais d'envahir l'Alsace et la Lorraine. Bien plus, l'armée de Langle, qui prenait la place de l'armée Lanrezac à droite de la Meuse, — celle-ci glissant vers le nord-ouest — reçut mission de pousser énergiquement en avant pour rejeter l'ennemi. Là encore, on croyait trouver des forces insignifiantes, puisque les Allemands commettaient la folie de s'élargir démesurément sur leur droite. En deux points de la ligne allemande, nous pensions trouver une issue.

Notre État-Major était, hélas, ancré dans cette conception à la fois par une théorie fausse et par une idée erronée. La théorie ? c'était que l'offensive possède une vertu irrésistible. L'idée ? que les Allemands ne pouvaient avoir assez de troupes en ligne pour obtenir, sur un aussi large front que celui qu'ils adoptaient, une densité de troupes suffisantes. A ceux qui disaient : « Le mouvement débordant de l'aile droite ennemie prend une amplitude inquiétante », on répondait : « Tant mieux, avec quelles troupes nourriront-ils ce mouvement ? Ils vont s'élargir et s'étirer pour notre avantage. » Nous ignorions tout à fait la présence des 20 corps de réserve allemands dans l'armée d'invasion.

C'est une fâcheuse disposition d'esprit, celle qui consiste à croire son adversaire plus sot qu'il n'est ; ce fut celle

de l'État-Major français au début de la campagne ; il supposa : 1° que les Allemands laissaient sur le front de Lorraine des forces médiocres sans penser qu'ils remédieraient, par une solide organisation matérielle, à leur infériorité sur ce point ; 2° que l'ennemi ayant entrepris un vaste mouvement débordant par la Belgique, l'avait fait, entraîné par goût du colossal, beaucoup plus vaste que ne le lui permettait le chiffre de ses effectifs, ce qui nécessairement l'obligerait à dégarnir son centre pour nourrir l'aile marchante.

Voilà bien l'état d'esprit du théoricien, qui raisonne sur des données idéologiques, appuyé sur les immortels principes. Pour lui, rien n'est plus simple que d'enfoncer le centre ennemi avant que sa droite ne le déborde. Le théâtre de la lutte s'offre tel un lieu idéal : c'est un échiquier net et lisse où l'on évolue comme au champ de manœuvres. Le malheur voulait que d'une part, la difficile région de Morhange-Sarrebourg fut aménagée avec un soin tout particulier, hérissée de retranchements en béton armé, bien garnis d'artillerie lourde ; d'autre part, que la région à droite de la Meuse, par où les troupes de la IV^e^ Armée devaient s'engager, fut de l'accès le plus ardu, couverte de forêts, coupée de marécages, sans routes et presque à la lettre impraticable à une grande masse d'hommes. Ensuite, il se trouvait que les Allemands ayant 20 corps de réserve de plus que nous n'escomptions, les armées de von Hausen, du duc de Wurtemberg et la droite du Kronprinz allemand, échelonnées entre Montmédy et Thionville, et dont l'itinéraire de marche passait par la

région à l'Est de la Meuse, étaient très loin d'être négligeables.

Chose étrange, partout l'ennemi, à qui nous prêtions le dessein de se ruer sur nous avec une force inspirée par la doctrine de l'offensive à outrance, fit preuve de circonspection. En Lorraine et en Alsace, il adopta la tactique du repli et se tint sur la défensive. Nos troupes, enthousiasmées par leurs premiers succès, négligèrent les plus élémentaires précautions et se brisèrent le 20 août sur les retranchements fortifiés de la région de Morhange et de la Sarre, où l'ennemi les attendait à coup sûr. La Ire et la IIe Armée furent contraintes de se replier, poursuivies par les Allemands ; l'une sur les positions du Grand Couronné de Nancy ; l'autre sur la Meurthe. L'historien Louis Madelin, dans son livre « Le Chemin de la Victoire », relatant ce triste événement, avec un tact parfait, en des termes voilés, doux à notre amour-propre national, constate que le terrain de l'offensive de Lorraine était des plus mauvais. De même, parlant de l'offensive engagée en même temps par les armées Ruffey et de Langle au centre, et qui courut au même échec, il évoque « la difficile région des Ardennes ». Ainsi, les deux champs de bataille choisis par l'État-Major français pour remporter l'éclatante victoire, qu'il escomptait à coup sûr, étaient par leur nature même impraticables, propres à l'embuscade et à la surprise, bref, défavorables à l'assaillant. Que voilà une grave faute à l'actif de notre État-Major ! Eh ! quoi, vous ne vous souciez point d'être tourné, parce que, devançant l'ennemi, vous comptez

lui porter, avec une rapidité foudroyante, des coups mortels en deux autres points faibles de sa ligne ; vous négligez systématiquement, en dépit des avis d'alarme répétés, de couvrir notre frontière du Nord, exposée au plus grand danger, car vous estimez qu'il faut risquer gros pour obtenir la situation favorable à vos armes, et vous ne remarquez point que le terrain choisi pour prononcer l'offensive est fait à souhait pour contrarier votre dessein, puisque par sa nature il interdit une progression rapide et facilite la tâche du défenseur ! Mais cela, c'est une impardonnable légèreté ! L'audacieux, en cas d'insuccès, mérite les plus sévères reproches. C'est la rançon du risque qu'il fait courir.

On comprend que l'État-Major, après l'avortement de ses plans, ait choisi le rôle de dupe. Il a préféré passer pour naïf et mal informé, paraître avoir été surpris plutôt que d'avouer qu'en jouant les malins il s'était pris à son propre piège et cela par légèreté, par ignorance des conditions de la guerre. Qu'on ait pu préparer soigneusement un plan semblable, tout au plus bon à servir de thème à quelque brillant conférencier, et faire reposer là-dessus le salut de la France, voila qui est incroyable !

*
* *

Ah ! comme on comprend les angoisses de ce grand honnête homme, de ce chef habile méconnu, victime expiatoire des fautes du Grand État-Major, le général Lanrezac, à qui la postérité rendra un jour une justice

éclatante. La foule est moutonnière et aveugle ; elle n'aime point les protestataires. Le général Lanrezac s'est attiré la réprobation générale par ses véhémentes diatribes contre le Chef qui, s'il fut le vaincu du mois d'août, fut le vainqueur de septembre. Moi-même, j'ai longtemps été tenté de le prendre pour un mauvais esprit. Mais aussi que de calomnies à son encontre n'ai-je pas entendu formuler au Grand Quartier Général ? On sait avec quelle infernale habileté les gens de bureau savent ruiner leurs ennemis. J'ai assisté à ce terrible travail d'effritement entrepris, tout à tour, contre Foch, contre Pétain. Un des moyens les plus en usage est d'invoquer une défaillance de la nature physique. Lanrezac, à les entendre, aurait subi, du fait des premières batailles, un ébranlement cérébral qui le laissait incapable de mener son armée. Le soir de Charleroi, il offrait, disait-on, l'apparence d'une loque humaine, répétant d'un air égaré : plus de sang, plus de sang ! L'ordre de retraite prématuré (?) qu'il donnait, malgré le G. Q. G., alors que la victoire était au bout de son effort, n'est imputable qu'à ce moment de faiblesse. Voilà la thèse savamment entretenue dans le pays par les officiels et qui s'est peu ou prou accréditée, en dépit des rectifications de quelques hommes généreux [1]. On ne peut rêver de plus affreuse calomnie. On devine la douleur de ce général, brutalement retiré de l'action, alors qu'il a droit à tous les éloges, et qui voit se dérouler

1, Il faut parmi ceux-là citer en première ligne, M. Engerand, député du Calvados, qui ne craignit pas de prendre la défense du général Lanrezac dans le *Correspondant*.

pendant quatre ans une guerre qu'il a attendue toute sa vie, sans qu'on lui permette d'y prendre part. C'est la plus cruelle vengeance, ce trait de plume sur une carrière que tout faisait présager exceptionnellement brillante ; le nom du général Lanrezac, celui de sa race, d'avance promis à l'histoire, condamné à demeurer dans l'oubli, n'y a-t-il pas là de quoi désespérer un homme de cœur ? Voilà qui excuse les excès de langage auquel s'est livré dans sa douleur, il faut le dire, le général Lanrezac. Mais grâce à Dieu, un mois aura suffi au chef de la Ve Armée pour mériter l'estime et la reconnaissance de la Nation.

Qu'était-il ce Lanrezac, à la veille de la guerre ? Le plus réputé de nos généraux, habile à résoudre les problèmes tactiques, érudit et plein d'initiative, prudent et savant. Sa souplesse d'esprit, sa lucide intelligence, reconnues par les jeunes brevetés qui allaient, sous le couvert de Joffre, préparer l'Armée française à la guerre en perspective, lui avaient valu d'être appelé au commandement de l'armée d'aile gauche à qui était réservée un rôle de premier plan. Il était notre futur grand manœuvrier. Mais il possédait, en outre, une qualité que ne devaient point apprécier l'entourage du Généralissime, le bon sens ; et une vertu dangereuse : le courage de ses convictions.

Aucun Français, désireux de se rendre compte des événements du début de la guerre, ne peut ignorer le livre que le général Lanrezac a consacré à sa justification. C'est un document de première main et d'une inestimable

valeur parce qu'il nous fait pénétrer dans l'esprit d'un Chef d'Armée, assister à ses doutes, à ses scrupules, aux raisonnements qu'il forme pour asseoir peu à peu sa conviction et fixer sa ligne de conduite. Bien que le ton en soit parfois un peu vif, la sincérité de l'homme ne peut être mise en doute, elle éclate à chaque ligne. Et surtout, chose qu'on ne saurait trop admirer, il se dégage de cette lecture la preuve formelle qu'en matière militaire on n'emploie pas d'autres moyens de raisonnement ou de discussion qu'en matière civile. La règle cartésienne de soumettre toutes choses au bon sens, de ne rien avancer dont on ne soit sûr, de ne conclure que sur des données vraies, est appliquée avec loyauté par un esprit cultivé, un jugement droit, aussi éloigné du sophisme que de la vulgarité. Je mets en fait que tout homme d'intelligence moyenne, sans qu'il possède un don spécial de la nature, par le simple exercice de ses facultés intellectuelles, entre de plain-pied dans tout problème militaire. Aussi bien qu'un spécialiste, mieux peut-être, il verra le vrai et le faux d'une situation tactique ou stratégique pourvu qu'on ne soulève point les questions de technique particulière, lesquelles, d'ailleurs, ne font qu'égarer l'esprit sur des points de détail et cachent la vue de l'ensemble et les grandes lignes.

*
* *

Le général Lanrezac, sans vouloir jouer au prophète, avec la plus entière bonne foi, nous remet en face de son état d'esprit, quand au mois de mai 1914 lui fut révélée

la directive N° 1. Celle-ci lui sembla inspirée par une méconnaissance complète des règles les plus élémentaires. Se lancer à fond dans une offensive stratégique sans tenir compte des intentions de l'ennemi, alors que deux éventualités, sinon trois, étaient à prévoir, lui parut le comble de la témérité. Admettre qu'un plan puisse rester le même à peu de chose près, soit que notre ennemi attaque sur notre frontière de l'Est, soit qu'il viole la neutralité belge, c'est faire fi des nuances que chaque cas particulier introduit nécessairement dans toute ligne de conduite. Un tel plan est un plan passe-partout, donc grossièrement adapté aux diverses circonstances.

L'opinion que Lanzerac avait sur la valeur du plan XVII, Gallieni la professait également. Mais on pense bien qu'on ne tint aucun compte de leurs observations. C'est donc avec une certaine inquiétude au cœur, que le Chef de la V^e^ Armée entra en campagne au mois d'août 1914. Tout de suite, le 2, les Allemands s'installent dans le Grand-Duché de Luxembourg ; le 4, ils pénètrent en Belgique de force, le passage leur ayant été refusé. La deuxième éventualité se réalisant, la V^e^ Armée devait donc, selon le plan Joffre, se porter au-devant de l'ennemi et s'engager dans les défilés boisés des Ardennes et de la Semoy, *sur la rive droite de la Meuse*. Ce n'était pas pour un Chef, qui connaissait les obstacles de la Région, une mission réjouissante. Le 5, l'attaque de Liège signifiait avec évidence que la manœuvre débordante des Allemands allait prendre un grand développement et s'étendre à la rive gauche de la Meuse. Sans quoi les Allemands

eussent-ils cherché à franchir la Meuse si haut? Lanrezac, ne voyant venir aucun ordre du G. Q. G., signale qu'il serait sage de se porter sur cette rive, pour éviter d'être débordé. On lui répond « que la responsabilité d'arrêter un mouvement débordant ne lui incombe pas ». L'instruction générale N° 1, promulguée le 8 août, maintient l'échelonnement de nos armées de Mézières à Belfort. Lanrezac ne se tient pas pour battu ; il demande le 12, au général Joffre qui y consent, l'autorisation de porter son premier corps à Dinant, de façon à surveiller le passage de la Meuse, au nord de Mézières. Rien n'est cependant modifié dans l'itinéraire de marche de la V^e^ Armée qui doit, le 15 août, s'engager dans l'Ardenne belge, sur la rive gauche de la Meuse, alors que tous les renseignements parvenus laissent supposer que l'ennemi débordera sur la rive droite. Du 12 au 15, une discussion incessante s'engage entre Lanrezac qui insiste pour étendre son armée sur sa gauche, et le G. Q. G. qui lui ordonne de s'enfoncer dans l'Ardenne où, dit-il, « on a le sentiment que les Allemands n'ont rien de prêt par là ». Détail paradoxal : au moment même où le Général en Chef donne cette assurance, les bulletins de renseignement de son G. Q. G. signalent que les Allemands ont *par là* des forces considérables. Lanrezac insiste d'autant plus et, finalement, le 15 au matin, il est autorisé à préparer son mouvement vers le Nord-Ouest, *mais tout en se tenant prêt à marcher par l'Ardenne, c'est-à-dire vers le Nord-Est !!!* Il est vrai que le même jour à 19 heures, il reçoit enfin l'ordre de porter décidément le gros de ses troupes

à l'ouest de la Meuse, vers Philippeville. Il est hors de doute que sans l'insistance de son Général, la Ve Armée se serait engagée d'abord sur la rive droite de la Meuse, dans les fouillis de l'Ardenne. Qu'on l'eût arrêtée ensuite, qu'on lui eut donné l'ordre de passer sur la rive gauche, c'est probable, mais dans quelles conditions eut-elle fait ce mouvement, puisque le 15 août il était déjà trop tard. En effet, « le gros de la Ve Armée quand il atteindra le 20 août la Basse-Sambre après une marche de flanc très pénible (120 kilomètres), trouvera la voie barrée par l'aile droite allemande ». 15 corps d'Armée sur le front Bruxelles-Namur-Dinant menacent la gauche française en la débordant largement à l'Ouest.

Il est aisé, après ces détails, de comprendre l'attitude des interlocuteurs en présence, le général Lanrezac d'une part, le G. Q. G. de l'autre. L'un alarmé de tant d'imprévoyance, rendu méfiant et ne ménageant pas ses justes avertissements, l'autre irrité de cette perpétuelle discussion. Comme tous les gens à l'intelligence rapide, Lanrezac s'émeut de la lente compréhension de l'échelon supérieur. Peut-être perd-il un peu patience et met-il de l'aigreur dans sa manière de faire. Mais il est évident que le G. Q. G lui en veut de discuter ses ordres, d'autant plus que Lanrezac a trop raison. Hélas ! il a raison sur toute la ligne. La IVe Armée va être lancée dans l'Ardenne, au lieu et place de la Ve qui a obliqué au Nord-Ouest car le G. Q. G., s'entête à poursuivre l'offensive projetée. La IVe Armée y trouvera le désastre.

Par son insistance, Lanrezac à donc réussi a pousser

l'aile gauche de l'Armée française là où le péril va devenir pressant. Les jours suivants, il aura encore à faire preuve de clairvoyance, toujours contre l'avis du G. Q. G.

* * *

L'Armée anglaise, dont quatre divisions ont été débarquées, doit s'aligner à la gauche de la Ve Armée pour la prolonger à l'Ouest. Quand le sera-t-elle ? Pas avant le 24, au dire de French. Cependant, le 18 août, le G. Q. G. a lancé une Instruction particulière No 13 qui parachève son incompréhension et son aveuglement. Revenant sur l'ordre donné le 15 août, il espère encore que l'ennemi n'a engagé que de faibles fractions sur la rive gauche, à tel point qu'il songe à faire repasser la Ve Armée sur la rive droite au nord de Givet. Et s'il envisage l'éventualité d'une extension plus vaste du mouvement allemand sur la rive gauche, il pense que les Armées anglaise, belge et la Ve Armée française seront assez fortes, et placées à point pour déborder les forces ennemies qui s'y trouvent, par le nord. Il se croit en avance sur l'ennemi, alors qu'il est terriblement en retard. Bien plus, il estime au maximum à 7 ou 8 corps d'armée la droite allemande, alors qu'elle en compte au moins le double. Il ne songe pas un instant à renforcer sa gauche, au contraire, il pense pouvoir peut-être la dégarnir au profit de son centre.

L'Instruction générale No 13 du 18 août justifie les sévères reproches formulés contre le G. Q. G. : elle lui laisse la responsabilité tout entière des erreurs com-

mises, à ce moment de la campagne. Et que dire de ce Haut Commandement qui place perpétuellement le Chef d'une Armée de 180.000 hommes, dans l'alternative de déplacer une telle masse dans deux directions opposées ! Vue fausse des événements, mépris persévérant de la réalité, inexpérience dans l'art de manœuvrer les troupes, voilà ce que révèlent les ordres du G. Q. G. Si Lanrezac eut été un chef hésitant après une pareille instruction, il fut demeuré sur place, entre la Basse-Sambre et la Meuse, attendant de nouveaux ordres précis du général Joffre. Grâce à Dieu, sa conviction étant faite, il négligea complètement l'éventualité d'un retour sur la rive droite de la Meuse et continua à pousser le gros de ses forces sur sa gauche. Bien lui en prit. Du 18 au 20 août, tout l'espoir fondé sur les attaques d'Alsace et de Lorraine s'écroulait. La Ire et la IIe Armées refluaient en désordre et nous évacuions de nouveau Mulhouse. Les diversions espérées pour couper court à la marche de l'aile droite allemande avortant, comme il était aisé de le prévoir, celle-ci restait, plus menaçante encore, devant nos forces inférieures en nombre ; et il fallait maintenant en toute hâte dégarnir notre droite pour parer au danger que Lanrezac signalait depuis le 12.

Mais le G. Q. G. qui venait de recueillir les fruits d'une offensive inconsidérée sur sa droite, ne songeait qu'à se lancer dans une offensive nouvelle par son centre et sa gauche.

Le nouveau champ de bataille assigné à la Ve Armée était le pays des grandes houillères, Le Borinage. Le

général Lanrezac le compare à un dédale d'habitations, d'usines et de vergers clos de murs Il n'eut pas le temps de passer à l'offensive : le 21 août au soir, l'ennemi attaquait. Il n'est pas besoin d'être un grand stratège pour comprendre que le plan XVII aux trois quarts démoli n'est plus bon qu'à être jeté au panier. Que signifie cette poursuite chimérique d'offensive maintenant qu'il est avéré que des forces allemandes considérables, formant l'aile droite ennemie, tendent à déborder notre gauche ? La situation est entièrement nouvelle, il faut remanier notre dispositif en conséquence. Notre attaque n'obtiendra que des succès partiels. Vouloir foncer à tout prix, c'est risquer de faire écraser nos troupes en détail ; chose plus grave, c'est prêter le flanc au débordement de notre aile gauche Le général Joffre s'est enterré, il n'a plus qu'à se dégager le plus vite possible, pour se rétablir au Sud dans une position meilleure qui lui permettrait de passer au bon moment à la contre-offensive. La retraite est nécessaire ; il doit la commencer tout de suite, moyennant quoi, il perdra peu de monde et se ménagera les meilleures chances de succès. Le 20 août, le 21 au plus tard, un chef clairvoyant aurait pris cette décision. Mais, visiblement, le G. Q. G. se cramponne à cette idée d'offensive à laquelle il attribue une vertu miraculeuse. Le résultat, ce sera la bataille des Ardennes où le magnifique héroïsme de nos troupes se dépensera en vain, au prix de pertes effroyables ; ce sera la bataille de Charleroi qui aurait été, sans le général Lanrezac, le tombeau de la gauche française, et si le général French n'avait démontré à son

tour et jusqu'au paradoxe que l'indiscipline est la force principale des armées à l'échelon supérieur.

*
* *

Le peuple anglais s'est toujours distingué des autres, par un particularisme excessif qu'il met son point d'honneur à maintenir. Les cochers londoniens, par exemple, prennent leur gauche, alors que le conducteur de traîneau moscovite, lui-même, prend sa droite sur les pistes glacées de la Steppe. Le marchand britannique est seul en Europe à ignorer le système métrique au XX^e^ siècle. L'Angleterre, comprenant enfin, devant la violation de la Belgique, qu'un immense péril la menace, s'engage dans la lutte et jette sa petite armée sur le continent. Mais y eut-il général au monde qui reçut des instructions semblables à celles que le maréchal French tint de son chef hiérarchique, Lord Kitchener : « Vous coopérez à l'action de l'armée française... sans oublier que vous êtes un Commandant en Chef indépendant ; en conséquence, vous n'accepterez jamais d'être placé sous les ordres d'un Général français. »

Et cependant, ces désastreuses instructions auront les plus heureuses conséquences Le malheureux French, à qui le général Joffre a assigné sans ironie la région Landrecies-Valenciennes, comme secteur tranquille où se rassembler va recevoir sur les bras, le jour même de son entrée en ligne dans la région de Mons, des forces ennemies doubles des siennes. Il tiendra vaillamment,

avec la plus grande énergie, mais ne voudra pas risquer l'anéantissement. Aussi se mettra-t-il carrément en retraite sur le Cateau-Cambrai le 25, sans tenir le moindre compte des objurgations du G. Q. G. français qui voudrait lui insuffler sa confiance en l'offensive. Désormais, le général Lanrezac possède à sa gauche un auxiliaire précieux, dont l'unique souci est de hâter sa marche vers le Sud. Critiquer cette attitude du Général anglais, c'est prouver qu'on n'a rien compris à la situation. Le mérite de French est de n'avoir pas déployé un amour-propre excessif. Avec sa nature positive d'Anglais qui voit la réalité en face, il ne se soucie nullement d'héroïsme inutile. La campagne ne fait que de commencer, il importe de conserver ses troupes pour un moment plus favorable, au lieu de les faire massacrer tout de suite. Il est vrai, le général Lanrezac traversera de vives angoisses, mais pris entre le G. Q. G. qui lui donne chaque jour l'ordre d'attaquer et le vide qu'il a à sa gauche, il ne pourra que battre en retraite, et l'on a vu que c'est la solution du salut. Le général Mangin dit bien dans son livre *Comment finit la guerre*, que le général Lanrezac commit la faute de se replier le 24, c'est-à-dire le 3e jour de Charleroi, sans prévenir l'Armée anglaise. Et le fait que les Anglais ne retraitèrent qu'un jour plus tard tendrait à le confirmer. Cela prouve en tout cas que le G. Q. G. à aucun moment ne se souciait de donner des ordres. Ce n'est pas le général Lanrezac qui aurait dû prendre l'initiative de rompre le combat le 23 au soir, mais bien le général Joffre. Mais celui-ci ignorait, sans doute, qu'à la droite

de Lanrezac, la IVe Armée, écrasée par des forces supérieures, rétrogradait depuis le matin du 23 sur Mézières, poursuivie par l'ennemi, en découvrant entièrement le flanc droit de la Ve Armée. Aussi n'est-ce pas sans étonnement que l'on lit dans la relation officielle du G. Q. G., intitulée « Quatre mois de guerre », cette phrase perfide : « Le 24 août, le général Lanrezac, se croyant menacé sur sa droite, bat en retraite, au lieu de contrattaquer. » Voulez-vous supposer un instant que Lanrezac a obéi aux ordres du G. Q. G. et qu'au lieu de se mettre en marche le 24, il a contre-attaqué ce jour-là ? Comme il n'était pas en son pouvoir d'arrêter le repli de la IVe Armée, le vide qu'il avait à sa droite se fut accru et l'ennemi l'eut probablement débordé, sans compter qu'à sa gauche un trou d'une dizaine de kilomètres le séparait de l'Armée anglaise où les Allemands se fussent infiltrés. De telles phrases, mieux que tous les raisonnements, convainquent le lecteur qui examine les faits d'un œil impartial, de la carence du Haut Commandement au début de la guerre. La doctrine fausse de l'État-Major devait jusqu'au bout l'induire en erreur.

*
* *

Et toujours, au même point de vue logique, on ne peut que trouver contestable le fait d'engager la bataille de Guise qui fut un succès cependant, grâce à l'héroïsme de nos soldats et à l'esprit de décision du Commandant de la Ve Armée. Là encore, le G. Q. G. place Lanrezac dans

la situation d'attaquer à la fois au Nord-Ouest et au Nord, car c'est décidément une habitude de sa part. Je n'ignore pas qu'une Armée qui bat en retraite doit, par de vives contre-attaques, ralentir la poursuite de l'ennemi : c'est une manœuvre classique qu'on exécute avec des arrière-gardes aux coupures favorables du terrain. Mais dans la bataille de Guise, c'est presque la totalité de la Ve Armée qu'on veut lancer en direction Nord-Ouest, c'est-à-dire sur Saint-Quentin, en lui faisant exécuter un face à gauche presque complet et traverser l'Oise dans la boucle de laquelle elle se trouve, alors que les Anglais reculent vers Chauny et la Fère, découvrant sa gauche. L'ordre transmis par l'Officier de liaison du G. Q. G., le colonel Alexandre, vaut d'être cité : « prendre l'offensive à fond sur Saint-Quentin, et cela le plus tôt possible sans se soucier des Anglais ». Maintenant, n'oubliez pas que la Ve Armée est alignée sur le front Origny-Sains-Vervins, avec en face de soi des forces allemandes qui la menacent, et que la IVe à sa droite s'étant resserrée vers l'Est, la découvre entièrement. Le malheureux Lanrezac se débat de toutes ses forces. Rien n'y fait. Joffre lui-même accourt pour l'obliger à exécuter cet ordre difficile qui ne peut donner aucun résultat décisif, la directive d'ensemble étant à l'heure actuelle pour toute l'aile gauche française de se rétablir derrière l'Aisne. Malgré la présence de Joffre, les événements feront qu'à peine engagés dans l'attaque sur Saint-Quentin, 2 corps de la Ve Armée seront contraints de rebrousser chemin pour faire face aux Allemands qui prononcent une forte poussée sur son

front Nord. C'est donc à notre corps défendant que nous avons gagné la bataille de Guise : il s'agissait en réalité, dans le plan Joffre, de livrer la bataille de Saint-Quentin. L'ennemi sera rejeté et la victoire nous sera acquise ; mais à peine victorieuses, nos troupes devront en toute hâte, et dans de plus mauvaises conditions que la veille, reprendre leur marche vers le Sud, où elles risqueront un instant d'être coupées sur leur gauche, par suite de l'avance prise par les Anglais qui ont atteint, un jour avant, la ligne de l'Aisne. Si bien que le rétablissement escompté ne pourra encore se faire derrière cette rivière.

C'est pour la troisième fois, d'ailleurs, que cette furie d'offensive à tout prix compromet notre rétablissement. Car, le seul résultat des ordres donnés par le G. Q. G. à l'aile gauche française, depuis le 15 août, on le voit maintenant avec une clarté aveuglante, aura été de prolonger la retraite jusqu'à la Marne.

Une première fois, si dès le 15 août, le G. Q. G. écoutant les avis du Commandant de la V^e^ Armée, au lieu de s'engager en Belgique, et de livrer la bataille de Charleroi, avait regroupé son dispositif, il eut pu recevoir l'ennemi sur la frontière française et engager la bataille dans d'excellentes conditions. S'il avait, le 23 août, compris qu'il fallait se dégager, il eut pu aisément se rétablir sur la ligne La Fère-Laon. Enfin, son obstination à engager le combat de Guise nous forcera à pousser au delà de l'Aisne.

*
* *

Que reste-t-il, je vous prie, de la légende qui montre le G. Q. G., ordonnant après ses échecs du début une magnifique retraite stratégique d'une incomparable ampleur et fixant d'avance la ligne où, faisant face à l'envahisseur, l'Armée française reprendra l'offensive ? La retraite de la Marne a rendu Joffre aussi célèbre que la victoire de la Marne. Eh ! bien, ni l'une ni l'autre ne sont autre chose que le fruit de la collaboration de plusieurs chefs. Il faut nous déshabituer, devant le phénomène nouveau de la guerre moderne, de juger les choses sous l'angle historique, qui attribue au génie d'un homme tout le mérite des grands événements. L'humanité en a fini avec le personnalisme des hommes représentatifs ; elle entre dans la période collective. Le génie désormais consistera, non plus à commander tout seul, mais au contraire à utiliser tous les talents. Le Chef d'une Nation moderne ne peut plus être un despote, mais un organisateur, un coordonnateur des énergies et des intelligences dans tous les domaines. Quand en France on réclame un Chef, une autorité, pour parer au désordre du régime démocratique, on se trompe grossièrement, si l'on se le figure à l'image de l'autocrate. Celui-là, en face de l'innombrable complexité des problèmes de l'existence moderne, perdrait vite la tête, quel que fut son génie. Et d'ailleurs, où se trouve-t-il de nos jours, le Génie ? Si le monde a tenu quelquefois dans la main d'un homme, ce fut tant

que le monde a été à la mesure d'une main. Napoléon a été le dernier et le plus personnel de nos génies. L'humanité élargie du XX^e siècle, où tous les hommes sont libres, aucune main n'est assez forte pour la mener. Ce sont des collectivités disciplinées, animées d'un esprit vraiment national et dépouillées de l'esprit de caste qui viendront à bout de l'énorme tâche, dans tous les pays. Mais que l'échelon le plus élevé joue au tyran, qu'il ne suive que sa pensée, à la manière d'Alexandre ou de Napoléon, et le fruit de la collaboration sera perdu. Encore ne faut-il pas qu'une seule collectivité gouverne, à l'exclusion des autres, contre les autres, comme nous le verrons plus tard par l'exemple de l'Allemagne.

Toute la première partie de la guerre nous montre Joffre et son entourage particulier, jouant au Napoléon. Vainement les collaborateurs essayent-ils de faire entendre leur voix et le désastre s'ensuit. La retraite de la Marne arrive, après quels terribles avatars, a une fin assez heureuse, parce qu'un général lucide et entêté impose, sans cesse, sa collaboration. Nous allons voir que la victoire de la Marne ne sera gagnée que parce qu'un autre général, non moins lucide, imposera la sienne. Mais cette fois, Joffre, instruit par l'expérience, Joffre qui rendu à sa vraie nature, réalise ce type du Chef coordonnateur des énergies, qui pense par les autres, aura le mérite de faire sienne aussitôt, sans amour-propre d'auteur, la suggestion d'un collaborateur éminent.

V

MÉDITATION SUR UN POINT D'HISTOIRE

Je me demande encore si c'est un rêve, ou le mirage d'une hallucination. Je lisais *Comment finit la Guerre*, l'ouvrage du général Mangin, espérant y trouver la vérité sur Charleroi. J'en étais à la pathétique journée du 23 août, et je lus :

« La division de réserve (Boutegourd) qui gardait la Meuse a cédé devant l'attaque *de toute l'Armée saxonne Von Hausen* qui a repris Dinant : *l'Armée Lanrezac est tournée par la droite et coupée de l'Armée de Langle.*

« Le général d'Esperey [1] lance contre ce nouvel assaillant ses seules forces disponibles, *deux bataillons actifs conduits par leur Général de Brigade*, qui rétablissent la situation *en reprenant de haute lutte* le village d'Onhaye. »

« Cette vive action a arrêté l'Armée saxonne pour deux jours. »

Et d'abord, remarquons que ce passage si vif et si lestement écrit, réduit à néant l'insinuation contenue dans « les Quatre mois de guerre », relation officielle du

1. Franchet d'Esperey commande le 1er corps de l'armée Lanrezac.

G. Q. G. touchant l'attitude de Lanrezac, lequel : « se croyant menacé sur sa droite, bat en retraite, au lieu de contre-attaquer. » Il était si bien menacé qu'il était, le 23 au soir, complètement coupé, au dire du général Mangin

Mais là-dessus, on se demande : est-il possible que deux bataillons actifs, même conduits par leur Général de brigade, lancés contre *toute* l'Armée saxonne de Von Hausen, forte de quatre corps, aient pu la refouler et la contraindre à s'arrêter deux jours ?

Voyons ce que Lanrezac, qui commande l'Armée où ces événements se déroulent, dit du grand péril qu'il a couru et du merveilleux exploit qui l'en a délivré.

« Au 1er corps, la fraction lancée à Saint-Girard s'est maintenue ; *celle envoyée en soutien de la Division Boutegourd parvient à destination, sans incident, à la tombée de la nuit*. Les bataillons de droite du Général Boutegourd se sont ralliés vaille que vaille à Anthée, Weilen et Chestravin-Ferme, et observent de là les sorties d'Onhaye que l'ennemi n'a pas dépassé. *Le parti allemand se dérobera pendant la nuit ; il était, paraît-il* (je ne suis pas encore fixé à cet égard), *moins fort qu'on ne l'aurait cru.* »

Le Chef de la Ve Armée doit être fixé, à l'heure actuelle, par le récit du général Mangin. Car je n'ose croire que ce dernier, qui se trouvait être, je le crois bien, le Général de brigade marchant à la tête des deux bataillons actifs, se soit trompé à ce point sur sa propre action et n'ait pas vu que le village d'Onhaye était déjà évacué par l'ennemi quand il y entra. Il reste bien ce détail de toute l'Armée saxonne, qui pour Lanrezac n'est qu'un

parti allemand, mais on ne peut exiger d'un soldat qui se raconte la précision d'un historien en chambre.

En tout cas, Lanrezac apparaît beaucoup moins nerveux qu'on ne l'a insinué, si j'en juge par son récit. Mais que dire d'une divergence de vue aussi forte ! Si les travaux des historiens sont suspects, faut-il douter aussi des témoignages des acteurs du drame ? L'homme d'action est un mauvais témoin, car tout entier hors de lui-même, tendu vers son objet, distinguant mal entre ce qu'il fait et ce qu'il rêvait de faire, il n'a ni le temps de comparer ni celui de réfléchir Ajoutez à cela son désir bien compréhensible de briller, d'autant plus fort qu'il est plus ambitieux et qu'il est plus décidé à acquérir de la gloire.

Au témoignage de Mangin, le brave des braves, je préférerais de beaucoup celui d'un médiocre héros, modeste par goût de l'obscurité, circonspect et froid par amour de la vie, et d'esprit critique par manque d'enthousiasme. Mais n'est-ce pas folie d'espérer trouver un homme si rare mêlé au fracas des batailles ?

VI

LA VRAIE BATAILLE DE LA MARNE

Le général Lanrezac avait-il enfin convaincu le G. Q. G. que le salut de la France résidait dans une retraite rapide de notre aile gauche ? La chose est probable. Le malheureux Chef n'en paya pas moins de sa mise à pied — le 3 septembre — les observations nombreuses qu'il avait adressées au Haut Commandement pour son bien. L'amour-propre de l'État-Major avait été soumis à une trop rude épreuve pour qu'on lui pardonnât sa clairvoyance. Quoi qu'il en soit, le G. Q. G., après la bataille de Guise, adopte une attitude diamétralement opposée à celle qu'il a tenue jusqu'ici. Nous le voyons maintenant décidé à se dérober devant l'ennemi, à tel point que l'on commence à être inquiet du magnifique sang-froid que témoigne cette volonté continue de retraite. La ligne de repli prévue par l'Instruction générale N° 4, du 1er septembre, passe par Bray-sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube Vitry-le-François, région au nord de Bar-le-Duc Il est vrai que le document affirme toujours la volonté du Général en Chef de reprendre l'offensive dès que la Ve Armée aura échappé à la manœuvre

d'enveloppement de l'aile droite allemande. Mais comme on l'a fait observer, Bray-sur-Seine est à 70 kilomètres au sud-est de Paris. Ce n'est pas tout : une note supplémentaire, datée du 2 septembre portant le N° 3463, indique une nouvelle ligne qui devra être fortifiée : Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Joinville. Pont-sur-Yonne est à 80 kilomètres au sud de Paris.

Le général Le Gros, dans son livre si intéressant, *La genèse de la Bataille de la Marne*, prétend que le G. Q. G. a pensé reporter sa ligne défensive sur la ligne Briare-Morvan-Dijon-Besançon. Pour ma part, je le crois difficilement. C'est là, sans doute, une de ces éventualités purement théoriques familières aux États-Majors, lesquels ont coutume d'épuiser la question qu'on propose à leur attention. Chargé d'étudier les lignes de repli possibles au sud de l'Aisne, il se peut qu'un officier en ait indiqué consciencieusement toute une série, jusqu'aux Pyrénées ; cela n'engageait en rien le Général en Chef.

Quoi qu'il en soit, l'ordre du 1er septembre, à lui seul, suffit à rétablir sa réputation de prudence, jusqu'ici assez compromise. En effet, à cette date, la Ve Armée commençait seulement à passer l'Aisne, et son Q. G. s'installait à Jonchery-sur-Vesle. Le 2, quand l'ordre du G. Q. G. lui apprit qu'elle devait traverser la Seine entre Bray et Nogent, elle tenait la ligne Oulchy-le-Château, Fère-en-Tardenois-Rosnay, sa droite au nord de la Vesle, au fort Saint-Thierry. C'est à environ 100 kilomètres plus au sud qu'on l'envoyait d'un seul élan. Si l'on se reporte

aux reculs pied à pied imposés jusqu'ici à Lanrezac, il faut avouer qu'un brusque changement de méthode est intervenu le 1er septembre. Que signifie-t-il ? Est-ce que la volonté de reprendre l'offensive contre l'ennemi, volonté jusque-là impatiente et fébrile, dominée par l'angoisse de voir l'adversaire se rapprocher de la capitale, aurait fléchi ? Le Généralissime, tout à coup, a-t-il fait abandon de Paris ? Je ne suis pas éloigné de le croire. Un de ces sophismes d'École de guerre, soigneusement entretenus par le petit cercle de brevetés qui l'entourent est venu apaiser ses craintes : *Paris est un point géographique*, ou encore : *le terrain ne compte pas*. On sait que M. Millerand, inspiré par Joffre, proposa au Conseil des Ministres de déclarer Paris ville ouverte, en même temps que le Gouvernement la quitterait. Il y eut de telles protestations parmi les Ministres que ce projet fut repoussé. De son côté, Gallieni, à qui Messimy, puis Millerand, ont confié la ville, menaça de démissionner. Je le répète, le fait est sûr, il n'y a pas à alléguer qu'on se trouve en face d'un faux bruit. Eh bien ! réfléchissez à ce qu'une telle proposition émanant du Haut Commandement comporte en soi de conséquences militaires : on ne laisse pas de garnison dans une ville ouverte ; l'ennemi s'y installe sans coup férir. Un G. Q. G. est nourri de ces idées. Retenez donc que tandis que l'on préparait l'Instruction du 1er septembre, laquelle indiquait la ligne Bray-sur-Seine, région nord de Bar-le-Duc, le G. Q. G. renonçait vraisemblablement à appuyer, au Camp retranché de Paris, son extrême-gauche.

Telles ont été les prévisions premières du G. Q. G. Ce n'est évidemment pas le soir de Charleroi, comme le répètent, avec admiration, les historiens officiels, que le Haut Commandement a jeté d'une main ferme les bases de la victoire de la Marne, c'est aux environs du 1er septembre ; encore dans sa pensée ne pouvait-il être question que de la victoire de la Seine. A mon sens, le fait de n'avoir pas prédit avec une certitude impeccable le point exact où l'Armée française allait faire front contre l'ennemi et reprendre l'offensive, ne diminue pas d'une once le mérite du Général en Chef. Pourquoi veut-on que le génie militaire se complique du don de prophétie ? Je l'ignore, mais un historien n'estimerait que médiocrement son héros si celui-ci n'avait pas prédit tout ce qui s'accomplira. Or, comme il est difficile que de pareilles prédictions aient lieu, la guerre étant une suite de circonstances indiscernables, et le succès le fruit d'un imprévu saisi au vol, l'historien préfère arranger les faits et presser les textes pour ne pas se priver de beaux effets littéraires. On ne se fait pas une idée des sottises auxquelles se raccrochent certains écrivains officiels, au demeurant intelligents, pour prouver que *tout a été prévu*. En voici un exemple. Bien que je ne me sente pas le courage de citer l'auteur, je veux transcrire sa phrase exacte ; les lecteurs érudits découvriront sans peine de quel ouvrage elle est tirée : « Le général Joffre a dit (dès le début de la retraite) à un Officier qui m'a cité ses paroles : « *J'attaquerai quand mes deux ailes auront une position enveloppante.* » J'aime à croire que l'Officier rapporteur

de ce propos est seul responsable de cette niaiserie, car à quel moment Joffre a-t-il pu espérer que son aile droite, occupée à contenir l'ennemi en Lorraine et dans les Vosges, aurait une situation enveloppante ? Songeait-il à violer la neutralité de la Suisse ? La chose serait au moins nouvelle.

A la guerre, le hasard est maître. Le Chef propose, l'événement dispose, sans oublier l'ennemi. Nous allons voir, une fois de plus, la vérité de cette pensée peu orthodoxe. Une série de circonstances indépendantes de la volonté du G. Q. G. viendra peu à peu donner sa forme au plan de contre-offensive, dont l'idée confuse flotte dans l'esprit du Haut Commandement.

*
* *

Depuis la bataille de Charleroi, un fait nouveau est intervenu, la création de la VI[e] Armée, Armée Maunoury. Elle répond à la nécessité de former, à la gauche de notre ligne de bataille, un groupe de forces capable de parer au débordement dont nous sommes menacés et de déborder à son tour la droite allemande. Il n'y a pas autre chose à envisager à l'heure actuelle. Une des ailes de chaque Armée en présence étant fixée à la frontière suisse, c'est par l'aile mobile que chacun des belligérants s'efforcera d'agir. L'art militaire est très pauvre en combinaisons. L'action de déborder l'adversaire par une aile est vieille comme la guerre et les grands Capitaines, comme les médiocres, n'ont pas de ressources meilleures à leur dis-

position. Les premiers se distinguent des seconds, en ceci qu'ils réussissent là où les autres échouent ! L'ironique fatalité voudra que dans cette guerre, presque aussitôt après la Marne, les généraux n'auront plus jamais d'aile à leur disposition. Si bien qu'il est permis de se demander si cette longue et sanglante campagne aura, en fin de compte, un rapport quelconque avec l'art militaire, d'autant que l'enfoncement par le centre lui-même qui après l'enveloppement par les ailes constitue la deuxième corde à l'arc des stratèges, n'a jamais pu être réalisé, au sens exact du mot.

Il est clair que le débordement de l'aile adverse se prépare de longue main ; la manœuvre doit être en puissance dans le dispositif même des troupes, au moment de la concentration. Un grand Chef est celui qui concentre ses forces de telle façon qu'après quelques jours de marche normale elles se trouvent menacer le flanc de l'ennemi. Il était relativement plus facile, quand les batailles se livraient entre petites armées de métier, de changer l'ordre de marche et la direction des troupes, d'opérer des glissements d'unités pour éviter ou provoquer la manœuvre de débordement. Mais les énormes masses mises en jeu par la guerre moderne ont donné une importance capitale au dispositif de départ [1]. Si la concentration ne répond pas à une idée stratégique juste, des pertes de temps irrémédiables peuvent s'ensuivre, et finalement la défaite.

1. En somme le plan XVII est moins un plan de campagne qu'un plan de concentration des forces françaises, mais le plan de campagne y est, de ce chef, virtuellement contenu.

Quand un adversaire a opéré une concentration malheureuse, qui ne cadre pas avec la situation créée par le plan adverse, comme ce fut le cas en 1914, il n'a plus qu'à réparer par tous les moyens en son pouvoir cet état de fait. Ce qu'il n'a pu obtenir par le déroulement logique de sa manœuvre, il le cherchera artificiellement, par raccroc. Le dispositif du G. Q. G. en août 1914 était conçu de telle sorte que les divisions allemandes en se déployant à l'ouest de la Meuse créaient sur notre flanc gauche un péril mortel. Vainement l'Armée anglaise fut-elle poussée à notre extrême-gauche ; il s'en fallait de beaucoup encore que nous fussions en mesure de nous opposer au débordement cherché par l'ennemi. Dès lors, il n'y avait qu'un moyen : amener quelque part, dans l'Ouest, des troupes qui fussent en position de surgir sur le flanc de l'ennemi. Le problème stratégique devenait un problème de transports. Il n'y avait rien de génial dans une telle solution : c'était un pis-aller, d'autant moins élégant que les troupes en question, il fallait les prélever, pour la plupart, sur les forces en ligne ; le seul point que l'on pouvait démunir à ce moment étant notre extrême-droite, ces troupes avaient un long chemin à parcourir pour rejoindre l'emplacement qui leur était assigné, lequel, d'ailleurs, était fatalement voué à se déplacer vers le Sud, au fur et à mesure de l'avance ennemie. Aussi risquaient-elles d'arriver en retard. L'Armée Maunoury qui devait initialement se rassembler, du 27 août au 2 septembre, si possible en avant d'Amiens ou, dans le cas contraire, derrière la Somme, ne sera que tardivement en place et n'aura pas

la force exigée par la situation. Malgré leur vaillance, ces troupes, qui feront subir un sérieux échec à des éléments de Von Kluck, près de Proyart, seront entraînées dans la retraite générale. Mais il est permis de croire que cette Armée, renforcée en cours de route par des forces nouvelles, reste dans la pensée du Haut Commandement l'élément de manœuvre essentiel de la contre-offensive prévue. Or, voici qu'un fait nouveau intervient qui nous montre le Général en Chef se désintéressant tout à coup de cette VI[e] Armée.

*
* *

Maurice Barrès, dans sa chronique de guerre, raconte : « Le matin du 25 août, le Ministre Messimy vient d'envoyer au G. Q. G. un Officier porteur de l'ordre suivant : « Si la victoire ne couronne pas le succès de nos armes et si les armées sont réduites à la retraite, une armée de trois corps actifs au minimum devra être dirigée sur le Camp retranché de Paris pour en assurer la garde. » Le Ministre de la Guerre a lancé cet ordre à la suite d'une conversation avec le général Gallieni à qui il songe à confier la défense de la capitale. Sans attendre, d'ailleurs, il décide qu'une division d'Afrique, en voie de débarquement à Cette, sera mise à sa disposition et dirigée sur Paris. Gallieni apparaît. Déjà il a pris contact avec le G. Q. G. et n'a pas eu à s'en louer. Le 14 août, en effet, il a rendu visite à Joffre sur les instances de Messimy, pour attirer l'attention du Général en Chef sur le mou-

vement débordant de l'Armée allemande. Il a été reçu deux minutes et courtoisement éconduit. N'oubliez pas que Gallieni est le successeur désigné de Joffre.

C'était évidemment une raison politique autant qu'une nécessité militaire qui inspirait à Messimy l'envoi de l'ordre du 25 août. Les mauvaises nouvelles inquiétaient fort les parlementaires, et la population parisienne, très confiante cependant, pouvait s'alarmer du jour au lendemain si l'on ne lui donnait l'impression que l'on prenait des mesures pour sa sécurité. Saisi de cette demande, le général Joffre songe d'abord à détacher une partie de l'Armée Lanrezac pour renforcer la garnison de la capitale, comme en fait foi un télégramme du 29 août cité par M. Millerand dans la *Revue Hebdomadaire* du 15 février 1919.

Il n'envisage pas cette obligation sans inquiétude et ennui. A l'heure angoissante où nous nous trouvons, il en est réduit à faire flèche de tout bois, car son infériorité numérique est grave. La bataille qu'il doit livrer et dont dépend le salut du pays exige qu'il garde en ligne le maximum de ses forces. Assurément, il aurait préféré, en se plaçant au strict point de vue militaire, que Paris fut déclaré ville ouverte et vidé de toute garnison. Les corps qu'on va y immobiliser seront probablement perdus pour la bataille, car dans la guerre qui s'ouvre il est de plus en plus avéré qu'une place forte ne résiste pas longtemps aux coups d'une formidable artillerie, à plus forte raison une place comme Paris dont la capacité de défense est nulle. Cette thèse, il n'est pas hasardé de la

supposer celle du G. Q. G., puisqu'il promulguera par la suite un décret touchant le désarmement des forts de Verdun. Mais, en la circonstance, il n'y a pas à éluder l'ordre du Gouvernement. Et l'on songe d'abord à diriger sur Paris une fraction de l'Armée Lanrezac, sans doute parce que ces troupes au cours de leur repli se rapprocheront le plus de Paris. Le 30 août, sur une nouvelle demande de Gallieni, qui réclame avec insistance les trois corps promis, Joffre répond qu'on lui destine bien trois corps, mais en majeure partie composés de divisions de réserve. C'est la VI^e^ Armée qui est ainsi annoncée, laquelle comprend, en effet, à ce moment, 4 divisions de réserve et 1 corps actif, le 7^e^.

Qu'est-ce à dire ? Cette VI^e^ Armée n'est-elle pas le pion essentiel sur l'échiquier, le noyau de la masse de manœuvre qui se constitue à notre extrême gauche et qui chaque jour grossie des forces prélevées sur le reste du front doit être en mesure, au moment voulu, de déborder l'aile droite allemande ? Joffre se séparant de cette Armée au profit de Paris, ne semble-t-il pas indiquer qu'il renonce à rechercher cette manœuvre ?

Comment peut-il en être autrement ? Le 30 août, Joffre met l'Armée Maunoury à la disposition du Camp retranché. Il ne peut croire qu'une chose, et sa dépêche du 29 le laisse entendre, c'est que l'Armée allemande va investir Paris. Donc il se sépare de la VI^e^ Armée avec l'idée nette qu'elle est perdue pour lui et qu'il n'aura pas à compter sur elle dans l'imminente contre-offensive. Et c'est sans doute pour éviter cette lourde perte que

Millerand avait posé vainement, au Conseil des Ministres, la question de Paris ville ouverte.

*
* *

Ainsi Gallieni, dont l'autorité grandit chaque jour, se dresse comme un second Général en Chef. On a vu plus haut de quel œil le G. Q. G. voit ses interventions. Une rivalité sourde commence à se dessiner entre les deux organes de commandement. A la faveur d'un changement de ministère, le G. Q. G. réplique le 1er septembre à la main-mise de Gallieni sur la VIe Armée en demandant au nouveau Ministre de la Guerre de placer le Camp retranché de Paris sous ses ordres. Messimy, très favorable à Gallieni, aurait-il fait droit à cette demande ? Je ne le crois guère, Galliéni s'y fut opposé, cela est visible dans *ses Mémoires*. Cette mesure fit l'effet au Gouverneur de Paris d'être inspirée surtout par la jalousie du G. Q. G. à son égard. L'on verra, par la suite, qu'il était assez fondé à le croire. Mais Millerand, devenu Ministre entre temps, et justement décidé à conserver au Commandant en Chef la suprématie, acceptera cette subordination de Gallieni. Dans l'état actuel de la situation, on comprend mal en quoi l'autorité du Général en Chef peut s'exercer efficacement sur une armée qui va être chargée de défendre une ville investie, c'est-à-dire une armée bientôt séparée de l'Armée de campagne. Car à la date où cette demande est formulée par le Général en Chef, on ne peut admettre que le G. Q. G. a l'idée précise du changement de plan

auquel s'est décidé Von Kluck. Louis Madelin dit bien que le 31 août, à 11 heures 30, un capitaine de la division provisoire de cavalerie, le capitaine Lepic, se trouvant en reconnaissance au nord-ouest de Compiègne, s'aperçut avec surprise que les énormes colonnes de Kluck s'engageaient sur la route de Compiègne, au lieu de prendre la route directe qui passe par Estrées-Saint-Denis [1]. Le capitaine Lepic, qui vit cela, découvrit-il à ce moment la signification considérable de ce fait ? En fit-il part immédiatement au G. Q. G. ? ou bien consigna-t-il simplement l'événement dans le rapport de sa reconnaissance ? Le G. Q. G. lui-même, s'il fut prévenu assez à temps, put-il séance tenante en découvrir la portée au point de songer à reprendre le 1er septembre son autorité sur la VIe Armée ? Il est bien hasardeux de le croire ; les transmissions ne vont pas si vite et qu'est-ce que le compte-rendu d'une seule reconnaissance au milieu du flot de renseignements qui parviennent à chaque instant et dont chacun à besoin d'être vérifié ? Il fallait que la chose se confirmât pour qu'on y prêtât attention ; la preuve c'est que Gallieni qui découvre le fait le 1er septembre [2] n'a encore rien reçu du G. Q. G. à ce sujet, et qu'ayant l'intuition de ce qui va se passer, il sollicite, pour en être

1 Au reste, prendre la route de Compiègne c'était prendre également la route de Paris, et Compiègne avec son château devait attirer les Allemands.

2 C'est la date que fixe le général Clergerie, chef d'État-Major du Gouvernement militaire de Paris. D'autres assignent la date du 2 septembre.

sûr, de nouveaux renseignements. Le 3, il a encore des doutes ; il n'est fixé que dans l'après-midi.

Ainsi donc, à chaque instant, quand on entre dans la suite des ordres, et qu'on les replace parmi les circonstances où ils se sont produits, on constate que cet ensemble, en apparence si bien lié, témoignant d'une pensée claire et d'une volonté prévoyante, s'est fait à la merci du hasard. Telle prescription, détruite à la minute même où on la lance, va retrouver deux jours après une raison d'être. Mais *cela* n'a pu inspirer *ceci*, de toute évidence. Bien plus, telle mesure inspirée par un sentiment assez vulgaire de prééminence apparaîtra dictée par une prudence prophétique.

Quelle leçon de déterminisme ! quel exemple de la faiblesse humaine ! Joffre, le 25 août, prépare une manœuvre capitale d'où dépend le sort de la guerre : la formation de l'Armée Maunoury à son extrême gauche. Si cette Armée n'avait pas dû être mise à la disposition de Paris, elle aurait continué à la gauche de l'Armée française le mouvement de retraite générale. De ce chef, n'aurait-elle pas abandonné Paris et ne se fut-elle pas alignée sur la Seine à côté de l'Armée anglaise qui, elle, eut serré vers la droite jusqu'à Braye-sur-Seine ? C'est probable. Le 25, le même jour, un Ministre, par raison politique, enlève à ce Général en Chef qui manque de troupes, une fraction importante de ses forces pour garder la Capitale. Quelle grave faute ! N'est-ce pas en rase campagne que se décidera le sort du pays ? Mais il faut obéir, et Joffre, le 30 août, annonce qu'il envoie la VI^{e} Armée à Paris.

La manœuvre prévue le 25 août est donc annihilée par les circonstances, il faut y renoncer. Hasard merveilleux ! voici que tout à coup cette VI^e Armée destinée à défendre une ville bientôt assiégée, cette Armée, pour ainsi dire perdue pour l'armée de campagne, va se trouver, au contraire, placée aux premières loges pour exécuter la manœuvre visiblement abandonnée. Tandis que toute l'Armée française continue sa retraite, la VI^e Armée, immobilisée en avant de Paris, se trouvera, naturellement, sans presque bouger de place, dans le flanc de l'ennemi, qui a brusquement changé ses plans. Ce que Joffre a cherché vainement à obtenir, la crainte d'un Ministre l'a obtenu. Et l'ordre qui subordonnait cette VI^e Armée au Général en Chef, s'il nous apparaît inutile et illogique quand les Allemands courent assiéger Paris, devient admirable de prévoyance quand ceux-ci s'en détournent. La rivalité de deux ambitions a fait mieux pour le salut du pays que le coup d'œil du génie.

Est-ce diminuer la gloire d'un grand Chef que de prendre conscience de la fragilité des conceptions militaires et de constater que nous sommes un jouet dans la main du Destin ? Non, certes. Les vrais grands hommes ont eu plus que personne l'intuition de leur bonheur. Paul-Émile donnait des gages à la Némésis. De quel cœur Condé chantait-il un *Te Deum* les lendemains de victoire ! Et Napoléon n'avait-il pas confiance en son étoile autant qu'en lui-même ?

*
* *

Pour quiconque examine la suite des événements d'un œil sagace et d'un esprit dépouillé de toute idolâtrie, le bonheur de Joffre au cours de cette période est indéniable. Son bonheur n'a d'égal que son inaltérable confiance et son splendide sang-froid. L'art admirable que ses collaborateurs déploient dans la rédaction des ordres fera le reste. Les historiens, quand ils s'appuient sur les ordres du Haut Commandement, pour démontrer ses intentions, perdent de vue qu'un ordre est destiné à couvrir l'État-Major aussi bien qu'à fixer des directives aux exécutants. Une *Instruction* envisage souvent plusieurs éventualités, l'exécutant étant laissé maître de choisir la meilleure. Excellente précaution, car il est bien extraordinaire qu'une des éventualités au moins ne se produise pas. L'éducation des brevetés les prépare à ces exercices de rédaction polymorphe, si j'ose dire. Seulement, ce que les historiens, hypnotisés par la lettre, ne cherchent pas à savoir, c'est la possibilité d'application de ces éventualités parfois contradictoires. Ils n'essayent nullement de se rendre compte s'il a été vraiment possible au Chef de Corps de passer d'une éventualité à l'autre, ou s'il n'a pas dû, en préparant l'une, renoncer virtuellement à l'autre. Et ils ne s'étonnent point quand l'exécutant est frappé pour n'avoir pas exécuté les ordres reçus. Et cependant ? C'est ainsi que, par deux fois, nous avons vu le général Lanrezac convié à préparer un dispositif qui lui permît de se porter

soit vers le Nord-Est, soit vers le Nord-Ouest. On ne déplace pas une armée de 180.000 hommes avec ses impedimenta comme un peloton de cuirassiers, cela se conçoit aisément. Et un tel ordre n'en est pas un. N'empêche, le G. Q. G., par ce document, peut prouver qu'il n'a pas été pris au dépourvu et qu'il a préconisé la manœuvre nécessitée par la situation. Il ne faut pas oublier ce caractère des ordres du G. Q. G. dans la discussion qui va suivre, où l'on va s'efforcer de délimiter la part qui incombe à Joffre et celle qui revient à Gallieni dans la bataille de la Marne. Les partisans de Joffre font grand état d'une lettre adressée par le Général en Chef, le 3 septembre, à M. Millerand, et que celui-ci a citée, tout au long, dans l'article de la *Revue Hebdomadaire* du 15 février 1919. Ils se fondent sur ce texte pour démontrer que la manœuvre de l'armée de Paris y est d'avance préconisée. M. Le Goffic,[1] notamment, semble s'y appuyer « pour entrer dans la pensée du futur vainqueur de la Marne ». Voyons les principaux passages de cette lettre : « *Notre situation dans la coalition nous fait un devoir de* DURER ET DE GAGNER DU TEMPS en retenant le plus possible de forces allemandes. Nous ne pouvons le faire qu'en évitant tout accrochage décisif dans lequel nous n'aurions pas les plus grandes chances de succès...

« La nécessité d'abandonner provisoirement à l'ennemi une portion plus grande du territoire national, si pénible soit-elle, ne peut suffire à nous faire accepter trop tôt

1. *Revue Universelle*, 15 novembre 1920.

une bataille générale qui se présenterait dans des conditions défavorables.

« Ces considérations m'ont dicté la décision que j'ai prise.

« *Attendre quelques jours* avant de livrer la bataille en prenant à l'arrière le champ nécessaire pour éviter l'accrochage de nos armées. Récupérer sur nos deux armées de droite, en leur assignant des missions strictement défensives, deux corps d'armée au moins.

« Recompléter et reposer nos troupes dans la plus grande mesure possible.

« Préparer une *offensive prochaine en liaison avec l'Armée anglaise et avec les troupes mobiles de la garnison de Paris. La région de cette offensive est choisie* de façon que, en utilisant sur certaines parties du front des *organisations défensives préparées*, nous puissions nous assurer la supériorité numérique dans la zone choisie par notre effort principal... »[1]

Comment ne voit-on pas que cette lettre, aujourd'hui si merveilleusement adaptée aux circonstances, est rédigée comme un « topo » d'école, qu'elle est conçue dans l'abstrait, qu'elle est pratiquement sans application possible et contradictoire dans les termes mêmes. C'est le type du document fait pour rassurer un homme politique.

1. Que ces dernières lignes sont vagues ! Un des points où sera donné l'effort principal, n'est-il pas justement le flanc droit de Kluck? Or, loin de chercher à se ménager de ce côté la supériorité numérique, Joffre refusera à Gallieni les troupes réclamées avec insistance par celui-ci, en vue de nourrir l'attaque de la VI[e] armée.

Eh ! quoi, la fureur d'offensive qui a soulevé le G. Q. G. depuis le début de la guerre aboutit à cette vue générale : que notre rôle dans la coalition est de durer ! Notre seule politique militaire, c'était celle-là, assurément, eu égard à l'attitude prévue de la Russie, qui, lente à se mettre en branle, devait en moins d'un mois constituer un immense danger pour l'Allemagne. Mais, hélas ! un quart de la France est envahi ; la bataille des frontières engagée au mépris de toute conception de bon sens nous a mis à deux doigts de notre perte. Bien plus, les armées russes ont subi un désastre à Tannenberg. Dans ces conditions, le terme « *durer* » prend son sens intégral. Il ne veut point dire *remettre au lendemain, à quelques jours*, il signifie nettement « attendre » ; attendre quoi ? Que l'action de la Russie se produise et force l'Allemagne à rappeler sur le front oriental une partie de ses forces. Et cela peut être long maintenant ! J'admire qu'on puisse songer le 3 septembre à cette solution de patience quand l'ennemi s'avance à marches forcées sur Paris. Cela donne, direz-vous, la mesure du sang-froid de Joffre. Je n'en disconviens pas. Mais alors pourquoi, dans le même ordre, trouve-t-on quelques lignes plus bas : *attendre quelques jours* avant de livrer la bataille et parle-t-on de : *préparer l'offensive prochaine* qui contredit nettement cette politique de durée

Bien mieux, cette offensive prochaine, on doit la déclancher en liaison avec l'Armée britannique et la garnison de Paris ; c'est donc qu'elle va être imminente, nos Armées ne reculeront plus guère. Et, en effet, la position

fortifiée fixée dans l'Instruction du 1er septembre est la limite extrême de notre recul. Si l'on veut concilier ces deux notions contradictoires de durée, il faut supposer que Joffre espère pouvoir s'arrêter, se fortifier puissamment sur la rive gauche de la Seine et repartir de là pour une offensive, au moment favorable, probablement quand lui parviendra la nouvelle des premières victoires russes. Même en admettant qu'une telle liberté d'action lui soit possible, croyez-vous vraiment qu'établie à cette distance de Paris (80 kilomètres), notre armée de campagne pourra agir en liaison avec la garnison du Camp retranché ? Les Anglais auront beau se tenir entre Melun et Juvisy, l'intervalle n'en restera pas moins fort grand et notre aile gauche devra serrer vers Paris. Même si Joffre n'ignore plus, le 3 septembre, que Von Kluck se détourne de la capitale pour tenter de déborder notre aile gauche, il doit penser que, continuant sa marche en avant à notre poursuite, Von Kluck prendra soin de masquer Paris à l'Est, avec des forces importantes, dès qu'il sera à sa hauteur. Les forces du Camp retranché seront certainement trop occupées à défendre étroitement les abords de la ville, pour pouvoir manœuvrer au profit de la bataille générale. Et si Joffre, comme c'est probable, continue à croire que Von Kluck va directement investir Paris, il doit penser à plus forte raison que le Camp retranché, isolé et aux prises avec l'ennemi, est impuissant à lui rendre aucun service. De toutes façons la fameuse phrase : « *Préparer une offensive prochaine en liaison avec l'armée anglaise et les troupes de la garnison* », dont la lecture semble

indiquer aujourd'hui la claire et nette prescience de la manœuvre de Maunoury, ne peut être qu'une phrase de précaution, sans aucun rapport avec la réalité quand elle fut écrite.

*
* *

Il y a un abîme entre la conception Joffrienne, exposée dans la lettre ci-dessus, conception toute théorique, développée dans un temps et dans un espace idéal comme un thème de « Kriegspiel » et ne tenant pas compte des mouvements de l'ennemi, et l'idée de manœuvre jaillie comme un éclair du cerveau de Gallieni, inspirée par la marche même de Von Kluck, si vivante qu'il la voit déjà réalisée. Ou Joffre, quand il écrivait cette lettre, n'avait pas encore le renseignement sensationnel du capitaine Lepic, ou s'il l'avait reçu, ni son État-Major ni lui n'en avaient été frappé. La réaction de Gallieni sera autrement vibrante. Comparons leur attitude respective, d'après le récit qu'en a fait Barrès.

« Le 2 septembre, à 5 heures du soir, le lieutenant-aviateur Watteau, au-dessus de la vallée de l'Oise, a vu les Allemands se diriger de l'Ouest à l'Est et se glisser dans la vallée de l'Authie. Qu'est cela ? Vers 8 heures 30, Gallieni est informé de ce mouvement extraordinaire. Successivement tous les rapports s'accordent pour dire que l'ennemi dans sa marche vers Paris n'a pas dépassé Luzarches, que des colonnes paraissent s'infléchir vers le Sud-Est et que l'Armée de Von Kluck s'apprête à offrir son flanc à l'Armée de Paris. Au Lycée Victor-

Duruy, tous les jeunes officiers du 2e Bureau, où toute la matinée du 3 septembre affluent ces renseignements, disent : « Il faut leur tomber sur le poil. » Gallieni écoute : « Je n'ose pas y croire. Ce serait trop beau. » Dès ce moment, sur ces données, il se met en relations avec le Généralissime. *Celui-ci et son État-Major viennent d'arriver à Bar-sur-Aube dans la journée* ».

Le capitaine Lepic, dès le 31 août, a fait une constatation qui préparait à cette nouvelle. Or, le capitaine Lepic à ce moment, dépendait de la VIe Armée, laquelle était sous les ordres de Gallieni. Si son renseignement est allé quelque part, c'est au Gouvernement militaire de Paris [1]. Le Q. G. G. n'a pas d'oreilles pour un fait aussi mince qu'une reconnaissance. Sa préoccupation principale à cette date, est de mettre Gallieni sous le joug. Si bien que le 2 septembre, alors que Gallieni bouillonne d'impatience et souhaite ardemment l'erreur de Von Kluck, il reçoit l'annonce de sa subordination. Merveilleux

1. Il est évident que le renseignement du capitaine Lepic ne parvint pas au G. Q. G. ; bien plus, le capitaine Fagalde ayant trouvé le 1er septembre dans la sacoche d'un officier allemand tué, l'ordre d'infléchissement de l'armée Kluck, le transmit au G. Q. G. le 2 septembre au matin. Or, fait observer le capitaine Gheusi (*Gallieni*, 1 vol. chez Fasquelle, page 135 et 136) : « Comment expliquer dès lors que le lendemain 3 septembre le G. Q. G ait transmis au G. M. P. cette note : « l'armée allemande est à Compiègne, elle ne pourra être devant Paris avant quelques jours. » A moins que les notes, ordres et instructions ne soient datés selon un principe arbitraire qui nous échappe et qui n'a rien à voir avec la réalité, cette note du 3 septembre prouve que le document du capitaine Fagalde n'a été pris en considération au G. Q. G. que plus tard.

bienfait du Destin, jamais mesure vexatoire n'arriva plus à propos Alors que les deux États-Majors risquaient de travailler en sens contraire, les voilà unis contraints d'opérer en liaison étroite Que le Démon qui souffle l'orgueil au G. Q. G soit béni pour cette inspiration hautaine Gallieni irrité répond du tac au tac en demandant ses ordres au G. Q. G qui lui envoie, le lendemain, la note du 2 septembre, celle qui vise le repli sur la rive gauche de la Seine. Assurément, cette directive cadrait mal avec le plan qui s'ébauchait dans la tête du Gouverneur de Paris. C'est ici qu'on se rend compte clairement du génie militaire de Gallieni Le 3 septembre, à 20 heures 30, il n'a plus de doute sur ce qu'il doit faire ; il écrit au général Joffre et lui demande l'autorisation de porter l'Armée Maunoury au nord de la Marne, dans la direction de l'Ourcq, en vue de réaliser son projet.

Barrès, à qui son patriotisme enlève la curiosité et l'esprit critique laisse obscur dans son récit la suite de l'événement. La phrase que je cite plus haut : « Celui-ci (le Généralissime) et son État-Major viennent d'arriver à Bar-sur-Aube dans la journée... », il la termine ainsi : « ... L'État-Major se réunit dans l'école. Joffre loge dans une vieille maison où, en 1814, ont logé l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse. Les destins de la France se jouent dans les conversations de Joffre, de Gallieni et de French. » Charmant et généreux Barrès, vous avez cru par tant de prudence éviter à vos lecteurs le malsain désir de chercher qui, de Joffre ou de Gallieni, a eu l'hon-

neur d'inspirer l'autre, vous les associez tous les deux et vous y ajoutez noblement French. Précaution inutile. C'est vous qui lancez, sans le vouloir, le trait le plus dangereux. Le Grand Quartier arrive à Bar-sur-Aube dans la journée du 3 septembre, dites-vous ? Il était donc en plein déménagement Savez-vous ce que cela veut dire ? Que depuis deux jours on emballait papiers et archives, que les téléphones avaient cessé de fonctionner, et que le courrier des Armées n'avait pas été distribué depuis la veille. Le G. Q. G., à ce moment décisif, était, par la force des choses, isolé, pour un jour au moins, du théâtre de la lutte ; il lui fallait un jour encore pour reprendre le courant. Mais il n'en avait vraisemblablement aucune inquiétude, puisque la note, dite du 2 septembre, prescrivant de prolonger le mouvement de retraite jusqu'à la rive gauche de la Seine, lui laissait, pensait-il, un certain répit Alors qu'à Paris, le cabinet du Gouverneur est en effervescence et tressaille à chaque coup de téléphone dans l'attente de l'événement immense qui va changer la face de la guerre ; ici, c'est le calme d'esprit qui succède aux décisions prises ; mais en revanche ce sont les préoccupations d'ordre matériel d'une installation en pays nouveau. Ne voyez, je vous prie, rien de malveillant dans ces suppositions. Au lieu de « plutarquiser » à jet continu, ne vaut-il pas mieux observer comment dans la tragédie la plus grandiose des détails médiocres jouent un rôle non négligeable. Le G. Q. G. et le Gouvernement Militaire de Paris, à cette date pathétique, ne vibrent pas à l'unisson. C'est un fait. Tous les récits qu'on a fait de

cette période en témoignent ; Gallieni s'agite et bout d'impatience ; le G. Q. G. se fait tirer l'oreille, rend mal aux sollicitations pressantes, répond à côté ou en retard. Et tous s'en étonnent et chacun d'expliquer selon la position qu'il a prise : pour les uns, mauvaise volonté, incompréhension, rivalité de Chefs ; pour les autres, sang-froid magnifique, calme et prudence. Je réponds : déménagement. Explication qui justifie de la part du G. Q. G. une certaine mollesse dans ses réactions et ce je ne sais quoi de « pas à la page » qu'on remarque dans son attitude. Explication qui ne crée aucune responsabilité grave et laisse intact l'honneur de l'État-Major. Si cependant Barrès s'était trompé de date, je n'en serais pas autrement humilié Il faut s'attendre à tout quand on se mêle d'écrire l'histoire [1].

Pendant que Gallieni attend la réponse du G. Q G. à sa demande de faire marcher l'Armée Maunoury par la rive nord de la Marne, ni son activité ne reste en suspens, ni son esprit ne cesse de s'appliquer au problème [2]. Il fait commencer à la VI[e] Armée les mouvements préparatoires à la manœuvre indiquée et donne ses instruc-

1. Et, de fait, Barrès s'est trompé. Le G. Q. G. déménagea en réalité le 1[er] septembre à 14 h. 30. Mais qui ne voit que les conséquences en demeurent les mêmes. A cette date, tout au moins le renseignement du capitaine Lepic et celui du capitaine Fagalde n'avaient aucune chance d'être aperçus.

2 Remarquons, en outre, que malgré l'idée qu'il a d'un bouleversement total des plans Gallieni poursuit avec tenacité et activité la mise en état de défense de Paris.

tions à Maunoury. D'autre part, il se convainc qu'il ne suffit pas d'agir uniquement dans le flanc de Von Kluck avec les seules troupes mises à sa disposition, mais que l'Armée française tout entière doit en même temps attaquer l'ensemble des forces ennemies. L'occasion cherchée de livrer la bataille générale dans des conditions favorables, la voilà qui s'offre à nous : il faut la saisir sans perdre un instant. Cet homme est transporté d'enthousiasme, devant l'image de la victoire qui se dresse dans son imagination. Il voudrait de sa main arrêter l'Armée française en retraite et la lancer en avant. Mais, Joffre commande, et il n'a pas encore répondu. Plein d'inquiétude, Gallieni s'interroge : Joffre acceptera-t-il ? En attendant, il tâche de gagner French à sa conviction. La malechance s'en mêle ; French, d'abord convaincu, se ressaisit et annonce qu'il va continuer son repli derrière la Seine. La journée du 4 septembre commence sur cette mauvaise nouvelle. L'idée de combattre en ce moment devait d'autant plus sourire à French qu'il avait lui-même, deux jours avant, annoncé au Ministre de la Guerre qu'il était prêt à prendre l'offensive sur la Marne, pour des raisons tout autres, d'ailleurs, que celles qu'invoquera Gallieni. M. Le Goffic cite cette phrase de la lettre dans laquelle Joffre, le 2 septembre, déclinait l'offre de French : « Je ne crois pas possible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces... » Quelle preuve plus nette peut-on avoir que le 2 septembre le G. Q. G. n'a pas encore saisi, s'il s'en est même avisé,

le bouleversement que la conversion de Von Kluck va apporter à tous les plans ! A cette date, cependant, nous voyons le Gouverneur de Paris frémir d'espérance dans l'attente d'une confirmation du renseignement sensationnel.

La réponse de Joffre a pour résultat de faire accélérer sa marche à French au point, dit encore M. Le Goffic, qu'il ouvrira « entre d'Esperey et lui un vide où va se jeter tout de suite Kluck ». Il est évident que cette faute de French est provoquée par la réponse du G. Q. G. Voyant que l'ordre est toujours à la retraite, le général anglais perd courage et ne songe qu'à se dérober Et voilà une erreur qui tourne à bien, puisqu'il est prouvé que Von Kluck ne s'enhardit définitivement qu en présence du vide créé par French où il espère bien se glisser pour déborder notre V^e^ Armée. Les deux actions contradictoires qui se déroulent ; l'une, celle de Gallieni, tâchant de faire jaillir la lumière ; l'autre, celle du G. Q. G., enfoncé dans son idée de retraite, aboutissent au résultat désiré.

Mais un fait n'en est pas moins évident, c'est que le G. Q. G. ne s'est avisé de modifier la situation que lorsqu'il en a été saisi par Gallieni. Le 4 septembre, il n'a pas encore fait connaître sa décision. On frémit à l'idée qu'un général moins entier que Gallieni, plus soucieux de hiérarchie, plus timoré, se fut borné à de timides suggestions M. Le Goffic qui possède la foi du charbonnier semble choqué de la conduite du Gouverneur de Paris. Il donne à Joffre le mérite de la

souplesse, il le félicite de ne s'être pas buté contre un subordonné si indépendant, mais d'avoir au contraire, sans se choquer de cette indépendance, adopté ses vues. S'il avait du tempérament militaire une connaissance approfondie, peut-être verrait-il que la vigueur de conviction, le courage de sa responsabilité, la foi dans ses idées dont témoigne Gallieni, sont qualités plus rares dans l'Armée que la souplesse et l'indulgence. Je dirai même qu'elles sont introuvables, s'il n'y en avait cet exemple. Aussi Kluck a-t-il eu raison de dire que dans toutes les armées du monde il se trouvait un seul général capable d'une telle audace, et qu'il avait eu la malechance de le trouver en face de lui. Quand on regarde les faits d'un point de vue dominant, on en arrive à penser que toute la destinée de Gallieni aboutit à le préparer à cet instant suprême. Toutes ses qualités, toute son œuvre, toute sa carrière l'ont formé pour ce moment d'indépendance qui doit sauver le pays et le couvrir de gloire. Colonial à l'esprit aventureux, il a dû maintes fois, en face de responsabilités écrasantes, s'instituer, à des milliers de lieues du pouvoir central, seul juge de son action. Toujours il a eu à se féliciter de ses audaces et cette attitude, au lieu de le desservir, n'a pu que l'imposer à l'attention des Ministres de la République, qui n'aimant point pour eux-mêmes l'énergie, la prisent chez les autres quand elle leur épargne de dangereuses initiatives. Et c'est cet homme que le sort favorable à la France place à la tête du Camp retranché de Paris, par une ironie émouvante, à l'heure

où l'on pense que celui-ci va être assiégé ! Connaissez-vous le règlement du Service des Places[1] qui régit la conduite d'un Commandant de ville forte ? Il faut le lire si l'on veut savoir dans quel esprit d'étroite dépendance il est conçu. Exclusivement responsable dans les limites de son enceinte fortifiée, un tel Chef doit ignorer les dehors et le reste du pays. Les troupes qui lui sont confiées, il a le devoir de les conserver précieusement pour les besoins de la défense. Le Général en Chef lui-même est-il dans la nécessité de faire appel à ses troupes, il doit les lui refuser. Il ne cède que devant un ordre par écrit de l'échelon supérieur, qui le couvre entièrement. Protocole de prudence, prévu dans les moindres détails, qui n'est pas fait pour encourager le Commandant d'une place forte à s'acquérir des mérites d'initiative et auquel il n'est pas d'exemple qu'un général n'ait pas été strictement fidèle. Un tel règlement, Gallieni s'en soucie comme un poisson d'une pomme. En pensée, déjà, il l'a mis en miettes dès qu'il a pris le Commandement du Camp retranché. N'est-il pas convaincu, en effet, que Paris ne pourra être défendu que par une armée de campagne

1. « Le Commandant en chef ne peut enlever à une place la garnison de défense déterminée par le ministre. Il peut toutefois associer temporairement une partie de la garnison à ses opérations, sous la condition de laisser dans la place des effectifs suffisants pour en assurer la sécurité ; mais si le gouverneur juge que cette mesure est de nature à compromettre la conservation de la place dont il a la responsabilité, il soumet par écrit ses observations au Commandant en chef qui, s'il passe outre, est tenu de lui délivrer un ordre par écrit. »

couvrant la ville à bonne distance ? Aussi son imagination va-t-elle au-devant de l'ennemi ; il veut commencer son action tout de suite, sans se soucier de ses étroites attributions. Loin d'avoir une âme de subalterne, il se sent déjà l'autorité de Généralissime, puisqu'il est le successeur éventuel de celui qui commande en chef.

Il faut être pénétré de ces circonstances exceptionnelles pour bien juger Gallieni. Quand on a reconnu en lui l'instrument désigné du salut, forgé de longue main par un Destin compatissant aux maux de la Patrie, on ne court pas le risque, comme l'ont trop souvent insinué les historiens officiels, de le représenter comme un subordonné dangereux qui brusque la hiérarchie, méconnaît les nécessités de l'ensemble, et qui place Joffre dans l'obligation de céder ou de perdre la partie. Jamais Gallieni n'a cessé de penser en Général en Chef et de voir l'ensemble. L'homme du salut ne peut s'embarrasser de considérations hiérarchiques. Il doit jouer son rôle coûte que coûte, il est inspiré par une voix intérieure plus forte que toutes les autres et il n'écoute que cette voix. Nul n'aurait détourné Desaix de son chemin, quand il volait vers Marengo où Napoléon l'appelait de toutes les forces obscures de son génie.

***

Il s'est trouvé des stratèges subtils, pour épiloguer timidement sur l'opportunité du geste de Gallieni. On

a dit que, par sa faute, la bataille de l'Ourcq avait été engagée trop tôt ; Von Kluck prévenu aussitôt par l'attaque prématurée de la VI^e^ Armée avait eu le temps de reculer. Laissé ignorant du danger qu'il courait, il se fut enfoncé profondément dans la *nasse* où Joffre méditait de l'attirer en se repliant presque sur la Seine[1]. En quoi, je vous prie, cette immense ligne de bataille ressemble-t-elle à une nasse ? L'aspect visuel de la ligne fait illusion — d'autant que les schémas qu'on en donne aujourd'hui sont accentués dans cette intention — ; on la voit par l'esprit comme un filet qui se creuse au centre et relevé aux deux bouts où il est accroché à droite sur Verdun, à gauche sur Paris. Mais l'image n'a rien à voir avec la réalité. Il y a bien des trous dans cette nasse, notamment à notre gauche, par où le poisson se fut glissé. Prend-on Von Kluck pour un incapable ? Il a donné cependant une marque de prudence du fait que, lancé à toute vitesse à la poursuite de notre aile gauche et convaincu qu'il n'a rien à craindre de Paris, il a disposé un corps de réserve en flanc-garde, en avant et le long de l'Ourcq. Si notre repli se fut poursuivi sans à-coup, la marche de Von Kluck l'eut entraîné plus au Sud et il y a tout lieu de penser

1. La thèse officielle du G. C. G. a été celle-là jusqu'en 1921 environ. Depuis lors, on a changé le fusil d'épaule. Reconnaissant implicitement qu'il était absurde et désastreux de retarder la bataille, on se borne aujourd'hui à affirmer, avec document à l'appui, que l'idée d'enfoncer immédiatement le flanc que présentait Kluck est une idée spontanée du G. Q. G. et que Gallieni ne l'eut qu'après.

qu'il n'eut pas défilé à la hauteur de Paris sans le masquer par des troupes ; d'ailleurs, de telles imprudences durent peu : ses Chefs, à qui il désobéit dans sa hâte de nous déborder, l'eussent, deux jours après, contraint à investir la Capitale. Une autre circonstance permet également de croire que tout retard dans l'attaque de la VI^e^ Armée eut changé la face des choses. Le 3 septembre, Lanrezac envoya au G. Q. G. une communication pour signaler qu'il serait contraint de faire appuyer son Armée quelque peu vers l'Est si le mouvement débordant des Allemands se poursuivait aussi vivement que les jours précédents. C'est-à-dire qu'en perspective il fallait s'attendre à l'élargissement fatal de l'intervalle séparant l'Armée anglaise de la V^e^ Armée. A mesure que l'on reculait, l'on s'éloignait de Paris vers le Sud-Est. La nasse, au lieu de resserrer ses mailles, les écartait largement. Dans ces conditions, il eut fallu attendre pour entamer l'offensive que l'on eut bouché le trou de ce côté.

Quand on surprend un ennemi en faute, il faut se hâter d'en profiter, sous peine de manquer l'occasion. Cela tombe sous le bon sens. Demain ne ressemble pas à aujourd'hui, alors que dans une retraite accélérée, chaque jour amène de profondes modifications dans les dispositifs en présence. Gallieni l'a compris. Son impatience vient moins de son désir de jouer un rôle, que de l'éclatante compréhension de la réalité dont on vient de voir que le G. Q. G. ne se fait pas une idée bien nette.

***

Quatre septembre ! C'est la journée historique. Le G. Q. G. saisi de la demande de Gallieni de porter la VI^e^ Armée en avant sur la rive droite de la Marne, a répondu. Il accepte ce mouvement, mais à condition qu'il se fera par la rive gauche, au sud de Lagny. Gallieni trouve ce message au moment précis où il revient du Quartier Général de French, qu'il n'a pu joindre. Il est 19 heures. Il appelle au téléphone le Général en Chef. Conversation décisive. Le Commandant en Chef ne fut pas long, sans doute, à comprendre que l'heure de la victoire venait de sonner. Joffre, chaque fois qu'on le voit agir par lui-même, ne fait jamais preuve d'idée préconçue. Il est accessible plus que personne au bon sens qui est sa qualité principale. C'est le fait de ses collaborateurs de rester sourds et aveugles aux observations les plus justes. En eux, l'orgueil se cabre aussitôt et se met à la traverse. Joffre, lui, est trop haut placé pour être orgueilleux, d'autant que sa nature est celle d'un arbitre ; son goût le porte à solliciter les opinions qu'il pèse en silence. Son choix fait, il l'énonce et n'y revient plus Le malheur est que le plus souvent il n'entend d'autres voix que celles de son entourage. Cette fois, il a un interlocuteur qui a su écarter tout intermédiaire. Par suite de diverses circonstances, on devine que Joffre, pendant deux jours, n'a eu qu'une vue incomplète de la situation. Dès que Gallieni est intervenu,

son premier mouvement, peut-être, a été de croire que celui-ci voulait grossir son rôle et par ambition exagérait les choses. Au téléphone, la conviction de l'homme l'a frappé. Il a chassé sa méfiance instinctive et il a écouté loyalement.

Ici se place l'anecdote du fameux Conseil de Guerre de Bar-sur-Aube, dont M. Gabriel Hanotaux s'est fait le propagateur. L'éminent historien ne nous a pas dit s'il en tenait le récit de la bouche même du Général en Chef. J'en doute fort. Joffre ne fait pas de récit La scène est trop belle d'ailleurs pour n'avoir pas été arrangée après coup, c'est le type même du tableau historique, le thème idéal pour logistes du Prix de Rome et pour image d'Épinal. M Hanotaux, s'il n'avait trouvé quelqu un pour la lui raconter, l'aurait plutôt inventée lui-même, pour l'honneur de l'Histoire Je ne suis pas ennemi de croire qu'il y a mis un peu du sien L'arrangement des personnages, le mouvement de la scène a quelque chose de littéraire qui sent l'homme du métier N'empêche, le cliché est maintenant immortel Le malheur est qu'on voit mal à quel moment ce Conseil peut se placer.

Jusqu'au moment où les deux chefs communiquent, il semble que le G. Q. G. veuille attendre le résultat de l'attaque de l'armée de Paris qu'il limite à la rive gauche, avant de prononcer l'offensive générale. Gallieni a trouvé, en rentrant d'une longue tournée, la dépêche du G. Q G. (datée de 2 h. 50 de l'après-midi) relative à l'attaque de l'armée Maunoury *par la rive gauche* ! Il demande aussitôt le généralissime au téléphone et lui fait accepter que

l'attaque ait lieu par la rive droite. Gallieni apprend alors que le maréchal French — qu'il n'a pu joindre dans la journée — n'a pris aucun parti et « se réserve d'étudier la situation avant de décider sur opérations ultérieures [1]. » De nouveau Gallieni saisit le téléphone, dans cette même soirée du 4 septembre. Voilà l'instant décisif, à mon avis. Joffre s'engage à obtenir de French qu'il marchera le 6, par la rive gauche de la Marne, dans le prolongement de l'armée de Paris. C'est l'attaque générale décidée ! On ne voit pas Joffre hésiter, renvoyer à plus tard sa réponse, non ; il répond catégoriquement. Joffre a, en effet, le sentiment très vif de son autorité. Sollicité sur un point précis, mis en face de raisons concluantes, il n'hésite jamais et répond oui ou non. C'est le cas qui se produit par deux fois dans cette soirée, Gallieni étant le solliciteur de l'ordre, et combien pressant ! Si le conseil de guerre s'est tenu avant les communications téléphoniques, pourquoi Joffre a-t-il donné à Gallieni la peine de le convaincre ? S'il s'est tenu après, Joffre n'a plus eu besoin de mettre en discussion une décision prise puisqu'en engageant l'armée anglaise, il décidait implicitement l'offensive générale. Pour moi, je suis tenté de simplifier la scène, à la mesure des circonstances. Le fameux : « Messieurs, on se battra sur la Marne », je l'entends comme l'indication donnée par Joffre à ses collaborateurs d'une décision qu'il vient de prendre.

Assurément, je vois bien ce que le récit de M. Hano-

1. Cf. : Capitaine Gheusi : *Gallieni*, 1 vol. chez Fasquelle.

taux ajoute de gloire aux membres de l'entourage du Général en Chef appelés à prendre part au débat d'où sortira une décision capitale. Je vois bien aussi qu'il supprime, ou tout au moins qu'il atténue le rôle de Gallieni, lequel n'a plus le mérite d'avoir insufflé sa conviction ardente au Général en Chef. Le Gouverneur de Paris, selon la tradition officielle, joue les comparses. Il n'est plus qu'un subordonné qui a fait une suggestion intéressante sur laquelle le Conseil suprême est invité à se prononcer. La victoire de la Marne est comme un gâteau découpé en tranches dont Gallieni reçoit son morceau.

Et ce morceau, d'ailleurs, le rédacteur subtil des ordres du G. Q. G. se chargeait à lui seul de le lui rogner encore. Gallieni a fait une suggestion, disons-nous; qui le prouve ? En tout cas, pas le message envoyé aux Armées dans cette même nuit du 4 au 5 septembre et qui débute ainsi : « Il convient de profiter de la situation aventurée de la Ire Armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des Armées alliées d'extrême-gauche, etc... » J'avoue qu'un ordre peut difficilement tenir compte de toutes les circonstances qui ont précédé son envoi ni reconnaître la part que chacun a eue dans la décision. C'est pourquoi l'on ne peut se borner à leur lecture quand on veut se faire une idée exacte des événements.

*
* *

A quoi bon maintenant raconter une bataille glorieuse que tout le monde connaît et dont le récit a été fait par

tant d'autres. Toutefois, il convient d'insister sur un point, pour annihiler le reproche lancé à Gallieni d'avoir obligé Joffre à attaquer trop tôt. On se souvient que l'apparition de Maunoury, le 5 septembre, sans arrêter d'abord le moins du monde l'élan de Kluck, l'a obligé à détourner successivement ses corps d'armée de leur direction primitive vers le Sud-Est, pour faire face à l'attaque sur son flanc droit. Cette conversion devait créer, le 7, entre son Armée et celle de Bulow un espace vide dans lequel Franchet d'Esperey, avec l'esprit de décision admirable qui le caractérise, se jeta avec vigueur. Le fait que les derrières de Kluck étaient menacés influa moins, à cette date, sur l'esprit du G. Q. G. allemand que la manœuvre de débordement contre Bulow En effet Maunoury ne disposait pas d'assez de forces pour constituer un danger sérieux ; le soir du 7 septembre il était contraint de reculer. On ne coupe pas les derrières d'une aussi vaste armée que l'armée allemande avec sept divisions déjà éprouvées. Kluck, s'il avait apprécié le danger à sa juste valeur, se fut borné à contenir son adversaire en arrière de l'Ourcq, en gardant la majeure partie de ses forces au Sud ; il eut pu ainsi conserver sa liaison avec Bulow. Si la VI^{e} avait attaqué en même temps que les autres, le 6 septembre, les choses se fussent passées ainsi. Kluck n'aurait pas été tenté de se débarrasser de Maunoury, puis, de le déborder : il aurait été contraint de faire face au danger partout également à la fois. Au contraire partant un jour plus tôt l'attaque de la VI^{e} Armée incita le Général allemand à croire qu'il avait le temps de

régler son affaire à l'agresseur de son flanc droit. et de ramener ensuite tous ses corps vers le Sud pour continuer la marche en avant. Malheureusement pour lui, Franchet arrivant sérieusement au contact, le 7 septembre, s'était rendu compte qu'il n'avait qu'un rideau en face de lui et poussait de l'avant ; le 8, il s'était insinué entre le flanc gauche de Kluck et le flanc droit de Bulow. C'est à cet instant précis que Kluck ordonne pour son compte la retraite. En se retirant, il découvre davantage Bulow qui est obligé d'opérer un recul semblable, par lequel il devait découvrir à son tour le flanc droit de Von Hausen. On sait la suite. La bataille de la Marne était stratégiquement gagnée

Mais ce schéma de manœuvre qui a l'inconvénient de rappeler l'échiquier ne doit pas faire oublier que l'héroïsme des soldats français, décidés à vaincre ou à mourir, fut quand même le principal facteur de la victoire. Le Commandement ennemi s'attendait à trouver notre Armée en pleine décomposition, après une si dure et si longue retraite. Il tombait sur des phalanges de héros, attaquant sans trêve et dont les forces semblaient ne plus avoir de limites. Cette vigueur lui fit redouter le désastre s'il prolongeait la lutte puisqu'il avait le désavantage d'être manœuvré. En Chefs connaissant leur rudiment, les Généraux allemands n'insistèrent pas. La convention du jeu guerrier exige, en effet, que toute armée menacée sur ses flancs se considère comme en état d'infériorité. Ils obéirent sans tarder à la règle du jeu, ce qui assura notre victoire complète et le salut de leur armée. Nous verrons,

dans la suite, toute convention s'abolir et la lutte durer pendant des années sans souci d'aucune règle. Le principe néfaste de l'usure des forces se substituera à l'idée de manœuvre, marquant la plus étonnante régression de l'art militaire qu'on ait jamais vu.

VII

MÉDITATION SUR LE GÉNIE DE L'ANGLETERRE

Ces chapitres sur la Marne j'aurais pu aussi bien les intituler « Comment Sir French contribua à sauver la situation en ne la comprenant pas ».

Et c'est bien ici l'exemple typique de la capricieuse logique des batailles, où, quand le Destin a décidé de faire tourner tout à bien, les plus grandes fautes se changent en bonheurs. Sir French fut très vite déçu par l'attitude du Commandement français. Avec une charmante indépendance, comme s'il était chargé de faire de notre côté le pendant de Von Kluck, il faisait cavalier seul en retraite sans cesser de rester courtois. Précipitant sa marche vers le Sud, le jour même où allait s'engager la bataille de Guise, il forçait Lanrezac, constamment découvert sur sa gauche, à accentuer sa désobéissance aux ordres du G. Q. G., lequel, parce qu'il était en arrière, ne rêvait que marche en avant. Aucun exemple ne pouvait être plus salutaire ! S'obstiner à défendre le terrain, à vouloir même le conquérir par morceaux contre des armées formidables, c'eut été héroïsme inutile, sans compter qu'on

ne pouvait mieux faire le jeu de l'ennemi, en mesure de nous déborder aisément.

Cependant, arrivé à l'est de Paris, Sir French, pris de remords, veut s'arrêter pour couvrir cette belle ville. Il en fait la proposition directe au Ministre de la Guerre. Jusqu'ici le G. Q. G. trouvait qu'il reculait un peu vite ; cette fois, c'est le G. Q. G. qui l'engage à poursuivre sa route. Et tandis que Gallieni essaye vainement de le retenir pour le rallier à l'initiative qu'il médite, Sir French obéit à Joffre. Il obéit si bien qu'il se trouvera fort loin, au sud du Grand Morin, au moment où le Général en Chef, enfin convaincu par Gallieni de la nécessité de livrer bataille sans tarder pour profiter de l'occasion qui se présente, lui dira de changer sa direction de marche et de pousser en avant.

Mis encore une fois en face de la contradiction, Sir French manque d'enthousiasme. Le 6 au matin, il se met en route vers le Nord sans rencontrer de résistance ; le soir il est au bord de la rivière. Diverses manœuvres de prudence et d'hygiène exécutées avec le calme habituel aux Britanniques le conduisent jusqu'au 7. Le 8, avisé que les Allemands franchissent la Marne à rebours, Sir French poursuit sa route et, le 8 au soir, il franchit le Petit-Morin, prêt à s'engager à fond dans la bataille.

Et là-dessus, nos historiens d'insinuer aigrement que Sir French a compromis la situation par sa lenteur, de gémir en songeant que la victoire de la Marne eut été plus complète s'il avait foncé avec célérité et vigueur. Pour moi je prétends que Sir French ne pouvait mieux

agir. Von Kluck eut-il laissé uniquement devant les Anglais le rideau de cavalerie de Marwitz, si ceux-ci avaient été plus rapprochés de lui et plus mordants, se fut-il hasardé à lancer aussi hardiment sur Maunoury 200.000 hommes de son armée détournés de leur direction de marche vers le Sud ? Non, au lieu de vouloir tourner la gauche de Maunoury, il se fut borné, comme je l'ai dit, à résister à son attaque en prélevant sur son centre les troupes suffisantes à cette tâche. Le reste, c'est-à-dire son gros, il l'eut opposé aux Anglais s'il avait eu à soutenir le choc de ce côté, ce qui lui eut évité d'ouvrir entre Bulow et lui le trou fatal.

Et, dès lors, la bataille de l'Ourcq restant indécise, la bataille de la Marne l'eut peut-être bien été aussi. Tromper l'adversaire est un grand facteur de la victoire. L'illogisme est une manière de tromperie, puisqu'elle déconcerte l'ennemi. Sir French qui fut incontestablement illogique en répondant, le 6, à l'ordre d'attaque générale à fond par le calme des consciences tranquilles, incita Von Kluck à se fourvoyer.

Mais pensez-vous qu'à Waterloo, Wellington ne le fut pas davantage, quoique dans un autre sens ? C'est bien, en tous cas, la pensée de M. Lloyd George qui s'en félicite encore à cent ans de distance. Il existe, en effet, dans les *Mémorenda* du Prince Sixte de Bourbon, relatifs aux négociations de paix séparée de l'Autriche, une conversation avec M. Lloyd George dont ce Prince raya sagement quelques lignes. Ce petit passage que je regrette de ne pouvoir donner dans son texte savoureux

dit en substance : Si Wellington avait compris qu'il avait perdu la bataille de la Haie-Sainte, il aurait commencé sa retraite dès trois heures de l'après-midi et Napoléon triomphait. Mais comme il était de compréhension lente, il ne bougea pas de place. Et Blücher, au lieu de surgir trop tard, arriva juste à point pour gagner la victoire.

La force de l'Angleterre est que par ses fautes même elle parvient à ses fins. Nous aurions mauvaise grâce cette fois à lui en vouloir.

DEUXIÈME PARTIE

I

L'APPEL AU CIVIL

Deuxième dialogue avec le Démon familier

Ce n'est pas sans peine que j'ai pu achever les chapitres précédents. Je sentais que mon Démon familier ne m'approuvait pas. Il tournait dans la pièce en sifflotant d'un air fort énervé, tambourinait sur les vitres, brusquait les meubles, mâchonnait des mots incompréhensibles. Visiblement cet être accoutumé à lire silencieusement par-dessus mon épaule des choses dont il me souffle d'habitude une bonne partie, ne pouvait contenir son indignation à constater mon indépendance. Ennuyé de le voir troubler mon travail, je ne cherchai pas à remettre au lendemain une explication nécessaire.

Moi. Eh ! bien, cher démon, d'où te vient cette humeur inquiète ? Le changement de temps éveille-t-il en toi un vieux rhumatisme, encore qu'il soit bien étrange que ton corps glorieux ait à souffrir d'infirmités aussi vulgaires ?

Mon Démon Familier. Trêve de plaisanteries, mon Maître Tu le sais bien, je ne souffre jamais que spirituellement ; et si je m'agite c'est que je sens ton remords,

avec quoi je suis forcé de m'identifier, se secouer au fond de toi comme un chien mangé aux puces. Tu as beau feindre la sérénité, te répandre en ironies, tu n'es nullement rassuré de ton audace. Je t'avais bien prévenu que tu t'engageais sur une voie dangereuse. Te voilà au rang des blasphémateurs de la Patrie.

Moi. Halte-là, démon, rentre ces mots impies ! Tu sais bien que je chéris mon pays plus que moi-même.

M. D. F. Est-ce le chérir, que de chercher à rabaisser sa gloire ?

Moi. En quoi ai-je rabaissé la gloire de la Patrie, en tâchant à discerner les fautes qui ont coûté tant de sang ?

M. D. F. De l'homme divin que la France reconnaissante a placé au rang de ses génies tutélaires, qu'en reste-t-il maintenant ? Tu as voulu prouver que sa stratégie avait été en défaut, qu'il n'avait pas prévu les événements et que ses succès sont dus à des conjonctures heureuses. C'est une jolie besogne, ma foi, et tu peux en être fier. Après cela, les Français n'ont qu'à élever un autel au hasard, car ton bel effort de critique, où tu veux voir le triomphe de la raison, aboutit à nier que la raison entre pour quoi que ce soit dans les actions des hommes.

Moi. Démon, serais-tu femme, par hasard, et faut-il que je te range parmi les diablesses ? Tu parles avec la mauvaise foi d'une femelle, mêlant le vrai et le faux, embrouillant à plaisir tous les problèmes. Et, d'ailleurs, si tu appelles divin l'homme qui a remporté la victoire, pourquoi t'étonner que celle-ci ait pu naître de ses erreurs ? Son mérite n'en est que plus indiscutable. Depuis

quand le miracle s'explique-t-il par la raison ? Les êtres d'essence divine sont par nécessité absurdes, ce qui leur donne, d'ailleurs, certaine ressemblance avec les hommes. Crois-tu que sainte Geneviève s'irriterait de me voir passer sa stratégie au crible ? Mais si tu divinises le Chef, accordes au moins la sainteté à la brillante phalange qui l'entourait et dont les conseils ne lui manquèrent point.

M. D. F. Oui, oui, continue à railler. De ce que j'appelle le vainqueur de la Marne un homme divin, usant d'une expression populaire, il ne s'ensuit pas que j'en fasse un Dieu. Mais c'est un homme à qui il ne faut point toucher, car il a sauvé la Patrie. Quant à son entourage, il est juste qu'on lui accorde une large part du mérite qui revient au Chef.

Moi. C'est vrai. Mais, dis-moi, rien qu'à l'entourage ?

M. D. F. Non, parbleu, à tous ceux de l'État-Major et aussi aux généraux qui commandèrent les troupes et aux troupes elles-mêmes.

Moi. Bien ! Mais sais-tu que parmi les généraux, il en fut de nombreux auxquels l'État-Major toucha d'une main vigoureuse ?

M. D. F. C'est qu'ils n'étaient pas sans reproches, apparemment.

Moi. Mais alors, où doit s'arrêter le reproche ? Est-il réservé seulement aux exécutants, comme on dit ? Et si tu admets l'idée que l'imperfection peut se glisser dans une Armée à qui est confiée la tâche sacrée de sauver la Patrie, ne doit-on pas la dénoncer partout où on la trouve ?

M. D. F. Nous sommes d'accord. Examinons les faits de la guerre avec la pensée d'être utile au pays.

Moi. Mais alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Il est essentiel, dis-tu, de savoir si les ordres donnés ont été bien ou mal exécutés ; il l'est plus encore de connaître si les ordres étaient exécutables ou s'ils s'accordaient avec la situation.

M. D. F. Ils le furent, puisque nous avons remporté la victoire.

Moi. Il ne suffit pas qu'à la fin du compte, le pays ait été victorieux ; il importe que nous sachions comment il le fut. Cela ne peut rester un mystère indéchiffrable ; nous avons besoin d'être initiés au détail des choses pour pouvoir transmettre à nos descendants les moyens du salut, car ils auront, hélas, à leur tour à se défendre.

M. D. F. Eh ! De quoi te mêles-tu ? Tout cela est prévu. L'enseignement de la guerre a déjà commencé dans les Écoles militaires. Dors sur tes deux oreilles, tes descendants trouveront pour les conduire à la victoire d'autres Chefs éminents à qui l'on aura légué le secret de vaincre.

Moi. Eh ! c'est justement ce que je ne veux point. Ce secret dont tu parles n'a pas le don de raccourcir les guerres, ni de les rendre plus légères, si j'en juge par celle-là. La France a été envahie pendant quatre ans. Elle a perdu quinze cent mille hommes vaillants. Qu'est-ce qu'un secret qui donne la victoire à ce prix ? Je crois que le moment est venu d'en trouver un autre. Que les militaires gardent le leur ou qu'ils l'appliquent eux-

mêmes. Je trouve mauvais qu'on leur accorde quatre millions d'hommes pour faire leurs expériences, car je crains qu'à l'instar des Ministres ils se croient obligés de dépenser leurs crédits jusqu'au dernier sou.

M. D. F. En quoi est-il plus choquant de voir un militaire présider à la défense du pays qu'un magistrat occupé à rendre la justice ?

Moi. D'abord, les magistrats, dans les cas les plus graves, s'entourent des avis du jury, ce que ne font point les militaires. Ensuite, tu trouves sans doute naturel qu'on demande des comptes à un magistrat, mais tu protestes avec indignation quand je m'informe si la victoire n'a pas été payée trop cher. Il n'en a pas toujours été ainsi, cependant. A Athènes, le peuple assemblé décernait aux Chefs militaires le blâme ou l'éloge. De nos jours, l'éloge seul est permis. Pourquoi ce traitement de faveur, peux-tu me le dire, démon ? Pourquoi, ô conseiller transmis par ma race, te cabres-tu avec fureur quand j'effleure, même d'un doute, la capacité d'un guerrier ? Quel mystérieux prestige confère l'habit militaire pour qu'on ne puisse discuter ceux qui en sont revêtus, sans soulever l'indignation la plus vive, sans qu'aussitôt on accuse l'audacieux de vouloir la ruine de sa Patrie ? Toi, qui est imprégné de cette admiration sacrée, dis-moi d'où elle tire son origine, car j'avoue que je ne la comprends pas. Dans la cour du lycée, au temps où je faisais mes études, je jouais avec des camarades qui n'étaient ni plus sots, ni plus intelligents que moi. Parmi ceux-là, il en est qui par goût, par nécessité ou par hasard,

ont opté pour les carrières de l'État. Les uns sont maintenant ingénieurs, d'autres préfets, d'autres officiers. Je te jure que sur le front de ceux qui devaient un jour entrer à Saint-Cyr, je n'ai vu briller aucun signe fatidique; en eux, nulle onction spéciale; ils n'avaient point avec le ciel des entretiens mystérieux. C'étaient de joyeux enfants, heureux de vivre. Ils n'avaient point conscience qu'un jour ils se distingueraient de nous au point de ne plus être soumis au jugement des mortels. Vers cette époque, éclata une affaire qui fit grand bruit, un tel bruit qu'il en pénétra des rumeurs dans notre lycée. Et je me vois encore, sachant à peine de quoi il s'agissait, répétant avec conviction, quand on mettait en doute devant moi le jugement du Conseil de Guerre, ces mots que j'avais entendu proférer avec éclat autour de moi : « Des officiers ne peuvent s'être trompés ». Je te jure, démon, que je ne me doutais pas un instant qu'on pourrait dire plus tard la même chose de ces camarades destinés à Saint-Cyr, avec qui j'échangeais sans égards des amitiés et des taloches. Cela m'aurait fait rire aux larmes qu'on me dise : « Albert ne peut se tromper ». Eh ! bien, Albert est aujourd'hui Colonel, et toi-même, démon, déclares impie, contraire à l'intérêt du pays, criminel et sacrilège d'oser soupçonner qu'il a pu médiocrement mener son régiment. Et si Albert, breveté de l'École de Guerre, avait eu l'honneur de collaborer au plan XVII, tu t'insurgerais de me voir déclarer que son œuvre n'est pas parfaite. Et si le frère aîné d'Albert ou son père sorti des mêmes bancs de la même école, avait été Géné-

ralissime, tu me foudroierais du regard si je commettais le crime de vouloir connaître de ses actes. Étrange état d'esprit, en vérité. Qu'on siffle un Préfet, qu'on accable d'œufs pourris un Président du Conseil, la France n'en reste pas moins belle et intacte ; mais qu'on soupçonne tel Chef militaire de n'être pas infaillible, le voile du Temple se déchire, la Patrie cache sa figure meurtrie par l'outrage dans le sein des Dieux irrités. Explique-moi pourquoi tant de condescendance !

M. D. F. Tu ne l'ignores point, voyons. Ne sais-tu que ces militaires représentent l'Armée, c'est-à-dire l'honneur national et que tu compromets l'un en ne mettant pas les autres au-dessus de toute dispute.

Moi. Quels citoyens oseraient se vanter d'incarner à eux seuls l'honneur national ! Je ne vois point que les professeurs et les magistrats, ni même les simples soldats participent de ce privilège ? Vois-tu, démon, quand un corps de fonctionnaires, quel qu'il soit, s'identifie avec le pays à l'exclusion des autres, il faut prendre bien garde qu'il n'y ait quelque chose de faussé dans l'État. Confondre l'honneur d'un groupe de citoyens avec l'honneur national, c'est un abus et un danger ; c'est naturellement les placer hors du jugement commun. La minorité favorisée ne sera-t-elle pas tentée, un jour, d'abriter sous ce pavillon éclatant les pires défaillances ?

Ne cherches donc pas, ô démon, à justifier, ni à motiver par des arguments sensés la colère que tu éprouves à voir des militaires soumis à la critique d'un simple citoyen ; c'est un sentiment dont tu n'es pas maître, n'est-ce pas ?

il jaillit du plus profond de toi-même. Avoue simplement que cette désinvolture de ma part te choque ; je te reconnais bon Français à cela même. Mais que cette attitude est étrange ! Tout à l'heure, quand je les ai assimilés à un corps de fonctionnaires, tu as sursauté. Dans quel ordre veux-tu que je les range ? Ne sont ils pas recrutés par un concours dans la masse des Français, ne sont-ils pas chargés d'une fonction publique, ne sont-ils pas, enfin, payés par l'État ?

M. D. F. Oui, mille fois oui, mais quel autre corps de fonctionnaires a fait comme eux, d'avance, le sacrifice de leur vie pour la défense du pays ? Est-ce que cette mission sublime ne vaut pas un surcroît de respect ?

Moi. Nous y voilà, enfin. Eh ! bien non, tu retardes, petit être subtil, je vois bien que tu es immortel à ce raisonnement suranné. Le respect que tu évoques est la dernière survivance d'un pacte ancien qui est tombé en désuétude. Au temps où le guerrier assumait seul la charge de défendre la patrie, le bourgeois, le prêtre, le marchand, l'homme du peuple contractaient à son égard une lourde dette. Grâce à lui, ils restaient paisiblement au logis, à l'église, au comptoir ou sur la glèbe, ne courant au plus que le risque véniel d'être pillés ou massacrés par badinage quand le bon guerrier faisait ses fredaines ; mais qu'était cela, comparé à la honte d'être pillé et massacré par l'ennemi ? En échange, ils lui octroyaient le haut du pavé et le premier rang. Reconnais que tout cela a bien changé. Désormais nul Français digne de ce nom n'est admis à rester au logis quand la Patrie est en danger,

personne n'a le privilège de défendre, à l'exclusion des autres, le sol natal. Est-ce à dire qu'il faille maintenant mépriser les guerriers ? Moins que jamais, puisque nous sommes appelés à l'être tous. Mais justement à cause de cette égalité, il importe que tous s'intéressent aux choses de la guerre. Car la rançon de cette inviolabilité que tu proclames c'est l'indifférence vis-à-vis d'une tâche, hélas, trop utile et qui tôt ou tard devient la nôtre, comme elle l'a été déjà pendant quatre ans. Souffre donc que je cherche à démêler le vrai du faux dans la chose militaire, et que je n'accepte pas les magnifiques récits qu'échaffaudent l'intérêt bien entendu des uns et l'admiration idolâtre des autres.

Crois-tu que je prenne un si vif plaisir à faire le rabat-joie parmi l'exaltation de la victoire ? Pour moi, j'envie le rôle d'un Albert de Mun, jetant son cri de foi et de confiance jusqu'à en mourir. Mais, je vis et je vois que son ivresse maintenant nous monte à la tête ; je vois déjà les Français retournant à l'oubli de ces quatre années de souffrances. Mon pauvre esprit critique va-t-il s'endormir ? Ah ! ces quatre ans affreux, ce martyre désespéré des combattants guettés par la mort à toute heure, râlant d'ennui et de souffrance dans la coulée monotone des jours et dans le cauchemar encore plus lent des nuits, le verrons-nous revenir parce que notre excès de confiance, notre vanité de peuple victorieux nous laissera désarmés devant le problème inconnu de la guerre future ? Non, non, mieux vaut étouffer dans l'ombre cent mérites, plutôt qu'une seule faute. L'ingratitude envers les grands

hommes est la marque des peuples forts. Rome, toujours mécontente, prompte à rejeter ses héros après le triomphe, maintenait en eux, en haleine, une émulation de gloire. Regarde les grandes coquettes, habituées à vaincre, se montrent-elles jamais satisfaites des ardeurs qu'on leur témoigne ? Les soupirants sont toujours trop tièdes à leur gré ; jamais ils ne font assez pour elles. Et comme d'un petit mot cruel, elles savent réduire l'orgueilleux qui croit leur avoir tout donné ! Je prêche, bon démon, l'école du mécontentement et de l'ingratitude, parce que la France doit être exigeante quand il s'agit de son salut.

Nous avons été vainqueurs ? Pouvait-il en être autrement avec de tels soldats, un tel peuple ? Il eût fallu la trahison ou le comble de l'incapacité pour nous mener à la défaite. Mais la France a été envahie ; pendant quatre ans l'étranger l'a souillée impunément derrière un rempart que nos Chefs ne pouvaient briser. Sont-ce là des merveilles devant quoi il ne faut plus que s'incliner ? Il serait invincible le peuple qui, malgré la victoire finale, oserait, pour tant d'angoisses passées, demander des comptes, même aux vainqueurs. Hélas ! nous n'en demandons pas même aux vaincus. Comme les oiseaux, les Français chantent après l'orage, sans voir le nuage se reformer. Ne trouves-tu pas étrange que l'homme néfaste du 16 avril puisse être accueilli partout comme un sauveur, qu'il ait pu prendre place au Conseil Supérieur de la guerre, comme un oracle ?

Prends garde, démon, que cette indulgence ne justifie toutes les fautes commises. Voilà bien la conséquence

de cette idolâtrie dont je parlais tout à l'heure. Plutôt qu'un seul militaire soit accusé d'impéritie, mieux vaut fêter l'incapacité et célébrer la défaite. Cependant des officiers et des soldats valeureux, contraints de plier sous le nombre, ont été taxés de lâcheté et fusillés pour l'exemple. Moins heureux que le général Nivelle, ils n'ont pas eu Foch, Gouraud et Brugère pour les couvrir ? Mais quoi, les partis ont des ôtages qu'il faut bien échanger: le général de gauche rachète le général de droite et dans le tonnerre des cuivres du triomphe, la foule des profiteurs et des « quand même » couvre d'applaudissements tous les défis à la justice.

Un écrivain politique a écrit, il y a peu d'années, un volume : *La République des Camarades !* Aucun mot ne révèle mieux le régime. Réduite à l'essentiel, notre démocratie s'appelle camaraderie. Et camaraderie signifie responsabilité diluée, étendue à tout un groupe, partagée en fragments si minimes qu'il n'en subsiste plus rien ; elle a pour corrollaire : *indulgence*, *amnistie* et *pas d'histoire*. Cette camaraderie elle a passé de l'ordre politique à l'ordre militaire. On a pu croire, au début de la guerre, que celui-là essayerait de rejeter les fautes sur celui-ci et maintenant on eut pu penser que celui-ci se disculperait sur celui-là. Mais bien vite, l'un et l'autre ont compris qu'ils devaient se soutenir. Seuls, des éléments isolés que la fortune a desservis ou que l'ambition fait agir pratiquent encore cette recherche de la responsabilité. La masse des officiels des deux ordres, à la faveur de la victoire, entendent amnistier les fautes. Eh bien, ce vice

de la camaraderie, ne sommes-nous pas persuadés qu'il menace de ruiner la démocratie ? Quand un ennemi du régime dénonce nos mœurs politiques, n'est-ce pas sur l'irresponsabilité des dirigeants qu'il insiste ? Maurras et Léon Daudet, réclamant la Haute Cour pour tels ministres, s'efforcent, par ce moyen, d'éveiller dans l'esprit public l'impérieux désir de demander des comptes. Maurras et Daudet ne peuvent nous rendre de plus grand service que de nous arracher à notre veulerie et à notre indulgence. Combattre la camaraderie, c'est travailler à assainir l'ordre politique. Qui donc me persuadera qu'en combattant le même vice dans l'ordre militaire, c'est travailler contre la France ?

Craignons que l'amnistie de la gloire ne fasse sortir de l'ombre, plus audacieux que jamais, les coupables de nos défaites. Craignons que le recul sur la Marne ne devienne un dogme et que sous prétexte de mettre d'accord l'enseignement de la guerre et les immortels principes, on ne fasse de la guerre de quatre ans une nécessité aussi impérieuse que devait l'être la guerre de trois mois. Déjà, dans les écrits de Chefs fameux s'énonce *la doctrine de l'usure préparant à la victoire.* Tu entends, démon, l'usure — fruit de l'imprévoyance — va devenir un principe ! Et tu voudrais que j'admire, sans essayer de comprendre.

M. D. F. Soit, j'admets ta sincérité et ton droit de critique en pareille matière. Cependant, laisse-moi me réjouir de te voir t'y appliquer. A ton tour, par quelle prédestination spéciale es-tu commis au soin de discuter

des choses militaires ? Quelle inspiration surnaturelle te fut dévolue à cet effet, ô pauvre civil, plus habitué à manier la plume que l'épée ?

Moi. Grâce à Dieu, aucune. Mais voilà bien encore une remarque qui trahit ta race. Selon toi, n'est-ce pas, le sens commun ne suffit pas pour juger sainement de la guerre, il est besoin d'être inspiré. Tout guerrier possède des lumières qui sont refusées aux autres citoyens. Un peu voilées chez le lieutenant, elles deviennent plus vives à chaque grade qu'il conquiert et brillent d'un éclat incomparable au plus haut degré de la hiérarchie. Des millions de français pensent comme toi et parmi ceux qui partagent ton avis j'en sais un qui fut à plusieurs reprises Ministre de la Guerre. Il disait, avec humilité, à ses officiers d'ordonnance, quand on lui présentait un projet : « Moi, vous savez, je n'y comprends rien, je suis un pékin, mais j'ai confiance en vous. » Aussi l'Armée lui a fait une réputation de grand Ministre. Ah ! le pauvre homme, inférieur à sa fonction et comme j'aimerais bien imprimer ici son nom, ne fut-ce que pour étonner ses collègues qui lui ont confié le département de la Guerre aux heures difficiles.

Ah ! démon, quand cesserons-nous de nourrir des idées aussi ridicules ? Je ne nie point que dans le domaine militaire, comme en tout, il ne faille de l'application, du travail, une longue étude pour en bien connaître les ressorts, et qu'il soit utile pour les mettre en œuvre au milieu de l'action, de posséder une pratique de ces choses, à défaut de talent. Mais c'est penser comme un sauvage

naïf à qui tout semble miracle qu'imaginer la conduite de la guerre hors de la portée d'un homme de bon sens, quel qu'il soit.

Loin de considérer comme un bien le fait que la défense nationale reste l'apanage d'une catégorie de citoyens, dont c'est le métier propre, j'y vois des inconvénients très graves.

Nous n'aurions pas assisté à ce gaspillage de vies humaines, à cette persistance de l'esprit routinier, nous n'aurions pas constaté cette pitoyable pauvreté de l'imagination militaire si des hommes venus de tous les domaines, nourris aux cultures les plus diverses, instruits des techniques variées, avaient été conviés à unir leurs efforts pour perfectionner la chose militaire. Bien plus, si ces hommes avaient pu appliquer, dès le temps de paix, leurs facultés à ces problèmes, un créateur n'aurait-il pas surgi entre tant de cerveaux vigoureux et indépendants, c'est-à-dire l'homme qui s'arrachant sans effort aux dogmes périmés et aux préjugés professionnels eut, d'un coup d'aile de son intelligence libre, ouvert la voie à l'idée nouvelle.

La défense du pays ne peut être assimilée au problème de l'enseignement ou à l'exercice de la justice. Elle est chose publique comme la politique. De même que tous les citoyens, sous certaines conditions, peuvent briguer un mandat législatif et prendre part au gouvernement du pays, ils doivent pouvoir assurer sa défense. Il est inconcevable que le Commandant en Chef ne puisse être choisi que parmi les militaires professionnels alors

que nul texte n'empêche un électeur, quel qu'il soit, de devenir Président du Conseil des Ministres ou Président de la République. Est-il moins grave de gouverner le pays que de commander l'armée chargée de le protéger ? Bien entendu, il ne s'agit pas ici de parodier les soviets et d'introduire le régime électif dans ce domaine. Il convient d'user de prudence pour de si grands changements qui touchent aux habitudes profondes d'une nation. Mais que les grands commandements soient accessibles aux officiers de complément aussi bien qu'aux officiers de carrière, la chose est juste et sera féconde en excellents résultats.

La grandeur de Rome s'est édifiée justement sur ceci que l'élite des citoyens s'intéressait passionnément à la chose militaire. Les jeunes gens des grandes familles après s'être initiés à la politique, à l'éloquence, à la philosophie, briguaient des fonctions à l'armée, qu'ils remplissaient de leur mieux pour s'acquérir du renom. Ils revenaient ensuite prendre part aux luttes politiques. Ainsi il n'y avait point de cloison étanche entre le gouvernement et la défense du pays. Cela n'empêchait point qu'il y eut une armée de métier, une profession militaire pour la garde de l'empire et l'instruction des soldats.

Oserais-tu dire de César qu'il était militaire de carrière quand il vint en Gaule se couvrir de gloire ? N'était-il pas également et, au même titre, un homme politique ? Crois-tu qu'il lui était indispensable d'avoir tenu quinze ans garnison dans quelque poste du Rhin pour connaître le métier des armes ? Pour exceller dans le commande-

ment, il n'eut qu'à y appliquer sa brillante intelligence, son jugement ferme, sa volonté souple et lucide. Les mêmes dons portèrent le citoyen et le soldat au premier rang.

C'est cet idéal, appliqué dans les limites compatibles avec notre époque, que la France doit chercher à réaliser. Quand les jeunes français instruits, dressés aux exercices physiques qui endurcissent le corps et trempent la volonté, trouveront dans l'armée un aliment à leur activité et à leur ambition, sans renoncer à tous les privilèges que confère le titre de citoyen, ils témoigneront d'une belle émulation pour la chose militaire. On favorisera ainsi la création d'une élite apte à commander et à diriger. L'ère des guerres nationales dans laquelle nous entrons exige que l'armée et le pays fusionnent étroitement désormais.

Il faut admettre en effet que l'art militaire n'est pas incompatible avec l'intelligence, ni peut-être même avec la raison telles qu'elles sont l'une et l'autre dévolues au commun des hommes. Il n'y a là, que je sache, rien d'insultant pour l'Armée, bien que la prétention des brevetés soit de nous faire croire que c'est un art d'inspiration divine. Que sont-ils, d'ailleurs, si on les prend dans la réalité, sinon des étudiants apprenant et récitant leur rudiment comme tous les élèves du monde. Ils retiennent de leur temps d'école ce qu'ils peuvent, et faut-il s'étonner que la guerre les prenne bien des fois en défaut, quand elle leur fournit des problèmes que leurs manuels n'avaient pas prévus ? Aussi toute période de guerre équivaudrait-

elle pour eux à un désastre si, par bonheur, elle ne se révélait tout autre qu on la leur enseigne dans les livres. Car, en fait, les problèmes de la guerre ont tant de rapport avec ceux de la paix que ce qui reste en eux du citoyen raisonnable vient au secours du militaire inspiré.

La guerre n est pas ce qu'un vain peuple pense, ni un grand Chef ce qu on croit qu'il est. Le concept « guerre » est fait de 80 % de problèmes du temps de paix et de 20 % de problèmes spéciaux, exclusivement militaires. Transporter les hommes, les outiller, les nourrir, les vêtir, les approvisionner, les soigner au physique et au moral, autant de tâches que la société réalise en tous temps, soit par le moyen d'organismes nationaux, soit par les soins d'entreprises privées. L'armée qui dès le temps de guerre s'attribue toutes ces fonctions auxiliaires de la bataille y est-elle mieux préparée ? Non certes. L'armée ignore le prix de revient, elle ne calcule pas la main-d'œuvre qu'elle se figure être gratuite, et le gaspillage auquel elle aboutit est immense. Au vrai, l'élément combat devrait seul lui être attribué, comme lui revenant en propre. D'où il ressort qu'un chef militaire est un homme nécessairement encombré de préoccupations terre à terre, et la foule qui se le représente le front inspiré, l'œil étincelant, s'indignera si je dis qu'il est comparable, tour à tour, au tailleur, au cordonnier, à l'entrepreneur de transports. Le plus clair de son génie, en effet, il le tire de la connaissance de ces métiers civils honorables, mais peu brillants.

Il n'y a point, dans tout cela, rien qui soit particuliè-

rement hors de la portée humaine. J'ajoute que, pour le caractère, le grand Capitaine me semble ressortir à la catégorie des hommes pratiques et que ne gênent point le scrupule, ce qui est assez communément répandu dans le monde. S'il pouvait faire que ses troupes fussent munies d'armes perfectionnées et ses adversaires de bâtons, il le ferait volontiers. Loin d'être de ces fiers à bras qui défient les géants pour avoir l'orgueil et le plaisir de les pourfendre, il témoigne du souci constant de provoquer l'adversaire le plus faible. Ce qui est méprisable pour un particulier, ne l'est point pour un héros. César, quand il attaquait avec ses machines de guerre les Gaulois armés de frondes, d'arcs, d'épées et de poignards, et Annibal en escomptant l'effet de terreur de ses éléphants, ne se piquaient ni de loyauté ni d'honneur. Tous les héros couronnés de lauriers ont fait comme eux. Je te le dis, la recherche de la supériorité matérielle est le commencement de l'art militaire et, presque toujours, les grandes victoires ont été remportées sur des ennemis désavantagés. Les guerres coloniales nous en fournissent tous les jours l'exemple, et peu ou prou c'est toujours contre des manières de nègres que les grands Capitaines se taillent leur réputation.

Le sort défavorable a-t-il placé le grand Capitaine dans l'obligation de livrer bataille à un ennemi supérieur, il cherche à se ménager une supériorité fictive, momentanée, juste suffisante pour gagner sa victoire. L'art militaire en son essence est un art de trompe-l'œil et de stratagèmes. Certains Capitaines ont multiplié les feux

de bivouac pour abuser l'ennemi sur le nombre de leurs soldats. Tous ont usé des espions pour connaître les intentions de l'ennemi, se fiant plus aux indications qu'ils en recevaient qu'à leur divination. La surprise, qui joue un si grand rôle dans les guerres, a été imaginée pour provoquer tout au moins l'infériorité morale de l'adversaire, à défaut d'une autre. Le génie, pour ce résultat, trouve en lui d'ingénieuses ressources. Et les polissons qui jouent tant de tours aux personnes raisonnables ont une sorte de génie militaire en embryon. La manœuvre, enfin, est-elle autre chose que le moyen d'acquérir sur un point essentiel la supériorité indispensable, c'est-à-dire une tromperie ? Or par la force des choses, toutes ces tromperies que le génie militaire invente sont fort limitées. Comparée à l'imagination d'un écrivain ou d'un artiste, celle d'un grand Capitaine est d'une pauvreté déconcertante. On ne sort pas de deux ou trois cas, toujours les mêmes, qui résument toutes les expériences du génie, si les applications, il est vrai, en sont infinies ; et c'est là que gît la difficulté. Il y a évidemment quelque chose d'étroitement manuel dans cet art qu'on voudrait rattacher aux plus hautes facultés. Je crois bien que l'art militaire est une forme rudimentaire de l'activité intellectuelle et que la métaphore est juste qui fait du vainqueur « l'ouvrier de la victoire ». Et quel abîme sépare les œuvres issues des grands artistes de celles uniquement guerrières que les capitaines ont réalisées ? Un chef-d'œuvre tend à exprimer les vérités éternelles. Plus il y a en lui d'amour du vrai et de noble franchise,

plus il inspire de respect aux hommes. Mais le chef-d'œuvre militaire, fruit de la ruse et de l'artifice, consolide souvent l'erreur et le mal. Seul, dans un tel ouvrage, le sacrifice des soldats qui luttent pour la Patrie mérite une admiration sans mélange.

A quoi se ramène, je te prie, toute la science des batailles ? A ceci : qu'il faut déborder, tourner ou couper l'armée ennemie pour la mettre en posture d'infériorité, soit que sur l'une de ses ailes un parti survienne qui la prend à revers, soit qu'en un point affaibli de son centre une masse compacte ouvre une brèche. Dans tous ces cas, le soldat accablé par le nombre, se démoralise et le grand corps organisé qu'est une Armée se disloque, c'est-à-dire n'est plus à même d'obéir à la direction de son Chef. Tu verras les Généraux recourir sans cesse à ce débordement des ailes ou à cet enfoncement du centre. Les plus ingénieuses dispositions en arrivent toujours à cet unique objet et les plus grands progrès n'ont pu apporter de perfectionnement que dans les moyens d'y parvenir. Tant de simplicité étonne, mais l'expérience prouve qu'il faut pour exceller dans l'art militaire une cervelle simple, un entendement sans nuances et qui va droit au but ; et si le bon sens était, comme l'affirme Descartes la chose du monde la mieux partagée, nous verrions fleurir fréquemment d'estimables talents militaires. Sans compter que les victoires remportées par l'application des principes, si primitifs soient-ils, sont fort rares. Le plus souvent il n'y a que tuerie et massacre, parmi des ébauches de manœuvres qui n'aboutissent point. C'est alors du

courage des soldats, de leur esprit de sacrifice ou de leur valeur combative que dépend le succès, autant que du hasard. C'est pourquoi, cher démon, cesse de t'étonner que je me fie à mon bon sens pour juger de cet Art militaire dont tu te fais une idée mystérieuse. Crois-moi, il n'y a rien en lui qui doive échapper à un jugement droit, habitué à confronter les faits et les causes et dont l'impartialité est assurée par le vif désir d'être utile à son pays.

M. D. F. Je crains, néanmoins, que toutes ces belles raisons que tu donnes pour légitimer ton étude ne finisse par desservir le dessein même que tu poursuis. En réclamant le droit de critiquer l'œuvre des chefs militaires, tu mineras l'autorité dont ils ont besoin.

Moi. L'autorité qui n'a pas à craindre la critique équivaut à l'irresponsabilité ; or, c'est la conscience aiguë de la responsabilité qui fait la valeur des Chefs. De même l'obéissance passive engendre la lâcheté de de l'esprit et affaiblit le ressort de l'homme. On ne remplit bien son devoir que lorsqu'on l'a compris. J'avoue qu'invoquer le droit de comprendre et de critiquer en pareille matière, c'est vouloir passer pour paradoxal. L'esprit critique est regardé comme le plus grand des défauts dans l'Armée ; quiconque, dans cette carrière, porte en regard de son nom ces deux mots redoutables : « esprit critique » est voué à n'avancer jamais. Le général Lanrezac n'a-t-il pas eu sa carrière brisée pour avoir fait preuve d'esprit critique ? C'est le motif vrai et le seul de sa disgrâce. Tu vois donc que j'entre dans le vif du

sujet. L'Armée de métier s'accommode peut-être de l'obéissance aveugle et mécanique mais une armée nationale en meurt, car si la première est guidée par le profit ou la satisfaction d'instincts destructeurs, la seconde n'obéit qu'au sentiment de son utilité. L'organisation hiérarchique de l'armée rend vaine l'émulation des intelligences, car le droit de commander se confond avec la certitude d'avoir raison, de même que la nécessité d'obéir comporte la conscience d'être incapable de discuter.

Cet édifice de respect, consolidé par les siècles, ne manque pas de noblesse, mais s'il pare d'idéal la loi particulière qui régit le corps militaire, dont on a eu raison de célébrer les grandeurs et les servitudes, il est diamétralement contraire à l'intérêt du pays qui exige que les citoyens déploient toutes leurs ressources pour son salut.

Et justement les conditions de la guerre moderne s'accommodent de moins en moins de cette conception, belle, mais surannée.

II

LE JEU DE L'AILE OU LA BATAILLE IMPRÉVUE

Le 11 septembre, toutes les forces allemandes en retraite remontent rapidement vers le Nord. A ce moment, le Commandement français croit fermement que l'ennemi, définitivement vaincu, va refluer jusqu'à la Meuse au moins, et au-delà peut-être. Idée que rien ne justifie, au reste, et qui laisse supposer de sa part une certaine insouciance des réalités géographiques. En effet, le solide rempart naturel qui se développe au nord de l'Aisne depuis le massif de Saint-Gobain jusqu'à Montfaucon par la montagne de Laon, le chemin des Dames, Nogent-l'Abbesse et les Monts de Champagne, offre trop d'avantages à l'ennemi pour qu'il n'essaye pas de s'y accrocher. Une seule chose pourrait l'empêcher de mettre à profit cette fortification créée par la nature, c'est qu'il fût talonné vigoureusement et débordé à l'Ouest par des forces importantes de cavalerie. Mais notre cavalerie est placée à la gauche de la V^e^ Armée où elle a assuré la liaison entre les forces anglaises et les nôtres, ce qui a eu évidemment son utilité ; il est regrettable toutefois qu'elle n'ait

pu se déployer à l'extrême-gauche de notre dispositif, ce qui eut été sa place normale. Ainsi mise en mesure d'entreprendre, aussitôt la retraite allemande amorcée, une marche rapide vers le Nord, elle eut constitué pour l'aile droite ennemie une menace assez forte pour empêcher celle-ci de se fixer trop tôt.

En fait, l'arrêt brusque des Allemands a été aussi inattendu que leur brusque décrochage. Je me souviens que pour l'expliquer on répandit alors je ne sais quelle légende de ligne préparée d'avance par l'espionnage ennemi.

La vérité toute nue est plus simple. L'État-Major ne songeait pas qu'une victoire de la Marne, si elle dégage largement Paris, n'a pas le pouvoir de rejeter l'ennemi hors de France. Il ne savait pas qu'il appartient à une deuxième bataille, immédiatement livrée sur l'Aisne, d'obtenir ce résultat. Telle est la rançon des fautes commises au début de la campagne. On ne laisse pas impunément envahir la France jusqu'à la Marne. Et si la bataille avait été livrée au delà de la Seine, comme c'était l'idée du commandement avant l'intervention de Gallieni, il est probable que l'effort de nos troupes n'eut pas réussi même à dégager Paris. Chaque contrée porte en elle sa fatalité stratégique.

Après la Marne, l'État-Major français persiste à croire à la guerre courte. Joffre, confiant et calme, assure qu'on en aura fini en un mois. Il s'attend encore à recueillir le fruit de sa victoire alors que celle-ci a déjà épuisé tout ce qu'on pouvait en espérer. La notion nette qu'elle doit être complétée par une seconde bataille, aussi ample,

aussi meurtrière que la précédente, lui fait apparemment défaut. L'arrêt de l'ennemi, pense-t-on, est temporaire, c'est un incident provoqué par l'obligation où il se trouve de réparer son désordre. Que nos troupes attaquent avec vigueur sur tout le front les positions où l'adversaire s'est arrêté et la poursuite reprendra.

En revanche, il est évident que le commandement ennemi se prépare, lui, à engager cette seconde bataille et qu'il cherche à la gagner coûte que coûte, sachant bien que s'il réussit dans son dessein tout est pour nous remis en question et la Marne annulée. Mais, rendu méfiant par le redressement prodigieux de cette armée adverse qu'il croyait en pleine déroute, il manque d'audace. Sur la plus grande partie du front, il se met en position défensive pour réduire les risques au minimum, cependant qu'il essayera de reprendre le débordement de notre aile gauche par sa droite renforcée et élargie. Le G. Q. G. allemand est dépourvu d'imagination guerrière ; il ne sait que remettre en chantier le plan primitif.

*
* *

Il semble que de notre côté nous ayons caressé le même projet. Le 11 septembre, dans une lettre adressée au général Maunoury, Joffre s'exprime ainsi : « ... *il paraît nécessaire* que vous ayez le plus tôt possible des forces remontant la rive droite de l'Oise pour déborder l'aile droite ennemie. » L'indication est juste et amorce l'idée de ce qui nous reste à faire. Mais cette suggestion ne cons-

titue pas un plan. Le commandement n'a pas fait le choix rigoureux qui s'imposait entre les diverses possibilités qui s'offrent à lui. Autant qu'on en peut juger il laisse trop de liberté à ses lieutenants, se bornant comme toujours à se réserver, par une rédaction habile des ordres, le bénéfice d'avoir prévu et ordonné l'éventualité qui réussira. En effet, deux manœuvres s'avèrent possibles pour déloger l'ennemi des positions où il se cramponne. Le massif de Saint-Gobain peut être tourné à l'ouest par l'Oise, et la montagne de Laon à l'est par la trouée de l'Aisne. Tenter les deux mouvements à la fois c'est trop embrasser. En tout cas, il convient de les accorder étroitement. Comment admettre que Joffre, en même temps qu'il suggère à Maunoury la manœuvre de débordement par la gauche, laisse Franchet d'Esperey se lancer à corps perdu dans la trouée de Juvincourt. Le fait pour Franchet d'Esperey d'orienter ses forces au nord-est en vue de cette attaque ne doit-il pas fatalement provoquer un resserrement à l'est de tout notre dispositif ? Or, pour étoffer le débordement de la droite ennemie, conseillé à Maunoury, nous aurions besoin au contraire de gagner vers l'ouest, c'est-à-dire qu'il fallait au moins que notre V^e^ Armée marchât droit en direction du Nord.

Évidemment, en pleine poursuite de l'ennemi, il est permis à Franchet d'Esperey de croire qu'il va pouvoir s'engager à sa suite dans la vallée de l'Aisne et on ne peut lui faire grief d'avoir cherché à emboucher l'issue qu'il sait accessible. Mais n'est-ce pas le rôle du commandement de subordonner chacun au plan de la ma-

nœuvre principale par l'ouest ? Et s'il était judicieux de tenter également de percer le centre ennemi à la faveur de la retraite, pourquoi Foch qui commandait le groupe de forces à la droite de la Ve Armée n'aurait-il pas reçu ce mandat de préférence à Franchet d'Esperey ? Les deux manœuvres ainsi ne se fussent pas contrariées.

Quoi qu'il en soit, nous voici ramenés des deux côtés au même jeu de l'aile. On n'en sort pas : blanc bonnet ou bonnet blanc. Et ceci dit, il faut s'étonner qu'il faille à des États-Majors de si longues méditations pour accrocher, suivant l'occasion, l'une ou l'autre de ces cordes à leur arc. Les G. Q. G. en présence vont donc simultanément poursuivre le dessein de prolonger leur ligne à l'ouest pour tomber sur le flanc de l'adversaire, mais ils ne cesseront chacun pour leur compte de s'apercevoir, peut-être avec étonnement, que l'ennemi applique en face un semblable dessein. Il en résultera cette série de violents combats qu'on a dénommé la *Course à la mer* et qui ne prendra fin que lorsque la terre manquera aux pieds des combattants.

*
* *

Voulez-vous que nous ayions en face de ces événements le regard libre et l'esprit critique du philosophe ? Oublions que ces régions où court la bataille sont des lambeaux du territoire, que des milliers de nos enfants tombent pour cette défense sacrée, ne voyons que le mécanisme tactique et jugeons du point de vue intellectuel les opé-

rations. Plaçons-nous sous l'angle de l'intelligence, devant un palpitant problème militaire. Bref, ayons nous aussi l'état d'âme « kriegspielien », si j'ose dire. Nous en tirerons tout de même un certain profit, et beaucoup plus de leçons que si je racontais cette lutte, moi centième, avec l'émotion profonde et le lyrisme d'un historien officiel. décidé à flatter l'instinct patriotique, à exalter le génie de l'État-Major plutôt que d'essayer de parler clair.

Et d'abord comment ne pas voir que cette course à l'aile est l'expédient médiocre de stratèges débordés par l'événement. Le commandement ennemi n'a plus le pouvoir de manœuvrer son immense armée. L'esprit, esclave de la masse, se montre impuissant à modeler de nouveau la bataille et à trouver la forme qui serait imprévue de l'adversaire. Comme la femme de Loth, changée en statue de sel, sentit peu à peu l'immobilité l'envahir, l'armée allemande devient rigide de l'aile gauche au delà du centre, et frappée de paralysie stratégique, ne peut plus agir que par son aile droite. Ce grand corps n'a plus qu'un bras disponible. De notre côté, ayant conquis l'initiative, nous ne savons la conserver. Nous nous figeons à l'image de l'ennemi et comme lui nous allons tenter un pis-aller.

Quel est le problème qui se pose à nous ? Jeter sur le flanc adverse encore libre une force qui le menace de débordement et l'oblige à se reculer pour s'en garer. Comment ? N'importe comment. Par les plus rapides, moyens naturellement. Nous sommes chez nous. En Normandie, en Flandre française, en Picardie, en Artois, il y a des

Français dont le cœur bat à l'unisson et bouillonne de haine contre l'envahisseur. Ne va-t-on pas se lever en foule pour lui barrer le chemin du nord ? Et à Lille, Amiens, Arras, ne va-t-on pas grouper des hommes, fussent-ils vieux ou encore enfants, pour constituer une première masse capable de menacer les forces d'extrême-droite de l'ennemi qui sont quelque part dans la vallée de l'Oise, au nord de Noyon ? N'y a-t-il pas des territoriaux pour les encadrer, des éléments militaires dans les places fortes, des fusils, des munitions dans les arsenaux ? En attendant que le commandement pousse ses troupes aguerries, n'y a-t-il pas un général capable de coordonner ces éléments ? Mais oui, tout cela existe. Partout des forces territoriales formées en régiments, en divisions, mais dispersées. Pourquoi ne donne-t-on pas l'ordre de les concentrer dans cette région du nord-ouest, entre Lille et Cambrai et de les lancer à l'heure favorable à la rencontre des régiments de Maunoury ?

Remarquez que depuis Charleroi, on a pu prévoir que ce coin resterait un temps libre d'ennemis, que la bataille allait s'en détourner provisoirement pour se diriger vers Paris, et que l'Angleterre devait, de toute nécessité, avoir besoin d'une porte libre sur nos côtes de la mer du Nord. Dès le 25 août, on pouvait nommer un organisateur des forces et ressources du nord-ouest. Mais cela c'est une conception de comité de salut public, tiré d'un état d'esprit civil qui voit grand quand le cri retentit : « La Patrie en danger ». Une telle idée dépasse un cerveau d'État-Major. Pour celui-ci la règle est de ne vouloir

qu'un centre de direction, de ne voir hors de l'armée de ligne aucun moyen de salut. Je ne me dissimule guère que des troupes improvisées ne sont pas longtemps redoutables pour des forces régulières, bien que les engins modernes gardent leur terrible pouvoir de destruction dans n'importe quelles mains. Je sais aussi qu'on a essayé de créer l'Armée Maunoury dans la région d'Amiens ; toutefois celle-ci à peine constituée s'est agrégée à l'armée de campagne et a été entraînée dans sa retraite. Il n'y a pas eu lieu, d'ailleurs, de le regretter, puisqu'elle a joué un rôle providentiel à la Marne. Mais le groupement du nord-ouest s'imposait, pour peu qu'on ait eu la vision de l'avenir.

*
* *

Malheureusement, les vieilles idées du temps des armées de métier subsistent. La France pour un militaire est limitée à la région que tient l'armée ; le terrain où la partie se joue compte seul, le reste du territoire n'a qu'une sorte d'existence civile, c'est-à-dire métaphysique. Ajoutons que la formation d'un tel groupement eut échappé de par des règlements mal compris au généralissime. Seul le Ministre de la Guerre avait pouvoir sur ces régions excentriques. Les ministres civils de la guerre ont — je le répète — toujours borné leur rôle à obéir à leur entourage militaire, si bien qu'aucun d'eux ne s'est jamais formé de la guerre une idée personnelle. Loin de moi le désir de vouloir leur en imposer une, j'indique seulement qu'une conception étroite de la

défense nationale existe du fait que le chef suprême des armées en campagne en assume seul le souci.

La division en plusieurs armées est au fond factice ; il y a, en réalité, une seule armée que le généralissime garde jalousement sous sa coupe et qu'il regarde comme un tout indivisible. Loin de dominer la situation d'ensemble du pays, il ne tient ses regards fixés que sur l'espace où les troupes régulières se meuvent en liaison, sans se douter qu'une armée nationale grosse de millions de combattants devrait obéir à des nécessités nouvelles.

Moltke ou Joffre sont partis avec leur million d'hommes comme Napoléon avec les 40.000 de l'armée d'Italie. Ils les ont déployés dans l'espace, comme si le problème guerrier restait le même : ils se sont évertués à créer un seul organisme avec un centre et des ailes tout prêts à reprendre avec une telle masse l'éternel jeu d'enfoncement et de débordement. Mais tout de suite une des ailes s'est accrochée à la frontière suisse, et cela seul aurait dû montrer que le jeu n'était plus de mise. A ce moment, un homme de génie aurait compris qu'il fallait modifier la grande tactique eu égard à l'importance des forces en présence. Mais quoi, en dépit des canons lourds, des mitrailleuses, de tout l'appareil moderne et scientifique, du matériel perfectionné, rien n'est changé. On rêve de livrer une bataille rangée comme au XVIII^e^ siècle. La campagne d'invasion est entamée par l'ennemi en vue, semble-t-il, d'un seul combat avec une unique armée.

Je donne la remarque pour ce qu'elle vaut, ce n'est pas à moi de trouver les formations qui conviennent aux guerres

modernes, mais je reste persuadé qu'il faut jeter bas la vieille armature désuète dans laquelle on veut faire rentrer coûte que coûte cette réalité nouvelle, l'armée nationale.

Jamais d'ailleurs cette conception du groupement ne fut aussi tyrannique. Diverses armées opéraient, pour leur compte, avec une certaine liberté d'allure, l'art étant de les faire s'entr'aider au moment décisif, comme pour l'ennemi l'habileté consistant à les surprendre séparément.

*
* *

A dire la vérité, je crois surtout que les États-Majors ont méconnu leur métier, tant du côté allemand que du côté français. Cinquante ans de paix européenne ont réduit l'art militaire à la décadence. Cinquante ans employés à des développements théoriques, des « kriegspiel » et des méditations sur le papier non contrôlés par l'expérience ont conduit les États-Majors à accoucher d'une espèce de conception de la guerre qui n'a plus rien de commun avec l'art de Napoléon. Sans être un militaire de carrière, il est simple de le prouver.

Le système de Napoléon est dominé par deux principes qui s'énoncent ainsi : embrasser tout le théâtre d'opérations, concentrer ses forces pour la bataille ; principes qui impliquent un double mouvement de dilatation et de resserrement réglé par les circonstances. Napoléon — en effet — ne craint pas d'écarter largement ses corps d'armée afin qu'ils puissent battre un vaste espace ;

ils sont quelquefois à la distance de deux marches les uns des autres. Mais l'armée se concentre, au premier signal, sur le point d'attaque unique choisi par le chef. Le secret de cette souplesse et de cette rapidité est perdu de nos jours. Les généraux ont trouvé un moyen commode de satisfaire à la fois aux deux principes. En accumulant des masses formidables d'hommes ils embrassent le plus grand espace possible, en même temps qu'ils réalisent sur tous les points à la fois le maximum de concentration. C'est simple et naïf. Le dispositif de marche de Moltke et son dispositif de bataille se confondent sensiblement. Comme tel, il est d'ailleurs plus près de Frédéric que de Napoléon. Car Frédéric fait marcher toutes ses troupes ensemble « en un faisceau de colonnes qui n'embrasse pas plus de 2.000 pas[1] ». L'armée de Moltke, c'est en somme une suite d'armées frédériciennes considérablement accrues et rangées à côté les unes des autres sur des centaines de kilomètres. Il ne peut plus arriver qu'un des éléments soit surpris isolé, puisque sur tous les points il y a concentration. Voilà bien la formation de tout repos ! Mais pour aboutir à ce résultat, vous devinez quelles quantités de troupes sont mises en jeu. Les accroissements successifs de l'armée allemande dans les années qui ont précédé la guerre ont été calculés conformément à la fameuse manœuvre de débordement par la Belgique. Le théâtre d'opérations s'élargissant, il fallait des hommes à proportion. On sait que Ludendorff avait conçu à

1. Cf. Capitaine Colin, *Éducation militaire de Napoléon*.

l'origine un déploiement tel que son aile droite devait déborder Paris, loin à l'ouest, de sorte qu'en se rabattant au sud de la Seine elle enserrait la capitale comme dans une boucle. Il dut renoncer à cette manœuvre gigantesque, à quoi nous n'aurions pas eu les moyens de parer, à cause du refus du Reichstag d'accorder un nombre d'hommes égal aux kilomètres à couvrir. Si bien que Moltke se trouva dans la position du charpentier qui n'a plus assez de bois pour édifier l'immense maison qu'il rêve.

Mais, en vérité, quelle admiration méritent des chefs qui nous ramènent aux manières d'être de la horde primitive? Et qu'est-ce que ce groupement de forces rigides, à tant d'hommes par mètre courant ? Qu'est-ce que cette barrière humaine qui balaie un pays tout entier comme la ligne des rabatteurs chasse les lapins dans la forêt ? Où est l'art dans tout cela, où sont les risques glorieux du jeu des armes ?

La division de l'armée en plusieurs corps distincts, *répartis sur un front très supérieur à l'ordre de bataille*, reste le plus grand progrès de l'art militaire. Ce progrès est acquis dès la fin du XVIII^e^ siècle, on le voit nettement formulé dans le traité de grande tactique de Guibert, mais au XX^e^ siècle par la volonté des États-Majors, par peur du risque aussi, il est devenu lettre morte. Avec quelle stupeur on lira dans l'avenir que les belligérants de la grande guerre se sont, pendant les quinze jours de la mobilisation, déployés face à face, qu'ils ont fait à la lettre la chaîne, marchant finalement l'un contre l'autre

sur 400 kilomètres, comme au temps des invasions barbares, pour se pourfendre et se massacrer.

Ici on allèguera que ces formations sont la conséquence des énormes masses de troupes employées dans la guerre moderne et l'on accusera les démocraties d'avoir rendu les guerres plus meurtrières en instituant le service obligatoire. Voilà bien un singulier sophisme. Gardez-vous de dire que l'esprit démocratique en proclamant l'égalité des citoyens devant l'impôt du sang a été cause de l'accroissement démesuré des armées modernes, car cela est faux. Les démocraties n'ont voulu affirmer qu'une obligation morale, l'obligation pour chaque homme de défendre son pays. *Mais il n'était écrit nulle part* que *tous* les citoyens devraient *en même temps* porter les armes, qu'ils seraient enrôlés *tous à la fois* et qu'on ménerait ainsi *le pays entier* à la bataille. Le tempérament militaire, ambitieux par essence, a créé cette conception. Par orgueil de commander à des masses de plus en plus nombreuses, par instinct de joueur qui double toujours la mise, par peur du risque enfin, les militaires ont été vite enclins à donner aux armées une importance numérique toujours plus grande. Henri Houssaye nous apprend qu'en 1815, la France qu'on disait épuisée n'avait pas même enrôlé les hommes de 40 ans. Napoléon, réduit cependant à toute extrémité, n'osa point exiger ce sacrifice, *car chez lui le chef politique dominait le soldat*. Mais le jour où le corps militaire irresponsable n'a eu qu'à puiser dans le réservoir des démocraties imprudemment généreuses du sang de leurs enfants, il n'y a plus eu de limites. Est-

ce qu'en Allemagne, d'ailleurs, on peut accuser le régime démocratique du monstrueux accroissement des armées ? C'est l'existence d'une Prusse militarisée au sein de l'Europe qui a été le point de départ de la folie des armements. Le fait qu'une caste militaire put satisfaire, sans qu'un frein politique la contint, sa passion du jeu et ses instincts d'accaparament, c'est ce fait seul qui a provoqué l'extension illimitée de l'état de guerre. Mais le Moloch guerrier n'a pas su proportionner le nombre aux besoins de la lutte, ni la mesurer aux possibilités de l'art. Un jour devait venir où le guerrier, submergé par la masse humaine qu'il avait à conduire, ne pourrait plus que l'entasser comme de vils moellons le long d'énormes espaces, sans pouvoir lui donner une forme, sans pouvoir la diriger et la dominer. Du même coup, toute la part d'habileté, de savoir-faire, d'art enfin que contient le jeu guerrier allait disparaître et céder la place à la loi brutale de la force, à la guerre nationale en un mot. Le front continu sera la dernière conséquence de cet abus du nombre, dont l'esprit militaire est exclusivement responsable.

C'est à ce front continu qu'aboutira la manœuvre de débordement tentée par les deux adversaires au lendemain de la Marne.

*
* *

Revenons à Maunoury que nous avons laissé dans la région au sud de l'Oise, cherchant à s'étendre vers le nord. Prisonnier de cette tactique rigide qui juxtapose

les armées, il n'osera pas se détacher franchement, courir à marches forcées vers le nord-ouest ; il se préoccupera de sa liaison à droite, perdra du temps à prier ses voisins de s'étirer à l'ouest.

Dès le 17, il est trop tard, les Allemands, préoccupés de faire le mouvement inversement semblable mais plus prévoyants et plus méthodiques, ont transporté toute l'armée Heeringen à leur droite et se trouvent en force dans la région de Noyon qu'ils occupent.

Laissez-moi à ce propos vous remettre en mémoire l'énervant et humiliant leit-motiv que répéta pendant trois ans Clemenceau : « les Allemands sont à Noyon. » Clemenceau, âme d'une solide trempe, vrai cœur de Romain, n'a jamais eu de nos indulgences bénisseuses. « Les Allemands sont à Noyon », cela voulait dire et répéter qu'une lourde faute avait été commise encore, aussitôt après la victoire de la Marne. Et cette faute, il ne voulait pas qu'on l'oubliât. Eh ! quoi, vous avez saisi l'occasion sur le vif, vous avez par une manœuvre merveilleusement audacieuse obligé toute l'armée allemande à retraiter de 50 kilomètres, en menaçant son flanc droit et vous arrivez en retard à Noyon ? Est-ce pardonnable cela ?

Gallieni, s'il avait eu voix au chapitre, n'aurait pas manqué cette seconde occasion. Comme la foudre, l'idée eut jailli dans son cerveau que la manœuvre devait continuer sans trêve, sans arrêt, toujours plus au nord, et lui qui demandait à cors et à cris à Joffre de grossir son armée de Paris, eut fait glisser aussitôt des forces nouvelles

de l'est à l'ouest. Nos troupes étaient fatiguées ? Elles l'étaient au matin du 6 septembre, elles l'étaient déjà au lendemain de Charleroi ! Ajoutez à cela que la mer est là-haut, dont la liberté doit être gardée sous peine de mort, que c'est à la rattacher à nous par un lien solide qu'il faut songer d'abord. Que de raisons pour y marcher au plus vite !

Mais le G. Q. G. y pensera trop tard, comme il eut, sans Gallieni, pensé trop tard à mettre à profit le changement de direction de Von Kluck. Ce cerveau de l'armée est lourd et lent à se mouvoir. Comme une mère poule ses poussins, il ramasse sous lui ses troupes, jaloux qu'aucune ne lui échappe et fasse cavalier seul. Il songera trop tard à créer l'armée Castelnau dans la région de Lassigny. Que n'avait-on déjà réalisé à l'écart de la lutte le groupement de ces forces territoriales du nord-ouest dont je parlais plus haut ? Leur présence eut enlevé beaucoup d'audace aux Allemands. Et quel centre d'attraction pour nos troupes ! Maunoury eut été moins timide s'il avait eu à qui tendre la main. Quand on a si peu de règles dans son sac, comment est-on si long à les appliquer ?

Bref, les Allemands sont à Noyon, il n'y a plus qu'à chercher à les déborder plus en arrière. Et la situation à ce début d'octobre redevient tragique. Les Allemands avec vigueur ont repris le thème du débordement et sont à deux doigts de réussir. Nous cherchons moins à les déborder qu'à éviter de l'être.

Le mérite de Joffre, c'est qu'il se dresse de temps en temps, au-dessus de ses sous-ordres, avec tout le poids

de sa puissante autorité pour les empêcher de lâcher les rênes quand la situation devient trop difficile. Jamais il ne s'effraye des difficultés, je dirai même qu'il ne s'en effraye pas assez, parce qu'il arrive quelquefois en retard, et qu'ainsi il contribue peut-être à les créeer. A mon sens il faut distinguer dans des cas pareils son rôle de celui de son entourage. Préparer l'action qui va venir, c'est le rôle de ses collaborateurs ; se dresser et crier : non, je ne veux pas cela, ou : oui, je le veux, c'est le sien.

Castelnau, envoyé d'abord sur le front d'extrême-gauche où la bataille a recommencé avec fureur, s'émeut de la situation et parle de se replier sur la Somme. Joffre fronce ses terribles sourcils, s'y oppose carrément et subordonne Castelnau à Foch, dont il sait la fougue et l'optimisme endiablés. Joffre, de ce jour, gardera pour Castelnau un peu de défiance : elle durera longtemps. Quand je dis Joffre, entendez l'entourage, car ce qu'il pense lui, nul ne peut se vanter de le savoir, pas même ses intimes, pas même les siens. Mais ses collaborateurs n'ont point caché qu'ils tenaient le général de Castelnau pour un homme impressionnable. N'est-ce pas ? il faut le dire. Castelnau prouvera le contraire si c'est faux ; il doit en avoir les moyens ; mais enfin, il serait paradoxal que tout un G. Q. G. ait eu une opinion nette sur un des principaux chefs de cette guerre et qu'on n'en trouve pas trace écrite. D'autant que Castelnau, magnifique nature morale, a d'autres côtés de grandeurs qui suffisent à sa gloire. Trop imaginatif, trop humain aussi, car ce grand homme est un brave homme qui n'est dur que pour lui-

même, il semble avoir eu en des circonstances désespérées des minutes de pessimisme. Déjà au Grand-Couronné, il proposa, le 7 septembre, de reporter la défense derrière la Meurthe et la Moselle, sur la position Salfais-Belchamp. Les partisans de Castelnau, et ils sont innombrables, vont crier à la calomnie. Mais où voyez-vous là une faute de Castelnau qui puisse le diminuer ? S'il avait replié sa ligne, sans rien dire, il eut été condamnable. Lui qui soutient la ruée désespérée des Allemands, qui voit nos soldats plier malgré leur bravoure, et le massacre grandir ; n'est-ce pas son rôle de demander au chef suprême s'il peut alléger le choc en reportant sa défense en arrière ? Joffre, qui a seul dans la main la clef de la situation générale, et qui est trop loin, heureusement, pour s'émouvoir, lui crie que c'est impossible, qu'il faut tenir coûte que coûte, et Castelnau tient. Le mérite des deux hommes est égal. Il est beau de dire : *tenez*, mais il ne suffit pas de le dire, il faut tenir. Le chef suprême le dit plus facilement que celui qui réalise. De tels mots d'ailleurs ne sont immortels que lorsqu'ils sont réalisés.

Affaire de tempérament ! Celui de Castelnau le pousse à chercher la solution la moins onéreuse. Hélas, au début d'octobre, on n'en était pas là ; il fallait barrer la route à l'ennemi, à n'importe quel prix. Que de fois, au cours de cette guerre, nous verrons le commandement pris au dépourvu s'en remettre à la bravoure du soldat. Le plan est bouleversé, les projets de manœuvre déjoués, il ne reste plus que les poitrines. Et les soldats en mettent à plein collier, un contre cinq, tandis que les renforts, trop éloi-

gnés, — Dieu sait où et pourquoi ! — les renforts si peu souvent à pied d'œuvre, arrivent au compte-goutte. Ah ! la magnifique race guerrière.... vous pouvez vous armer de tout l'esprit critique du monde, vous n'en avez pas moins des larmes pleins les yeux quand vous voyez toujours et partout cette bravoure jamais défaillante, ce mépris sublime de la vie, cet amour-propre héroïque du soldat français. N'ai-je pas raison de répéter qu'on a beau jeu de vaincre avec de pareilles troupes et qu'il a fallu, pour y consacrer tant de temps, y mettre de la bonne volonté ?

Donc, n'ayant pas prévu, au moins quand s'engageait la bataille de la Marne, qu'il lui était indispensable de poser un pion solide au nord-ouest de Paris pour contrarier le dispositif allemand, le G. Q. G., au moment où s'engage la bataille de l'Aisne, va se trouver dans un grave embarras. Ce que le calcul n'a pas su nous assurer d'avance, on l'obtiendra par le transport des troupes au moyen du chemin de fer et des camions. Pour la deuxième fois, le rôle stratégique du service des transports apparaît de premier plan. Par la suite nous le verrons grandir au point qu'il constituera à lui seul toute la stratégie du G. Q. G.

*
* *

Le chemin de fer a du bon, il permet de parer assez vite aux dangers. Maunoury arrêté dans sa course à l'aile du côté de Compiègne, on jette des forces plus au nord-ouest vers Lassigny. C'est une phase originale de la bataille qui mérite d'être signalée. Les trains arrivent en

pleine campagne, à l'extrême-limite possible, au risque de tomber sur les éclaireurs ennemis, les unités en descendent hâtivement et entrent aussitôt en action. Quelquefois une volée d'obus agrémente le débarquement, le train est attaqué avant d'être évacué ; qu'importe, il faut barrer le chemin à l'envahisseur. Mais les Allemands, de leur côté, opèrent de même. Dans leur espoir de nous envelopper, ils montent toujours plus vers le nord. La lutte se déplace ainsi de la région de Noyon, à celle de la Somme, de là elle court en Picardie, en Artois. Joffre jettera à son tour des forces nouvelles devant Albert, vers Arras, jusqu'à Dunkerque où le continent prend fin. La ligne est mince et précaire, il s'agit de la « colmater » avec tout ce qu'on peut ramasser d'unités sur le reste du front. Mais il faut avant tout un chef énergique, capable de faire rendre le maximum aux faibles éléments dont il dispose, un chef que la situation la plus critique n'affolera point et qui risquera d'être coupé plutôt que de reculer d'un pouce. Ce chef, on l'a sous la main, c'est Foch. J'ai entendu de mes oreilles le chef du 3e bureau au G. Q. G., le colonel Renouard dire un jour, dans un élan de franchise, et il en avait souvent : « De la Somme à la mer, tout ce territoire français appartient à Foch, car c'est lui seul qui l'a gardé contre l'ennemi. »

Si pathétique que soit cette course à la mer, elle n'emprunte sa beauté et son caractère dramatique que de la perpétuelle imprévision du Haut Commandement. Depuis le début de la campagne, sauf le 6 septembre, où sous l'impulsion irrésistible de Gallieni nous avons pris une

initiative foudroyante, génératrice de victoire, le G. Q. G. se laisse devancer par l'ennemi. Grâce aux ressources du tempérament français le retard est réparé et, comme on dit, nous arrivons partout à moins cinq. Pour tout autre peuple que le nôtre cette situation aurait engendré le désastre. Du premier au dernier, chacun chez nous se donne à la tâche et l'ennemi au moment suprême trouve à qui parler.

Il en est que cet état de choses remplit d'admiration et, certes, cela est admirable. Mais n'est-ce pas le vice capital des Français de nourrir une secrète tendresse pour leurs défauts ? Le fait qu'on puisse se permettre le luxe de l'improvisation avec de telles troupes montre à quels merveilleux résultats on arriverait si le commandement était toujours présent. Oubliez-vous qu'à la guerre, les fautes se payent cher. Que de sang versé inutilement depuis le mois d'août ? L'offensive meurtrière et vaine sur Morhange et Charleroi, la bataille des frontières livrée partout, dans des conditions hasardées, la retraite enfin si dure, si onéreuse. Soudain, un miracle se produit, la situation est retournée : les Français dans un effort prodigieux reprennent l'avantage et la victoire. Mais aussitôt nous abandonnons la main, pour laisser l'ennemi insensiblement gagner sur nous. Eh ! bien, il faut le dire, cela. Il faut crier le plus fort possible que le Commandement n'avait pas le droit de se rendormir après la Marne. La bataille de l'Aisne n'est pas une victoire, comme elle aurait pu l'être, c'est une défaite neutralisée, ce qui n'est pas la même chose. Son résultat ?

Ce sera le territoire occupé pendant quatre ans, alors qu'il aurait dû être libéré d'ennemis.

Quand nous déciderons-nous à tirer les cruelles leçons de l'expérience ? Il faut savoir désormais que le salut du pays exige que toute grande bataille livrée aux portes de Paris soit complétée immanquablement par une deuxième victoire. Que nos stratèges la préparent celle-là, car ils l'ont manquée, car sans doute ils ne comptaient pas avoir à la livrer ; et voilà leur erreur. Les armées d'invasion qui s'engagent par la route de l'Oise doivent trouver sur leur flanc l'armée du nord-ouest, mise en place sur l'échiquier. Les conditions de défaite et de salut d'un pays sont marquées sur la carte en traits indélébiles. Apprenons à y lire notre destin avec certitude si nous ne voulons que l'avenir soit un perpétuel recommencement.

III

PRIÈRE A L'USAGE DES CANDIDATS A L'ÉCOLE DE GUERRE

Qu'elle est belle et glorieuse la victoire gagnée sur la Marne !

En ce lieu élu la France retrouve une force divine pour arrêter l'envahisseur.

Alors la victoire de l'Aisne, sa sœur, accourt d'un vol foudroyant et sur pour achever la délivrance et refouler l'ennemi dans ses repaires.

Mais malheur au chef, lent a comprendre le secret du sol natal, qui rêve de confier la fortune du pays aux champs de la Seine et de la Loire. L'héroïsme s'y déploie en vain et la patrie violée n'a plus qu'a mourir.

Puisses-tu sans chercher si loin la gloire, jeune guerrier au cœur vaillant, te souvenir que les Thermopyles de la France sont au moulin de Valmy.

IV

LE FRONT CONTINU OU LA FAILLITE DE L'ART MILITAIRE

La *Course à la mer* aboutit à une situation de fait : *le Front continu*. C'est un événement nouveau dans les annales de l'histoire. A partir de ce moment on peut dire que l'art militaire n'existe plus. En effet, pour qu'il y ait art, il faut qu'on sente la main de l'artiste, c'est-à-dire de celui qui fait, choisit, met en œuvre. La matière inerte est pétrie par l'homme, modelée à son goût, pliée à ses besoins. Plus la volonté de celui-ci témoigne d'indépendance, plus il dompte la matière rebelle et plus l'art apparaît supérieur. Mais voici que la guerre échappe à ceux qui la dirigent ; torrent débordé, elle gagne toute la largeur du territoire. L'homme va se trouver impuissant à organiser, à resserrer, à concentrer la bataille qui n'aura plus de forme ; il subira son déchaînement monstrueux. Comme s'il n'y avait plus au monde ni stratégie, ni tactique, deux peuples aux prises l'un avec l'autre ont dressé un rempart de poitrines pour se barrer mutuellement le passage. Des tranchées profondes hérissées de fils de fer, flanquées de mitrailleuses et de canons, rendront la barrière plus infranchissable chaque jour. Toutes les

règles du jeu guerrier s'abolissent d'un seul coup. Que des nations civilisées préparées longuement à la guerre, que des corps d'officiers instruits aient été contraints d'accepter ce moyen primitif de sécurité : voilà qui est révélateur de la décadence militaire. Les deux ou trois règles connues ayant joué vainement, on est au bout du rouleau. Une réalité impérieuse existe : des peuples en armes s'affrontent conduits par leurs chefs. Tout de suite, l'art guerrier s'avère impuissant à diriger cette masse. Il n'y a plus qu'à laisser fonctionner la tuerie jusqu'à ce qu'un des adversaires recule devant l'autre. Et nous voilà revenus au temps où deux hordes barbares en poussant des hurlements s'accrochaient corps à corps et se massacraient jusqu'à disparition totale du groupe le plus faible. Encore maintenant n'a-t-on plus la ressource de fuir. On meurt dans son trou. Encore pour tuer n'a-t-on pas besoin d'en venir aux mains : on tue à distance. Est-ce pour ce résultat que d'orgueilleuses académies ont propagé leur enseignement ? Qu'on ne dise point, en effet, que le front continu a été préparé, voulu par une stratégie prudente. Ayant engagé leurs armées, les hauts commandements des deux nations n'ont plus su les décrocher, les reprendre en main, les reformer pour recommencer une nouvelle bataille. Ils sont restés déployés sur place, là où ils se trouvaient, et ce provisoire a duré quatre ans. Bien plus, cette formation créée par le hasard d'une bataille démesurément prolongée, va bouleverser de fond en comble l'art militaire. Tout l'édifice des expériences anciennes s'écroule, n'est plus qu'un fatras inutile

et sans objet. A quoi sert maintenant de manœuvrer ? Il n'y a plus d'ailes. A quoi sert de deviner le plan de l'adversaire ? Il n'y a plus de plan. A quoi riment les travaux laborieux sur le combat d'approche, les règlements qui président au mouvement et à l'emploi des avant-gardes, des arrières gardes, des gros ? Des troupes établies face à face sur des centaines de kilomètres, se fusillant à bout portant, voilà à quoi se réduit la réalité guerrière. Vainement nous dira-t-on que c'est une guerre de siège qui commence, drôle de siège où chacun est à la fois l'assiégeant et l'assiégé, dont l'objectif est partout et nulle part. Que faut-il faire ? Personne n'en sait rien. En attendant, chacun se fortifie sur place pour rendre sa position inexpugnable. Quand on ignore où l'on va, on a tout à craindre.

Après cela, il n'y a plus qu'à fermer les écoles de guerre et confier à des terrassiers la défense du pays. Le front continu est né du désir des stratèges de supprimer tous les risques. Qu'est-ce qu'un corps de guerriers qui supprime le risque et refuse de courir les aléas du jeu, de se plier aux conventions qui le régissent ? C'est qu'il ne s'agit plus maintenant de perdre ou de gagner au noble jeu des armes, comme au temps des armées de métier. Une réalité cruelle s'impose aux nations, à savoir lutter pour leur existence. La guerre considérée comme une distraction de Princes avec l'enjeu d'une province ou d'une ville est passée de mode. Elle n'est plus qu'une affreuse catastrophe qui met aux prises des peuples entiers avec toutes leurs ressources.

*
* *

Quand un corps militaire cesse d'appliquer la règle du jeu qu'on lui a transmise, c'est-à-dire quand il se dérobe à sa responsabilité, il paye de sa ruine totale une telle abdication. En effet l'établissement du front continu est né en 1914 de la volonté de reculer la décision de la bataille. Les généraux allemands ont recouru à ce moyen dilatoire pour fuir la conclusion logique d'une série d'actes militaires qui menaçaient de tourner à leur désavantage. Une telle violation des règles ne s'est pas faite en vain. La fiction que constituait un engagement entre des armées de métier mises face à face en champ clos, et plus ou moins représentatives de la puissance des peuples, les nations ne l'accepteront plus. Le front continu leur a montré le néant de ce symbolisme militaire, à la faveur duquel une petite nation de proie bien instruite à la guerre, dirigée par d'ingénieux capitaines, pouvait en gagnant des batailles s'asservir des peuples, très supérieurs par le nombre et par les ressources. Désormais, les peuples ne voudront plus que leur sort soit décidé sur le coup de dé d'une bataille, livrée selon les règles de l'art ; ils ont vu quel trompe-l'œil cela constituait. Ils lutteront, comme ils ont fait, en employant toutes leurs ressources, jusqu'au bout, et la lutte sera de plus en plus meurtrière et longue.

Pour moi, j'ai l'impression que le Corps militaire allemand s'est rendu compte de l'immensité de sa faute. Lisez les *Mémoires* de Ludendorff, vous verrez avec quelle

ingéniosité ce général s'efforce d'escamoter l'existence du front continu. Quand il décrit ses attaques sur le front français il parle avec affectation d'aile droite, d'aile gauche, de centre, si bien qu'on oublie qu'il n'y a plus rien de tout cela dans la réalité, mais une suite de tranchées où veillent des hommes sur des centaines de kilomètres.

Et je ne doute point que le Corps militaire ne souhaite ardemment revenir à la règle du jeu guerrier et oublier la leçon des tranchées. Ne voyons-nous pas d'ailleurs en France le même souci se faire jour dans l'État-Major ? N'est-ce pas à cette volonté secrète que correspond l'adoption du service de 18 mois et la formation d'une armée de couverture importante destinée à porter la guerre chez l'ennemi, c'est-à-dire destinée en somme à reprendre la guerre de mouvements, la guerre brillante des grands capitaines ? Notre État-Major, a l'espoir, avant que la nation ennemie soit en armes, de finir la guerre par de rapides victoires, remportées selon les préceptes d'un art auquel il ne veut point renoncer. Et assurément, une telle guerre serait moins meurtrière et plus courte : mais quoi ! le Rubicon a été franchi, il est vain d'espérer revenir en arrière. Le front continu, s'il est né d'un événement fortuit que les élites militaires eussent pu peut-être éviter en revendiquant hautement leurs responsabilités, est devenu maintenant une nécessité inéluctable : c'est le fait nouveau de la guerre moderne. Nous allons voir les Corps militaires osciller entre deux doctrines contradictoires : l'une qui voudrait supprimer le front continu, comme destructeur de l'art militaire ;

l'autre qui essayera tant bien que mal de le concilier avec les éternels principes.

En fait, le jour où le front continu a dressé sa barrière d'une frontière à l'autre, l'absurdité de la guerre aurait pu apparaître à des cerveaux lucides. Dieu, sans doute, a voulu par ce moyen nous montrer que l'art des Frédéric, des Napoléon, poussé à ses dernières limites, aboutissait au massacre tout nu, à l'assassinat universel. L'homme de génie, si le ciel en avait donné un à l'Allemagne seule responsable de la guerre, aurait compris qu'à cette situation il ne pouvait y avoir de fin ; dans un accès d'humilité, il eut avoué son impuissance et tenté d'arrêter la chose monstrueuse qui allait se commettre. Mais l'orgueil veillait chez nos ennemis pour aveugler la clarté qui pouvait se faire jour dans l'intelligence humaine, orgueil d'autant plus démesuré, que l'esprit militaire y régnait sans conteste. On prit à cœur de masquer le problème. Par une sorte de conspiration tacite, les Hauts Commandements dissimuleront leur désarroi ; ils cacheront que toute leur science n'existe plus devant la réalité gigantesque. Péniblement, de part et d'autre, ils essayeront d'édifier un ensemble de préceptes et de formules qui puissent faire figure d'art. On codifiera les expériences du hasard. On tachera de trouver à la tuerie continuelle qui va sévir des raisons d'ordre militaire, pour que les peuples ne voient point que cette tuerie est sans objet militaire. Par exemple on se battra pour conquérir les points dominants du terrain, pour gagner des vues ; quand on les aura atteints, on s'apercevra qu'il s'en dresse

d'autres plus loin, aussi indispensables et que survolent — ô ironie — le léger avion.

La caste de proie prussienne ne voulut pas reconnaître que le coup était manqué ; toute à sa passion pour le jeu guerrier, elle se flattait de sortir de l'impasse. Ayons au moins la satisfaction d'arracher à Ludendorff et à ses pareils leur faux air de grands capitaines. Montrons qu'ils ont été impuissants à conduire la guerre autrement que comme les bouchers conduisent le troupeau à l'abattoir. Prisonniers *du front continu*, ils ne pourront jamais en sortir. Et si quelque chose ou quelqu'un a été abattu dans cette catastrophe mondiale, c'est l'art militaire, lequel ne s'en relèvera plus. Les nations avec leur capital de travail et d'épargne, leurs découvertes, leurs richesses naturelles ou créées, s'affronteront encore, hélas ; mais oseront-elles se confier entièrement aux spécialistes du jeu de l'aile que la guerre nationale a débordés de toute part.

Qu'on examine sérieusement et, dirai-je, civilement, les moyens de faire la guerre, comme on étudie les moyens d'arrêter un torrent, de combattre l'incendie, l'épidémie et les fléaux du monde. Les progrès du machinisme et de la science permettront d'y parvenir, sans doute, pour peu qu'on s'y applique.

*
* *

Mais vous sentez bien que la simple logique n'aura pas gain de cause Nous allons vivre dans l'équivoque.

L'Allemagne a été vaincue en tant qu'elle était représentative de l'industrie et de l'art de la guerre ; c'est son corps d'officiers, son Haut État-Major, sa caste militaire qui ont été broyés par la force nouvelle que les nations tirent d'elles-mêmes quand elles se mettent tout entière à se défendre. En fait, dans cette guerre, l'élément civil du monde a vaincu l'élément militaire, parce qu'il est la puissance, la richesse, le talent, le courage, l'abnégation et que l'autre n'a eu à lui opposer qu'un *corpus* de règles désuètes dont la loi est le trompe-l'œil et qui du premier coup s'est trouvé impuissant à contenir la réalité. Ne nous laissons pas abuser par ceci que l'Allemagne se lançait sur nous toutes classes mêlées en vertu de la mobilisation universelle. Une vision supérieure nous montrera que c'est l'Allemagne de la caste guerrière qui nous a pris à la gorge avec son esprit particulier, ses règles de combat, son orgueil. Que si dans chaque camp l'élément civil n'avait pas mis son génie au service de la cause commune, vous eussiez vu s'écrouler le génie militaire responsable de la lutte engagée, et qui, en fait, dès le 30 septembre, avait cessé d'exister pour céder la place au génie des nations. Et parce que la caste guerrière allemande a pu faire dominer jusqu'au bout son esprit, ses illusions, qu'elle n'a accepté de la collaboration civile que le strict indispensable, elle a été vaincue par des peuples où dominait la loi civile.

Examinons les choses de près. Dans une guerre semblable, qu'est-ce que l'armature des cadres permanents aurait pu faire si l'on ne l'avait étayée par l'immense et

vigoureuse armature des cadres de complément ? Sans les cadres tirés des corps d'ingénieurs, les armes savantes auraient-elles existé ? Dans les laboratoires, dans les usines, au ravitaillement, quel génie se déployait, sinon le génie civil ? Il est notoire que l'esprit militaire, dans toutes ses branches, n'a développé, sauf exceptions rares, que la routine, l'inertie et la peur des responsabilités. Le service de santé militaire n'a-t-il pas été noyé dans l'effort de dévouement et de science que la nation a mis au service de ses blessés ? Chaque fois que l'élément civil a pu accroître son influence l'élan a été intensifié, le travail plus efficace, le résultat meilleur. Le malheur de l'Allemagne a été qu'en faisant appel aux forces civiles, peut-être plus que nous, l'élément militaire a continué à garder une haute main tyrannique. Chez nous le bonheur a voulu que par endosmose s'établisse un courant de l'un à l'autre et quand enfin dans la personne même du grand chef de l'armée — j'ai nommé Pétain — a triomphé la mentalité civile, la victoire s'est montrée toute proche.

Il faut apprendre à établir cette distinction essentielle parmi la masse des faits de guerre en apparence indivisibles pour bien saisir la justesse de mon raisonnement. Ce qui est militaire, c'est tout ce qui subsiste du jeu des armes, et qui apparaît en désaccord avec la nouvelle réalité des guerres nationales. On peut en trouver des milliers d'exemples et j'en citerai tout au long de cet ouvrage. Ce qui est civil, c'est de s'adapter étroitement au réel, et de tendre directement au résultat. L'un est un

esprit dogmatique, l'autre un esprit expérimental. Mais la confusion des deux est terriblement dangereuse. C'est à cette confusion que nous marchons, *sous couleur de tirer les leçons de la guerre*. Gardons-nous de l'équivoque, elle serait mortelle pour le pays. Toutes les conquêtes de l'élément civil, si vous les jetez dans le moule militaire, vous les détournerez de leur but. Et nous en sommes sérieusement menacés. Que, par exemple, vous incorporiez à l'armée, dès le temps de paix, le service des laboratoires, vous allez tuer la libre initiative, le goût de la recherche, l'émulation désintéressée. La guerre sera de plus en plus tributaire de la science, elle tirera d'elle ses futures modalités. Il est aisé de prouver que l'esprit scientifique est incompatible avec l'esprit militaire.

En effet, le principe de hiérarchie qui est la base de celui-ci s'oppose au développement de l'esprit critique, qualité essentielle du savant, lequel a pour devoir de discuter, de mettre en doute ce qui existe dans l'intérêt même de la science. La règle établie par l'autorité est, au contraire, dans l'armée, indiscutable ; elle *est*, rien de plus, et elle tire toute sa force de ce qu'elle est reconnue absolument. La stricte obéissance, ici, est une loi qui ne souffre pas d'exception. L'inférieur doit le respect absolu à son chef hiérarchique, non seulement en apparence, mais de tout son être. L'idéal moral qui est le sien l'y oblige. De plus, son intérêt, celui de son avancement, concourt à ce qu'il accepte cet idéal et y satisfasse jusqu'au bout. Mais que signifie l'avancement pour une équipe de chimistes ? Le plus savant aura-t-il le grade le plus

élevé ? Où faudra-t-il que le plus ancien commande celui qui fait preuve de génie ? Il est naturel dans l'armée que la découverte réalisée par le supérieur soit imposée et qu'il soit défendu de trouver mieux, sous peine de léser le principe de hiérarchie.

A moins de mettre le pays tout entier en perpétuel état de siège, à moins d'instaurer définitivement le militarisme dans toutes les branches de l'activité d'une nation, vous ne pouvez éviter que l'armée ne soit qu'imparfaitement préparée à une guerre qui exige la mise en œuvre de toutes nos ressources. Il faudra, inévitablement une longue période de tâtonnements avant de pouvoir accoupler l'organisation militaire à l'organisme civil, qui seul est capable d'assurer la victoire. Et cela est si vrai que nos chefs sont en train, pour parer à cet inconvénient, d'organiser l'armée de couverture en vue d'une longue attente. Ils cherchent à la renforcer afin qu'elle puisse se suffire à elle-même au moins deux ou trois mois et peut-être régler toute seule le sort de la guerre. Que devient alors le principe sacré qui ordonnait de n'attaquer que toutes forces réunies ? L'erreur s'annonce considérable. Ce sera l'engagement d'une armée de métier, l'infériorité numérique certaine en face d'un adversaire qui, lui, aura su accélérer la mise au point du pays tout entier. Ce sera l'offensive obligatoire pour permettre au pays de s'organiser ; l'aventure de la bataille des frontières nous guette immanquablement Tout cela n'a qu'un but, remettre aux mains du commandement les ressources totales du pays, lui

laisser le temps de s'initier aux services dont il prendra possession. Mais n'est-il pas plus simple de partager les responsabilités. Il y a, d'une part, la tâche militaire de l'armée combattante ; de l'autre, la vaste besogne d'installation des usines, la fabrication et le transport du matériel et des munitions, le ravitaillement, les hôpitaux, la protection du territoire contre l'invasion des forces aériennes, la prévision de la défensive en terrain organisé. Est-il nécessaire que ce gigantesque travail d'ingénieurs, de chimistes, d'entrepreneurs, de médecins, d'administrateurs, soit concentré dans les mains du commandement militaire ?

A côté du généralissime, chef de l'armée, il faut un généralissime civil qui ayant préparé sa mobilisation, sache où trouver ses cadres et ses troupes, qui ait réglé son plan en harmonie avec celui de son collègue. Supprimons le coup de théâtre catastrophique que l'affiche blanche posée sur les murs et le tocsin déclanchent aussitôt, et qui provoque, avec l'arrêt total de toute activité, la confusion générale et le chaos, dont ensuite on met des mois à sortir.

Et ce généralissime civil, il doit dès le temps de paix travailler avec son collègue, il faut que le Conseil Supérieur de la Guerre soit largement ouvert à lui et à ses principaux collaborateurs. Ainsi peut-être, notre outillage et notre matériel seront-ils en accord avec les progrès de la science. Nous ne verrons pas des rivalités d'arme à arme, de bureau à bureau, retarder pendant des années la création d'un nouveau modèle. Ainsi peut-être, utilisera-t-on

davantage le matériel et moins la main-d'œuvre humaine, comptera-t-on plus sur la machine et moins sur le « cran » des soldats.

Un chef d'armée a pour souci principal de préparer la bataille, c'est-à-dire la mise en jeu des masses de combattants qu'il veut toujours plus fortes. Un généralissime civil, au contraire, aura pour préoccupation unique de créer un outillage et un matériel dont le perfectionnement incessant économisera les vies humaines, car l'industrie civile a la préoccupation du prix de revient que n'a point l'industrie militaire. Sachant, d'avance, dans quel service ils seront appelés, à quelle tâche spécialisée ils seront employés, les techniciens n'attendront pas pour s'y préparer que la mobilisation les appellent. Malgré eux, leur préoccupation ira chaque jour à leur devoir du temps de guerre. Toute la nation finalement veillera, au lieu de s'en remettre aux Consuls.

***

A côté de ceux qui s'efforcent d'oublier le front continu il y a ceux, ai-je dit, qui essayent de l'accommoder aux principes.

On allègue aujourd'hui, dans les histoires officielles, que la création du front continu a permis à la France, prise au dépourvu par l'agression allemande, de s'organiser pour la longue guerre qui allait s'ouvrir. A l'abri de ce rempart, nous avons pu rouvrir nos usines, fabriquer

fusils, canons, munitions, dont le besoin le plus pressant se faisait sentir. En effet, deux mois après la déclaration de guerre, les stocks étaient épuisés, la bataille allait s'éteindre, du moins de notre côté. De là à penser que le front continu fut un bienfait, et que le Haut Commandement par ce trait de génie suppléa à toutes nos imprévisions, il n'y a qu'un pas. Nous sommes encore trop près de l'événement pour qu'on ose lancer une assertion pareille. En effet, tous les Français ont gardé le souvenir de la colère et de l'humiliation qui s'emparèrent d'eux en voyant le courage de nos troupes se briser contre les fils de fer et les tranchées. Eh ! quoi, ceux qui nous avaient assaillis, ayant été vaincus une première fois, refusaient de s'en aller, ils se terraient comme des bêtes venimeuses dans leurs gîtes ! Mais laissez passer les années, quand la génération qui a vu et souffert, aura rejoint les morts glorieux dans l'éternel repos, vous verrez, çà et là, dans les écrits officiels pointer la thèse du front continu, moyen de combat, création du génie militaire.

Au lieu de le considérer comme le résultat déplorable d'un faux calcul allemand, comme l'aveu de l'impuissance des chefs à poursuivre l'action manœuvrière, je ne serais pas étonné qu'on l'accepte comme une modalité guerrière, riche de possibilités. Lorsque en 1919 l'armée bolchevik, conduite par les anciens généraux du Tzar, fleur de l'académie de guerre de Petrograd, s'est lancée contre l'armée polonaise, elle s'est déployée de manière à couvrir toute l'étendue du territoire. Cette fois, ce n'était plus la force des choses qui légitimait ce dispositif,

c'était la volonté réfléchie d'un généralissime, appliquant le premier l'enseignement de la guerre.

Il est, cependant, excessif de considérer comme un progrès ce qui a été le signe évident de l'impuissance. On voit bien, parbleu, tout ce que le front continu donne de sécurité au commandement. Le dispositif stratégique qui, dès le départ, doit imposer sa forme à la bataille recherchée, est une redoutable épreuve pour lui. Faute de le réussir, il court le risque de compromettre d'un seul coup le résultat d'une guerre. Or, il est clair que la hiérarchisation de plus en plus stricte de l'armée en supprimant les avancements en coup de foudre, en limitant le choix du général en chef aux officiers qui ont atteint, au moment de la guerre, les grades supérieurs, tend à supprimer chez ceux qui en bénéficient le goût du risque. Le front continu, sous ce rapport, offre toute sécurité au commandement et à l'État-Major. D'abord toute guerre devient forcément longue. A moins d'une infériorité manifeste en effectif et en matériel de l'un des belligérants, nulle solution de surprise n'est à redouter. La nécessité de trouver l'idée de manœuvre décisive, dans le temps le plus court, ne s'impose pas. Plus d'ailes, donc pas de débordement à craindre. Une bonne ligne d'hommes, bien étoffée, des ouvrages de fortification solides et l'on peut voir venir en toute confiance.

Quand on y songe, pendant les quatre années de guerre de tranchées que nous avons connues, on ne voit point que la préoccupation principale des Hauts Commandements ait été de supprimer ce charnier de quatre cents

kilomètres. Ils ne tentent pas, pour en sortir, de jouer leur va tout. Ils semblent s'accommoder du front continu. Que la France acculée à sa capitale, n'ayant plus de champ pour reculer, ait hésité à hasarder sa fortune, cela se comprend. Mais que les généraux allemands, si loin de leurs frontières, installés au cœur du pays ennemi, et se jugeant les plus instruits et les plus habiles, n'aient pas eu assez de confiance en eux pour donner à l'adversaire l'occasion d'en finir, en stratèges dignes de ce nom, cela nous édifie sur leur valeur militaire. Pauvre joueur en vérité, ce Ludendorff et ses prédécesseurs qui restent sur la défensive pendant des années sur le front principal et ménagent leurs traits de génie uniquement pour les adversaires plus faibles.

*
* *

Ayant accepté cette nécessité, imposée par le hasard d'une course à l'aile, les Hauts Commandements vont s'appliquer à sortir de cette impasse sans rien hasarder. Une métaphore d'origine populaire servira de base à leurs recherches. Ils s'évertueront à réaliser *la percée*. Déplorable illusion que des habitués du Café du Commerce manœuvrant des soucoupes ou des dominos auraient pu caresser. Mais que cette métaphore ait pu s'imposer à des hommes spécialisés dans l'art de la guerre et qui, depuis leur enfance, étudient les campagnes célèbres, c'est une chose qui confond. La Percée ! C'est-à-dire la rupture fragmentaire du rempart fortifié, le trou béant où s'engouffre infanterie, artillerie, cavalerie. Derrière,

le terrain libre, une campagne sans tranchées, sans chausse-trappes, sans canons, où l'on arrive dans un élan magnifique. Et tout à coup en se retournant à droite et à gauche, voilà l'ennemi à perte de vue, accroupi dans ses trous, pris à revers, stupéfait, demandant grâce ou fuyant à toutes jambes. Quel beau rêve ! Tous les généraux l'ont partagé. Je ne sais si l'Allemand l'a fait avec la même naïveté. Je ne le crois point, faute d'imagination, sans doute En tout cas, renseigné par les journaux, il a pris au sérieux notre façon de concevoir la délivrance et a multiplié les travaux de précaution pour qu'elle ne réussisse pas. L'Allemand se forme du Français une idée si diabolique qu'il se défie de la chose la plus absurde, pour peu qu'on nous prête l'intention de la faire.

Cette bataille décisive en rase campagne, les généraux allemands ont déployé une énergie farouche à l'éviter, craignant sans doute qu'elle ne leur fut néfaste. Rendons au contraire à nos généraux cette justice qu'ils ont tenté de louables efforts pour parvenir à la livrer.

Longtemps, nous avons entendu retentir dans le public ces mots magiques : « On va tenter la percée. » Et chaque printemps une véritable impatience régnait dans le pays. En Artois, les soldats, ivres de victoire, arrivant devant la plaine vide, criaient, comme autrefois les Grecs de Xénophon « *Thalassa* » : « On a percé. » Et le 25 septembre 1915, en Champagne, Castelnau téléphonait au Grand Quartier, d'une voix frémissante : « Avec l'aide de Dieu, nous avons percé. » Pouvoir magique des mots sur l'imagination française !

Toute une tactique a été créée pour réaliser cette image merveilleuse, dont l'inanité éclatait à chaque tentative. Il faut méditer ce temps d'horreur pour comprendre à quelles illusions peuvent se laisser prendre des hommes éminents quand ils sont sur une piste fausse.

D'abord, il sembla que la bravoure des troupes suffirait à emporter le rempart fortifié. L'illusion fut tenace et a coûté des monceaux de cadavres. On reconstitue aisément, d'ailleurs, le raisonnement qui y conduit. Toutes les balles ne tuent pas ; quelle que soit la violence du feu, des hommes arrivent néanmoins à franchir vivants la zone dangereuse ; si des milliers tombent, ce n'est qu'un sacrifice nécessaire en vue d'un bien général. Hélas, l'armement moderne a démontré que le raisonnement était faux.

Comment les débuts de la guerre n'ont-ils pas suffi à nous renseigner sur la puissance du feu ? Les hécatombes de la bataille des frontières à elles seules auraient dû nous démontrer la folie d'un assaut livré sous le tir des mitrailleuses et des canons. Mais d'abord on ne voit que les obstacles secondaires : c'est le fil de fer qui est jugé l'ennemi principal. Les rares survivants de cette époque se souviennent des appareils puérils, qu'on inventait chaque jour pour débarrasser le front de cette broussaille infernale. Finalement la cisaille manœuvrée par un poilu, aplati sur le sol, donna seule des résultats, mais à quel prix ! Chaque mètre de fil de fer coûtait une escouade.

Oh ! cette année 1915 de sanglante mémoire, puisse-t-elle être toujours présente à l'esprit de nos chefs ! La

bravoure du soldat, on ne peut alléguer qu'elle fit défaut ! Impatients de sortir de la prison de terre où ils se rongeaient, les braves gens bondissaient à la mort avec une sublime intrépidité, et chaque fois pour des gains médiocres. Une mitrailleuse, tirant à l'abri sous sa coupole de béton, rendait toute la bravoure des paladins inutile. Des deux côtés du front, une folie meurtrière s'empare du commandement. Pour la conquête d'une taupinière comme les Éparges, on sacrifie vingt mille hommes. En quoi la position des belligérants était-elle changée après cela ? L'Argonne connut la guerre de mines. La réduction des saillants devint un dogme, comme la conquête des points dominants. Vaillance et puérilité ! Voilà le nom que l'effroyable guerre de cette période portera dans l'histoire. Je comprends que le général Mangin l'ait délibérément omise dans son livre. Que les historiens officiels, laudateurs intrépides, aient la pudeur de se taire sur ce martyrologe du soldat qui demeurera le remords des Hauts Commandements. Cependant, une autre métaphore — les mots tuent plus sûrement que les balles — permit d'entretenir avec une apparence de raison toute une année cette tuerie inutile et sauvage : « Je les grignote ! » Vous connaissez ce mot sinistre qui enchanta les chroniqueurs et les bonnes gens intrépides de l'arrière. Retenez-le, il est prophétique, il aura une édition définitive plus tard, car ne croyez point qu'on s'est efforcé de l'oublier. Un G. Q. G. qui possède une si belle image ne l'abandonne point délibérément. La fameuse théorie de *l'usure des forces*, aujourd'hui en grand honneur dans la tactique

officielle, sort de là comme le fleuve impétueux sort de la source timide. Mais n'anticipons pas.

*
* *

Combien de temps eut duré ce jeu cruel du grignotage, si l'opinion populaire n'avait, enfin, décidé le commandement à étudier des moyens moins coûteux. La campagne des canons et des munitions, c'est du pays qu'elle est partie, la chose est évidente. Il fallut d'innombrables articles de journaux, des protestations parlementaires, tout un courant d'opinion publique pour vaincre le préjugé professionnel. M. Millerand y perdit sa réputation de grand ministre par sa docilité à écouter ses collaborateurs plus que la voix de la raison.

On va dire : « Pourquoi rappeler ces mauvais souvenirs ? Vous faites une œuvre mauvaise, vous semez la division et la défiance. Le commandement s'est trompé de bonne foi. » Justement je crains par-dessus tout la bonne foi dans l'erreur. Et quand l'erreur jaillit comme un effet de sa cause, on doit la combattre. Or la cause directe, invariable et éternelle de telles erreurs, c'est la pure mentalité militaire. Le culte du « cran » dont je ne nie pas la grandeur d'âme et le mépris du danger qu'il révèle, l'armée française se croit obligée pour son honneur de le propager. Nous avons une magnifique tradition d'héroïsme que les poètes entretiennent religieusement. Mais ne trouvez-vous pas qu'elle est trop belle pour durer ? Quand ce code d'honneur amène un corps d'officiers

d'État-Major à nier l'utilité du matériel, quand il provoque chez eux une invincible répugnance à épargner les vies humaines, qu'il engendre en fin de compte une émulation dans l'absurde, on le déchire comme une chose malfaisante Nous ne parlerons jamais trop de cette période, car à force de jeter sur elle le voile de l'union sacrée, on finirait par oublier sa signification véritable.

Et ne dites pas que ce furent là des expériences nécessaires. Mensonge ! Le plus petit sous-lieutenant vous aurait dit, à cette époque, ce qu'il pensait des ordres d'attaque qu'il recevait, et qu'il exécutait comme on va au suicide. Et parmi nos officiers généraux, j'en sais plus d'un qui ont préféré partir pour Limoges, plutôt que d'approuver telle offensive de secteur, manifestement inutile Est-ce qu'on ne va pas tout de même essayer de les rendre à l'honneur qu'ils ont mérité ces hommes de cœur et de devoir, injustement mêlés au lot des incapables ?

Le G. Q. G. se défend avec énergie d'avoir jamais résisté à la campagne des canons et des munitions. Il montre ses programmes, ses demandes, ses rappels. Mettons qu'il fut en retard sur le sentiment populaire. Pour moi, je me fie plus à la logique des sentiments, aux indications psychologiques qu'aux papiers de justification De même, on nous prouverait aisément que le G. Q. G. ne fut jamais opposé à l'expédition de Salonique. Car la question du grignotage et du front continu se lie étroitement à celle-là. En effet, l'idée vient à quelques-uns, et au général de Castelnau parmi les premiers, que le front

occidental devenant impraticable, il fallait transporter sur d'autres fronts du champ de bataille européen la manœuvre devenue ici impossible. Le particularisme des commandements vint à la traverse. Ce ne furent pas les peuples qui s'opposèrent jamais à ce que la collaboration des armées alliées fut des plus étroites, ce furent les Hauts Commandements des diverses nations. Quand il apparut évident que l'on pouvait en finir en concentrant contre l'Autriche le maximum des forces, l'honneur de Cadorna lui fit décliner les offres franco-britanniques. Pour le front d'Orient, ce fut simplement l'honneur du G. Q. G. français, étayé par la doctrine. Il y avait un front principal. on ne pouvait pas rendre principal le front secondaire : voilà le dogme tel qu'il régnait. Et en outre ce corrollaire : l'ennemi principal étant l'Allemange, c'était elle qu'il fallait abattre, d'abord et avant tout. C'est pourquoi placé dans cette situation paradoxale d'assiégeant et d'assiégé, le commandement s'épuisera à trouver les moyens d'en sortir. Le front continu, sauvegarde des premiers mois, comme la tunique de Nessus nous rongeait jusqu'à l'os.

*
* *

Pouvons-nous admettre, sans protester, que des faits pareils se renouvellent ? Vous résigneriez-vous, de gaîté de cœur, en présence d'une situation semblable à voir, pendant quatre ans, nos troupes s'acharner à briser une muraille de fer et de feu, alors que les portes de l'Orient

pourraient être forcées ? N'est-il pas d'une suprême injustice d'accorder des titres de gloire aux hommes qui ont perpétué de telles erreurs, et les croyez-vous vraiment dignes de coudoyer Napoléon au Panthéon de la gloire, ceux qui n'ont fait preuve ni de science stratégique, ni de vision large, ni de prévision ? Ou bien la gloire est un mot vide de sens, un mythe, ou il faut admettre que la plus grande guerre de l'histoire a été conduite par des hommes médiocres. Il ne suffit pas d'être placé au bon moment au sommet de l'échelle pour déployer du génie. La hiérarchie du temps de paix n'exige que le savoir-faire. Or, sauf une ou deux exceptions, la hiérarchie du temps de paix a commandé l'avancement du temps de guerre. Qu'on me montre le trait de génie admirable qui change la face des choses, l'intuition prodigieuse qui force le destin à changer son cours ? Qu'on me désigne par son nom le maître de la grande guerre ? On n'y parviendra pas. L'événement a régné en tyran absolu, la guerre a déroulé ses ravages jusqu'à son extrême limite sans qu'un homme fut capable de l'endiguer, de la resserrer, de la saisir au moment propice et de l'étouffer. Le nombre, la masse a fini par triompher. Le génie personnel n'a eu jamais si peu de part à l'histoire du monde : des nations ont combattu, et c'est le génie des nations qui a imposé la solution inévitable contenue, dès le premier jour, dans l'énoncé du problème. L'homme a subi, il n'a pas commandé. Les meilleurs, en appliquant des facultés secondaires de bon sens, d'intelligence et de valeur morale, ont contribué à mettre un peu d'ordre,

d'équilibre et d'économie dans ce gigantesque chaos qui menaçait de tout submerger Pour le reste, c'est la collectivité, ce sont des équipes plus ou moins anonymes qui ont fourni le plus clair du labeur. La doctrine même qui s'affirma victorieuse pour nos armes, celle de l'attaque en largeur, elle n'est pas l'éclatante découverte d'un homme, elle est le fruit de la longue suite d'efforts, de tâtonnements, de mise au point, le résultat d'un travail collectif. Et je comprends, maintenant, que le génie ne peut exister sans cette collaboration, mais du moins trouvons-nous chez César, chez Napoléon, la marque de leur personnalité vigoureuse. Aux matériaux qu'on leur fournit eux seuls ont donné la forme, sans laquelle il n'y aurait eu qu'un amas d'éléments sans vie.

Et si nous nous plaçons à l'unique point de vue militaire, de quel lumineux apport s'est enrichi l'art des Condé et des Turenne ? Est-ce du fait qu'il faut un canon par mètre courant ou parce que ce canon tire à un rythme infernal ? Est-ce parce que le front continu a remplacé l'armée rangée en bataille et supprimé toutes les modalités de la manœuvre ? Est-ce parce que des locomotives et des autos promènent d'un point à l'autre les combattants. est-ce enfin parce que le principe de l'usure des forces adverses doit être réalisé avant de passer à l'attaque décisive, que cet art aura été porté à son apogée ? Pauvres découvertes, arrachées péniblement à la confusion, elles apparaîtront plus tard aussi indignes de l'intelligence humaine que les vestiges de l'art cubiste. Non, non, la science qui a muni le guerrier d'un outillage

diabolique n'a fait qu'accroître la tuerie ; le machinisme qu'on pouvait croire au service de l'intelligence militaire est en train de la ruiner.

* * *

Ce que la bravoure et le « cran » du combattant se montrèrent, hélas, impuissants à réaliser, on espéra, plus tard, que l'accumulation du matériel pourrait l'obtenir. Vous vous rappelez cette période qui se prolongea jusqu'à la fin ? Les Allemands, bien qu'ayant commencé avant nous, sont vites rejoints et dépassés. Le génie civil des Alliés déploie ses fécondes ressources. La France elle-même, encline à la routine industrielle, trouve en elle des hommes au puissant talent organisateur qui font lever du sol des usines. Le nombre de pièces d'artillerie nécessaires pour écraser la fortification et rompre la résistance s'accroît chaque jour davantage. Ici, la raison n'a plus de point de repère, nous nageons dans l'absurdité triomphante : 1.000 coups de 75 pour ouvrir une brèche de 25 mètres dans un réseau de fils de fer ; 800 coups de 155 long pour détruire une batterie à 8 kilomètres. Voilà où nous en sommes. La balistique poussée à son point de perfection donne de ces résultats pitoyables dont il faut bien se contenter.

Depuis le canon de Crécy, qui causa la débandade et l'effroi de la gendarmerie royale, il semble qu'on ait fait dans l'art de tuer un grand progrès. Moins grand qu'on ne pense. Un canon plus ou moins long, plus ou

moins rapide, plus ou moins meurtrier ne peut changer son rôle et sa fonction. C'est la fronde de David, infiniment perfectionnée. Mais le moindre rayon Z ou Y, obéissant au cerveau de l'opérateur eût peut-être donné le résultat de cent canons. Nul n'a su capter pour la mettre au service du pays la force éblouissante de la foudre, ni aucun fluide subtil tiré de la nature. Pas d'idée nouvelle, dans ce domaine encore. Qu'est-ce que le gaz, renouvelé des guerres antiques, sinon un succédané scientifique de l'huile bouillante et de la poix enflammée : j'allais oublier cependant le lance-flammes, orgueil des Allemands, qui ajoute le grotesque à l'horreur.

Une seule idée pratique jaillit un jour dans je ne sais quel cerveau — car qui pourrait dire que celui-là qui s'en félicite aujourd'hui en est bien l'unique auteur ? — une seule idée, dis-je, à peine neuve, mais étroitement adaptée à son objet, *le char d'assaut*, et la victoire en sortira comme Pallas de la tête de Zeus

On se prend à regretter, en face de cette conséquence merveilleuse, l'absence aussi complète d'hommes de génie dans la grande guerre ! L'homme capable de trouver les moyens exigés par la situation, le cerveau clair et vif appliqué à résoudre le problème et que l'éclair du génie eut illuminé, n'eut-il pas réussi à réduire à ses proportions minimes le fléau ? Oui, je le crois de toutes mes forces. Ne dites pas, imprudents, que les guerres modernes sont forcément longues, dites avec humilité, celle-là nous n'avons pas su la faire courte, elle nous a emportés dans son flot, elle nous a roulés comme des épaves et nous

n'avons pu que suivre le courant en nous maintenant à grand'peine à la surface.

* * *

L'emploi intensif du matériel rendit plus illusoire encore le rêve de la percée. Le déluge de mitraille qui s'abat sur les tranchées ennemies, avec la violence d'un typhon tropical, aux jours de grande offensive, s'il pulvérise le rempart fortifié et désorganise la défense, aggrave en revanche les difficultés du problème. Dans ce terrain lunaire, effroyablement bouleversé, les troupes progressent avec tant de lenteur que l'ennemi réussit toujours à se reformer. Le matériel embourbé ne suit plus les vagues de fantassins, la cavalerie elle-même qu'on est contraint pendant le duel d'artillerie de mettre à l'abri, loin derrière les lignes, n'arrive pas assez tôt pour profiter du désarroi de l'adversaire. Ludendorff qui le premier réussit par d'ingénieux procédés tactiques à réduire au minimum toutes les difficultés et à exploiter le succès dans de larges proportions, ne parvint au bout du compte qu'à créer de vastes poches dans la ligne française, sans pouvoir néanmoins la rompre. Avec son armée, tout à coup sortie de la zone fortifiée, comment ne put-il livrer la fameuse bataille en rase campagne, ce rêve de trois ans des stratèges ? On se le demande avec étonnement. Quel sortilège maintenait toujours ses troupes au coude à coude, si bien qu'après six jours de progression accélérée, elles se retrouvaient formant une ligne continue, en face d'une autre

ligne de poitrines ? Et de leur côté nos réserves, au fur et à mesure qu'on les jetait dans la lutte, hâtivement au saut des camions, s'efforçaient de renouer les mailles du réseau défensif. D'abord mince et fragile, troué en maints endroits par l'ennemi ou béant par place, faute de renforts, la ligne se refaisait d'heure en heure plus solide, plus tendue, plus résistan e, étoffée de canons qui peu à peu reconstituaient la muraille d'acier. A peine sortis du front continu les chefs de part et d'autre aspiraient, semble-t-il, à y revenir, craignant, s'ils ne sentaient plus devant eux la barrière, d'entrer dans un inconnu redoutable. Quelles angoisses quand un retard des renforts laissait ouverte une brèche dans la mouvante ligne ! Au 27 mai, la surprise fut si complète, les réserves si loin, que la poussière d'unités, au centre tout au moins, ne parvint point à bloquer l'avance ennemie. Les divisions qui arrivaient deux par deux sur le champ de bataille, submergées par le flot offensif, ne pouvaient offrir que des noyaux de résistance et vite balayées, étaient obligées ou de mourir sur place ou de reculer. Si bien que sans coup férir, à marche forcée, l'ennemi arriva sur la Marne. Mais là, ayant atteint la limite extrême de son avance, il s'arrêta de lui-même.

Ludendorff tentait bien chaque fois d'élargir la brèche à droite et à gauche, et de se rabattre sur les lignes françaises intactes. Mais on ne voit point que la manœuvre de débordement de nos tranchées prises à revers ait jamais été possible ou surtout qu'elle ait abouti à ce résultat de désorganiser tout le système défensif. La percée

était bel et bien une illusion. L'espoir s'affirmait vain de croire qu'on pouvait, hors de la zone fortifiée, engager de nouveau la bataille générale décisive. Jamais les Hauts Commandements ne surent ou ne voulurent revenir au front discontinu, permettant la manœuvre par les ailes ou par le centre. C'était cependant là tout le problème ! Soit qu'ils craignissent de courir un risque trop grand en renonçant à la fortification, soit qu'ils n'aient pas su réaliser un autre dispositif, ils se condamnaient à l'attaque frontale, la plus meurtrière de toutes. Le front continu, né au hasard des circonstances, les emprisonna jusqu'au bout.

On dit que les armées modernes prisonnières de leur ravitaillement en munitions ne peuvent plus s'éloigner de leurs dépôts et de leurs magasins. Pour moi, je n'accepte point cet axiome. Le premier mois de la guerre en a démontré la fausseté. L'armée allemande d'invasion a pu, sans cesser d'être redoutable, s'avancer en quelques jours jusqu'à la Marne.

En fait, l'entrée en jeu des énormes pièces d'artillerie à longue portée, l'accumulation inouïe des canons, ne furent que la conséquence de la guerre de siège qui s'engagea à partir du mois d'octobre. Une armée ne peut-elle désormais entrer en campagne sans traîner avec elle de pareils mastodontes ? Au vrai, il n'y a pas d'art militaire sans un minimum de conventions qui doivent être acceptées des deux côtés. Mais dès qu'une guerre cesse d'être un jeu de professionnels, c'est-à-dire dès qu'elle devient nationale, les conventions ne sont plus respectées

et l'art militaire n'existe plus. Napoléon perdit en Espagne les avantages qu'il tenait de son génie manœuvrier : ce génie même, sauf en de rares occasions, ne put s'exercer, l'ennemi ne lui en fournissant pas les moyens. La guerilla a bien des rapports avec nos quatre années de tranchées. De même, la guerre des Boers perdit sa physionomie conventionnelle. Quand il s'agit, en effet, de défendre pied à pied le sol national, on n'admet plus aucune règle. Jadis toute troupe tournée ou menacée de l'être, se hâtait de se replier. Nous avons vu pendant des mois nos soldats se maintenir dans des saillants pris à revers par les feux convergents de l'ennemi, d'autres s'accrocher à des morceaux du sol dominés de toute part par l'adversaire. Pour chasser les Allemands du Chemin des Dames où ils se cramponnaient, il fallut une puissante offensive alors qu'en d'autres temps, ils n'eussent pas songé à y rester sans s'attirer le mépris des stratèges. Plus on ira, plus les guerres prendront ce caractère national.

Et alors deux questions se posent. L'art militaire que nous a transmis la lignée des grands capitaines n'est-il plus qu'un vestige désuet du passé, inadapté aux guerres nationales ? Ou bien nos chefs n'ont-ils pas su faire entrer la guerre nationale dans l'art militaire ? Les deux questions me paraissent strictement vraies. De toute évidence la guerre moderne n'a pas trouvé la forme qui lui convient et qui la rendra moins meurtrière et moins longue. Si l'on se place au point de vue du stratège pour qui la guerre est une activité de jeu, le front continu s'avère une absurdité. Il ne se légitime que du point de vue défensif, quand

un peuple lutte pour son existence. Et là encore, il est puéril d'aligner des soldats coude à coude sur des centaines de kilomètres sous prétexte d'empêcher l'ennemi de passer, alors que de vastes secteurs restent par la force des choses condamnés à l'inutilisation tactique. Il est absurde de se battre sans arrêt, jour et nuit, même quand on ne cherche pas la décision. Nous en sommes aux débuts d'un art militaire nouveau, à un recommencement. La grande guerre apparaîtra aux yeux de l'avenir comme une ébauche informe, une première épreuve grossière de la guerre industrialisée que les progrès de la science et de l'industrie ont imposée aux nations. Il importe qu'un grand capitaine, digne de ce nom, jette les bases de l'art militaire industriel des temps modernes. Dans toutes les branches de l'activité on assiste ainsi à des transformations plus ou moins rapides. L'art militaire, le plus rudimentaire des arts, le moins intellectuel, a évolué très lentement.

Louis Madelin, dans une métaphore hardie, a comparé la bataille de la Marne à une tragédie du théâtre classique, à cause de l'aspect équilibré de son plan, de l'harmonieuse concordance entre ses diverses phases et du rapport qui lie l'exorde au dénouement.

Ce fut, en vérité, une tragédie néo-classique, le dernier chef-d'œuvre inspiré des grands maîtres, le suprême éclair de la culture militaire française illuminant la barbarie montante. Entre la bataille de la Marne et la campagne de France il y a tout un monde de choses qui ne sont plus. Cette campagne de France c'est le premier

ouvrage, bien imparfait encore, de l'art militaire industriel qui se lève, quelque chose comme la chanson de Roland de l'ère moderne, projetée dans le domaine de l'action.

*
* *

Depuis le jour où la bataille se fige sur le sol de France, on ne peut discerner de plan chez le Haut Commandement. Peut-on donner le nom de plan à cette hantise de la percée, cauchemar d'assiégé, rêve de prisonnier qui n'a qu'une idée confuse de ce qu'il fera hors des murs de la prison ? Et plus tard, lorsque nos moyens d'action s'étant perfectionnés, et notre illusion de la percée un peu modifiée, nous donnerons comme objectif à nos offensives frontales, telle ou telle ligne de communication ennemie, est-ce vraiment d'un plan qu'il s'agit ? En fait, le combat face à face est poursuivi avec acharnement dans l'espoir que l'ennemi affaibli par ses pertes finira par céder au découragement. La tuerie pure et simple tient lieu d'idée de manœuvre. On escompte l'usure de l'adversaire. C'est l'argument décisif dont on fait état dans les thèmes de propagande.

Dans sa *Chronique de Guerre*, Maurice Barrès écrit dès le mois de décembre 1914, sous l'inspiration évidente du Grand Quartier et pour faire prendre patience à l'opinion publique, ces mots significatifs : « ... on semble attendre une bataille à la Napoléon. Dites bien autour de vous l'inanité de ce genre d'espoir... Ne comptez pas sur des Marengo et des Austerlitz. Comptez sur d'utiles

marches en avant, des bonds qui nous assurent telle ou telle position, perfectionnent nos lignes de défense et rendent intenables les lignes ennemies, et puis, comptez sur l'usure de l'Allemagne, sur l'usure de son matériel de guerre, autant que de ses armées. »

L'usure de l'Allemagne ! voilà sur quoi l'on table ! C'est à ce moment que l'on crée la formule : « Le temps travaille pour nous. » La supériorité des nations de l'Entente en ressources de tout genre est si évidente que le succès final paraît évident. Et les calculs des pertes établis par les 2es bureaux indiquent qu'on essayait de donner, même au prix de quelques erreurs, une base solide à cette croyance. L'usure de l'ennemi, c'était la seule issue que l'État-Major entrevoyait à cette guerre interminable.

Il faut que le patriotisme soit un sentiment bien sublime et capable de transporter l'homme hors de sa nature pour que la France ait puisé le réconfort et la confiance dans un raisonnement dont on peut dire qu'il était tout au moins à double sens. Il semblait naturel à chacun de penser qu'en poursuivant l'usure de l'ennemi nous ne devions pas trouver la nôtre. Fatuité admirable des peuples !

Mais voilà bien une conception destructrice de l'art militaire et qui le nie totalement. Le stratège oppose la manœuvre à la force brutale, il attend d'elle la décision : *mens agitat molem*. Napoléon, par les ressources de son art, balançait la puissance réelle de la masse russe en la mettant en défaut sur son point faible . de même

Miltiade avec sa poignée de Grecs battait, grâce à ses dispositions habiles, l'armée des Perses innombrables. Qu'un militaire escompte, au contraire, le facteur de temps, la supériorité de ses ressources matérielles, la famine, le manque d'hommes et de munitions pour lui livrer son adversaire à merci, cela équivaut à une abdication [1]

Ainsi, il suffit d'une ceinture continue de tranchées hérissées de mitrailleuses et de canons, pour annihiler l'art du stratège. L'ingénieur, le chimiste, l'industriel sont les nouveaux maîtres de la guerre. Le stratège, l'émule de Condé, de Frédéric et de Napoléon a-t-il encore sa raison d'être ?

En voulez-vous une preuve de plus ? Quand je dis que l'État-Major n'a plus formé de plan, au cours de ces quatre années, j'oublie la tentative grandiose et malheureuse du général Nivelle. Avec celui-ci, nous assistons à un réveil de l'esprit. L'intelligence militaire essaye de nouveau de dominer la situation, de se hausser, par delà les obstacles matériels, jusqu'à l'idée de manœuvre. Le plan du 16 avril médite d'arracher les armées à la boue ignoble du front continu et de rechercher la bataille décisive. La guerre doit de nouveau retrouver sa magnifique valeur de jeu. Le plan échouera cruellement, faute par Nivelle d'avoir su réaliser d'abord le passage de la zone fortifiée. Pourquoi cette première opération indis-

1. C'est Proudhon qui a le premier soutenu dans *Guerre et Paix* que la masse devait fatalement l'emporter sur l'art

pensable avant l'exploitation a-t-elle échouée ? Outre les fautes de préparation qu'on trouve à l'actif du commandement, il est une raison principale dont il n'a fait que subir les conséquences. Simplement celle-ci : Ludendorff avait désorganisé l'offensive longuement préparée en reculant de 40 kilomètres sur le front de la Somme. Il nous laissait devant le vide d'un immense terrain chaotique, sur lequel notre levier ne pouvait plus trouver d'appui et devant le front étroit du Chemin des Dames, si formidablement défendu que nous ne pouvions, avec nos moyens, le rompre. Ainsi, il suffit dans la guerre moderne d'un recul de quelques kilomètres pour anéantir un plan magistral. La bataille en terrain libre n'a jamais été possible qu'avec le consentement des deux adversaires. Chaque fois que l'ennemi ne voudra pas courir cette chance d'en finir et s'enterrera dans le sol, il ne pourra s'agir de reprendre la guerre de mouvements que pour un temps très court.

*
* *

Qu'on le veuille ou non, la guerre moderne semble être vouée à certaines fatalités dont toutes convergent à donner à la défensive un immense avantage. Par suite la guerre moderne réduit à rien la part du génie militaire, offensif par essence, puisqu'il consiste à devancer l'adversaire, à le surprendre, à le manœuvrer, c'est-à-dire à lui imposer sa volonté. Eh bien ! on n'impose plus sa

volonté aussi aisément à un ennemi enterré dans le sol et pourvu d'armes perfectionnées.

C'est pourquoi j'ai vu avec crainte triompher à la Chambre à propos de la loi militaire, la doctrine de l'État-Major général, que la Commission de l'armée a fait sienne avec une certaine imprudence. La conception d'une armée de couverture « que nous porterions préventivement sur le Rhin dès les premiers jours de danger, afin qu'elle puisse porter la guerre chez l'ennemi pour désorganiser ses préparatifs », ainsi que s'exprime le rapporteur de cette commission, me semble du domaine du roman. Remarquez que je ne nie point *la nécessité de l'armée de couverture*, c'est seulement l'utilisation envisagée qui me paraît à la fois dangereuse et ne pas correspondre à la réalité.

Tout d'abord, il est fort probable que quand l'Allemagne jugera le temps de la guerre revenu, nous aurons, en application des traités, évacué la rive gauche du Rhin, laquelle doit être en principe une zone neutre. Nos troupes seront revenues dans nos frontières. Qu'une ère de tension diplomatique s'ouvre, assez aiguë pour faire redouter la guerre, que l'Allemagne viole les clauses de désarmement, notre Haut Commandement prendra-t-il l'initiative, sans attendre l'événement, de porter notre couverture sur le Rhin, qui est notre côté vulnérable ? Non, assurément. Nous jouerions le rôle d'agresseur, nous risquerions de rendre caducs les traités signés avec nos alliés, nous encourrions le blâme de la Société des

Nations. Aucun gouvernement démocratique ne se prêtera à un geste aussi hardi, comparable à celui de l'Allemagne en 1914 et dont celle-ci a eu plus à se repentir qu'à se louer. Alors ? Nous attendrons que l'Allemagne prenne cette initiative, qu'elle franchisse le Rhin et s'établisse en Rhénanie ? Ce qu'elle fera avant la déclaration de guerre. Et c'est ce geste qui constituera le *casus belli*. Il me paraît difficile d'éviter cette éventualité. Si vite que le Commandement agisse, il n'arrivera pas assez tôt pour empêcher cet établissement. Mais croit-on que l'ennemi fondra aussitôt sur nous comme en 1914 ? Non, l'Allemagne aura pour premier soin d'édifier une formidable ligne de retranchements, capable de nous arrêter, et qui lui permettra de compléter sa mobilisation. Nous entrerons d'emblée dans la guerre de tranchées, dont on sait qu'elle n'avance guère [1].

En tous cas, il est clair que nos armées seront contraintes d'adopter tout de suite, par la force des choses, de crainte d'être tournées, le dispositif du front continu ; la fortification allemande s'allongeant chaque jour, jusqu'à la frontière hollandaise au nord, la frontière suisse au sud, notre armée de couverture suivra le mouvement. Il est possible que les usines du Rhin soient sous le feu de nos

1. L'occupation actuelle de la Ruhr épisode du problème des réparations, ne doit pas nous faire illusion. A moins d'avoir perdu tout bon sens, l'Allemagne ne peut envisager sa guerre de revanche qu'après exécution du traité de Versailles qui nous obligeant à évacuer la rive gauche du Rhin lui laissera les mains libres.

canons ; mais l'Allemagne, en dépit de nos efforts, n'aura-t-elle pas aménagé plus à l'est ses véritables bases d'armement ?

Il nous reste la possibilité de franchir le Rhin, à la première heure, de Strasbourg à Neuf-Brisach et d'entamer les opérations par l'Allemagne du sud. Mais là encore, le rempart fortifié surgira comme par enchantement ; avec une patience de taupe, l'Allemagne l'aura longuement édifié et camouflé, aidée par la configuration du terrain qui s'y prête. Sans compter qu'il n'est pas possible d'espérer jeter de ce côté la totalité de nos forces, à moins de laisser découvert le front de Rhénanie qui pour nous offre bien plus d'importance.

Dès lors, il semble vain de tout sacrifier à une armée de couverture, dans l'espoir probablement illusoire qu'elle entrera à la première heure en Allemagne et consommera en peu de jours la défaite de l'armée ennemie, escomptée plus faible que la nôtre. Vous savez ce que cela implique de conséquence pour un État-Major, un plan exclusivement offensif ? Je vais vous le rappeler. C'est d'abord la croyance en la guerre courte. En dehors de l'armée de couverture pour laquelle on n'a pas trop de tous les crédits, on ne prévoit plus rien ; la majeure partie des réserves sont laissées en inaction, on les prépare mal, on les arme et les encadre à peine. Une armée destinée à la guerre de mouvements ne peut s'encombrer d'un excès de matériel : il est des fabrications qu'on juge de deuxième importance, qu'on recule indéfiniment et qu'on ne réalise jamais. D'autre part, l'instruction des troupes

tend à créer intensivement l'esprit offensif, ce qui équivaut à l'esprit d'imprudence. Le commandement lui-même, hypnotisé par son plan d'attaque, sacrifiera tout à cette nécessité, qui est incompatible avec la défense du pays. On l'a vu en 1914, on court tout droit aux aventures.

Puisqu'aussi bien il est à peu près certain que l'Allemagne ne pourra avoir, dès le début de la guerre, en dépit de son adresse à nous tromper, la supériorité de moyens qui seule permet l'offensive, elle se tiendra sur une défensive prudente [1] : or, la puissance de la défensive organisée est une chose qui n'est plus à démontrer. Nous ne pouvons espérer, dans ces conditions, en finir rapidement. C'est toute la nation qu'il faudra mettre en état de participer à la lutte avec toutes ses ressources, car la guerre future sera nationale au même titre que la précédente.

Mieux vaut donc abandonner ce rêve d'offensive préventive et constituer, d'ores et déjà, l'organisation générale du pays, dont l'armée de couverture ne peut être que le noyau. Car, enfin, il est bien entendu qu'à l'avenir on ne verra plus l'élément civil, force vive de la nation, entièrement annihilé par l'élément militaire, que ses préoccupations spéciales rendent inaptes à diriger seul une guerre industrielle. Le projet de la Commission de l'armée en créant une puissante armée de couverture capable de se suffire un certain temps à elle-même et qui nous donnera une sécurité apparente, fournit l'excuse

1. Il est vrai, on peut toujours espérer que la caste militaire son mauvais génie, dédaignera le plan raisonnable.

à retarder la collaboration de l'élément civil. Quand la guerre sera là, il sera trop tard pour songer à l'organiser dans toute son ampleur : les militaires resteront les plus qualifiés pour absorber les forces civiles de la nation. C'est évidemment ce qui arrivera. Je ne serais pas étonné, d'ailleurs, qu'en réaction de ces quatre années sinistres, notre État-Major ne veuille restaurer l'idée de la guerre de mouvement. Ne sent-il pas, en effet, que l'art militaire est en péril si l'on s'en tient à la stricte expérience ? que le matériel rend vaine la stratégie ? qu'il est difficile de sortir de la défensive quand on y est une fois entré ? Mais, direz-vous, comment peut-on nier l'expérience de la guerre ? C'est que justement la campagne de France est venue à point pour persuader l'État-Major, à la faveur d'une équivoque, que les principes d'offensive dont il se réclamait en 1914 sont toujours intacts. Nous avons lu, à maintes reprises, sous la plume de militaires autorisés, cette pensée : que l'aventure du 16 avril, loin d'être une absurde gageure, répondait seule à une idée vraie. Et voici que la campagne de Foch semble leur en fournir la preuve. On assimile la marche en avant de nos armées de 1914 à celle de Foch.

Louis Madelin, qu'il faut toujours citer quand on veut connaître la pensée de l'État-Major, a écrit dans le chapitre consacré au début de la guerre cette phrase qui donne à réfléchir : « La doctrine offensive, en honneur dans nos états-majors, comme seule conforme au génie de notre race, inspirait tous nos plans. *Ce serait en attaquant qu'on déconcerterait l'attaque. Même après la dou-*

loureuse expérience qui allait suivre, la doctrine, sinon l'exécution qui en fut faite, est défendable ; Foch n'en a jamais, — avant comme après, — professé d'autres[1] »

Il est trop grave qu'un public confiant et peu instruit des choses de l'armée puisse lire une telle opinion sans contre-partie. C'est au prix d'une équivoque que l'on parvient à assimiler la campagne de France avec l'aventure de l'État-Major bergsonien de 1914. L'étude de cette campagne va nous permettre de le démontrer.

1. *Le Chemin de la Victoire*, page 19.

V

AVEC L'OMBRE DE NAPOLÉON

Mais que devient votre Démon familier ? m'a dit tout à coup mon éditeur que je tenais au courant de mon travail. Le fait est que mon cher conseiller intime, sans doute froissé dans son optimisme patriotique, demeurait à peu près invisible. De loin en loin, je le surprenais, perché sur un coin de la cheminée, en grand conciliabule avec la Victoire de Samothrace en plâtre patiné qui y déploie ses ailes, très attentif aux propos de cette jeune personne sans cervelle, vraiment digne de symboliser le hasard des batailles. Mais dès que j'approchais, il se dérobait à ma vue.

Je ne laissais pas d'être sensible à cette bouderie prolongée, quand j'eus, un matin, l'explication d'une conduite aussi bizarre. Mon Démon familier, relié au monde mystérieux de l'au-delà, avait noué connaissance avec l'ombre de Napoléon. Il la décida à venir chez moi, comptant sans doute sur ses conseils pour me ramener dans la voie de la sagesse. Ce que ni M. Richet, ni le Docteur Geley, ni même M^me^ Bisson n'ont jamais pu obtenir, je veux dire la matérialisation intégrale d'un esprit, je le vis s'opérer sous mes yeux, sans rideau noir, sans médium.

Napoléon m'apparut, son visage de médaille antique à découvert. Une abondante émission d'ectoplasme lui façonnait un corps humain à la corpulence respectable, revêtu d'une redingote grise de bonne coupe. Pour le petit chapeau, dont il n'avait pas manqué de coiffer son chef, je remarquai qu'il était fait de quelques feuillets arrachés à *La Revue de Métapsychique*.

Moi. — Sire, lui dis-je, avec un respect non affecté, à quoi dois-je attribuer l'honneur de votre présence ?

L'Empereur se mit à rire discrètement, et, d'une voix posée, à peine teintée d'un léger accent corse, il commença sans se faire prier. ce qui est bien extraordinaire pour une ombre :

L'Empereur. — Monsieur, dans l'au-delà, où il me tient fidèlement compagnie, Berthier s'inquiète fort de vous Ce modèle des officiers d'État-Major s'irrite de vous voir si peu sensible au prestige de sa corporation. Il revit les plus mauvais jours d'autrefois, ceux où le détestable Jomini — que pour ma part je prisais fort — voulait lui faire la leçon. Il n'a jamais pu souffrir, vous le savez, cet ancien employé de banque qui se révéla amateur des choses de la guerre ; il lui joua des tours pendables comme de le rayer du tableau d'avancement et de le renvoyer dans la troupe. Pour moi, sa colère m'amuse fort étant assez dégagé des préjugés militaires. Je suis autrement ému par l'attitude de l'Angleterre à l'égard de votre pays qui fut le mien.

La voix de l'Empereur s'échauffa vivement à ces mots et il reprit avec force :

Ah ! je reconnais bien la façon d'agir britannique dans les derniers événements ; elle n'a pas changé de méthode, voyez-vous, la nation amie. Lloyd George c'est Hudson Lowe. La tâche d'Hudson Lowe fut de persuader au monde que j'étais bien portant, que j'habitais un séjour enchanteur, un palais magnifique, que je feignais par ruse la maladie dont je mourus. De même Lloyd George, avec une souplesse de clown, fit-il autre chose, pendant quatre ans, qu'insinuer aux autres peuples que la France avait moins souffert qu'elle ne disait, qu'elle exagérait ses plaintes, que l'Allemagne était beaucoup plus malheureuse. Ah ! l'infernal comédien !

Moi. — Sire, calmez-vous, et chassez ces mauvais souvenirs. Laissez-moi, plutôt, vous interroger sur le problème militaire qui n'a pas de secrets pour vous. Que pensez-vous du front continu ?

L'Empereur. — C'est une chose admirable, et la plus belle invention qu'homme de guerre puisse rêver.

Moi. — Vraiment ?

L'Empereur. — Eh, oui ! ma foi. Vous nous représentez, paraît-il, dans votre livre, comme des joueurs. C'est vrai, mais il y a une nuance. Pas plus que Louis XIV n'aimait à perdre au jeu et, partant, ne se faisait aucun scrupule d'y tricher, nous autres conquérants d'âge mûr, nous aimons nous livrer à notre passion guerrière avec l'assurance de ne pas risquer la défaite. Grâce au front continu, la guerre est enfin devenue un délassement. Il n'en subsiste que le plaisir et pas les ennuis. Songez quelles longues et pénibles préparations exigeaient de mon temps une

bataille, avant qu'elle put être engagée ? J'avais le souci de choisir le terrain, celui d'y attirer l'adversaire, de rassembler mes troupes selon un dispositif congru, le souci de prévoir et d'organiser les étapes de ravitaillement, toutes choses qu'on ne fait pas sans calculs. Maintenant, au contraire, le champ de bataille étant choisi une fois pour toutes, les troupes s'y tiennent en permanence. La merveille du front continu n'est-ce pas qu'on a transporté la caserne sur le terrain de la lutte, qu'on a assimilé la vie de garnison au service en campagne ? Plus de rassemblements, plus de dispersion, plus de marches d'approche, mais un roulement bien réglé de régiments montant en ligne. Le soldat mange et dort l'arme au pied, prêt à toute heure à se battre. Comme une table de whist installée en permanence, ainsi qu'on voit dans les maisons bien tenues, le front est toujours disposé pour quelque belle partie. Il ne s'agit plus de résoudre des problèmes tactiques dans un bref espace de temps avec la crainte de voir l'ennemi nous devancer, non, certes, on a tout le loisir désirable. Par exemple, le plan de l'offensive printanière d'avril 1917 fut conçu en décembre 1916 et c'était l'habitude courante. Quand le chef se sent l'esprit dispos, il monte une attaque de choix ; il y en a, d'ailleurs, à la taille de tous les grades, du chef de bataillon au généralissime.

Moi. — Sire, vous raillez et c'est mal à vous.

L'Empereur. — Non, non, détrompez-vous, Monsieur. Il me vient souvent le regret de n'avoir pas connu votre époque. Songez que je ne fus vaincu que par manque

d'hommes. En ce temps-là, on ne concevait point qu'on put mobiliser tout un pays. Les jeunes gens seuls allaient se battre. Il fallait ménager ses ressources. Moi qu'on a représenté comme un effroyable consommateur de vies humaines et à qui l'on a prêté ce mot : J'ai cent mille hommes de rentes, ne suis-je pas une sorte de mendiant, à côté de vos généraux fastueux dont le revenu se chiffre par millions d'hommes ? Ah ! que n'ai-je eu, comme eux, une inépuisable réserve de troupes, j'aurais pu découvrir, moi aussi, le front continu. Car ne croyez point qu'il soit l'effet du hasard. A la guerre, tout est prévu, c'est un dogme dont il ne faut point sortir. Balayant devant moi les armées ennemies j'aurais marché à travers l'Europe en toute sécurité, ne risquant plus de voir se reformer incessamment des armées nouvelles, dans les pays même où j'avais vaincu. Et, sans doute, arrivé au bout du monde, me serais-je borné à arrêter mon armée, laquelle dressée le long de la muraille de Chine aurait veillé à la sécurité de mon immense empire. Alors mes soldats auraient connu le repos, à l'abri de retranchements inexpugnables. Des villes militaires, édifiées de loin en loin, auraient réuni tous les plaisirs à l'usage des permissionnaires. Et pendant ce temps, mon empire eut coulé des jours heureux. L'industrie, le commerce, les beaux-arts, la science, l'amour eussent déployé une activité fébrile à fournir cette masse d'hommes de tout ce qui était nécessaire à ses besoins. Grâce au régime de guerre qui comporte un renforcement de l'autorité, c'eut été un jeu de gouverner.

Ah ! rien ne vaut la guerre pour rendre heureux les peuples. Et ne dites pas, Monsieur, que tout ce bonheur eut été obtenu par le sacrifice de l'armée. N'est-ce rien de donner à des hommes dans la force de l'âge un but dans l'existence, une raison sérieuse de vivre et même de mourir, la possibilité de se couvrir de gloire chaque jour, de gagner grades, médailles, croix, félicitations et la solde double et les indemnités ? Et quelle soupape aux mauvais instincts qui se partagent le cœur de l'homme ! Que la guerre dure, et les villes ne connaîtront plus ni assassins, ni voleurs. Vous avez connu ce régime pendant quatre ans. Maintenant que l'expérience est faite, tout nous dit qu'on saura en profiter. Le prochain conflit, si j'en crois mes prévisions, durera dix ans au moins.

Moi. — Sire, en vérité, de tels propos m'indignent. Cette période édénique que vous dépeignez fut un temps de tortures et de douleur, un affreux cauchemar dont le monde est encore épouvanté et qu'il ne veut plus revivre

L'Empereur. — Monsieur, vous êtes un enfant. permettez-moi de vous le dire amicalement.

Et l'Empereur, me pinça l'oreille d'un geste familier, ce qui, je l'avoue à ma honte, me remplit d'orgueil.

Ne voyez-vous pas, reprit-il, que le monde brûle de recommencer la guerre. Voyez les peuples ivres de haine et d'ardeur belliqueuse. Partout, on ne rêve que plaies et bosses, anéantissement du prochain, pillage et rapine. De cette lutte de quatre ans, il ne restera bientôt plus que l'aspect légendaire et glorieux. Le petit employé de commerce, repris par son bureau, songe avec regret

aux heures enivrantes où il revenait à Paris pour une permission, riche de sa solde accumulée, fêté, choyé, aimé des femmes, partout traité en vainqueur. Les heures d'angoisse s'effacent de son esprit, les moments sublimes y revivent seuls. Et puis, une grande partie des hommes qui furent mobilisés arriveront vite à l'âge où délié des obligations militaires, on se hausse au rang de fournisseur des armées. A eux, maintenant, s'offre la perspective des beaux profits, des marchés fructueux. Il n'y a rien de tel pour rendre belliqueux le bourgeois le plus pacifique à l'ordinaire. Et voulez-vous mon idée de derrière la tête ? Le front continu est dans les vues de la Providence. Toujours prévoyante, elle a su ainsi discipliner et rendre méthodique ce renouvellement de la planète qui est un de ses buts principaux. En nous poussant à la repopulation de toute la force des instincts qu'elle nous donne, elle veille à la destruction de l'excès d'hommes qui pourrait se produire. Le front continu est sa plus belle trouvaille.

Moi. — Heureusement, Sire, que l'humanité chaque jour plus éclairée, brisera la loi de fer de la nature, contre quoi protestent sa raison et son cœur.

L'Empereur. — Oui, voilà le point noir. Les ravages de la sentimentalité sont redoutables. Le monde est menacé de tomber dans la philanthropie qui est le pire des fléaux. C'est notamment pour un militaire le plus dangereux des travers.

Et comme stupéfait, et secoué d'indignation, je regardais d'un air courroucé l'ombre impériale, elle reprit doucement :

Oui, oui, je persiste dans mon idée. La sentimentalité, Monsieur, savez-vous qu'elle a fait perdre aux Français les bénéfices de la grande guerre ? Rappelez-vous l'attitude du maréchal Foch, au début de novembre 1918 quand les Allemands envoyèrent une délégation pour traiter de l'armistice ? Foch était sur le point de lancer une large attaque en Lorraine, la ligne de retraite des Allemands allait être coupée. C'était pour eux un désastre, pour nous une immense victoire. L'Allemagne écrasée n'aurait pu nier sa défaite. Hélas ! l'illustre maréchal, pour des raisons d'humanité, renonça à ce triomphe contre un chiffon de papier, trois jours avant l'heure fixée pour l'offensive de Lorraine. Je ne sais exactement ce que j'aurais fait à sa place, mais j'affirme que la délégation ennemie ne fut pas arrivée trois jours trop tôt. Elle se fut égarée dans nos lignes, un subalterne ignorant et grossier l'aurait arrêtée et emprisonnée on ne sait où, sans en rendre compte ; un malheureux hasard aurait fait renaître la bataille à l'endroit même où la délégation allait pénétrer dans notre zone. Ou encore, j'aurais feint d'avoir reçu un affront, et j'aurais rompu brutalement après avoir fait traîner les choses jusqu'à l'heure H qui eut achevé le triomphe du droit sur la force déloyale. Il n'y a pas de génie militaire sans un peu de perfidie, demandez plutôt à César ?

Moi. — Ainsi, vous trouvez nos militaires trop confiants et trop sentimentaux ?

L'Empereur.— Je les trouve surtout sans imagination. Le front continu a fait d'eux des fonctionnaires. C'est pourquoi vous les avez vu déployer des qualités d'organisation

incontestables, auxquelles, d'ailleurs, vous n'avez pas assez rendu hommage. L'État-Major n'est plus qu'une école d'administration et de comptabilité, mais c'est la première du monde. Est-il bien nécessaire, après tout, qu'ils aient d'autres qualités ? L'âge de la machine a fait de la guerre une industrie. Il ne s'agit plus de vaincre par ruse, artifice ou génie, mais de tuer le plus d'hommes possible. A la nouvelle règle industrielle : *produire*, nature a opposé la devise : *détruire*. C'est la loi de l'harmonie universelle qui l'exige. Aussi, vous trouvé-je injuste et fort ingrat de ne pas reconnaître que les militaires remplissent le rôle que leur a assigné le génie bienfaisant de l'espèce. Maintenant, je reconnais bien volontiers qu'ils ont besoin eux-mêmes de prendre une conscience plus nette de leur vraie fonction. Il en est, parmi eux, qui s'obstinent à vouloir que la guerre redevienne un art alors qu'elle n'est plus qu'une science appliquée à l'industrie. L'art a pris fin avec moi, et j'en suis quelque peu flatté dans mon amour-propre. Et si vous voulez mon sentiment : je tiens pour déplorable que l'État s'arroge seul le droit d'entreprendre et de pratiquer l'industrie de la guerre. Le procès de l'État industriel n'est plus à faire, n'est-ce pas ? J'estime, de même, que dans le domaine militaire, on aurait beaucoup plus d'avantages à s'adresser à l'initiative privée. On y viendra, croyez-moi. Je vois très bien un gouvernement traitant à forfait avec une puissante firme pour l'achèvement et la mise en train d'une guerre, avec toute une échelle d'amendes par jour de retard dans la livraison de la paix. Ce sera la fin de l'incompétence, de l'irrespon-

sabilité, la fin du front continu, le retour aux petites armées car la firme cherchera par tous les moyens à économiser la main-d'œuvre qui, vous le savez, est hors de prix par le temps qui court. Ce sera, enfin, le retour à la guerre courte, que vous paraissez tant désirer, ô sentimental que vous êtes. Mais....

A ces mots, je me levais plein de fureur, comprenant tout à coup que j'étais victime d'une supercherie métapsychique et d'un fantôme mystificateur. Le faux Napoléon s'évanouit en un clin d'œil. Et je n'eus plus devant moi que mon Démon familier qui, visiblement, se moquait de ma mine penaude et de mon air humilié.

TROISIÈME PARTIE

QUATRE ANS OU LA VIE D'UN JOUEUR

I

UN VRAI MILITAIRE : LUDENDORFF

Il semble que la Providence qui dans cette guerre a pris tant de souci de nous montrer la vanité du génie militaire ait témoigné d'une complaisance infinie en façonnant d'une main généreuse et même prodigue la personnalité de Ludendorff, sans doute pour l'offrir à titre d'exemple.

C'est lui surtout qu'il convient de regarder avec une attention ardente, si l'on veut mesurer l'écart qui existe entre la légende et la réalité. La Providence nous offre en lui le type du militaire dans son expression la plus parfaite et dirai-je le type du militaire prussien, c'est-à-dire le plus achevé qui soit au monde, bref le « vrai militaire », comme dit Ludendorff lui-même en un raccourci puissant.

Et le fait que la Providence a créé Ludendorff, au temps de la grande guerre, indique bien son désir de prouver que le « vrai militaire » doit se révéler de plus en plus

inapte à comprendre et à mener la guerre nationale. Je crois, en dépit des apparences contraires, au progrès de l'esprit humain : je crois qu'on n'est jamais plus près du bien qu'au moment de l'excès du mal. Cette guerre qui a marqué l'apogée de la barbarie n'a pas été déchaînée en vain. Il fallait que le regard de l'humanité, que son esprit put se concentrer sur un exemple unique afin qu'elle se pénétrât mieux de l'affreuse absurdité qui en émane. Vous verrez tout au long de ces pages cette absurdité fleurir avec véhémence et continuité. Parce qu'elle échappe à l'art militaire, qu'elle fait figure de massacre perfectionné, qu'elle est par essence interminable et indécise, qu'au lieu d'apporter le profit au vainqueur elle engendre la ruine pour tous, la guerre nationale doit détourner les hommes de la gloire guerrière. Comme ce Catoblepas stupide dont parle Flaubert, la guerre se détruira elle-même. Tant que, dans des mains habiles, le jeu guerrier a été générateur de profit, d'énergie et d'aventure, il a pu séduire l'imagination des peuples et des individus. Mais voici que le règne de la fiction est fini, celui de la réalité brutale commence. La guerre n'est plus une activité de jeu. Il s'agit de la vie et de la mort de nations tout entières. Croyez-vous qu'un maître de ballet suffise à guider les tourbillons d'un cyclone déchaîné ?

Ludendorff est le dernier maître de ballet qui eut l'illusion de croire qu'on dirigeait un cyclone, le dernier « vrai militaire » armé de tous les pouvoirs pour conduire selon les règles du jeu la formidable guerre nationale

déchaînée entre dix nations. Il a été emporté comme un fétu de paille. La guerre l'a mené où elle a voulu, il ne l'a dirigée qu'en apparence. A chaque instant, en dépit de sa science et de son énergie, on le voit désarmé devant l'inconnu qui se dresse devant lui. Vingt ans d'application à cet art dont il possède parfaitement les arcanes, ses qualités même de « vrai militaire » contribuent à lui rendre la tâche impossible. La guerre nationale refuse d'entrer dans le moule militaire qu'il lui forge tyranniquement, elle se révèle essentiellement civile. C'est une affaire de peuples, ce n'est plus un exercice de guerrier. Napoléon Ier, prince des capitaines, le dernier et le plus grand, s'est trouvé deux fois dans sa vie dans une semblable occurrence. Voyez-le, sombre et farouche dans son grand manteau, fuyant à cheval, sous les rafales de neige, à travers l'immensité de la steppe glacée : c'est l'image du militaire devant la guerre nationale

Je me souviens de certaines heures au Grand Quartier Général où, las des visites de parlementaires et des coups de téléphone des ministres, agacés des exigences du pouvoir civil qui sur tel point ou tel autre contrariait l'autorité militaire, les officiers du 3e bureau se reportaient en pensée chez l'adversaire. Songeant au prestige du G. Q. G. allemand devant qui tout pliait, ils disaient : « Ah ! si c'était comme en Allemagne, si nous avions vraiment les coudées franches, ce serait autre chose ! » Ou encore : « Comment voulez-vous triompher d'un ennemi qui possède cette force incomparable, l'autorité indiscutée et l'unité de direction ? » Je revois, en esprit,

une scène bien amusante : L'*Œuvre*, nouvellement créée, publiant un article du général Verraux où le G. Q. G. était acidement critiqué, quelqu'un indigné s'écria : « Je voudrais les voir en Bochie, avec des *cocos (sic)* pareils, ils verraient comme c'est commode de mener la guerre. »

Et voici que par une étrange contradiction, Ludendorff, dans ses *Mémoires*, ne cesse de gémir sur les ennuis que lui suscite l'autorité civile. Il n'est pas maître d'ordonner les mesures indispensables au salut du pays. Le Chancelier est pacifiste ; le gouvernement manque d'énergie et n'a pas la volonté d'exiger du peuple les sacrifices nécessaires. Quelquefois, il insinue que les parlementaires trahissent la nation. Si bien que la victoire finale de l'Entente lui semble résulter en premier lieu de l'autorité absolue que le commandement militaire y a exercé, de la soumission des pouvoirs publics, autant que de l'unité de vues et de pensée qui régnait chez les Alliés. Réflexion qui paraît tout au moins étrange à ceux qui ont vécu de ce côté de la barrière. Ainsi, il a pu arriver qu'au moment même où le G. Q. G. français enviait à son rival sa puissance, celui-ci lui enviait la sienne.

N'est-ce pas la preuve qu'un organisme militaire, quelle que soit l'autorité qu'on lui accorde, pense n'en avoir jamais assez ?

Il ne saurait en être autrement. Le « vrai militaire » est le contraire d'un réaliste ; il a tendance à plier les faits à sa conception idéale ; de gré ou de force celle-ci doit triompher. Sa mission est essentiellement d'imposer sa

volonté à son adversaire. Remporter la victoire, c'est substituer à l'ordre de choses existant l'ordre imaginé par lui. Aussi ne connaît-il pas de moyen plus efficace que la volonté de vaincre, et il n'est pas éloigné de croire que la volonté peut tout sur les hommes et sur les choses.

Quand on est pénétré de cette idée, il devient ardu d'établir une démarcation nette entre le possible et l'impossible, le réel et l'irréel. Il est bien difficile d'apprécier la part que le hasard joue à côté de la volonté. L'adage qui dit : rien d'impossible pour un Français, soyez sûr qu'il est à l'usage de tous les militaires du monde et vaut pour chaque pays en particulier.

Comme l'esprit de discussion est déclaré nuisible dans l'armée, l'ordre du chef ne peut être mis en doute par les subordonnés ; de même pour le supérieur la chose qu'il a ordonnée est exécutable parce que nul ne doit s'aviser de la discuter. Pour réaliser le maximum de volonté, l'esprit de décision doit devenir un réflexe. Chose conçue, chose ordonnée, chose faite. Mais entre les trois temps le destin dispose, le hasard agit, la liberté individuelle intervient. Pour parer à ces aléas, le militaire ne connaît qu'un moyen, l'accroissement de l'autorité qui soumet le succès à la volonté comme l'effet est lié à la cause.

Ajoutez à cela qu'un « vrai militaire » a la certitude que la décision qu'il a prise est bonne, sous peine de n'avoir plus la foi, indispensable pour vaincre. Il est d'usage de professer dans l'armée qu'une mauvaise décision rigoureusement appliquée vaut mieux qu'une

bonne appliquée sans confiance. Ainsi la vanité contribue à créer l'esprit de confiance ; et pour un « vrai militaire », être infatué de ses talents, loin d'être un défaut, constitue une qualité précieuse. Un militaire modeste, c'est-à-dire doutant parfois de lui-même, n'est pas un « vrai militaire » : il est irrémédiablement voué à la défaite.

Le type du militaire modeste n'est point rare en France où le sens de la mesure et du goût, le sentiment du ridicule combat victorieusement les excès de l'orgueil. En Allemagne, il est introuvable. Le culte de la volonté et de l'énergie revêt des formes monstrueuses chez ces hommes de l'État-Major qui ont donné des ordres de vandalisme et d'assassinat avec une imperturbable sérénité, sous le couvert de décisions militaires.

*
* *

Or c'est précisément cette mentalité essentiellement guerrière qui fait leur faiblesse. Ne voir dans le phénomène complexe de la guerre moderne que l'aspect militaire, c'est méconnaître une réalité aux nuances infinies. Ludendorff n'a qu'un mot à la bouche : « les nécessités militaires. » La question de la violation de la Belgique se pose-t-elle ? il n'hésite pas une minute à la trancher par l'affirmative, puisque le plan d'offensive qu'il croit le meilleur en dépend. Quant à peser si les inconvénients qui en résulteront ne seront pas finalement plus grands que les avantages, il en est incapable. Le même dilemme posé pour la guerre sous-marine est résolu de la même

façon par lui. L'attitude hésitante de Bethmann-Holweg ou de l'Empereur, lesquels pèsent les graves conséquences qui en sortiront, lui paraît inexplicable. Un raisonnement pareil n'entre pas dans sa cervelle, orientée selon le point de vue militaire. En outre, il y a des principes qu'un guerrier n'enfreint pas, savoir : « qui n'attaque pas est fatalement vaincu ». Il faut donc attaquer au moyen des sous-marins puisqu'on le peut. Aussi se heurte-t-il à chaque instant au Chancelier, aux Ministres, à l'Empereur lui-même dont la mentalité civile, à certaines fois, le surprend péniblement. C'est ainsi qu'au moment de Brest-Litowsk, il s'indigne à l'idée que le gouvernement, par diplomatie et en vue des relations commerciales futures, veuille ménager le gouvernement bolchevik ; de même à l'égard de la Roumanie.

S'il se montre aussi exigeant vis-à-vis de l'ennemi, c'est, dit-il, parce qu'il a besoin de telle ou telle ligne pour garantir l'Allemagne contre de futures agressions. Qu'il soit impolitique d'agir ainsi, que les ennemis puissent exploiter à l'avenir le mécontentement du vaincu, peu lui importe, s'il est militairement avantagé Toujours et partout, ce point de vue prime tous les autres.

Il lui sacrifie même l'intérêt dynastique, en dépit de sa fidélité et de son dévouement absolu aux souverains de l'Empire. Il proteste avec vigueur quand le Kronprinz d'Allemagne et celui de Bavière, sentant arriver la fin, font mine d'accepter ce qu'il appelle « une paix boiteuse

Il est curieux, d'ailleurs, que ces princes aient eu une

idée juste de la situation, alors qu'ils étaient véritablement peu favorisés par l'intelligence : mais le fait qu'ils ne se plaçaient pas uniquement sur le terrain militaire leur dégageait la vue.

Un pareil aveuglement chez Ludendorff est l'effet direct de son tempérament militaire, car il est doué d'une intelligence très vive. Un « vrai militaire » possède une âme de joueur ; il vit sous le climat du miracle ; le coup de dé qui vous enrichit alors qu'on est à deux doigts de la ruine n'a-t-il pas quelque chose de miraculeux ? Or, entre le coup de dé et l'action militaire, une analogie certaine existe, à cause de ce caractère instantané et hasardeux qu'ils ont l'un et l'autre. Toutefois une chose distingue le joueur du militaire : ce que le premier attribue à la chance, l'autre l'attribue à sa volonté, du moins quand le résultat en est heureux, car il ne se fait pas faute de maudire la chance si les affaires tournent à son désavantage. Quand le sort de la guerre dépendait d'une bataille livrée entre deux petites armées, il était permis d'espérer jusqu'au dernier moment un renversement de fortune. Maintenant, la victoire dépend de trop de conditions économiques, matérielles, morales pour qu'une opération militaire heureuse puisse seule changer la face des choses. Un peu de bon sens aurait montré à Ludendorff et à l'État-Major que l'Entente, ayant des ressources bien supérieures à celles de l'Allemagne, devait vaincre fatalement à la longue, si la guerre se prolongeait. Nos militaires à nous, grâce à Dieu, ne sont pas de « vrais militaires » puisqu'ils ont toujours tablé sur cette dis-

proportion des forces. Cette idée les laissait pleins de confiance, même au milieu des revers. Ils avaient raison ; et il arrivera que dans une guerre nationale le peuple finalement vainqueur sera celui qui aura remporté le moins de victoires militaires.

*
* *

Il semble que le destin ait tout fait pour favoriser chez Ludendorff ce tempérament de joueur en lui présentant d'abord la guerre moderne sous un jour conforme à son idéal. Pendant deux ans on peut dire qu'il a vécu sur cette illusion que le talent militaire pouvait compenser largement les désavantages de l'infériorité intrinsèque où se trouvait l'Allemagne à l'égard de la coalition.

Voyez-le aux premiers jours de la guerre. Il accompagne à titre d'officier d'état-major l'armée chargée de forcer le passage de Liège. Les forts résistent et cette résistance inattendue cause un certain désarroi parmi les agresseurs. Ludendorff prend la direction de l'attaque. Il fait avancer ses troupes dans l'intervalle des forts : action confuse, résistance dispersée ; à un moment, il lui semble qu'on a arboré le drapeau blanc sur la citadelle. Il va seul en automobile jusque devant la porte de la forteresse et s'aperçoit qu'elle est occupée par une garnison sérieuse. Cette imprudence aurait dû lui coûter la vie. Par une prodigieuse chance, personne ne tire, et la garnison se rend à cet officier supérieur qu'elle prend pour un parlementaire chargé de lui offrir merci et quar-

tier Ludendorff, désormais, est prêt à toutes les audaces. La suite aurait pu le ramener à la réalité, mais on l'expédie immédiatement sur le front oriental avec Hindenburg. L'illusion va continuer.

Quand on lit dans les *Mémoires* le récit des brillantes opérations conçues et dirigées par Ludendorff sur le front russe pendant les deux premières années de la guerre, on se demande avec étonnement s'il s'agit bien d'une guerre de tranchées et d'un front continu. Rien ne nous révèle dans le vocabulaire que nous sommes à cent lieues de la guerre napoléonienne. Ludendorff imperturbable parle d'aile droite, d'aile gauche, de manœuvre débordante, comme s'il avait ses mouvements libres, comme si la ligne de bataille immense ne s'étendait pas, sans solution de continuité et sans ailes à travers de vastes pays. Il entretient ainsi en lui l'illusion que rien n'est changé en art militaire et que son éducation de « Kriegspiel » est de plain-pied avec la réalité. Et, de fait, n'a-t-il pas en face de lui des adversaires qui se bercent des mêmes illusions? Nous allons voir, en effet, les généraux russes, bien que la nécessité les ait obligés à se former presque aussitôt en front continu, ne pas vouloir prendre conscience des modalités nouvelles qu'impose cette formation et du caractère de guerre nationale qu'a revêtu le conflit. Ils vivent en pleine convention du jeu guerrier, pratiquent envers et contre tout la stratégie puérile et honnête alors que l'énorme masse de troupes qu'ils poussent devant eux devrait leur révéler la vanité de leurs actes. Mais, en revanche, nous verrons Ludendorff ne tenir nullement

compte des fameuses règles auxquelles se soumettent si bénévolement les Russes. Si bien qu'en y regardant de près on se demande si le génie que Ludendorff paraît déployer dans ses campagnes de Russie n'est pas un bluff colossal. Il y a dans ces admirables batailles dont il nous fait la description pompeuse quelque chose d'aussi factice, d'aussi conventionnel et d'aussi truqué que dans les grandes manœuvres du temps de paix. Et quel merveilleux orgueil ! Il arrive très fréquemment à Ludendorff de dire en parlant de ses opérations : « Voilà une des plus belles campagnes de l'histoire. » Sans doute parce que je ne suis pas un militaire de carrière, tout cela m'a paru assez suspect. Et bien que ma compétence soit limitée, je n'ai pas hésité à examiner sous l'angle de la critique générale la plus fameuse des victoires du héros national des Allemands : la bataille de Tannenberg, complétée par la victoire des lacs Mazures. Cet examen m'a donné la conviction que nous sommes en face de la plus importante tromperie qui ait jamais été réalisée sous la calotte des cieux. Je vais essayer de vous le prouver par les moyens du bon sens qui sont de beaucoup les plus efficaces et les plus propres à montrer la part de bluff, d'inconséquence et de témérité qui peuvent collaborer à une opération de cette envergure.

II

TANNENBERG OU LA BATAILLE TRUQUÉE

Voici donc Ludendorff en face des Russes. Deux armées russes ont envahi la Prusse orientale : à l'est celle de Rennemkampf, masse de 24 divisions d'infanterie à effectifs surchargés, précédée d'une nombreuse cavalerie ; au sud celle de Samsonow, moins importante mais supérieure à la VIII[e] Armée allemande. Car cette VIII[e] Armée est la seule force qui défende la Prusse orientale. Pour faire face à ce double ennemi elle a dû se diviser en deux. Mais la marche de Samsonow rend très dangereuse la position des troupes qui se défendent à la hauteur des Lacs Mazures, face à Rennenkampf. Elles risquent d'être broyées entre les deux armées : aussi Moltke a-t-il prévu le repli général à l'ouest sur la ligne de la Vistule. Solution de prudence préconisée déjà par Von Schlieffen dans ses projets d'opération.

Cependant Ludendorff, sans hésiter, adopte la solution d'audace. C'est qu'à simple vue, la position occupée par les deux armées russes en Prusse orientale évoque en son cerveau d'officier d'état-major familiarisé avec les

thèmes des campagnes célèbres, le schéma d'une manœuvre éminente que plusieurs grands capitaines ont appliquée. Il s'agit là de la manœuvre classique que l'on peut énoncer ainsi : *surprendre successivement deux adversaires séparés (avant leur jonction) et les battre l'un après l'autre.* En l'espèce, il convient de tomber sur Samsonow, toutes forces réunies, puis de se retourner contre Rennenkampf, avant que celui-ci ait eu le temps de venir au secours du premier. Tel est le plan de la campagne qui va s'engager. Les choses se réalisent point par point ainsi que Ludendorff les a prévues. Voici comment il opère. Comme Rennenkampf marchant lentement en Prusse orientale de l'est à l'ouest est arrivé à la hauteur des Lacs Mazures, Ludendorff retire de devant cet ennemi inattentif la majeure partie des forces allemandes qui lui sont opposées. Ces forces il les joint à la fraction de la VIII[e] Armée qui est en face de Samsonow. Il attaque alors ce général et le bat. Comme, en outre, il a eu le trait de génie de diriger deux des corps retirés des Lac Mazures sur les derrières de l'armée Samsonow, cette armée se heurte à eux en pleine retraite et le désastre s'achève en déroute. Voilà Tannenberg. Ensuite, regroupant ses troupes qui se sont accrues de deux corps nouveaux, venus du front Occidental, Ludendorff marche contre Rennenkampf et celui-ci, après deux jours de combat, bat en retraite. C'est la victoire de Mazurie.

Le résultat est trop beau. Les cartes sont évidemment biseautées. La géniale manœuvre est trop conforme à la

théorie. Dans la réalité, ce plan audacieux jusqu'à la témérité ne pouvait aboutir qu'à l'écrasement de Ludendorff, étant donné la puissance de feu des armes modernes qui donne à la supériorité du nombre sa pleine valeur. Et, en effet, Ludendorff avoue qu'un radio russe intercepté a porté à sa connaissance le plan de Samsonow ; mais ne savait-il pas aussi l'attitude qu'allait observer Rennenkampf ?

Maintenant, il faut se demander si, dans la plupart des cas où l'on voit les grands capitaines réussir d'étonnantes merveilles de stratégie audacieuse, ces circonstances exceptionnellement favorables ne se produisent pas ? La chance n'est-elle pas à la base du génie militaire ? Et c'est une chance de plus que d'avoir un adversaire stupide ou vendu à l'ennemi. La stupidité est assurément plus fréquente car elle résulte naturellement de la vanité des généraux et de leur jalousie mutuelle. Combien se sont fait battre pour avoir voulu mettre dans l'embarras leurs collègues et rivaux ? Hélas, une mentalité exclusivement militaire prédispose à de tels abandons. Et ceci nous confirme dans l'idée que les généraux français dont la merveilleuse cohésion a contribué à gagner la Marne ne sont pas au fond de « vrais militaires ». L'amour de la Patrie, la notion du péril commun, c'est-à-dire en somme la vue de la réalité, entretenait en eux une vertu civique qui doublait leur valeur militaire. Les généraux de la Révolution chez qui abondait un tel état d'âme y gagnèrent une supériorité incontestable sur des adversaires privés

du sentiment civique. Et il est si vrai qu'il faut souvent compter sur les dangers que l'amour-propre d'un chef fait courir à son armée que tous les historiens français qui ont raconté la bataille de la Marne glorifient nos généraux de leur esprit d'entr'aide et d'abnégation, comme si c'était une chose vraiment étonnante que de voler au secours de ses frères d'armes quand ils sont en péril. Nous verrons parfois chez les Allemands, cependant unis dans le même amour-propre, de semblables rivalités contrarier les opérations

Un Romain, ayant gagné la bataille de Tannenberg et celle de Mazurie, n'aurait eu de cesse qu'il offrit un sacrifice à la Némésis, par crainte d'expier cruellement son insolent bonheur Mais un Ludendorff n'y voit qu un prétexte à s'enorgueillir et à exalter sa stratégie, sans réfléchir qu'elle n'a rien en soi d'original.

Et cependant si l'on examine de près la conduite de Ludendorff, on ne peut qu'en être épouvanté ! L'homme qui a agi comme il l'a fait était destiné à entraîner fatalement son pays à l'abîme ; et cette prédiction, on eut pu la faire au lendemain de Tannenberg. En apparence, fortement conçu, merveilleusement calculé et supérieurement exécuté le plan de la bataille de Tannenberg se révèle à l'observateur sagace comme un modèle d'imagination chimérique et de fantaisie. Je gage que Von Schlieffen, mis en présence d'un plan pareil à l'Académie de guerre de Berlin, n'aurait pas hésité à infliger à l'auteur un blâme sévère.

*
* *

Voulez-vous que nous le regardions, armé de notre simple bon sens, puisque nous sommes des profanes. Le problème — je l'ai dit — est celui-ci : étant donné deux adversaires qui marchent séparément, réunir toutes ses forces contre l'un et le battre avant que l'autre ait eu le temps de le secourir ; puis se retourner contre le second et l'accabler. Il semble que le cas qui s'offre à la vue de Ludendorff, dès qu'il arrive en Prusse Orientale, soit bien celui-là. Il dit lui-même avec une feinte modestie : « instinctivement il devait venir à l'esprit de tout officier d'état-major de mettre à profit la séparation des deux armées ennemies. »

Dans une telle donnée une chose est implicitement contenue, à savoir, que celui qui tente cette manœuvre, s'il est inférieur à ses deux adversaires réunis, est au moins supérieur à chacun d'eux pris isolément ; c'est ce qui explique qu'il essaye de les surprendre avant qu'ils aient eu le temps d'opérer leur jonction. Or, dans le cas bien particulier de Tannenberg, Ludendorff, toutes forces réunies, est inférieur soit à Rennenkampf, soit à Samsonow. De plus, le sort de la campagne ne dépend point de la jonction des deux généraux russes, qui assez forts pour se passer l'un de l'autre, ont évidemment l'intention d'agir chacun pour leur propre compte. Le fait de tomber sur Samsonow séparé de Rennenkampf ne donnait donc à Ludendorff aucun avantage, sinon celui

de heurter une forte armée et de courir en outre le risque formidable de recevoir sur le dos Rennenkampf, lequel n'avait plus rien devant lui. Il est vrai, il y avait dans le jeu de Ludendorff un atout : la possibilité de couper la retraite de Samsonow avec les deux corps retirés de la région des lacs. Mais encore fallait-il d'abord que Samsonow fut vaincu et battit en retraite. Vainqueur il continuait à avancer vers le nord-ouest et l'atout restait inefficace et fort aventuré. Et ne voit-on pas que le fait de réserver ces deux corps en vue d'un effet stratégique diminuait encore les forces que Ludendorff avait à opposer à Samsonow, ce qui est un surcroit d'imprudence ? Or, Samsonow, malgré une certaine infériorité d'artillerie sur son adversaire, avait tous les moyens non seulement de résister à Ludendorff mais encore de le bousculer. Ludendorff, quelle que fut sa confiance, ne pouvait pas ne pas être dans l'incertitude du résultat. Considérez en effet qu'une telle opération exige pour être réussie une rapidité d'exécution exceptionnelle. Or les batailles modernes durent cinq et six jours. Pendant tout ce temps Ludendorff risquait donc de voir survenir Rennenkampf. Courir ce risque un si long temps, n'est-ce pas de la témérité ? Ensuite, les choses étant mises au mieux et supposant la défaite de Samsonow consommée, c'est avec une armée affaiblie, fatiguée par cinq jours de combats que Ludendorff va se proposer d'attaquer l'armée formidable de Rennenkampf, très supérieure en nombre, en excellente condition et installée sur des positions solides. Pour dégager *à priori* la victoire

de telles données, ne faut-il pas faire intervenir le miracle, ou tout au moins escompter un fabuleux bonheur ? Quel autre homme qu'un joueur oserait tenter le coup, dans ces conditions ? Comme disait je ne sais qui, d'un général pareillement téméraire : « Je lui aurais donné les honneurs du triomphe pour sa victoire et, je l'aurais fait fusiller après, pour son imprudence. »

Mais partout le miracle arrive à point. Le 24 août, trois jours avant de livrer bataille, alors que les ordres sont déjà donnés aux troupes allemandes, un radio russe est capté qui apporte à Ludendorff un aperçu très clair et très complet des mesures prises par Samsonow *pour les jours suivants*, la position de ses diverses unités et leur marche. Si Ludendorff ne croit pas devoir passer sous silence ce curieux hasard, qui diminue tout au moins son mérite, n'est-ce pas qu'il a conscience, s'il s'était décidé à tenter la manœuvre sur les simples données du problème, d'apparaître vraiment trop aventureux ? Mais, en fait, je ne crois point que l'incident du radio ait été de nature à décider seul Ludendorff : sans radio, il eut attaqué quand même. Les *Mémoires* sont bien curieux à lire à ce sujet. Ludendorff veut se donner figure d'homme prudent. Il dit que l'idée directrice se forma *peu à peu* en lui sur la vue des circonstances, eu égard à la lenteur de Rennenkampf qu'il voyait s'accroître chaque jour. Il y insiste beaucoup, mais finalement on s'aperçoit que cette prudente tergiversation n'a jamais existé. Quand Ludendorff arrive avec Hindenburg le 23, deux heures après-midi, à Marienburg où l'État-Major les attend, il a déjà

pris la résolution de livrer bataille. C'est en effet, avant de se mettre en route, le 22 août au soir, du G. Q. G. de Coblentz qu'il a télégraphié les premiers ordres de concentration. Le 24, à peine rendu sur le terrain, il les complète. Le radio ne survient qu'après, mais grâce à ses indications, la bataille hasardeuse qu'il allait livrer à Samsonow devenait une affaire sûre.

A partir de maintenant, il a évidemment les plus grandes chances de remporter la victoire, puisqu'il n'ignore rien de la position de son adversaire et sait sur quel point il pourra le prendre en défaut. Mais privé de radio, ne se serait-il pas jeté, avec la même fougue, dans l'inconnu redoutable que lui offrait sa position ? En résumé, si Ludendorff a joué le jeu avec des cartes loyales, il a agi comme un étourdi dangereux, car enfin si audacieux et confiant qu'il fut et qu'il soit permis d'être, il lui fallait une suite d'événements quasi miraculeux pour réussir, et nul n'a le droit d'escompter le miracle. Une situation semblable pour un homme de bon sens équivaut à une impossibilité. On lit dans les *Mémoires*, que le commandant Vladiva, l'attaché militaire espagnol sur le front oriental, demanda à Ludendorff, en octobre 1914, « si la bataille de Tannenberg avait été livrée d'après un plan mûri de longue date. » « Je dus lui répondre que non, ajoute Ludendorff. Il en était étonné : beaucoup de gens et lui-même l'avaient cru. »

L'orgueilleux Ludendorff fait ici preuve d'une naïveté touchante. Il ne voit point le sens caché de la question que lui pose le subtil Espagnol. Celui-ci a voulu insinuer

que l'inaction de Rennenkampf et le coup du radio capté, si étonnants d'à-propos, n'avaient pu être que préparés d'avance, sans quoi la victoire était inexplicable. Car penser que Ludendorff avait pu choisir de longue main ce coin de Prusse orientale, qui par sa configuration en saillant et en bordure de la mer offre tous les caractères du guépier, cela ne pouvait venir à l'idée du commandant Vladiva.

Dans des conditions normales, en effet, il avait mille chances pour une d'être coincé, broyé entre ses deux adversaires. Nul général au monde ne se fut avancé dans le saillant de Kœnigsberg : le simple bon sens commandait qu'on l'évacuât et la preuve c'est que le plan de Moltke prévoyait le repli de la 8e Armée à l'est, sur la Vistule, conformément aux enseignements de Von Schlieffen, qui est un stratège d'une valeur au moins égale à celle de Ludendorff.

Dans la réalité, le miracle nécessaire pour que cette opération hasardée put réussir, s'appelle trahison. Rennenkampf, dans la suite de la campagne, renouvellera le même coup dans une situation où les Allemands risquaient l'écrasement, et il apparaîtra si suspect que le Tzar sera obligé de le licencier. Le mérite de Ludendorff en est peut-être diminué aux yeux des militaires ; je trouve, quant à moi, que la trahison le sauve du reproche de témérité. Néanmoins on voit combien la mentalité du « vrai militaire » est dangereuse. Soumis aux sollicitations du sentiment, sacrifiant tout au goût du risque, il table beaucoup moins sur ses calculs que sur sa chance. On est

toujours avec lui en position d'aventure et dans l'attente du désastre qui arrive fatalement le jour où ni la trahison ni le miracle ne se produisent. C'est pourquoi il est rare que les grands capitaines, les grands conquérants ne finissent pas par être vaincus. Dès lors, n'est-il pas imprudent de tirer un enseignement des exemples qu'ils nous offrent ?

III

L'ÉCOLE DU MIRACLE

Dans la guerre moderne si complexe, où rien n'est laissé au hasard, où tout est conditionné par le facteur de puissance, une pareille mentalité ne peut que causer les pires catastrophes. Il apparaît bien dangereux dès lors d'en confier la conduite à des hommes élevés dans le culte du risque et de la chance. Un axiome s'impose tout naturellement dans ces conditions, savoir : le « vrai militaire » est inadapté à notre époque et à la guerre qu'elle comporte. Par exemple, l'action d'un Nivelle, engageant quand même la bataille alors qu'il a toutes les preuves de l'insuccès qui l'attend, ne s'explique que si l'on admet qu'il a joué la chance. L'Art militaire réduit à sa dernière expression, c'est l'École du Miracle.

Il faut tenir compte également, pour expliquer l'audace sans limites des conquérants, d'un autre facteur. Or, celui-là comme les précédents n'a plus de raison d'être dans la guerre nationale. Mais il se trouve que Ludendorff, parce que les circonstances l'ont jeté sur le front oriental, pourra croire qu'il est toujours en vigueur Le destin le maintient dans l'illusion. La règle du jeu guerrier implique,

nous l'avons dit, l'observation scrupuleuse par l'un au moins des deux adversaires de certaines conventions tacites. Par exemple, Rennenkampf, bien que la masse dont il dispose soit importante et les positions où il est installé redoutables, se met en retraite dès que sur son flanc gauche — son flanc droit étant appuyé à la mer — Ludendorff prononce une menace de débordement. Les généraux russes pendant toute cette guerre — avec les Autrichiens entre tous ceux qui ont commandé sur les divers fronts — obéiront scrupuleusement à cette règle. Remarquez que le fait d'être menacé ne devrait pas suffire à provoquer la retraite : encore faudrait-il être certain que l'application de la menace sera efficace. En effet, si les éléments lancés sur le flanc de l'ennemi ne sont pas assez importants, celui-ci peut les contre-attaquer et faire échouer la manœuvre : un véritable débordement opéré par une troupe nombreuse est seul dangereux Mais il semble que les stratèges, et les stratèges russes principalement, tiennent à honneur de ne pas attendre que la manœuvre arrive à exécution : c'est une façon de prouver leur science et leur promptitude à saisir la situation et comme un témoignage de leur valeur militaire qu'ils donnent à leur adversaire.

Si bien qu'un général borné et ignorant, qui dans la confusion de la bataille ne s'inquiéterait pas un instant qu'il peut être tourné, pourrait bien — à condition qu'il ait de bonnes troupes [1] acharnées à se défendre là où

1. La valeur des troupes, celle des cadres subalternes et la bonne

elles se trouvent — remporter la victoire en n'observant pas la règle du jeu ; ce qui, d'ailleurs, aurait eu pour résultat certain de le faire mal juger par son adversaire, mais également de démoraliser tout à fait celui-ci. Le grand chef militaire, à mon sens, est donc un homme animé d'une confiance sans borne, à la fois en son bonheur et en la naïveté de ses adversaires. Car le même qui spécule sur la stricte observation des conventions militaires par son ennemi, tire sa force de ce qu'il ne les observe point.

Au fond c'est à cela que se réduit l'axiome militaire : le vainqueur est celui qui a le meilleur moral ; il serait aussi logique d'ajouter : le vainqueur est celui qui est le moins naïf. Un grand capitaine ne s'émeut de rien, d'abord, parce qu'il attend le miracle avec une confiance ardente et imperturbable, même et surtout quand il est absurde de croire que le miracle se produira ; ensuite parce qu'il escompte bien que son ennemi se laissera prendre à quelque simulacre apparemment tactique ou stratégique et, en fait, sans fondement réel, alors que lui-même se gardera bien de s'y laisser prendre. Dans tous les jeux de hasard, il faut un trompeur et une dupe ; dans la guerre la part du hasard est si grande que les meilleurs se trouveraient dans l'embarras aussi souvent que les incapables, s'il n'y avait pas la ressource de la tricherie.

qualité de eur armement sont les facteurs essentiels de la victoire. Le mérite le plus évident d'un grand chef, c'est qu'il s'attache avant tout à forger l'instrument de l'action.

Tricher, c'est par exemple faire surgir un escadron de cavaliers qui mènent grand bruit sur le flanc de l'ennemi, de façon à donner à croire à l'adversaire qu'il est menacé d'être tourné par d'importantes forces. C'est grouper tous ses canons en un seul point de manière à produire un effet de masse terrifiant : ce qui veut laisser supposer aux troupes adverses qu'on en a autant à leur disposition partout ailleurs et engage même celles qui sont loin du bombardement à fuir un tel péril. Les victoires de Napoléon sur les masses russes, nombreuses et vaillantes, seraient inexplicables si le facteur tromperie n'intervenait à chaque instant. D'ailleurs à mesure que la campagne se prolonge, on voit les généraux russes tomber moins souvent dans les panneaux que Napoléon leur tend : ils se bornent à résister sur place avec acharnement, ce qui rend la tache singulièrement pénible à celui-ci. A la longue, il finira par être vaincu, quand ses adversaires décidés à en finir et ayant pris conscience de leur puissance, n'observeront plus les conventions du jeu guerrier.

*
* *

Eh ! bien, le destin a voulu que Ludendorff fît la guerre sur le front oriental où l'on ne cessa de sacrifier à la convention : c'était pour mieux l'aveugler et préparer à coup sûr sa perte. Vous le verrez en 1918 réussir, par l'emploi de procédés tactiques très ingénieux, à percer le front franco-britannique à plusieurs reprises, sans autre

résultat que de creuser une large poche dans notre ligne. En Russie, où il ne procédait pas autrement, il n'en fallait pas davantage pour provoquer le recul entier de l'immense front de bataille. Le grand duc Nicolas, dont l'habileté et la valeur militaire sont reconnues, se croyait obligé par la tradition de reporter en arrière toute sa ligne de crainte d'être coupé. Ainsi, en sacrifiant à la convention, il se faisait l'artisan de ses propres défaites. Il ne se demanda jamais si ces règles avaient encore une valeur dans la guerre moderne. S'il s'était posé cette question, il est hors de doute qu'il eut répondu par la négative.

Au contraire, chaque fois qu'une poussée russe crevait le front autrichien, on voit les Allemands faire tous leurs efforts pour circonscrire la brèche ; s'ils n'y parviennent pas toujours, c'est non seulement que la panique s'empare des troupes, mais encore que les généraux autrichiens ne veulent rien savoir et se hâtent, à la manière des Russes, d'effectuer une retraite générale, comme celle de 1915 qui les amena jusqu'au revers méridional des Karpathes. En somme Ludendorff, quand il est en position de vainqueur, n'observe pas les conventions du jeu guerrier. Nous le verrons au contraire se mettre, tout à coup, à les appliquer, dès qu'il sentira fléchir son moral.

Bref, pour revenir à Ludendorff, on a l'impression qu'au moment où les généraux du front occidental ont épuisé toutes les ressources de leur art sans arriver à la décision et, renonçant au jeu guerrier, se trouvent bloqués sur un front de 400 kilomètres dans le dispositif du front continu, lui, brode avec virtuosité sur les thèmes prin-

cipaux de l'art militaire. Mais il n'y réussit qu'en vertu, dirai-je, de la complicité tacite de l'adversaire. Dès qu'il passera sur le front occidental il se trouvera en face d'un ordre de choses nouveau où il perdra la meilleure part de ses avantages. L'art militaire, dont il est un brillant adepte, se heurtant à la guerre nationale, la face des choses va changer.

Son premier acte, à ce moment, démontre que « le vrai militaire » joue la chance, en dépit des indications du bon sens et que cela lui réussit sous certaines conditions. Ludendorff dit, en effet, dans ses *Mémoires*, que s'il avait été mieux au courant de la situation du front occidental à la fin de l'année 1916, il n'aurait jamais osé lancer l'offensive contre la Roumanie. On sait qu'à cette fin d'année la situation des Allemands était critique. La bataille de la Somme succédant à la bataille de Verdun si meurtrière, les offensives heureuses des Russes les avaient beaucoup ébranlés. L'entrée en guerre de la Roumanie leur fut un coup terrible. Le moral allemand chancelait. Ludendorff, fidèle à son principe d'attaquer l'ennemi secondaire, le plus faible, ne craignit point, pour rétablir les choses de ce côté, d'enlever des divisions au front occidental où les Allemands se défendaient péniblement. L'offensive de Mackensen réussit entièrement. La Roumanie à moitié envahie, Bucarest prise, d'énormes ravitaillements capturés, tels en furent les résultats. La balance se redressa du côté allemand. Voilà la récompense magnifique d'une grave imprudence causée par une méconnaissance complète des réalités guerrières en 1916.

Ludendorff se sent frémir, en y songeant quatre ans après, alors qu'il est dans l'état d'âme du vaincu, mais quand il s'en aperçut, au moment même, ne dut-il pas concevoir de son audace irréfléchie une très haute idée puisqu'elle lui avait valu la victoire ? D'ailleurs Ludendorff ne met-il pas une certaine coquetterie à évoquer le souvenir de cette splendide imprudence qui fut la sienne ? De là à instituer comme principe la nécessité d'être téméraire avant tout, il n'y a évidemment qu'un pas.

Étant donné cet état d'esprit, on s'explique qu'il ait si mal compris la situation un an après. Jusqu'aux dernières limites, il espéra contre toute évidence un retour de la fortune. Cette illusion caressée avec un entêtement inouï a conduit l'Allemagne à la ruine. Ludendorff, en effet, maître incontesté et tout-puissant de la conduite de la guerre est le seul responsable de la catastrophe finale. Et il est responsable, parce qu'étant un « vrai militaire », chef du parti militaire, il a pu faire dominer dans les grandes circonstances et pour ainsi dire toujours, le point de vue militaire qui était le sien. Les « brevetés » français, en songeant à l'autorité absolue dont jouissait l'État-Major en Allemagne, pensaient que c'était là pour nos ennemis un des meilleurs facteurs de la victoire et ils tremblaient en voyant, en France, discuter cette autorité. Se doutent-ils maintenant que l'Allemagne a dû incontestablement sa défaite à la prépondérance de l'élément militaire, et au pouvoir discrétionnaire de son chef ?

C'est en raison même de son état d'esprit civil, générateur de discussions, de protestations, d'indépendance, d'irrespect même envers l'autorité militaire, que la France a été victorieuse. La nation française a pris en mains, elle-même, la conduite de sa guerre : elle a eu voix au chapitre, l'opinion publique n'a jamais été étouffée et, de gré ou de force, il a bien fallu que chefs de gouvernement ou d'armée obéissent à ses injonctions. Personne, si autoritaire fut-il, n'aurait pu agir contre le sentiment du pays. J'ajoute que, par bonheur, le vœu de combattre jusqu'au bout qui est tout naturellement celui de l'élément militaire s'est trouvé être le vœu du pays tout entier. En France, le soldat de carrière n'étouffe pas entièrement le citoyen, ce dernier vit encore sous le préjugé professionnel, en sorte que le guerrier ne reste pas sourd et aveugle aux volontés civiles qu'il peut quelquefois partager.

*
* *

Un jour arriva, à la fin de 1917, où la mentalité exclusive des « vrais militaires » et celle plus timide des civils furent en présence au moment de prendre une décision capitale d'où le salut de l'Allemagne allait dépendre. La paix de Brest-Litowsk venait de débarrasser nos ennemis du front oriental. Ayant les mains libres du côté de l'est, ils pouvaient enfin se retourner avec toutes leurs forces contre le front occidental, point vif et centre véritable de la formidable lutte. D'un seul coup la situation se

trouvait renversée. Les Franco-Anglais qui jusqu'alors combattaient avec la supériorité du nombre et à égalité de matériel se trouvèrent, du jour au lendemain, inférieurs à l'ennemi. Le but recherché par Ludendorff depuis deux ans était atteint. Aussi, avec une hâte extrême, on le voit retirer ses divisions du front russe pour les diriger sur le front ouest. A la tête d'une masse de 80 divisions de réserve, il lui sera possible, croit-il, d'emporter d'assaut le rempart fortifié occidental déclaré jusqu'ici inexpugnable. La fin de la guerre est proche, de toute certitude.

Mais tandis que les militaires enthousiasmés s'apprêtaient à la bataille finale et au triomphe, le Chancelier et les ministres envisageaient avec inquiétude la solution préconisée. Le sous-secrétaire d'État Kuhlman, en plein Reischstag, osa dire qu'il ne pouvait y avoir de solution par les armes. Leur esprit civil considérant le problème sous ses multiples aspects ne se faisait pas d'illusion sur la capacité de lutte de l'Allemagne. En dépit des quelques ressources que la main-mise sur l'Ukraine venaient d'assurer aux Centraux, la situation alimentaire de l'Empire restait déplorable, la situation morale pire. L'Autriche, à bout de forces, bronchait à chaque pas comme un cheval fourbu. La Bulgarie réclamait la paix à grands cris, la Turquie n'avait plus qu'un souci, se payer de ses défaites sur sa frontière du Caucase. Il fallait qu'une solution intervint dans le plus bref délai, car l'Amérique, rangée depuis dix mois aux côtés de l'Entente, ne tarderait plus à envoyer sur le continent sa jeune armée, si

lente qu'elle fut à se mettre en branle. Par elle, les ennemis de l'Allemagne allaient disposer de ressources immenses : et tandis que les Centraux s'épuiseraient, chaque jour de guerre accroîtrait la force des alliés. La diplomatie ne voyait de salut que dans une paix de conciliation rapide.

Si, au contraire, Ludendorff prétendait arracher la décision par les armes, il fallait s'attendre à une prolongation de la guerre. Les troupes aguerries de la France et de l'Angleterre offriraient une dure résistance et quoique inexpérimentée, l'armée américaine ferait nombre. Sans compter que sur le front occidental hérissé de fortifications, muni d'un matériel puissant, la bataille donnerait-elle la décision ? Une fois la lutte suprême engagée, nul ne pouvait savoir quand elle s'arrêterait. Ne valait-il pas mieux, à la faveur du changement de situation qui donnait à l'Allemagne un regain de prestige, tacher d'imposer la paix, avant l'arrivée des Américains ? L'Allemagne, maintenant certaine de se payer largement sur la Russie pourrait se montrer conciliante, généreuse même à l'ouest, sans inconvénient. La France ne résisterait pas à l'offre de l'Alsace-Lorraine, ou tout au moins d'une partie. Ainsi, on a lieu de le supposer, raisonnait l'élément civil. L'Empereur et les deux Kronprinz, jadis si intraitables, penchaient de ce côté. Certes, ils voyaient juste. Je mets en fait qu'à l'aube de 1918, alors que l'Entente envisageait avec souci la ruée prochaine de la masse allemande, on aurait pu difficilement écarter des propositions de paix vraiment honorables. L'opinion

publique n'aurait pas admis qu'on ne les examinât point.

Et même en cas de refus des gouvernements, si Ludendorff fortement établi en avant de sa frontière, la France et la Belgique étant évacuées, avait proclamé : « Nous voulons la Paix », il était impossible aux gouvernements de poursuivre plus longtemps la lutte. L'Allemagne se fut tirée de l'effroyable guêpier où elle s'était engagée aux conditions les meilleures. Au pire, elle eut laissé les alliés assouvir leur haine sur l'Autriche, l'affaiblissement de l'Empire des Habsbourg n'étant pas pour lui déplaire.

C'est alors que l'on vit apparaître la face terrible de la Némésis qui jamais ne laisse en suspens les comptes que les peuples ont à payer au Destin. *Quos vult perdere Jupiter dementat*. Ludendorff allait lui servir d'instrument. Ce brillant militaire, à l'esprit vif et hardi, ce cerveau si lucide devant tous les problèmes de sa spécialité, et qu'à bon droit on pouvait tenir pour un des hommes les plus intelligents de l'époque, allait se révéler plus aveugle et plus borné que le dernier des électeurs. Eh ! quoi, voici qu'après trois ans d'efforts, grâce au génie de ses chefs militaires et en dépit de la lâcheté de gouvernements impuissants à imposer au pays le véritable esprit de sacrifice et d'héroïsme qui convenait, l'Allemagne pouvait asséner son poing de fer sur ses ennemis avec le maximum de puissance et elle ne le ferait pas ? Avait-on perdu l'esprit ? Quelle guerre, d'ailleurs, peut se terminer sans que la décision par les armes intervienne ! Et de peur des risques à courir on accepterait une paix boiteuse, déshonorante pour la patrie allemande ! Vous devinez sur ce

thème quelles durent être les imprécations de Ludendorff.

Imaginez un joueur assis devant le tapis vert et menant une dure partie. Tout à coup la chance tourne de son côté. La nouvelle main qu'il a prise se révèle bonne. Il vient d'encaisser un énorme coup. La carte bienheureuse est encore là, devant lui, sur la table. Son premier mouvement est de crier : *Paroli*. Que quelqu'un à ce moment précis lui frappe sur l'épaule et lui dise tout bas : « Retirez-vous, partez avec ce gain superbe, croyez-moi, ne le risquez plus », vous devinez sa réponse : « imbécile, le coup est sûr ! » Ludendorff, en « vrai militaire », ne pourra pas s'arracher du tapis vert de la lutte. Il a une mise de fonds considérable, la veine est pour lui, c'est l'occasion de faire sauter la banque. En d'autres termes, tant qu'un vrai militaire a à sa disposition des troupes, il faut qu'il les emploie. Le seul but qu'il poursuit ce n'est pas la grandeur ou le salut de son pays, c'est sa propre grandeur, c'est la victoire, c'est-à-dire la gloire des armes. Ah ! ils connaissaient bien cet état d'esprit nos brevetés du G. Q. G. ! Pour une fois ils ne se trompaient point. On se souvient qu'au début de 1918, le Chancelier allemand fit courir dans les journaux des bruits de paix : il amorçait ainsi la politique qu'il eut été sage d'appliquer et dont Ludendorff ne voulait pas. Il était tellement conforme à l'intérêt de l'Allemagne de se montrer conciliante à ce moment que beaucoup d'entre nous, civils de carrière, pensèrent que nos ennemis allaient pencher pour une solution pacifique. « Erreur, ils attaqueront », nous dirent

nos camarades : « quand un chef a sous sa main une armée de cette puissance, il faut qu'il attaque, le contraire ne s'est jamais vu. » C'était la vérité même et Ludendorff nous le fit bien voir. Ainsi l'Allemagne qui avait assis sa domination sur le monde par sa caste militaire allait rouler aux abîmes par cela même qu'elle s'était livrée corps et âme à sa caste militaire. Paroli ! Quitte ou double ! Tout ou rien ! à ces formules de joueurs, indignes d'un grand peuple, elle allait confier son destin.

QUATRIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE FRANCE

I

LES SURPRISES D'UN STRATÈGE

La campagne de France qui marque la dernière phase de la guerre est si riche en enseignements qu'il importe de la revivre dans tous ses détails. C'est sur elle que les militaires s'appuient pour établir la doctrine de la guerre moderne. Quelle idée s'en font-ils ? Il est capital de le savoir. Justement, il se trouve qu'un homme particulièrement en vue nous a communiqué ses idées là-dessus, j'ai nommé le général Buat, major-général des armées françaises, auteur d'un livre sur Ludendorff. Son témoignage est d'autant plus précieux qu'il le donne en passant au crible le témoignage de l'adversaire. Par une rare fortune nous connaîtrons ainsi la question sous ses deux aspects.

C'est dans la première quinzaine de juillet 1918 que le général Buat fut désigné à son poste, aussi n'a-t-il pas sur les premiers mois de l'offensive des souvenirs de G. Q. G. Par exemple, il ne nous dit point quels

furent l'état d'esprit et les sentiments du commandement français à la veille de la ruée allemande. Nous suppléerons à cette lacune par nos propres souvenirs. Si Ludendorff témoigne d'une certitude absolue quant au succès décisif de la suprême campagne qu'il entreprend, le G. Q. G. de Pétain ne dissimule pas son inquiétude. Les Allemands se briseront sur le rempart qu'on a renforcé les derniers mois et que des opérations heureuses ont amélioré, cela ne fait pas de doute Ils pénétreront dans nos lignes, c'est probable, ils mordront de cinq, dix kilomètres en certains points, peut-être ; mais qu'ils parviennent à percer, la chose paraît impossible. La doctrine de l'inviolabilité des fronts fortifiés et surtout du nôtre, règne en maîtresse. Ludendorff est fou d'espérer réussir, là où de plus malins que lui — j'entends nos généraux — ont échoué pendant trois ans. Les succès considérables qu'il a obtenus à Caporetto, en Galicie, à Riga, lui ont tourné la tête. Mais autre chose est de réussir à crever le front en Italie, en Russie où matériel et moral sont insuffisants, autre chose d'y parvenir en France.

Toutefois, pour le commandement français, *notre pénurie d'effectifs* reste le point noir. Si l'Allemagne redouble d'efforts avant l'arrivée des Américains, aurons-nous assez d'hommes pour l'arrêter ? Le rempart ne peut tomber que faute de défenseurs.

Voilà bien une des contradictions de la guerre moderne. L'emploi intensif du matériel semble devoir économiser les vies humaines. En réalité, la supériorité du matériel ne dispense point de la supériorité du nombre, car le

dispositif en front continu est le plus onéreux de tous. C'est surtout avec les poitrines des soldats qu'on barre la route à l'ennemi : la bataille moderne, loin de s'engager à de grandes distances comme la portée de l'artillerie le faisait espérer, en vient tout de suite au corps à corps, à la mêlée primitive homme contre homme. Amère dérision du progrès qui n'aboutit qu'à une chose : accroître la tuerie. La nécessité de se garder sur chaque point de l'immense front continu rend plus aiguë encore cette question des effectifs. Il ne s'agit plus, au moyen de la manœuvre, d'obtenir une supériorité fictive sur un point au moment décisif ; il faut une supériorité intégrale, réelle, une surabondance des combattants. C'est en effet en l'accablant sous le nombre que l'assaillant domine le défenseur quand celui-ci tente de s'opposer à l'irruption dans ses lignes, au moment de l'assaut. Des deux côtés, les réserves affluent au point menacé, hâtivement amenées de l'arrière par camions, et pour alimenter la bataille qui se prolonge pendant des mois, les belligérants se voient contraints d'engager successivement les troupes des fronts tranquilles. C'est le procédé de *la nauria*. Trafic intense et sinistre, auquel on a assisté à chaque grande offensive. A Verdun, presque toutes les divisions de l'armée française ont été à tour de rôle arrachées de leur secteur et jetées dans la lutte. Certaines sont revenues deux ou trois fois dans la fournaise, à brefs intervalles. La bataille est devenue le tonneau des Danaïdes.

Cette fois, il en serait de même évidemment. Mais l'instant n'allait-il pas sonner où nous n'aurions plus

assez d'hommes pour suffire à la consommation ? L'usure des forces tant recherchée par nous était bien près d'être réalisée à notre détriment. Tel était le résultat de trois années de lutte ardente sur le front occidental, le bienfait de la politique du grignotage et de la doctrine de l'offensive préconisées par notre État-Major [1]. L'Allemagne, parce que les conditions de la lutte étaient beaucoup moins rudes sur le front oriental, avait pratiqué là-bas seulement la politique d'offensive ; elle était restée prudemment sur la défensive en France, par désir d'économie, ayant reconnu, après l'expérience de Verdun, la vanité d'espérer la décision dans l'état actuel des choses. Mais nous, nous avions gaspillé le sang généreux de nos troupes. Pour quels avantages ? Quelques bandes de terrain reconquises, quelques sommets, une centaine de villages en ruines. Au moins l'Allemagne avait-elle matière à ne pas regretter le sang versé en contemplant sa carte de guerre.

On lisait sur le visage froid du général Pétain, en janvier 1918, à l'heure où s'amoncelait l'orage, le regret de ce gaspillage dont il s'était à peu près seul rendu compte et qu'il avait arrêté. Ah ! s'il avait pu parler, on l'aurait entendu crier avec douleur : « Joffre, Nivelle, rendez-moi mes légions. »

*
* *

Donc, au mois de décembre 1917, l'armistice, précur-

1. Il ne faut jamais perdre de vue que les pertes de l'armée allemande, qui avait cependant deux fronts principaux, ont été sensiblement égales aux pertes de l'armée française, laquelle n'en avait qu'un

leur de la paix, étant signé avec la Russie, l'Allemagne se voit les mains libres à l'est. C'est seulement le 21 mars 1918, après trois mois de préparation minutieuse, que Ludendorff donnera le signal de l'offensive. Maintenant qu'il est vaincu, il peut accuser de sa défaite le fléchissement moral des peuples groupés sous sa main, la pusillanimité des gouvernements, que sais-je ! Raisons vaines ! Militaire, ne croyant qu'en la décision par les armes et demandant aux armes de lui donner la victoire, il n'a le droit d'alléguer que des excuses militaires Ludendorff avait une armée formidable, plus puissante que celle de l'adversaire. Jamais ses soldats n'ont mieux combattu : les nôtres qui ont admiré, en ennemis loyaux, leur bravoure et leur ténacité, en témoigneront. Un militaire à qui l'on a fourni de tels moyens de vaincre ne saurait en réclamer d'autres : il n'est pas fondé, après qu'il a brûlé ses meilleures cartes, à exiger la proclamation de la patrie en danger, la levée en masse, le sacrifice de la nation. Ou s'il reconnaît qu'il faut en venir là pour le salut du pays, qu'il avoue d'abord sa propre carence et la faillite de son art. Ludendorff, avec une rare mauvaise foi, accuse tout le monde de sa défaite. Par exemple, il est pénible de lire dans ses *Mémoires* certaines allusions perfides aux défaillances qui se seraient produites sur le champ de bataille. Les meilleures troupes n'en sont pas exemptes quand les coups de l'ennemi sont trop rudes. Il est faux de voir dans ces défaillances des troupes allemandes la répercussion sur l'armée du mauvais esprit de l'intérieur. J'estime au contraire que la démoralisation du peuple

allemand a suivi ses déceptions dans l'ordre militaire. Ludendorff a subi une défaite militaire, pour des raisons militaires, telle est l'unique vérité. Il avait pris toutes les précautions imaginables ; rien ne l'a trahi que lui-même et ce tempérament de « vrai militaire » qui le condamnait irrémédiablement à la défaite

Ludendorff va donc employer trois mois à préparer son suprême effort. Comme il recherche la surprise, il met un soin tout particulier à dissimuler ses préparatifs dans le secteur d'attaque qu'il a choisi. Partout à la fois, nous voyons s'édifier des travaux, emplacements de batteries, camps d'aviation, dépôts de munitions, voies étroites nouvelles, etc., etc..., le travail général masque les travaux particuliers de l'attaque qui se font la nuit et qu'on dissimule le jour par un camouflage savant. On ne saurait blâmer, d'ailleurs, tant de précautions. L'entraînement intensif de ses divisions se poursuit pendant ce temps. Si bien que réglant tant de détails avec la dernière minutie, Ludendorff ne tient pas assez compte que la France a poussé le cri d'alarme et que les Américains se hâtent à son secours. Le secret de cette imprudente lenteur, c'est qu'au fond l'armée américaine improvisée le laisse sans inquiétude. Dans sa pensée il n'y a de redoutable qu'une armée de métier. Avec les troupes d'élite dont il dispose — car il a sélectionné à outrance l'armée allemande — il est persuadé d'obtenir une supériorité écrasante sur l'ennemi. Voilà des illusions de militaire qui persistent encore après plus de trois ans d'expériences. N'a-t-on pas cependant vérifié qu'un soldat même impro-

visé, quand il est animé de l'esprit de patriotisme et armé d'engins perfectionnés, en vaut un autre ? Je ne sache pas que les batailles du début livrées par les armées de couverture aient été plus terribles que les batailles des années suivantes où, de part et d'autre, n'étaient plus engagés que des réservistes ? Au contraire, jamais la violence du feu n'atteignit une si grande intensité que par la suite et par conséquent la bravoure, le sang-froid, qu'on exige du combattant, n'ont jamais été plus grands. Des soldats de sept ans auraient-ils mieux tenus dans l'enfer de Verdun ? J'en doute ; mais probablement pour des raisons superficielles de tenue, de parade et de discipline intérieure, Ludendorff, à plusieurs reprises dans ses *Mémoires*, regrettera les troupes du début de la campagne. Je ne crois pas que nos généraux pendant la guerre aient commis, même en pensée, une telle injustice. N'empêche qu'aujourd'hui on les entend de nouveau, par préjugé professionnel, vanter la supériorité du soldat de métier sur le réserviste.

*
* *

Le 21 mars enfin, l'attaque se déclenchait sur un front de 80 kilomètres entre Croisilles et la Fère. On a beaucoup épilogué sur les raisons qui décidèrent Ludendorff à choisir ce champ de bataille. La principale fut évidemment que ce secteur était le moins organisé entre tous ceux du front, puisque nous ne l'occupions que depuis le repli allemand de 1917. Par surcroît il était occupé par

l'armée anglaise que Ludendorff tenait pour moins aguerrie que la nôtre ; enfin il constituait le lieu de jonction des deux armées alliées. Le général Buat donne toutes ces raisons, mais j'admire qu'après coup on puisse si clairement démontrer que Ludendorff ne pouvait attaquer que là et pas ailleurs. Ces raisons existaient avant l'offensive, pourquoi ne les a-t-on pas discernées au bon moment ? En tout cas, le 21 mars 1918, ce fut une surprise pour nos alliés d'entendre tout à coup gronder la préparation d'artillerie, et la surprise fut plus vive encore du fait que cette préparation au lieu de durer six et huit jours comme il était d'usage, s'arrêta au bout de quatre heures, et fut immédiatement suivie de l'irruption des troupes. C'était là un facteur essentiel du procédé tactique nouveau mis au point par Ludendorff. Préparation rapide par obus asphyxiants, qui n'avait d'autre prétention que de mettre les combattants hors d'état de se défendre pendant un temps relativement court, juste suffisant pour le franchissement de la zône fortifiée qu'on ne se donnait même plus la peine de détruire. Ainsi l'apache en jetant traitreusement au visage de son rival une poignée de poivre, braque son revolver et joue du couteau sans danger. Le procédé donnait un autre avantage non moins appréciable : il permettait aux assaillants une progression aisée, puisque le sol était à peine bouleversé. Tous ces éléments réunis constituaient la *surprise*, condition indispensable de la victoire, d'après la lettre même des plus vieux enseignements de la guerre, et dont pendant trois ans les généraux ne s'étaient plus souciés.

On demeure étonné qu'une idée aussi simple ait mis si longtemps à se faire jour dans l'esprit des belligérants. On reste plus étonné encore que des Etats-Majors aient pu, pendant trois années, adopter et perfectionner la tactique de l'offensive par le pilonnage qui supprimait radicalement le jeu de la *surprise*. Ou les immortels principes ne sont que de vains préceptes auxquels ils ne croient point, ou ils sont impardonnables de n'avoir pas tenu pour vicieuse *à priori* une tactique qui réduisait à néant le plus important de leurs principes. Rechercher la victoire, en ne tenant aucun compte de la surprise, voilà qui a dû troubler dans leur tombe le sommeil de Frédéric et de Napoléon ? Quelle meilleure preuve apporter de l'état de regression de la culture militaire ! Ne s'en remettre qu'à la force brutale, au canon qui écrase et broie, à la masse assaillante sans essayer de recourir à la ruse ingénieuse et féconde hors de laquelle l'art militaire n'existe plus, cela, n'est-ce pas, semble indigne de guerriers nourris de la pure doctrine ? Au lieu de poursuivre la lutte du canon et de la cuirasse jusqu'à l'absurde, pourquoi n'avoir pas posé ce principe : ou l'attaque pourra créer la *surprise* ou elle sera inutile. Il serait injuste de dire que, de notre côté, il ne fut point tenté certains efforts dans ce sens. Je me souviens que le général Buat avait mis la *surprise* au premier rang de ses préoccupations. Mais le procédé d'attaque qu'il imaginait, uniquement fondé sur l'emploi de l'artillerie, ne supprimait pas les inconvénients du pilonnage, grave obstacle à l'exploitation.

Quoi qu'il en soit, Ludendorff réussit au delà de ses espérances. Les troupes du général Gough, surprises et neutralisées par les gaz asphyxiants, n'opposèrent qu'une résistance décousue à la masse compacte des assaillants. En deux jours toute la zône fortifiée était franchie et l'ennemi poursuivait avec une vitesse stupéfiante sa marche offensive en terrain libre sur un front de plus de 40 kilomètres. Jamais dans les prévisions les plus audacieuses on n'avait espéré réaliser la percée de façon aussi complète.

Mais — ironie du destin — le succès même devait démontrer l'inanité de la réussite. Au quatrième jour de leur avance foudroyante les divisions d'assaut allemandes se heurtaient sur leur gauche aux premiers éléments français accourus en toute hâte. Au sixième jour, si la barrière humaine offrait encore des lacunes, elle se reconstituait rapidement : elle allait s'épaissir tous les jours un peu plus par l'arrivée incessante de nos divisions de réserve. Ayant poussé ses troupes à plus de 60 kilomètres de leur point de départ, Ludendorff n'avait réussi qu'à creuser une vaste poche dans notre ligne. Il n'avait pas encore pu atteindre Amiens, son objectif, que le front continu était rétabli. La rapidité même de sa progression avait obligé l'ennemi à laisser en arrière son artillerie. Or pour pousser plus loin, il la lui fallait maintenant, ainsi que des munitions. Ainsi, d'une part grâce à la vaillance de nos troupes, d'autre part, et plus encore peut-être, par l'effet de l'étroite dépendance qui unit les armées modernes à leurs bases de ravitaillement,

l'offensive allemande s'arrêtait au huitième jour de sa progression. Nous vérifierons, par la suite, que le rayon maximum de son avance ne put dépasser 60 kilomètres. Ludendorff s'apercevra qu'il est impossible, dès que la ligne est reconstituée et l'ennemi sur ses gardes, de percer de nouveau dans le même secteur. Nous le verrons tenter des surprises partielles, en avril, entre la Bassée et Ypres, profitant de ce que ce coin est dégarni. Il réalisera de nouvelles poches assez profondes. Mais, en fin de compte, il se retrouvera partout devant le front continu.

Il y a là un phénomène si déconcertant qu'on ne saurait trop s'appliquer à en rechercher les raisons profondes. Il est trop simple en vérité de railler l'ennemi de son prétendu échec — comme nos historiens officiels ont coutume de le faire —. C'est se moquer du monde que de vouloir changer en grande victoire des alliés l'offensive de mars 1918, sous prétexte que les Allemands n'ont pu faire dans nos lignes qu'une brèche de 80 kilomètres sur 60 sans réussir à s'emparer d'Amiens. Un tel état d'esprit, digne des Allemands, prépare de cruels réveils. Pour qui se souvient de l'impression terrible que nous avons éprouvée à cette époque, au G. Q. G., le succès de Ludendorff ne peut être traité d'illusoire, encore qu'il n'ait pas été décisif. Il était légitime alors, dans les communiqués, de mettre au rang des insuccès cette offensive foudroyante, mais s'en gausser quand le danger est fini, c'est une attitude qui ne nous convient point. Aussi est-il désagréable de trouver, à cette occasion, sous la plume du général Buat, un certain ton de condes-

cendance et de persiflage pour notre plus redoutable adversaire. Je mets en fait qu'aucune des critiques formulées par le général Buat ne touche au fond du problème, ce qui est apparemment très grave de la part d'un des futurs chefs de l'armée française, peut-être destiné à se rencontrer un jour avec Ludendorff. Je sais combien il peut sembler anormal de voir un lieutenant de réserve discuter avec le chef d'Etat-Major général de l'armée : je prie mes lecteurs de ne pas se laisser impressionner par le caractère paradoxal de cette position et d'en appeler sans crainte à leur bon sens pour juger du débat.

II

LA PAILLE ET LA POUTRE

Le général Buat fait à Ludendorff le grief de n'avoir pas agi en stratège. Il a raison apparemment puisque Ludendorff lui-même déclare dans ses *Mémoires* qu'il a recherché, avant toute chose, en mars 1918, le succès tactique, tenant pour secondaires les considérations stratégiques. Affirmation étonnante, dit le général Buat, Ludendorff en Russie ayant toujours visé des buts stratégiques. Ensuite, constatant que les Allemands à Charleroi et nous-mêmes à la Marne n'avons remporté des victoires que par l'application de manœuvres stratégiques, il conclut : « Il est tout à fait vain de vouloir ignorer la stratégie. Le dispositif stratégique porte en lui sa vertu propre : c'est un fait dont on pourrait citer mille exemples. » Le général Buat a raison, mais à condition de reconnaître qu'il ne peut y avoir stratégie sans *convention tacite, règle du jeu acceptée de part et d'autre*, ainsi qu'il est démontré plus haut. Ne dit-il pas lui-même en se référant à la Marne : « Notre armée de Paris *eut encore bien plus l'air de déborder* qu'elle ne déborda effectivement » ; ce

qui en est l'éclatante confirmation. En septembre 1914, nous étions encore sous le régime de la guerre militaire. Le chapitre sur le plan XVII montre à quel point nous nous soumettions à la convention. Un mois après, par la force des choses, le conflit avait pris sa forme réelle de guerre nationale. Les événements étaient devenus si graves pour la France et, du fait qu'elle était indécise, la situation avait acquis pour les deux belligérants tant d'importance, qu'ils renoncèrent spontanément à la convention, à ce je ne sais quoi d'artificiel et de fictif qui caractérise la guerre quand elle reste dans le pur domaine militaire.

La stratégie, cette politesse des guerriers, dont ils observent rigoureusement l'étiquette dans leurs rapports antagonistes, ne signifie plus rien quand on ne veut voir que la réalité. Mais Ludendorff parce qu'il combattit deux ans sur le front russe, en face de généraux esclaves de la tradition, a continué plus longtemps que les autres à faire figure de stratège. Dès que les circonstances l'amènent sur notre front, il comprend que la guerre a cessé d'être un jeu ; c'est ce qu'il veut dire, en affirmant que les considérations stratégiques lui parurent n'avoir qu'une importance secondaire en mars 1918. Il nous révèle ainsi sa pensée profonde, et c'est cette pensée que le général Buat ne saisit point.

Écoutons le général Buat : « Nous entendons bien qu'en 1918 il s'agissait de battre un adversaire dont les deux ailes ne pouvaient être débordées. Nécessairement, il fallait débuter par une victoire tactique, mais c'est

alors dans la direction donnée à cette attaque qu'il fallait viser la réalisation d'une situation stratégique qui mît le défenseur devant d'inéluctables et graves conséquences. On conviendra, par exemple, que si les Français avaient pu partir de la rive gauche de la Meuse et des abords de l'Argonne, pour s'approcher après une première victoire tactique de la région de Mézières, ils auraient placé les Allemands dans la nécessité d'évacuer la Champagne et l'Aisne, et par retentissement d'autres fronts encore, parce que les communications des troupes de Champagne et de l'Aisne passaient précisément par la région de Mézières. »

***

Qu'après quatre ans de la guerre que nous avons connue, un chef français puisse conserver ses préjugés théoriques avec autant de fraîcheur, cela ne laisse pas d'être inquiétant. Dans la circonstance, menacer les communications de l'ennemi, le contraindre à un repli par crainte d'être coupé, autant de formules creuses, autant de métaphores sans objet. Avec le front continu, la menace de débordement ne suffit plus à émouvoir l'ennemi ; on ne cède que devant l'application même, la réalisation intégrale de la manœuvre. Si le général Buat s'imagine que notre présence aux environs de Mézières aurait décidé les Allemands à évacuer la Champagne et l'Aisne, il se trompe. On a tenu dans des positions plus paradoxales, au cours de la guerre. Est-ce qu'en février 1916 nous avons aban-

donné Verdun parce que la grande ligne de Reims était coupée ? Le Kronprinz, en qui subsistait un stratège d'école, y comptait bien en effet. Le « tortillard » et la route nous ont suffi, *parce qu'il le fallait*. Les Allemands dans la hernie de Saint-Mihiel ont-ils bougé ? notre position presque enveloppante en quoi les a-t-elle émus ? et en mars 1918, la voie ferrée d'Amiens, qui constituait la grande voie de communication du front anglo-français, n'était-elle pas sous le feu des grosses pièces allemandes ? Si même les Allemands s'étaient emparés d'Amiens, Foch aurait maintenu sa ligne. Et en mai 1918 n'était-il pas conforme à la règle énoncée par le général Buat de rectifier notre ligne, au lieu de rester emboîtés entre les deux poches creusées par l'ennemi ? Quel général, avant cette guerre, aurait pu, sans encourir le blâme sévère de ses pairs, envisager de se maintenir sur l'Aisne entre Vic et Ribecourt, véritable cul-de-sac que le général Cherfils aurait avec raison qualifié de nasse. Les Allemands furent obligés de monter l'attaque du 9 juin, justement pour contraindre Foch à s'aligner sur Compiègne et Soissons, puisqu'il ne voulait pas le faire au nom de la stratégie puérile et honnête. Foch n'en tint aucun compte et de même la présence des Allemands à Château-Thierry qui le privait de la grande ligne de Chalons, ne put le décider à ramener son front au sud de Reims

Il serait fou, après des exemples pareils, qu'un général préparât son plan d'offensive, en tablant sur des résultats stratégiques purement illusoires, puisqu'il suffira à l'ennemi de s'appuyer sur un front continu pour annihiler

toute espèce de manœuvre. Le front continu, je l'ai démontré, quand deux adversaires en sont au même point de civilisation industrielle, réduit à néant l'art militaire

Maintenant le plus grave danger serait que par le jeu de la franc-maçonnerie guerrière, les chefs en présence, décidés à chercher d'abord chacun pour son compte la gloire d'une grande victoire, sacrifiassent tacitement aux règles conventionnelles et ne se décidassent à rétablir le front continu qu'après une période de guerre de mouvements. Car alors le vainqueur de cette première manche risquerait d'installer son front continu — il y viendrait fatalement après le premier choc — dans des conditions déplorables, en supposant même qu'il y parvienne. Nul n'a le droit de risquer à ce jeu de hasard le salut de la France. Si nos militaires caressent secrètement le désir de rétablir le règne des stratèges, s'ils rêvent de ne pas employer cette formation issue des nécessités de la guerre nationale qui a paralysé leur génie pendant la dernière guerre et les a transformés en terrassiers et en entrepreneurs de transports, le devoir de tout citoyen est de leur crier : casse-cou. Car si les peuples un jour doivent se dégoûter à jamais de la guerre, c'est le front continu qui y contribuera. Qu'un des belligérants, sans souci d'offensive préventive ou de glorieuses manœuvres stratégiques, se borne à installer au premier danger un rempart formidable, si possible en avant de sa frontière, et y masse toutes ses forces et son matériel, je garantis que les deux nations à l'idée de la lutte meurtrière, sur place, qui les attend, au souvenir des quatre années de martyre enduré par les

combattants dans la tranchée, hésiteront peut-être à pousser plus avant la lutte et se soumettront à l'arbitrage. Mais si l'on prélude par la guerre de mouvements, il y aura tout de suite un vainqueur et un vaincu, l'un des peuples sera peut-être envahi, alors l'irréparable étant accompli, la lutte durera jusqu'à l'épuisement complet de leurs ressources

A mon sens il n'est pas douteux que la confiance témoignée par le chef-d'état major général de l'Armée dans la vertu de la stratégie ne trahisse l'intention secrète de n'en venir au front continu que contraint et forcé. Le service militaire de 18 mois, qui s'appuie sur la nécessité de former une armée de couverture capable — comme a dit le rapporteur du projet — « de porter l'offensive préventive jusque chez l'ennemi » en est une confirmation nouvelle.

*
* *

Pour en revenir à Ludendorff, le général Buat lui reproche donc d'avoir mal choisi sa direction d'attaque, du fait que Saint-Quentin, sa base de départ, était bien trop éloignée de la mer pour qu'il pût espérer l'atteindre. « Il eut été préférable, dit-il, de faire choix d'une direction centrale d'attaque qui menait à la mer par un chemin plus court. Cette direction était par Lens et Saint-Pol, vers l'embouchure de la Somme. » A cette objection Ludendorff a répondu d'avance que la saison rendait le terrain impraticable entre Ypres et Arras ; il eut fallu

attendre avril, et à cause de l'arrivée des Américains on ne pouvait reculer si loin la date de l'offensive. Le secteur de part et d'autre de Saint-Quentin, au contraire, outre qu'il était praticable, se trouvait être le plus mal défendu. L'opinion formulée par le général Buat nous montre avec clarté qu'il est toujours de mode dans notre État-Major de ne pas se soucier du terrain et des difficultés d'exécution.

Ludendorff cherche à obtenir la décision *le plus vite possible*, à cause des Américains. Le facteur temps, voilà la notion principale, dominante, à laquelle il subordonne tout, sa stratégie, comme sa tactique. En se plaçant à ce point de vue c'est lui qui a raison. Le général Buat fait de la stratégie en soi, *in abstracto* et non en fonction du but cherché, sinon il ne prétendrait que la meilleure direction d'attaque est Lens-Saint-Pol. Prenant ce chemin, Ludendorff peut atteindre, il est vrai, plus aisément la mer, — en supposant que l'état du terrain ne le gêne point — mais il fait à peine sauter l'extrémité du front anglo-français : 60 kilomètres d'un front qui en compte 400. Les Alliés n'ont qu'à s'appuyer à l'embouchure de la Somme pour que le front occidental soit rétabli dans sa redoutable continuité et tout sera à recommencer. Je sais bien, les Allemands, en possession de bases maritimes pour leurs sous-marins, sont capables de gêner très fort l'Angleterre. D'accord, encore qu'il ne faille pas oublier la présence de la flotte anglaise. Mais la décision ne sera pas obtenue par la prise de Calais et de Boulogne et du temps passera — ce temps qui doit amener les ren-

forts Américains — avant que Ludendorff puisse tirer parti de cette conquête. Au contraire l'attaque par Saint-Quentin, parce qu'elle vise à couper notre ligne en deux larges tronçons, peut provoquer la désorganisation totale de notre front. Ce n'est pas d'atteindre la mer qui importe — cela, c'était le problème de novembre 1914 — c'est de désorganiser si largement notre front que nous soyons incapables de continuer la lutte. Et si Ludendorff, dans ce secteur, prend finalement la direction de la côte, c'est pour éviter de se laisser entraîner trop loin et pour avoir un *objectif direct et limité* dans cette recherche *d'un but illimité*. Car il est hors de doute que Ludendorff se lance dans l'inconnu. A la veille de l'attaque, il dit : « A quel résultat allons-nous en venir ? *percer le front et en venir à une grande opération ?* ou bien opérer une simple démonstration ? *Cela demeurait bien incertain.* » Et dans le mémoire qu'il a rédigé pour l'Empereur, il écrit : « Il ne faut pas croire que notre offensive va se développer comme celle de Galicie ou d'Italie : ce sera une lutte gigantesque, *qui commencera sur un point, se continuera ailleurs...* » De telles paroles prouvent bien que Ludendorff ne croit pas qu'une seule offensive nettement délimitée dans ses objectifs puisse lui donner la décision. Il désire *en venir à la grande opération*, c'est-à-dire faire surgir de la bataille la situation imprévue, *celle qui bouleversera toutes les conditions de la guerre de tranchées*, changera le caractère de la lutte, dans l'espoir de profiter du désarroi d'un adversaire surpris par une situation nouvelle et d'arriver au résultat décisif.

Cette situation imprévue, il n'entrevoit pas lui-même ce qu'elle sera. Mais dans sa pensée, l'essentiel est de ne pas prononcer une attaque qui puisse être limitée dans l'espace et que l'adversaire, en faisant la part du feu, pourrait localiser. Or, choisir la direction Lens-Saint-Pol, c'est fatalement entrer dans une telle opération. Ludendorff envisage bien qu'elle raccourcirait son front, ce qui est un résultat médiocre. Même au prix d'un risque plus grand il veut faire beaucoup mieux. C'est pourquoi il va choisir le secteur du centre, qui lui offre les plus vastes possibilités, c'est-à-dire lui permet de s'ouvrir le chemin de Paris, de marcher sur la mer en coupant la ligne de communication entre les fronts anglais et français, de consommer la séparation des deux fronts. Le résultat de ces buts précis étant en fin de compte de nous contraindre à un bouleversement général de notre dispositif, à la faveur duquel il pourra créer une situation stratégique de nature à amener la décision. A la lettre il se lance dans l'inconnu, et c'est l'inconnu qu'il souhaite, confiant en son génie pour en tirer tout le parti possible. Un tel état d'esprit donne à l'offensive de mars 1918 un caractère tout à fait nouveau.

Il est donc vain de discuter sur le choix de la direction d'attaque : le problème n'est pas là.

Les calculs de Ludendorff, si judicieux qu'ils fussent, se trouvèrent déjoués, parce que le commandement français sacrifiant tout à la nécessité, ne tint aucun compte des principes. Malgré la formidable brèche ouverte dans notre front, aucun chef ne se trouva pour ordonner de

crainte d'être tourné un recul général. Partout où l'on pouvait tenir, on tint. Et là où les unités avaient été prises, anéanties ou dispersées, on poussa des renforts pour tenter d'aveugler le trou béant. L'Armée française, sans hésiter, se jeta à corps perdu au-devant de l'ennemi pour barrer le flot offensif. Nos soldats, arrivant par paquets, combattaient héroïquement en retraite, formaient des noyaux de résistance où les unités de soutien venaient s'accrocher. Le colmatage se poursuivit ainsi de la droite vers la gauche et, chose curieuse, l'ennemi modifia sa direction d'attaque selon le même sens cherchant éperduement le vide pour s'y engouffrer. La faute de Ludendorff commence ici. A mesure qu'il avance il perd de son audace, il oublie son dessein de provoquer la situation imprévue, il dessine lui-même le contour de la nouvelle cage où on va l'enfermer. Bref, ce chef qui veut sortir du front continu n'essaye pas lui-même de s'en dégager. Il reste esclave de cette formation, par prudence. Tout le problème cependant était là. Passer du front continu à une formation discontinue. Que devait être cette formation ? ce n'est pas à moi de l'indiquer, mais il est clair que faute d'avoir imaginé un dispositif qui eut enlevé à l'ennemi la possibilité de reformer une ligne ininterrompue, il devait se retrouver devant un front sans ailes.

Le fait qu'au 6e jour, le 26 mars, Ludendorff a donné comme direction d'attaque Amiens et la mer, nous prouve qu'il s'est résigné, faute de mieux, à l'offensive à objectif limité, chose qu'il avait voulu éviter cependant. Si au

lieu de porter ses efforts, successivement et de proche en proche, vers l'ouest, dans le sens des aiguilles d'une montre, ce qui avait l'inconvénient de rétablir le contour du front continu, Ludendorff avait franchement maintenu trois directions d'attaque, n'aurions-nous pas été contraints d'affaiblir notre défense en voulant répondre partout à la fois ? Qu'importe que ces trois groupes de forces se fussent écartés en éventail ? Ludendorff n'avait certes pas à redouter qu'un ennemi beaucoup plus faible et en plein recul puisse prendre assez d'ascendant pour tenter des contre-attaques dans les intervalles. Le 30 mars, Ludendorff comprend si bien son erreur qu'il revient attaquer de nouveau vers le sud entre Montdidier et Noyon, mais sans résultat : il est trop tard. Encore une fois, ce n'est pas à moi à imaginer ce que l'assaillant eut dû faire. J'estime simplement qu'il devait créer la situation imprévue et inextricable d'où fut sortie un bouleversement de notre dispositif propice à la manœuvre.

*
* *

Une chose encore semble avoir péché dans le plan de Ludendorff, c'est qu'il n'ait pas cherché à étendre la mêlée à d'autres parties du front. Si large que fut le terrain de la lutte, il restait circonscrit et permettait le jeu de la *nauria*.

A ce propos, le général Buat fait cette remarque : « Cet homme qui professait si volontiers que l'art était de procéder par deux attaques au moins, n'en prévoit

sur le front de France qu'une seule, grandiose, il est vrai, mais unique tout de même. C'est l'erreur initiale qui a moins d'un *hasard* sur lequel un chef d'armée ne doit jamais compter dans le sens favorable, fera l'impuissance de tentatives gigantesques. » Ici, nous retrouvons l'esprit de prudence et de modestie de nos généraux qui ont trop le sens de la mesure pour s'imaginer qu'on asservit le hasard. Nous retrouvons aussi une idée que les généraux du front occidental ont caressée pendant toute la guerre et qu'ils n'ont jamais pu, en somme, réaliser faute de moyens suffisants : à savoir la nécessité de prononcer deux attaques, une principale et l'autre secondaire. J'estime qu'en ce qui concerne Ludendorff le reproche n'est pas fondé. Les deux attaques n'ont d'intérêt qu'en tant qu'elles constituent un procédé de surprise, l'art consistant à porter tout son effort sur un point au moment où, trompé par une première attaque, l'ennemi a éloigné ses réserves. Dans le cas du 21 mars, la surprise était suffisamment obtenue par les procédés tactiques nouveaux mis en jeu par l'ennemi. Maintenant, dans la pensée du général Buat, les deux attaques répondent, en outre, à la nécessité de réaliser l'usure de l'ennemi avant d'engager l'attaque décisive. J'attire l'attention de mes lecteurs sur cette doctrine dangereuse qui est à peu près le seul enseignement de la guerre dont nos chefs veulent se souvenir. Le général Buat, constatant que la bataille du 21 mars, à défaut de résultats stratégiques a obtenu une grosse usure des forces franco-britanniques, dit : « On s'attend à ce que le Premier-Quartier-Maître général

en tire la conséquence nécessaire, qu'il va par conséquent continuer ses menaces sur les fronts allumés et lancer de nouvelles attaques sur d'autres points afin d'attirer *les dernières réserves françaises*, après quoi dans un *ultime assaut sur une partie faible* — et toutes le seront en dehors des points de friction — il entrera dans le cœur des positions françaises où rien ne l'arrêtera plus. Cette tactique, Ludendorff est impuissant, par sa faute, à en faire l'application. Il n'a pas assez épargné son infanterie ; il a cherché la décision avant qu'elle ne soit mûre ; il a dépensé ses forces avec prodigalité avant le moment d'une récolte qu'il ne peut plus ramasser. »

Je prie mes lecteurs de lire et de relire avec beaucoup de soin ce passage de l'ex-major général de l'Armée française, afin d'en garder souvenir au cours de la discussion qui va suivre.

*
* *

Un général qui regarde son adversaire voit clairement les erreurs de celui-ci : mais que le même général à son tour ait à prendre un parti, on le verra adopter immédiatement, en la déclarant parfaite, l'attitude qu'il critiquait chez l'autre Ludendorff, en réalité, a fait exactement ce que le général Buat aurait voulu qu'il fît Le 30 mars, alors qu on peut croire son effort fini, Ludendorff profite du dégarnissement du secteur de Béthune et attaque le 9 avril avec vigueur, obtenant de nouveau une surprise totale. Non content de ce deuxième succès considérable,

il joue le même jeu plus au nord, le 16, et c'est l'affaire du Kemmel, non moins heureuse pour lui. Si ce n'est pas là lancer de nouvelles attaques en vue d'attirer les réserves françaises, qu'est-ce que c'est donc ? Le malheur veut — pour l'ennemi — que ce ne soit pas nos *dernières réserves*. Dès lors, il eut fallu, selon le général Buat, que Ludendorff continuât à attaquer jusqu'à consommation complète. Reprocher à Ludendorff ensuite de n'avoir pas assez épargné son infanterie, c'est vraiment se moquer du monde. Où a-t-on vu, sinon dans la théorie de l'école, que l'agresseur ne s'use point ? Chaque fois qu'un général prend l'offensive, il la justifie en disant que les pertes sont moindres que dans la défensive, tandis que son adversaire ne manque pas de prétendre que l'agresseur a fait d'énormes pertes justement parce qu'il attaquait, quitte d'ailleurs à prétendre le contraire aussitôt qu'il sera en mesure de prendre l'offensive lui-même. Nous verrons les généraux tenir ces propos contradictoires durant toute la guerre

Ludendorff a donc attaqué en trois endroits différents. Il a gagné beaucoup de terrain, mais il n'a en rien modifié la situation stratégique ; il n'a pas épuisé nos réserves, en revanche il a sérieusement usé les siennes. Comme Ludendorff a partout obtenu un effet de surprise foudroyant, on est en droit d'affirmer qu'il s'est ménagé le maximum d'avantages. Si donc tout ce bel effort aboutit à l'épuiser sans résultat véritable, c'est qu'en l'état actuel des choses, c'est-à-dire en front continu, la doctrine de *l'offensive* est la plus sotte qui soit et que vouloir désor-

mais la prôner et la préconiser comme l'instrument de la décision, c'est commettre une grossière erreur.

Je dis bien l'offensive et non la contre-offensive. Toute l'équivoque réside dans cette confusion, nous le verrons bientôt.

Le général Buat conclut de l'usure terrible que Ludendorff vient de s'infliger inconsidérément que celui-ci va être obligé d'attendre le mois de mai pour attaquer de nouveau, car il a besoin de refaire ses réserves. A ce moment, ajoute-t-il, « son adversaire se sera refait dans les mêmes proportions que lui ». D'où, il faut conclure, pour entrer dans la pensée du général Buat, que Ludendorff, non content des trois attaques de mars et avril, aurait dû attaquer sans délai, au lieu d'attendre le 27 mai pour avoir des chances de nous user définitivement, puis de nous achever enfin par une offensive dernière. Que voilà de graves assertions et qui nous rendent sérieusement inquiets sur la manière dont le général Buat conduirait la guerre s'il était chef suprême! Eh! quoi, oublie-t-il où nous sommes ? Dans l'énorme poche qui se gonfle sur le contour Noyon, Montdidier, Moreuil, Albert, Arras et dans les poches secondaires plus au nord, une accumulation formidable de réserves françaises barre le passage. Un ennemi prévenu, puissamment armé, fait bonne garde. Ludendorff va-t-il attaquer sans trêve sur ce mur, moins rigide qu'ailleurs, mais plus meurtrier ? Il ne l'a que trop fait. Va-t-il attaquer ailleurs ? Mais partout se déroule un front fortifié, hérissé de mitrailleuses, de batteries. Nous sommes toujours en

pleine guerre de siège. Si Ludendorff se hâte d'attaquer, il se brisera. Il faut de toute évidence qu'il obtienne encore une fois la surprise, pour éviter de faire massacrer ses troupes et surtout pour réussir la percée. Or, la préparation de la surprise, telle que Ludendorff l'a conçue, prend beaucoup de temps. Son procédé est lourd, certes, mais au moins efficace. Il est illogique de reprocher à Ludendorff de ne pas ménager son infanterie, alors qu'on le blâme de n'avoir pas su attaquer coup sur coup, sans délai. Il peut se faire que durant le mois entier, nécessaire à ses préparatifs, nous nous soyons refaits dans la même proportion que lui, mais peu importe à notre ennemi. Ce qu'il recherche maintenant c'est une usure d'un nouveau genre, non pas *une usure par destruction*, mais *une usure par insuffisance*. Autrement dit, ce n'est pas seulement en nous tuant du monde, en nous faisant des prisonniers, bref en dévorant nos effectifs par la bataille que Ludendorff espère consommer nos réserves, c'est aussi en allongeant le plus possible notre front. Il est aisé de comprendre que plus les poches creusées dans notre ligne sont vastes, plus il nous faut de troupes pour les garder. C'est encore un des inconvénients de la formation en front continu. Or quand il existe une disproportion d'effectifs entre les deux adversaires, la disproportion s'accroît à mesure que le front augmente, si bien que le plus faible s'affaiblit plus encore en s'élargissant. Du 21 mars à fin mai, Ludendorff a, de cette manière, accru notre front d'au moins 200 kilomètres. Et justement parce que ces vastes boursouflures, hâtivement fortifiées

rendaient notre ligne précaire, nous étions contraints de les bourrer d'effectifs. Par exemple pour tenir la poche de Château-Thierry, il nous a fallu trois ou quatre fois plus de divisions que pour tenir précédemment le Chemin des Dames, — le plus long chemin entre deux points donnés étant évidemment une ligne courbe. Ainsi, après chaque offensive, nous étions obligés d'immobiliser quelques divisions de plus pour garder la poche creusée, ce qui diminuait d'autant nos réserves. Et en fin de compte, l'on peut se demander si le général Foch, les Américains n'ayant pu intervenir à point nommé, aurait eu assez de troupes pour arrêter la grande offensive allemande du 14 juillet. Pour ma part, je n'hésite pas à répondre, non. Il est incontestable que, faute des 300.000 Américains qui au 14 juillet se trouvaient mêlés à nos troupes, de larges espaces seraient restés ouverts faute de réserves à y jeter capables de les boucher. Dès lors, c'était l'obligation fatale, absolue, inéluctable de replier toute notre ligne pour raccourcir notre front, c'était le moment décisif tant attendu par Ludendorff des grands mouvements à la faveur desquels Paris eut été découvert : c'était la défaite, ou les approches de la défaite, par manque de combattants. Grâce à Dieu, l'Allemagne par sa folle barbarie avait d'avance perdu le fruit de ses efforts : les Américains, avec leurs divisions à effectifs complets, sont arrivés à temps. En juin ils relevaient déjà quelques unités dans les secteurs tranquilles, libérant ainsi les nôtres pour la bataille. En juillet, ils allaient prendre part à l'attaque dans l'armée Degoutte

au nombre de 280.000. L'équilibre des forces était rompu en notre faveur, par l'entrée en jeu du dernier ennemi de l'Allemagne. La soudure, suprême pensée de Pétain, était faite.

Mais que ce soit là un facteur providentiel, sur lequel nul général n'avait en 1916 le droit de compter, ne faut-il pas le dire bien haut ? Et quand le général Buat et l'État-Major érigent en doctrine la nécessité de consommer l'usure de l'ennemi avant de rechercher la décision, ne nous montrent-ils pas qu'ils ont totalement oublié l'intervention décisive de ce facteur providentiel ? Quiconque entreprend dans la guerre moderne d'user numériquement son adversaire n'y parvient qu'à la condition de disposer d'une supériorité formidable en effectifs. Ce n'est pas parce que Ludendorff a gaspillé ses troupes, en attaquant — peut-on attaquer sans pertes ? — ni parce qu'il nous a donné le temps de nous refaire dans les grands intervalles de ses offensives, ni même parce qu'il n'a pas pris la bonne direction d'attaque qu'il a échoué, c'est parce que notre commandement a eu au moment psychologique un réservoir inépuisable d'hommes à sa disposition

Supposez qu'à partir de mai 1917, il y ait eu à la tête de l'armée française « un vrai militaire » : c'est-à-dire un homme imbu de la supériorité de l'offensive et qui dans l'intention d'user l'ennemi aurait prononcé deux ou trois puissantes attaques sur tout le front, ce n'est pas à la fin de mai 1918 que nous eussions été en pleine crise d'effectifs, c'est au mois de mars. Il est probable dès lors que l'armée française, faute de réserves suffisantes, aurait

été incapable de réparer au 21 mars le désastre subi par l'armée anglaise. La politique d'économie du général Pétain qui, dès sa prise de commandement, vit clairement que le problème des effectifs, à ce moment de la guerre, devenait le problème principal, a sauvé la France. Par lui, nous avons eu assez de forces, tout juste, pour réaliser la soudure américaine. Et s'il n'avait pas résisté de tout son pouvoir en dernier lieu, au courant d'offensivite forcené qui éclata au début de l'année 1918 parmi les Etats-Majors et qui tendait en vertu des immortels principes à nous jeter dans une offensive préventive, de nature, disait-on, à briser dans l'œuf les projets de Ludendorff : notre ruine était consommée, car les rôles étaient inversés : c'est Ludendorff qui aurait contre-attaqué. J'ai raconté dans *G. Q. G., secteur I*, qu'elle fut alors l'aberration de la majorité des « brevetés » visiblement empoisonnés par les principes et qui n'avaient plus la vision du bon sens.

Rechercher l'usure de l'ennemi, faire de ce principe un dogme tiré des enseignements de la guerre, quand on s'est trouvé soi-même aux limites de l'usure et que l'on doit tout au *Deus ex machina* représenté par l'Amérique, c'est démontrer de façon aveuglante que le grand drame ne vous a rien appris. Un stratège qui inscrit de tels principes en tête de sa doctrine fera courir à son pays les plus graves dangers, car il n'aura pas toujours sous la main une réserve de trois millions d'hommes au moment voulu.

Et quelle preuve plus nette peut-on trouver de la

faillite de l'art guerrier que l'adhésion à ce dogme des autorités militaires ? L'usure dont il s'agit, remarquez-le bien, n'est pas fictive ; elle est réelle, intégrale, elle signifie l'épuisement des effectifs, c'est-à-dire des millions de vies fauchées avant d'acquérir l'usure morale indispensable à la victoire. La boucherie, le massacre jusqu'au dernier, voilà ce que veut dire l'usure dans ces conditions. Mais l'art militaire, il me semble, n'en demande pas tant. Féru de solutions élégantes, il ne veut qu'obtenir par la manœuvre une supériorité provisoire, apparente, sur un point donné et juste le temps suffisant pour triompher d'un adversaire intrinséquement plus fort. Ainsi ont agi les grands capitaines d'autrefois. Mais que des militaires n'essayent plus même de tabler sur le pouvoir de la manœuvre pour arriver à bout de l'ennemi, qu'il leur faille l'épuisement réel de toutes les ressources humaines qu'ils ont en face d'eux, avant de se lancer à la conquête de la décision, n'est-ce pas la preuve qu'ils décrètent eux-mêmes que leur art de trompe-l'œil n'a plus rien à faire dans les guerres modernes où triomphe la réalité ?

Quant à admettre qu'on puisse consommer l'usure de l'ennemi sans consommer la sienne propre du moins dans des conditions comparables à celles de la Grande Guerre, c'est une idée que repoussera tout homme de bon sens.

*
* *

Maintenant que vous avez saisi la manière spéciale dont Ludendorff comprend l'usure de l'ennemi, vous

serez étonné d'entendre le général Buat se demander, à propos de l'offensive du 27 mai sur le Chemin des Dames : « En vérité où Ludendorff voulait-il en venir à la suite de cette attaque ? Avec un peu de bonheur, elle arriverait sur la ligne : Aisne, Vesle, Montagne de Reims. Avec beaucoup plus de bonheur, — un bonheur difficile à escompter — elle pouvait atteindre les abords de Soissons, Château-Thierry, la Marne, jusqu'à hauteur de Dormans, la lisière occidentale de la montagne de Reims. La décision en serait-elle plus proche ? » Employer le ton dédaigneux, vis-à-vis de l'adversaire, quand le danger est passé, c'est une coutume chez les guerriers. Dans Homère, on les voit se lancer les pires injures : « cœur de femme ! âme vile ! que ne files-tu le lin au lieu de manier l'épée ! » Le général Buat a de la tradition. Mais je trouve regrettable qu'il ne s'en tienne pas au pur dédain et qu'il veuille, en outre, indiquer à son ennemi ce qu'il aurait dû faire ; c'est toujours dangereux.

« Qu'on suppose, au contraire, dit-il, les Allemands à Cassel. Toute la gauche alliée — Belges et Anglais — est aussitôt contrainte de reculer sur Calais, Saint-Omer, la Bassée, formant, entre ce point et Arras, un saillant éminemment dangereux. »

Ainsi, selon le général Buat, ce n'est pas au Chemin des Dames, presque dégarni de troupes, que Ludendorff devait attaquer au 27 mai, c'est en Flandre ! Bien que je sois un peu effrayé de contredire le chef de l'État-Major général, je répète que l'idée d'ébrécher et de faire même sauter l'extrême pointe du front occidental est dispro-

portionnée avec le but si ample recherché par Ludendorff et dont la réalisation presse de plus en plus. C'est la montagne qui accouche d'une souris. N'oublions pas non plus qu'on n'attrape pas Foch, une deuxième fois, dans le même secteur. Ludendorff y jette souvent les yeux, d'ailleurs, sur ces Flandres si près de la mer, car il en sera vite arrivé aux expédients, mais chaque fois, la masse des réserves qui y monte la garde le fait hésiter et il prie le Kronprinz Ruprecht d'attendre le moment où nous serons contraints de les retirer. Mais le général Buat, offensiviste déterminé, est plus téméraire que Ludendorff. Pour lui, il n'y a qu'à foncer, et l'on passe. Peu importe que tout ce front anglo-français soit formidablement défendu, que la densité des troupes y soit considérable, qu'on s'y tienne rigoureusement sur ses gardes, ce qui rend une nouvelle surprise impossible, c'est là que Ludendorff devrait attaquer. Vous ne me croyez pas ? Écoutez-le plutôt :

« Mais encore qu'on imagine [1] les Allemands maîtres d'Amiens et en voie de déboucher sur Abbeville. Toute l'armée belge et l'armée britannique, *menacées d'être coupées de la France*, sont obligées de se replier en hâte — et comment l'auraient-elles pu faire ! — sur le pays au sud de la Somme. Voilà des attaques tactiques dont les conséquences stratégiques méritent qu'on s'y arrête. D'ailleurs, les conditions tactiques de ces deux attaques n'étaient pas si mauvaises que Ludendorff le prétend

1. C'est évidemment plus facile à imaginer qu'à faire.

pour les besoins de sa cause. *Les Alliés y sont en force*, il est vrai, mais ils n'ont pas eu le temps de s'y sérieusement organiser. Ils ne possèdent ni deuxième, ni troisième position, ni même de première position solide, et cela est tout de même favorable pour l'assaillant. D'autre part, le bond à faire pour atteindre Cassel et surtout Amiens — c'est-à-dire les terrains dangereux pour le défenseur — est infiniment moindre que ceux de mars et d'avril, infiniment moindre que celui (qui) sur l'Ailette, produirait des conséquences de même ordre. »

Mirage décevant auquel tous les « vrais militaires » se laisseront toujours prendre ! Faut-il qu'en la circonstance ce soit Ludendorff qui nous donne l'exemple de la prudence, de l'humanité? Ce si court espace qui sépare l'assaillant de la mer — Thalassa ! — fascine un guerrier Comment n'y parviendrait-on pas, voyons ? Mais il était bien court aussi l'espace qui séparait le Kronprinz de Verdun. L'a-t-il franchi ? Ludendorff avait assez gaspillé de troupes dans ses assauts sanglants et infructueux d'avril, à Villers-Bretonneux, Hangard-en-Santerre, au moment où le front était à peine colmaté, pour ne plus y revenir tant que notre attention — et nos réserves — ne seraient pas détournées ailleurs. Comme j'aimerais, qu'entre tant de beaux principes, nos chefs adoptent celui-ci : Un front défendu par des troupes nombreuses, héroïques, bien armées, sur leur garde, et qui plus est, appuyées par des réserves à portées immédiates ne peut, dans la guerre moderne, être attaqué sans folie. J'y join-

drais ce corrolaire : tout chef qui ordonne l'assaut, dans ces conditions, sera rétrogradé et mis à pied

Assurément, le bond à faire sur l'Ailette est beaucoup plus grand, mais Ludendorff le fera d'un tel élan, qu'il enjambera du même coup l'Aisne, la Vesle et ne s'arrêtera qu'à la Marne, grâce à la surprise complète qu'il obtient Maintenant, que la perte de Château-Thierry n'ait pas réussi à ébranler fut-ce d'un pouce, le moral du pays, ni le moral de Foch, voilà à quoi ne pouvait s'attendre Ludendorff. On comprend son étonnement. Mettons-nous bien en face des choses. L'arrivée des Allemands sur la Marne en la quatrième année de guerre équivalait à une catastrophe. Quel peuple autre que le peuple français aurait résisté à ce coup de tonnerre ! Le général Buat n'a vraiment pas l'air de s'apercevoir de ce qu'il y a de miraculeux dans l'attitude gardée par la France en ce moment. Les voilà bien, les impondérables qui déjouent toutes les prévisions ! Et croit-il, dès lors, que la prise d'Amiens aurait donné à Ludendorff un résultat meilleur ? Même coupé de l'ensemble de la ligne, le front du nord aurait résisté. Il se serait appuyé à la mer, formant un vaste camp retranché, soutenu par les canons de la flotte anglaise. C'était le plan de Pétain, en cas de malheur. Je ne pense pas que la position de Ludendorff, obligé de se diviser pour faire face à deux ennemis, eut été bien brillante. Et comme nous ne serions pas restés inactifs, tandis qu'il concentrait ses efforts sur les Anglo-Franco-Belges isolés, il aurait pu se trouver lui-même dans une situation

critique. Et pendant tout cela, le temps passait, qui travaillait pour nous. Vanité incommensurable des stratèges qui ne veulent pas admettre que l'art militaire ne peut vivre que de conventions, et que les conventions n'ont plus cours dans une guerre nationale poussée jusqu'à épuisement complet des ressources, contre un peuple vaillant qui a atteint un haut degré de civilisation industrielle. Il ne s'agit pas de dire : que Ludendorff n'a-t-il fait ceci ? que n'a-t-il fait cela ? Il aurait fait ceci ou cela qu'il se serait brisé pareillement, du moment que les alliés devaient finalement posséder le facteur essentiel, décisif : le nombre, symbole réalisé de la puissance réelle qu'aucune stratégie — dans la guerre moderne — ne pourra plus déjouer, à égalité de matériel. Si Ludendorff n'avait obéi à l'irrésistible appel de sa superbe militaire et de sa passion de joueur, il ne se serait pas lancé dans l'offensive de 1918 car il aurait vu qu'il courrait inéluctablement à sa perte.

III

FOCH L'INSOUCIANT

Foch prit le commandement suprême des armées alliées en pleine offensive allemande de mars. On pourrait croire que le Conseil Interallié de Doullens, réuni pour discuter les mesures à prendre en ce grave péril, confia la direction de la guerre au général qui lui apportait le meilleur plan. Il n'en fut rien. L'état des esprits n'était pas à l'examen réfléchi de la situation. Les hommes d'État venus à Doullens, ne demandaient qu'une chose : donner carte blanche à l'homme qui leur inspirerait confiance. Civils pour la plupart, ils se faisaient du militaire une image miraculeuse selon l'antique coutume. Leur choix se limitait à Pétain et à Foch. Pétain, froid, réfléchi, et ne laissant rien au hasard, apportait un plan où le pire était prévu, encore qu'il eût donné tous les ordres pour l'éviter : Foch, grondant et bouillonnant, n'offrait à discuter que sa volonté opiniâtre de résister et son incommensurable confiance : « Quand on veut tenir, on tient : ils ne passeront pas ! » Les aphorismes qu'il prodigua n'allaient pas plus avant dans l'intelligence de la situation. Il ajouta,

au dire des personnages qui étaient présents, ces mots étranges : « La victoire est une poche qu'on bossèle à coups de poings », et, joignant le geste à la parole, il cognait le vide avec fureur. J'ai entendu M. Loucheur raconter cette scène émouvante et pittoresque. Le visage expressif du parlementaire reflétait l'angoisse de cette heure tragique. Au souvenir du geste de Foch, il s'illumina : « Voilà un chef, dit-il : nous étions tous remontés en l'entendant. » En un grand danger les hommes n'obéissent plus qu'au sentiment, le cerveau devient un viscère inutile ; c'est le cœur qui mène le bal.

Je ne vois pas qu'on ait jamais tracé de Foch un portrait qui soit conforme à la réalité. Quand il est arrivé à la grande gloire, on a composé de lui une image en harmonie avec l'idée que pouvait se faire un peuple intellectuel du généralissime suprême des troupes alliées. Cet emploi de général des généraux qui fut le sien a influencé l'opinion populaire ; on n'a plus voulu voir en lui qu'un cerveau, une quintessence de stratège, une sorte de mathématicien de génie ayant combiné sur la carte la manœuvre stratégique grandiose au bout de laquelle Ludendorff, comme une mouche dans une toile d'araignée, devait être infailliblement enfermé. Par lui, l'idée ambitieuse que la foule se fait de l'art militaire a été encore rehaussée, si l'on peut dire, et j'en sais beaucoup qui se figurent la campagne de France comme une magistrale partie d'échecs jouée entre Foch et Ludendorff. Sans rien préciser, ils vous laissent entendre qu'il y eut de ces coups sublimes, avant que le guerrier germain eut été fait échec et mat

Nous ne les suivrons pas sur ce terrain métaphorique. Si Foch a cru jadis à la stratégie, je pense qu'il n'a plus lieu d'y croire aujourd'hui, après la magnifique victoire qu'il a remportée. Je sais bien, les textes sont trompeurs ; combien y a-t-il d'historiens qui vont rechercher dans les cours de l'École de guerre la doctrine par laquelle Foch a vaincu ! Selon eux, l'événement était écrit d'avance puisque la doctrine existait. Mais ce qui ne l'était point c'était le front continu, par qui toutes les notions de la guerre napoléonienne devaient s'écrouler comme capucins de cartes. Je n'ai qu'à évoquer le Foch original et pittoresque qu'imitait avec une exactitude frappante, au dire de ses camarades, certain officier du G. Q. G. pour saisir le grand homme dans son essence intime, dans sa substance réelle. Il est vain de se le figurer comme un froid calculateur, ce robuste et bouillonnant gascon, toujours sur pied, lancé, même au repos, dans une promenade autour de la chambre, s'exprimant par décharges véhémentes comme une mitrailleuse tire, criblant l'interlocuteur d'une grêle de phrases courtes, violemment elliptiques et dirai-je apocalyptiques. Qui donc, parmi ses officiers, en dehors du général Weygand, a jamais traduit à livre ouvert les propos que le général lance avec une vigueur teintée de jovialité ? Ceux qui ont assisté à ses commentaires sur le terrain vous décriront ses brusques pirouettes, la valse du képi sur le crâne, ses silences subits, ses détentes inattendues, ses gestes mystérieux soulignant d'étranges paroles : ils vous peindront la stupeur que des manières d'être aussi paradoxales,

aussi violemment particulières provoquaient sur tous les visages et dont bien souvent, dans l'intimité, riaient ses collaborateurs. Il ressort de tout cela que Foch pense par éclairs, par visions soudaines, en poète qui sent et non à la manière du penseur qui déroule un raisonnement discursif et en franchit un à un, avec prudence, les degrés. Et si l'on veut serrer de plus près sa psychologie, il faut dire que ces images qui le traversent sont des images musculaires, des schémas d'attaque et de riposte, telles qu'il doit s'en peindre dans la substance cérébrale d'un lion prêt à bondir sur sa proie et qui en un éclair mesure sa distance, voit la place où sa griffe va frapper et sa mâchoire mordre. Nul peut-être avant lui n'a aussi intégralement réalisé le type de l'homme de guerre, lequel me semble être un improvisateur et avant toutes choses, un manuel, au sens qu'on donne aujourd'hui à ce mot quand on l'oppose à intellectuel. Chez Foch il ne se fait point deux opérations distinctes de l'esprit; la conception et la réalisation, les deux n'en font qu'une : bien plus la conception, c'est-à-dire l'ébauche préparatoire de l'acte, est commandée impérieusement par l'action. Il est par excellence l'homme du combat en ce sens que sa puissance cérébrale s'éveille et prend toute sa force dès que la nécessité d'agir s'offre à lui. Ce n'est pas sous son front, en mots abstraits, que se dessine le plan de victoire, c'est dans sa main ; ses muscles crispés lui dictent irrésistiblement le geste qui décrit le thème de la manœuvre ; ses collaborateurs connaissent bien cette particularité de leur chef et le plus souvent il arrive que le geste éclaire

les mots venus après et qui demeurent obscurs par trop de densité.

*
* *

Dès lors on ne peut attendre d'un tel tempérament qu'il soit égal dans la préparation et dans l'acte ; dès lors il est superflu de chercher dans une doctrine l'explication de la conduite qu'il tiendra parce que celle-ci dépend par-dessus tout des modalités de la bataille. La valeur d'un tel chef, je la découvre dans son aptitude à oublier la doctrine quand la circonstance le commande. La bataille moderne en effet, quand elle se déroule en front continu, échappe aux règles de l'antique stratégie. Vouloir l'y ramener, c'est opérer une sorte de transposition dans l'abstrait, transposition dont on sent le danger, car l'événement risque de ne plus cadrer avec le thème théorique. En fait, la bataille moderne se réduit au choc de deux forces brutales qui se heurtent de front : la masse la plus lourde fait plier l'autre. L'unique parade consiste à ne pas se dissoudre sous le choc effrayant ; c'est là que la force morale intervient. Tout le génie de Foch consiste à lutter pendant quatre mois contre Ludendorff, avec son cœur de patriote indomptable qui ne veut rien savoir hormis ceci : on ne cède pas devant l'ennemi. Il est à peu près certain qu'à de pareils moments il a tout oublié — par bonheur — de cet art militaire dans lequel il était passé maître. Peu lui importe qu'il y ait des principes immuables : il est face à face avec la réalité. Que d'autres

puissent craindre d'être tournés, lui n'en a cure. Tenir, là où l'on est, là où l'on peut, rendre coup pour coup, « tuer du boche » selon son expression favorite, il ne connaît pas d'autre tactique. L'ennemi crève son front, il le bouche ; que celui-ci avance de 20, 30, 40 kilomètres ? Et après ? Que la poche creusée soit immense, qu'elle absorbe des troupes, qu'elle lui fasse une situation précaire, tant pis : il ne se soucie, ni de raccourcir son front, ni de se reporter en arrière sur des positions meilleures. C'est le boxeur accroché au flanc de l'ennemi et qui frappe, les dents serrées, jusqu'à épuisement.

Vous savez ce qu'il attend obstinément ? Oh ! ce n'est rien de bien subtil. Il attend le moment de frapper à son tour, c'est-à-dire d'attaquer. Chose curieuse, on ne le voit pas préparer de savantes manœuvres. L'étude des ordres qu'il a donnés révèlera seulement des mouvements d'effectifs, engagement et retrait de divisions ; c'est une comptabilité bien tenue pour faire face aux formidables dépenses d'hommes qu'exige la situation. Dans tout cela, il n'y a pas l'ombre d'un plan.

Toutefois une seule idée stratégique subsiste en lui, à savoir : le nœud vital du front c'est le point de jonction des armées franco-britanniques, c'est à ce point qu'il veut à tout prix se garder. Idée fixe, idée rigide qui le met plusieurs fois en difficile posture, parce qu'elle lui masque la véritable situation. Il se laisse hypnotiser par ce coin du front et Ludendorff en profite pour le surprendre ailleurs. Ainsi la seule concession que le chef fasse à un principe se retourne contre lui. A mon sens, une telle

idée n'a point de véritable fondement. C'est une abstraction qui revêt peut-être une certaine valeur quand on l'examine sous l'angle théorique, mais, plongée dans la réalité, elle perd toute sa force. De ces abstractions, le commandement en a créé beaucoup pendant la guerre, par désir d'intellectualiser l'informe matière qu'il avait à brasser, mais chacune d'elles se révélait à son tour tissée de nuées. Tenir pour un point vital le lieu du front où les éléments français joignaient les éléments britanniques, alors que le commandement unique était réalisé, voulez-vous me dire à quoi cela pouvait correspondre ? Est-ce que nos réserves ne truffaient pas les forces britanniques depuis les attaques d'Avril sur la Lys ? Est-ce que sur le reste du front français, des divisions anglaises ne tenaient pas le secteur à côté des nôtres ? A ce compte, il n'y avait pas un point vital, il y en avait dix, puisque en dix endroits au moins nos régiments étaient en liaison avec des régiments anglais. Si Ludendorff avait réussi à couper notre ligne en face d'Amiens, le tronçon nord aurait compris des troupes anglo-franco-belges. La crainte de voir les Britanniques livrés à eux-mêmes en cas de séparation n'existait donc point. Au vrai, ce principe adopté par Foch ne lui fut qu'un prétexte pour se choisir une ligne de conduite. Incertain du point où l'adversaire allait l'attaquer au lendemain des offensives de Mars-Avril, il risquait de s'émouvoir et de se disperser entre des prévisions contradictoires. Or pour le chef c'est la simplicité de ses vues qui lui fait un cœur dense et un esprit ferme. N'ayant pas assez de réserves pour se garder partout efficacement,

allait-il s'égailler en petits paquets répartis dans les divers secteurs vulnérables ? Allait-il peser minutieusement le fort et le faible d'un front si vaste ? Mauvaise méthode, de nature à le troubler et à le maintenir en un fâcheux état d'alerte. Je vois Foch hausser l'épaule d'un mouvement brusque et dire : Ludendorff attaquera là parce que c'est là qu'un vrai stratège doit attaquer. Évoquer le principe du point vital lui évita sans doute le geste de tirer à pile ou face, mais revenait au même en vérité.

*
* *

Cette détermination arbitraire, elle est bien dans la manière de ce chef admirable plus averti par ses réflexes musculaires que guidé par la méditation. On serait bien surpris si l'on savait jusqu'où il pousse le mépris de la doctrine, lui qui fut un théoricien de l'École. Dans la dernière partie de la guerre, les conseils qu'il donnait au gouvernement m'ont révélé son extraordinaire désinvolture en face des enseignements de l'expérience. On ne l'a jamais vu s'intéresser au problème de l'artillerie lourde, ni s'associer à la campagne des canons et des munitions. A l'orée de 1918, quand Pétain redoutant l'attaque des forces allemandes réunies, voulut préparer l'opinion publique à des reculs que la défensive élastique allait rendre inévitable, il vint du cabinet Clémenceau un désavœu stupéfiant. *On tiendra sur place*, disait la note ministérielle, donc inutile de prévoir aucun recul ! Or quel autre homme que le Chef d'État-Major général, conseiller militaire du gou-

vernement, pouvait avoir inspiré à Clémenceau une décision pareille ? Et le Chef d'État-Major général, vous vous en souvenez, était alors Foch. Robert de Bauplan qui fut un des délégués du *Matin*, lors du fameux *Circuit de l'Est* au cours duquel la France comprit le miracle de son aviation, m'a raconté une étonnante conversation qu'il eut à l'issue de la triomphale épreuve avec le général Foch, commandant du XX^e^ corps. Sur le plateau de Malzéville, comme le cortège regagnait les voitures, Foch le prit familièrement par le bras et lui dit : « Tout ça, voyez-vous, c'est du sport, mais pour l'armée, l'avion c'est zéro. » Un tel mot éclaire d'un jour éblouissant la pure mentalité militaire. En dépit des progrès de la science, le chef reste comme aux temps primitifs celui qui a la main prompte, le poing lourd et la fougue aggressive. Aujourd'hui où il n'est plus besoin qu'il se jette dans la mêlée pour entraîner ses troupes, il n'en a pas moins en esprit la passion du corps à corps. Aussi la machine qui se substitue à l'homme lui est-elle suspecte ; la science appliquée à la bataille a introduit de tels éléments de complication dans l'acte guerrier si simple et si direct qu'elle paralyse en quelque sorte la volonté de vaincre du chef. Que devient le pouvoir de l'entraîneur d'hommes quand entre lui et la troupe s'interpose la machine à écrire et le fil téléphonique, quand par nécessité il est obligé de placer son poste de commandement à quarante kilomètres en arrière du front de bataille ? La troupe échappe totalement à sa main et à son regard et nul général ne peut se flatter d'avoir assez de prestige pour espérer

galvaniser par une présence aussi lointaine la masse énorme d'une armée moderne. Au commandement direct s'est substitué le commandement indirect. Et voilà qui anéantit la vertu magnétique dont on a reconnu que les grands capitaines étaient doués. Cette vertu, elle peut agir tout au plus sur les cadres supérieurs.

De même que signifie cette formule : diriger la bataille ? D'échelon en échelon, quand le renseignement arrive au chef, il est vieux de quatre heures ; la décision qu'on prend alors s'applique à une situation déjà périmée qui a eu le temps de se modifier dix fois.

Le général qui prendrait une conscience nette du rôle pour ainsi dire abstrait à quoi le condamne la bataille moderne, et qui se rendrait compte de la vanité qu'il y a à vouloir diriger une lutte aussi gigantesque cesserait de croire à son pouvoir ; il deviendrait plus fataliste qu'un musulman. Le bonheur singulier de Foch réside en ceci qu'il a ignoré, par un jeu naturel de son imagination ardente, les véritables conditions de la guerre moderne. La bataille crée en lui une vive excitation nerveuse et musculaire : l'illusion qu'il se bat corporellement pénètre dans ses organes. Sainte Lydwine de Schiedam ressentait dans sa chair meurtrie les souffrances des malades : je suis convaincu que pour Foch, par une suggestion analogue, l'acte du commandement se résume à crisper les muscles pour se roidir au moment du choc et à les détendre avec violence pour la riposte. Cette curieuse faculté de s'identifier avec l'action le conduit à simplifier extraordinairement son rôle de chef. Un officier qui fut avec lui

pendant la bataille des Flandres me le dépeignait entrant en trombe dans les quartiers généraux, la figure tendue, le corps ramassé sur lui-même, gesticulant et vaticinant en mots hachés. A tel général qui lui dit avec angoisse : « Mes troupes plient sous le nombre, il me faut des renforts où je ne réponds plus de rien », il répond en fauchant l'air d'un geste furibond : « Attaquez ». Mais, dit le général... « Attaquez, » répond Foch. Le général veut insister... : « Attaquez, attaquez, attaquez, » hurle Foch qui sort en coup de vent et chargé comme une pile électrique d'énergie farouche et d'inconscience agressive, court ailleurs retremper d'autres énergies, bourrer d'autres volontés défaillantes. Ce mot d'ordre permanent : « Attaquez ! » qui est par excellence le sien trahit le profond scepticisme que notre héros réserve à la somme des préceptes militaires qui constitue l'art de la guerre. Il ne l'a jamais mieux montré, ce scepticisme, que dans la campagne de France où tout son rôle se borne à encaisser les attaques sans se soucier de ce qui en résultera. Ludendorff, à la fin, perdra contenance devant ce sublime entêté, que rien n'est capable d'émouvoir et qui se maintient dans les situations les plus paradoxales. Qu'un général improvisé, dans un pays levé en masse contre l'envahisseur, emploie ces moyens de guérilla, cela peut à la rigueur se comprendre. Mais qu'une des lumières de l'École de guerre, théoricien éminent, cerveau hardi à qui l'idéologie et le concept sont familiers, se refuse radicalement à voir les choses sous l'angle intellectuel pour s'en tenir à « tuer du Boche », comme il dit, voilà qui est digne d'être admiré.

***

Et Ludendorff, après le 27 mai, comprend qu'il n'y a rien à faire : il a beau multiplier les percées profondes aux endroits sensibles, jamais il n'obtiendra de son adversaire un repli stratégique. D'autant que son élan est limité, puisqu'il est le propre esclave de ses arrières. Du coup, il s'aperçoit que sa position à lui est maintenant risquée. C'est le sort de l'assaillant : quiconque déborde l'ennemi se prépare à être tourné. Précipitamment, il entreprend de nous chasser du cul de sac de l'Aisne où nous sommes demeurés avec une magnifique imprudence, mais d'où nous menaçons ses flancs. C'est l'attaque du 9 juin sur le front Montdidier-Noyon, conjuguée avec une poussée à l'ouest de Soissons, dans le dessein évident de relier les deux poches par une ligne droite qui passerait par Compiègne et Villers-Cotterets. Le temps presse tellement que le Premier Quartier-Maître Général ne prend aucune précaution Renonçant à la surprise, il prépare son attaque à ciel ouvert, accumulant troupes et matériel avec une hâte fébrile, espérant peut-être que nous ne l'attendrons pas et que Foch rendu à la sagesse conventionnelle, réalisera de bon gré l'alignement désiré, lequel au demeurant raccourcirait son front. Les généraux russes l'ont tellement habitué à ces manœuvres qu'il est excusable d'y compter. Non seulement Foch ne bouge point et fait front à l'attaque, mais le 11 juin il la bloque en contre-attaquant sur la ligne du Matz. Ludendorff n'insiste pas. Il a pour prin-

cipe de ne plus s'obstiner là où il est attendu. Il va donner tous ses soins à monter la troisième et la plus formidable de ses ruées, dont sortira, espère-t-il, la décision par l'écroulement de notre front. Le secteur est bien choisi, de part et d'autre de Reims. En dépit de son désir d'en finir vite, le Premier Quartier-Maître ne pourra mettre moins d'un mois à régler le détail de l'entreprise. Confiant, il espère jusqu'au dernier moment avoir mis de son côté les chances de la surprise. Qu'il réussisse comme en Mars et en Mai et la montagne de Reims, Épernay, Châlons-sur-Marne sont à lui. Foch aura beau faire, il ne pourra cette fois rester dans une position aussi aventurée. Tout le front de l'Est devra être ramené sur la ligne Verdun-Belfort. On sait que Ludendorff sera cruellement trompé dans ses espérances. Nous l'attendons sur le terrain même qu'il a choisi. La tactique conçue par Pétain, appliquée par Gouraud, a prévu l'évacuation des Monts de Champagne. La préparation d'artillerie ennemie tombe dans le vide et quand les vagues d'assaut surgissent devant la ligne tenue par des forces puissantes, elles sont brisées par un ouragan de feu. Dès le 16 juillet, Ludendorff suspend l'action de son armée de gauche. L'armée de droite qui a pu traverser la Marne et progresser quelque peu rencontre une vive résistance. Mais tandis qu'elle s'épuise en violents efforts, une puissante contre-attaque lancée le 18 juillet enfonce le flanc que l'ennemi nous présente entre l'Aisne et la Marne. La situation est retournée. C'est le commencement du reflux, car les Américains nous apportent la supériorité du nombre. Désor-

mais, Ludendorff, contraint de prendre la position défensive, ne cessera plus de reculer. Il évacuera toutes les poches successivement. Mais le reflux ne s'arrêtera pas de sitôt.

*
* *

Quand on jette un regard sur la carte d'ensemble des opérations, on croit saisir la pensée qui a présidé à cette campagne de France : c'est un vaste mouvement de flux suivi d'un reflux plus ample encore. Du 21 mars au 17 juillet, la marée allemande monte en grondant. Nos lignes sont submergées. des pans de murs s'écroulent, aucune digue ne résiste, le flot déchaîné ébranle notre système de défense qui est fortement compromis. Et tout à coup la marée ennemie arrive à l'extrême limite de son effort, redescend, d'abord lentement, puis plus vite, plus vite encore, évacuant les terres inondées sous la poussee irrésistible de nos troupes victorieuses. Nulle force au monde ne pourra entraver ce reflux gigantesque, commandé par la loi de la pesanteur. Car le sens de ce double mouvement apparaît clairement à nos yeux. Les préceptes de stratégie fondée sur l'illusion et l'artifice s'effacent pour laisser place à une stratégie nouvelle simplifiée et plus loyale. Comme la mer et les astres, la bataille est asservie aux lois physiques ; des forces égales s'équilibrent, quand une des forces en présence s'accroît, l'équilibre se rompt. Ce n'est pas là une simple image, mais une réalité substantielle : pour ainsi dire, la victoire va au plus pesant, à celui qui porte en lui un excédent de puissance —

celle-ci étant à la fois matérielle et *morale* — et dont la masse accable l'autre sous son poids. L'art militaire, par un paradoxe où se lit la vanité de l'homme qui le créa de toutes pièces à son usage, a prétendu jusqu'à ce jour bouleverser les lois de la nature et contrebalancer la masse par d'ingénieux expédients. De quel secours peut-il être, dans ces guerres modernes où chaque nation déploie sa puissance réelle ? Il ne s'agit pas de négliger les forces morales pour ne considérer que les éléments physiques du problème, mais autre chose est de tabler sur l'ardeur sublime d'un peuple qui veut vivre, autre chose d'attacher une confiance illimitée dans les ressources d'une intelligence rompue aux arguties guerrières. Les forces morales participent des forces naturelles, elles sont dans l'âme humaine le reflet de la loi d'attraction. Mais est-elle bien une force morale cette foi en la vertu de l'offensive que l'École de Guerre professait au mépris des réalités ?

IV

LA CONTRE-OFFENSIVE
STRATÉGIE DES PEUPLES PACIFIQUES

Le sens de cette campagne de France qui apparaît si nettement à la distance où le temps nous a déjà placés, s'est-il, avec la même clarté, révélé aux acteurs au cours de la lutte ? Pour serrer la question avec toute la précision possible : Foch a-t-il discerné, dès le début, la loi de ce flux et de ce reflux ; a-t-il posé le problème d'équilibre des forces qu'il avait à résoudre ? La prévision en lui a-t-elle été égale au tempérament ? Question dont l'importance est capitale. Tout l'avenir est suspendu à l'interprétation de cette campagne de France.

La Guerre de quatre ans comprend trois périodes : la première que j'appellerai *archaïque* : elle va de la mobilisation à la bataille de l'Yser ; la seconde, période de transition, *chaotique* et sans issue, qui englobe les opérations des années 15, 16, 17 : la troisième enfin, dont le nom devrait signifier : *celle qui sera*, trace le schéma des guerres futures, c'est la bataille de France.

Jusque-là démesurément élargie dans le temps et dans l'espace, la guerre semble se resserrer soudain. Les huit mois qu'elle dure encore forment un tout, dont chaque partie concourt au résultat d'ensemble. Un cerveau génial ayant en mains toutes les données du problème aurait pu fixer d'avance la solution qui allait intervenir. N'oublions pas, toutefois, qu'il était impossible à aucun des belligérants d'avoir de telles données, chacun d'eux en étant réduit aux conjectures quant à son adversaire.

Déjà, dans les récits des historiens officiels de la Grande Guerre, nous voyons le thème légendaire de la bataille de France se faire jour, entre cent commentaires contradictoires. Ce thème, le voici : assailli par un ennemi supérieur en nombre et contraint de plier, Foch emploie tout son génie à ne pas se laisser rompre : il attend, patiemment, le moment où l'ennemi ayant usé ses forces donnera des signes de défaillance, moment qui doit coïncider avec l'arrivée des forces américaines. Alors, ayant la supériorité effective, il part à la contre-offensive, d'un élan irrésistible, et c'est la victoire. Le génie est une longue patience, quel génie révèle cette attente de quatre mois ! Je ne sais rien de plus haut dans l'ordre intellectuel que ce scénario si clair, et comme celui de la victoire de la Marne, enfermé dans un simple et net contour. Mais la critique qui tâte de sa lame aiguë les jointures de cette pièce, si bien agencée en apparence, ne tarde pas à constater d'étranges lacunes, des solutions de continuité. La belle ordonnance n'est qu'une illusion imposée par l'esprit amoureux de clarté et de liaison. Dans la réalité, le cerveau qui a mis en branle

tout le drame ne le conçoit point avec tant de rigueur, et le drame lui-même, quand on le suit de près, marche un peu au hasard. Comme toutes les choses issues de la volonté humaine, il porte la marque de notre faiblesse et décèle nos vues bornées. Les génies d'action, parce qu'ils sont au contact du réel, qu'ils ont pour matériaux des choses vivantes, rencontrent sans cesse des forces qui contrarient leur volonté. Seuls les génies de pensée peuvent imposer leur rêve. Dans leurs œuvres on est forcé d'admirer leur impérieux vouloir. La symphonie de Beethoven, c'est l'âme même de Beethoven projetée dans les sons. Mais la bataille de France, c'est la pensée de Foch déformée ou dérivée par l'immense déterminisme des choses qui obéissent à des lois si secrètes que nul ne peut les diriger. De là pour les génies d'action la nécessité d'obtenir la collaboration heureuse du hasard ou tout au moins la certitude de sa neutralité. Et le fait que l'homme prédestiné a conscience de cette bienveillance du destin à son égard, est la marque du génie. On en a vu tellement pénétrés de leur bonheur, qu'ils se confiaient littéralement à la volonté inconnue, directrice du monde, assurés de n'avoir pas à s'en repentir.

Dans cette guerre, les personnalités éminentes qui ne savent point que le Destin est maître et témoignent d'une superbe confiance dans leurs calculs ont reçu de cruelles leçons. Un esprit trop doctrinaire est comme une planète entêtée qui n'obéit plus à la loi d'attraction : il veut substituer son ordre à l'ordre existant ; les doctrinaires sont les grands vaincus prédestinés qui ne laissent que

des ruines. Avec un peu d'attention on verrait que la vertu suprême des vainqueurs est peut-être l'humilité et leur plus précieuse qualité, *l'insouciance*. Entre tous les hommes, ils sont le moins asservis au principe de causalité : l'absurde même ne les choque point s'il se met à leur service. On pourrait les nommer avec raison « les entrepreneurs du hasard ». Il existe même des peuples qui possèdent collectivement de semblables vertus, ce sont les peuples glorieux par excellence. La France est de ceux-là, elle qu'on représente dans la satire sous la figure d'une femme vouée aux caprices. Mais ce que ses ennemis n'ont pas vu, c'est que, capricieuse et changeante, elle ne l'est que conformément à la volonté du destin dont elle suit avec la docilité subtile d'une aiguille aimantée les indications obscures.

Aussi n'est-ce point pour distribuer le blâme aux responsables et diminuer leur mérite que vous me verrez rechercher dans la bataille de France les mêmes contradictions, les mêmes imprévisions que j'ai discernées déjà dans l'œuvre de la Marne. Je sais trop ce qu'il faut penser du génie d'action pour exiger de lui la rigueur logique d'un génie de pensée. Tout au plus, la part personnelle qu'il peut revendiquer dans l'œuvre de salut étant mesurée, doit-on prélever sur ses lauriers la gerbe qui revient au génie tutélaire de la nation. Il serait bon aussi que le nom terrestre du héros attaché à certaines victoires, pris désormais dans un sens symbolique, fût comme la désignation d'une collectivité anonyme dont il représente la gloire devant la postérité.

*
* *

En examinant la bataille de France on ne voit point chez Foch la pensée dominer nettement l'action. L'esprit n'a pas eu, semble-t-il, le pouvoir de saisir dans son intégralité le schéma du flux et du reflux ni de mesurer son amplitude. Tout au moins, une notion est demeurée en lui incertaine, la notion de temps. L'on croirait parfois saisir un désaccord entre sa pensée et la réalité qu'imposent les circonstances. Le tempérament parle plus haut que l'esprit et vise à le contrarier. Le lutteur qui s'est révélé tout entier dans sa mimique à Doullens, a peine à contenir ses impétueux réflexes. Les formules qu'il mit à la mode quand il enseigna à l'école de guerre témoignent de cette fougue incomparable : *Victoire égale volonté* ou mieux : *Victoire égale supériorité morale chez le vainqueur, dépression morale chez le vaincu.* Formule à double tranchant qui peut préparer la défaite aussi bien que la victoire, suivant l'homme qui la fait sienne. Formule qui doit rester indissolublement liée à Foch, mais qu'on ne pourrait plus généraliser dans un enseignement actuel sans la tempérer par la notion des forces matérielles, sous peine de fonder l'école de l'imprudence et du désastre. Cela, il faut l'affirmer avec force. Madelin a beau écrire : « La bataille de 1918 sera tout entière un acte de foi dans la supériorité finale des forces morales », on a déjà pu voir avec une clarté éblouissante que l'acte de foi a eu besoin, au moment psychologique, d'être

complétée par la supériorité des forces matérielles. Point de victoire sans cette condition, dans la guerre moderne ; il faut bien s'en pénétrer.

Mais cette guerre moderne a si bien bouleversé les règles militaires qu'on peut se demander jusqu'à quel point les plus grands chefs ont su s'y adapter. Une bataille, je l'ai montré, n'est pas une œuvre de précision : c'est toujours plus ou moins un chaos. L'effet ne correspond pas rigoureusement à la cause, comme dans le régne des choses inertes. Partout où l'on emploie des éléments vivants, il est impossible de calculer l'écart que la liberté individuelle fera subir au concept. Dès lors, la victoire n'est qu'une approximation, une composante de forces contradictoires, une moyenne de mouvements. Le génie d'action doit s'accommoder de ces malfaçons inévitables.

Quand on se reporte aux principes guerriers du général Foch et qu'on les met en face de la guerre moderne, on est frappé à la fois d'une certaine inadéquation et d'une curieuse appropriation à celle-ci. Voici, d'après Louis Madelin, l'essentiel de ces principes : « *l'offensive* donne la victoire, mais cette offensive doit toujours avoir la forme de la *manœuvre*. Pour assurer cette manœuvre, former sans se lasser des réserves : pour couronner le succès, se servir des suprêmes réserves pour le coup de massue. Si l'ennemi attaque, tenir où l'on est, *mais avec la résolution de passer à l'offensive à la première heure ;* attendre le moment où l'ennemi prêtera le flanc, le saisir et dès qu'on l'aura saisi, *le manœuvrer* ». Et dès qu'on le manœuvre, y aller de toutes ses forces, ne lui

point laisser de répit. « Pour décider l'ennemi à battre en retraite, il faut l'achever en marchant sur lui : pour conquérir la position, pour prendre sa place, *il faut y aller*. »

Il y a là un parti-pris évident de ne plus admettre la règle du jeu qui nous fait présager l'attitude de Foch lors des attaques de mars et de mai.

Foch se moque des *menaces* d'enveloppement, des mouvements débordants esquissés, des marches savantes et tendancieuses qui suffisent à influencer le stratège vieux modèle. « Il faut y aller », dit-il, ce qui prouve surabondamment que pour l'obliger lui, à battre en retraite, il faudra qu'on y vienne.

Mais pour le reste, je vois dominer le dogme de l'offensive, qui me choque ici beaucoup moins qu'ailleurs, car il est fondé sur cette nécessité de passer à l'acte pour vaincre. « Pour y aller », il faut attaquer, cela va de soi. Si ce terme *l'offensive* veut dire *l'attaque*, c'est parfait. Nous pouvons l'admettre : il faut qu'une troupe en vienne au corps à corps pour en finir. Mais nous savons trop par les développements dont l'école de guerre entoure le mot magique qu'il a une signification bien plus précise. Prendre l'offensive c'est se jeter d'abord sur l'ennemi, c'est le prévenir et, quelque situation qu'il occupe, marcher sur lui toutes forces réunies pour couper net son propre élan : car l'offensive est la meilleure défensive. Quand un homme attaqué par un malfaiteur rend avec usure les coups qu'on lui porte et finalement accable son adversaire, il n'en reste pas moins agressé. L'agresseur.

c'est évidemment celui qui commence. Dans l'esprit de l'école, prendre l'offensive c'est être de parti-pris l'agresseur, en vertu de la croyance que le premier qui attaque a les meilleures chances de déconcerter l'ennemi. La victoire étant à celui qui aura le meilleur moral, démoraliser l'ennemi par une violente attaque, c'est se mettre en posture de vaincre.

Je ne me point que ces axiomes ne se soient souvent vérifiés dans la guerre d'autrefois, mais le front continu et la puissance des forces matérielles ont consommé leur ruine Désormais, jusqu'à preuve du contraire, il faut admettre qu'à égalité de matériel et de courage l'assaillant assume la plus lourde tâche et la plus ingrate. Si le premier choc lui donne inévitablement des avantages de terrain, il les paye très cher ensuite. Sans compter qu'à moins de réaliser la surprise absolue, le défenseur n'a qu'à reculer de quelques kilomètres pour désorganiser l'attaque et la rendre meurtrière pour l'assaillant. De plus, la guerre moderne utilisant les immenses ressources des nations, il faut tabler sur le facteur *temps*. Nul ne peut espérer en finir en quelques jours, par une offensive heureuse, au début de la campagne, s'il se heurte à la formation du front continu. Admettre le dogme de l'offensive c'est donc condamner l'assaillant à prononcer une série illimitée d'offensives, s'il veut conserver l'initiative des opérations et l'ascendant sur l'ennemi. Nous l'avons vu pendant trois ans par nous-mêmes, nous l'avons vu pour Ludendorff pendant quatre mois. Il n'est pas douteux que le conseil donné par Foch : « former sans se lasser des

réserves » est en opposition directe avec les nécessités d'une offensive prolongée et s'accorde mieux avec la défensive renouvelée, créée par Pétain, lors de l'offensive allemande du 16 juillet 1918.

La campagne de France nous montre Ludendorff jetant chaque fois dans la fournaise de nouvelles divisions fraîches. Malgré la disproportion des forces en présence, c'est lui qui s'use le plus rapidement. Les trois cents Spartiates de Léonidas, grâce à l'étroitesse des Thermopyles, auraient tenu longtemps devant la grande armée des Perses, si la trahison n'avait eu raison d'eux. Un front fortifié rappelle toujours plus ou moins les Thermopyles. D'autre part, une défensive échelonnée en profondeur enlève à l'assaillant le moyen de détruire par un choc violent et d'un seul coup les forces ennemies : au contraire, comme il est bien obligé de faire bloc pour forcer le passage, c'est lui qui s'offre en masse aux coups de l'adversaire retiré sur sa deuxième position. Quiconque attend les attaques possibles, à l'abri de sa ligne, est plus ou moins dans la position du chasseur guettant le passage du gibier. Plus on ira, d'ailleurs, plus on perfectionnera les moyens d'observation, ce qui rendra la surprise difficile. On n'a pas assez remarqué que dans la dernière guerre le dispositif de défense a été influencé par les erreurs du début. Longtemps on a cru à la nécessité de tenir sur la première position et d'y accumuler les défenses matérielles et les troupes. Si bien que l'agresseur avait des chances de désorganiser la défense ennemie, dès le premier choc. Plus tard, on a compris qu'il fallait faire le

contraire. Il n'y a plus d'offensives possibles si le système défensif est établi de telle sorte que la position principale se trouve toujours à quelques kilomètres en arrière, hors de portée de la préparation, c'est-à-dire si l'ennemi est assuré de trouver devant lui la masse intacte des défenseurs au moment où il arrive lui-même à la limite de son effort. Qu'on le veuille ou non, la science qui accroît de jour en jour la puissance des moyens matériels travaille pour la défensive. Devenir agresseur sera une tâche de plus en plus ardue. Songez que quiconque se lance en avant perd au fur et à mesure qu'il avance la supériorité de ses moyens et s'affaiblit puisqu'il s'éloigne de ses bases. Au contraire le défenseur se rapproche des siennes.

De tels arguments sont irréfutables. Toute armée qui s'installe en front continu a intérêt à laisser agir l'esprit offensif de l'ennemi et à se tenir sur la défensive pour attendre l'occasion favorable du retour en avant. C'est ce que n'admettent point les théoriciens de l'offensive. J'ai raconté dans *G. Q. G. secteur I*, comment avant l'attaque de mars 1918, un général de haut renom me proposa d'esquisser une campagne de presse pour obliger Pétain à engager une offensive préventive qui eut désorganisé celle de l'assaillant. Des milliers d'officiers de carrière partageaient son avis. Il suffit de voir de haut la bataille de France pour saisir la folie de cette croyance.

En effet, les quatre mois d'initiative de Ludendorff ont prouvé que l'offensive, même portée à son point de perfection, était impuissante à créer la décision, tant que subsistait un front continu. Par contre, comme au fur

et à mesure de ses succès, Ludendorff sortait de la zone fortifiée, comme il installait hâtivement sa ligne en rase campagne, sans pouvoir exiger des troupes fatiguées qu'elles s'enterrassent de nouveau profondément, il en est résulté, sur de larges espaces, une situation précaire. Une telle situation demeure inaperçue tant que l'assaillant conserve son ascendant, tant que l'ennemi, en menace perpétuelle d'être attaqué, ne songe qu'à se défendre. Mais pour peu que la situation se prolonge, il est fatal que l'assailli, si on lui en laisse le temps, puisse reprendre peu à peu courage et volonté : il est fatal que reprenant volonté il songe à profiter de la situation précaire où se trouve son ennemi. C'est ce que le général Foch ne manquera pas de faire.

*
* *

Mais dans le détail, comment le grand chef a-t-il envisagé le problème qui se posait devant lui ? Allait-il se contenter de tenir jusqu'à ce que toutes les conditions nécessaires fussent réalisées ? Non, vous avez vu sa doctrine préconiser pour le défenseur la reprise de l'offensive, *à la première heure*. Il s'y donnera à corps perdu. A peine la bourrasque du 21 mars est-elle apaisée qu'il songe à attaquer à son tour. Louis Madelin raconte « que déjà *se préparait autour de la poche d'Amiens notre contre-offensive*, quand brusquement, en revenant le 9 avril de Breteuil, où il venait d'en conférer avec le général Foch, Sir Douglas Haig apprit que son front des Flandres

avait été attaqué, défoncé et tout fut remis en question. »

Cependant, quel espoir pouvait-on fonder sur une offensive prononcée là même où l'ennemi était précisément en forces et alors qu'il disposait encore de tant de réserves ? J'admets que le général Foch, désireux de ne pas laisser l'ennemi si près d'Amiens ait voulu l'en écarter. Il ne pouvait toutefois espérer que des améliorations partielles, car nous étions loin de posséder une méthode offensive de la valeur de celle de Ludendorff.

D'autre part, Foch surpris par l'attaque des Flandres du 16 avril, fait remonter dans ce secteur des réserves si importantes que Pétain s'inquiète et lui signale le danger de s'hypnotiser sur l'extrême gauche de notre ligne. Foch n'écoute pas ces conseils, car il craint pour Calais. Ces deux faits révèlent une perspective un peu courte de l'événement et comme une vue erronée des éventualités que l'ennemi prépare.

En effet, loin de s'acharner à vouloir gagner la mer à tout prix — j'ai dit plus haut pourquoi — Ludendorff se disposait, dans le plus grand secret, à tomber pour la troisième fois — son facteur principal étant la surprise — sur un front dégarni et mal surveillé : le chemin des Dames, pilier central de notre système de défense, dont la chute pouvait amener la rupture complète du dispositif en son milieu et ouvrir la route de Paris.

Que faisait Foch pendant ce temps ? Écoutons Madelin. « Dès le 12 mai, répondant aux désirs de plusieurs grands chefs, il pressait Pétain de faire préparer par le Groupe

d'armées Fayolle *une attaque très large* destinée à dégager le chemin de fer de Paris-Amiens : il engageait Haig à en préparer une autre sur le flanc de l'ennemi afin de *dégager les mines de Bruay*, ne cessait lui-même de voir les grands chefs, de les entretenir de ses projets ; et ses entretiens aboutissaient à la *Directive N.* 3 du 20 mai *où tient toute la pensée du général en chef* à cette heure critique. *Cette pensée est toute offensive.* Il l'avait déjà formulée dans sa note du 12 à Pétain ; lui indiquant les attaques à monter, il ajoutait : « c'est dire que notre offensive ne peut viser un objectif limité par nous-mêmes et à faible portée : — qu'après avoir arrêté l'ennemi dans les Flandres, en Picardie ou sur la Somme, si nous *l'attaquons, c'est pour le battre, le désorganiser le plus possible* : que la bataille engagée par nous dans ce but doit être *le plus rapidement poussée* LE PLUS LOIN POSSIBLE, avec la dernière énergie, — qu'elle ne peut simplement viser à : procurer une amélioration de la situation actuelle (*celle-ci est en fait facile à défendre*, c'est une simple affaire d'organisations solides et répétées) ; fournir des objectifs faciles à conserver ; ne pas exiger un développement de front offensif. Tous ces avantages résulteront, naturellement, d'une bataille à portée peu étendue, vivement poussée pour cela, à l'inverse par conséquent d'une bataille qu'on arrête soi-même, ce qui est le contraire de l'attaque, de l'esprit d'offensive qui doit animer toute l'armée [1]. »

1. On ne peut s'empêcher de remarquer le caractère sybillin de cette phraséologie.

Ainsi, Foch croit déjà que le moment de repartir en avant est venu. Sauf que la méthode semble un peu différente de celle de Nivelle, en ce sens qu'au lieu d'annoncer des résultats considérables on se contente prudemment de parler d'une bataille d'une portée peu étendue mais poussée le plus loin possible sans arrêt, à part cela, dis-je, il flotte une atmosphère de nivellisme dans ces instructions. Remarquez que nous sommes dans la deuxième moitié de mai et les Américains sont loin d'être à pied d'œuvre. Ludendorff possède un chiffre fort élevé de réserves dont une bonne partie à la disposition de Ruprecht, c'est-à-dire dans le secteur même de l'attaque prévue. Le dogme préconisé par le général Buat et l'Etat-Major veut qu'avant de pousser l'attaque décisive, on ait consommé l'usure des réserves de l'ennemi ; ici, semble-t-il, les deux actions se confondent. Si l'on songe que le dogme est issu tout entier des leçons de la bataille de France, on reste étonné en voyant le grand chef ne pas l'avoir dégagé à la date du 20 Mai. Ni l'idée de faire la soudure avec les Américains, ni l'idée d'attendre l'usure des réserves ennemies ne le préoccupent. Il semble, dirai-je, mettre son point d'honneur à en finir, avant l'aide américaine : un peu, par une noble jalousie de héros ; beaucoup, parce que les troupes inexpérimentées des Américains ne lui inspirent qu'une médiocre confiance : préjugé de soldat ! Comme au 16 avril, l'esprit d'offensive agite toute l'armée, depuis Foch jusqu'aux exécutants. Madelin nous révèle dans une note que des propositions d'attaque émanaient alors des divers géné-

raux d'armées, notamment de Mangin ! Pétain, on le sait, en ce moment ne pensait qu'à la soudure. Il me dira à moi-même : « si l'on tient jusqu'en juillet, la victoire est à nous. » Il fallait évidemment réaliser des économies à tout prix pour tenir, c'est-à-dire rester en position d'attente. Or, que prévoit Foch en ce moment ? Une bataille offensive qui va dévorer nos unités. S'il avait pu, il aurait attaqué tout de suite, avant les Allemands. Dès lors, nous aurions eu dans la poche d'Amiens un foyer d'incendie, une âpre bataille avançant pas à pas, que Ruprecht eut soutenue car il avait des forces sérieuses, au moment même où Ludendorff rentrait en scène de façon foudroyante sur le Chemin des Dames. Et voilà une armée française en grave état d'infériorité numérique, qui voulait se payer le luxe d'entretenir deux foyers d'usure formidables ! Personne ne croira en effet que l'attaque dans la poche d'Amiens aurait eu pour résultat d'arrêter l'offensive allemande du 27 mai. Ludendorff a de quoi faire face à tout. Qu'aurait fait le général Foch si, tandis qu'il poussait son offensive en Picardie ou sur la Somme, il avait vu son front du Chemin des Dames s'effondrer ? Il lui aurait fallu hâtivement jeter de ce côté des réserves tirées de son front de bataille qui se fut affaibli et ralenti. C'est alors que Ruprecht eut contre-attaqué à son tour et avec quelles chances de succès ! Et puis, n'oublions pas une chose essentielle : nos troupes ne sont pas préparées à la guerre de mouvements. On le verra, au 11 juin, lors de notre contre-attaque sur Montdidier — cependant menée par Mangin ! Après trois kilomètres, notre assaut

fut bloqué, alors qu'on espérait au moins la prise de la ville. J'ai entendu à cette époque les officiers de liaison du G. Q. G. et ceux de l'état-major Humbert se lamenter sur la façon malhabile dont nos braves troupes attaquaient, sur leur timitidé à progresser, sur leur fâcheux esprit de coude à coude qui allait à l'encontre du libre procédé d'infiltration mis en honneur par l'Allemand dans l'offensive. Elles apprirent d'ailleurs, très vite, à manœuvrer.

Ainsi, à cette date du 20 mai, nous voyons un sursaut de l'offensivite risquer de compromettre la victoire. Mais, grâce à Dieu, le Destin veillait. Les préparatifs d'offensive que le général Foch poussaient avec une hâte fébrile n'étaient pas encore arrivés à terme que le 27 mai l'ennemi attaquait sur le front du Chemin des Dames. Encore une fois, Ludendorff nous devançant, se lançait dans l'aventure. Nous étions réduits par la force des choses à demeurer sur la position défensive, si favorable à nos armes et que nous voulions, de gaîté de cœur, abandonner.

L'attaque allemande du 27 mai fut triomphale si l'on se place au point de vue du terrain conquis. Mais parce que la surprise avait été complète nous n'avions presque pas de troupes devant l'ennemi pour l'arrêter. Quant à nos réserves, elles étaient trop loin. en avant d'Amiens et dans les Flandres, pour arriver aussi nombreuses qu'il l'aurait fallu. Si bien que cette offensive qui aurait dû nous valoir une usure considérable, selon les projets de Ludendorff, ne fut pas payée trop cher. Nos troupes se bornèrent à résister héroïquement à droite et à gauche,

empêchant l'ennemi d'élargir la brèche. Si Soissons tomba, Reims resta inviolée. Arrivé jusqu'à la Marne, l'ennemi n'avait en rien provoqué la décision. A partir de ce moment Ludendorff se démoralise visiblement. Comme le guerrier de la légende dont l'épée se brise en touchant l'épée enchantée de son adversaire, il a l'impression qu'il se heurte à une puissance invisible contre quoi ses coups porteront en vain. Cette force magique, c'est d'une part le moral de la France et la volonté de Foch, d'autre part c'est l'absurde front continu auquel il ne peut se soustraire.

Quand on regarde de près cette lutte gigantesque de 1918, on comprend aisément que l'imagination populaire, aux époques de foi et de naïveté, ait souvent placé auprès des guerriers le fantôme lumineux d'un génie protecteur qui guide leurs coups et annihile ceux de l'ennemi.

* * *

Nous voici maintenant parvenus à la dernière phase de la campagne de France. Vue à travers les historiens officiels, elle présente une suite de faits militaires d'une splendide ordonnance. L'ennemi attaque le 16 juillet de part et d'autre de la montagne de Reims. A notre droite, il se brise net ; broyé, pantelant, il s'arrête le 2e jour. A notre gauche, il franchit la Marne et pousse vers Épernay avec fureur, contenu par nos troupes. Tandis qu'il s'y acharne pour obtenir au moins un demi-résultat, le 18 juillet, alors que toute l'attention de l'ennemi est tournée

de ce côté, Foch lance sur le flanc découvert de la poche de Château-Thierry qu'il nous offre entre l'Aisne et la Marne une puissante contre-attaque en surprise qui crève la ligne sur un large espace. Coup formidable, coup inattendu dont Ludendorff reste ébranlé, démoralisé, *groggy*, comme disent les boxeurs.

C'est la première vague du reflux. Je me souviens qu'à cette époque un officier du 3e bureau du G. Q. G. qui, en dépit de ses préjugés professionnels, témoignait d'une vive intelligence, me fit toucher du doigt la valeur de la riposte. *Le moment et le point d'application de l'attaque est si bien choisi*, me dit-il, que la rupture d'équilibre est consommée maintenant. Toute l'œuvre de Ludendorff se retourne contre lui. Nous avons repris l'ascendant alors qu'il est parvenu à l'extrême limite de ses efforts, qu'il est épuisé et à bout de son moral : il ne pourra plus nous le ravir. Nous allons profiter de la fragilité de ces poches gonflées hors du rempart fortifié de l'ennemi. Et un autre officier dit ce mot pittoresque : « Nous allons rentrer dans l'édredon, nous trouverons bientôt le sommier. » Le sommier, c'était la ligne Hindenburg, qui restait le point noir.

Mais derrière ces magnifiques propos de victoire se cachait une réalité qu'il ne me disait point, une réalité qui démentait singulièrement ces aphorismes. Il ne me disait point que le général Foch avait donné l'ordre d'attaquer entre l'Aisne et la Marne *le 12 juillet, impatient qu'il était de devancer l'ennemi* dont il savait par ses agents de renseignements l'offensive imminente. Ce n'est donc pas

une riposte, renvoyée du tac au tac, avec une rapidité foudroyante que cherchait le général Foch, mais une attaque préventive, encore ! Et alors, savez-vous ce que nous trouvons à ce sujet, dans les mémoires de Ludendorff? Voyez-le vous-même : « *Tandis que les préparatifs* (ceux de l'offensive allemande du 15 juillet) *étaient en train, des déserteurs français nous apprirent le* 11 *ou le* 12 *qu'une grande attaque à l'aide de chars d'assaut, partant de la forêt de Villers-Cotterets, était imminente. Cela nous fit encore une fois revoir et compléter les mesures défensives... L'attaque ennemie annoncée n'eut pas lieu. J'espérais que la nouvelle aurait secoué les troupes.* »

En effet, nous ne pûmes être prêts à temps. Notre bonheur, encore une fois, voulut que l'ennemi nous devançât. Mais on voit que déclanchée le 12, notre attaque eut trouvé à qui parler. Loin d'être surpris, l'ennemi eut, séance tenante, amené des réserves, le front eut été consolidé, nous aurions réalisé des gains médiocres, nos troupes eussent été déçues et abîmées. Cependant, trois jours après, c'était la grande offensive allemande — car on ne s'imagine point que notre attaque l'eut arrêtée, au contraire Ludendorff eut fait reposer sur elle la diversion utile en pareil cas. Certes, nos dispositions étaient trop bien prises et Ludendorff se serait brisé quand même sur le front de Champagne. Mais, voilà la chose importante : sur la poche de Château-Thierry nous n'aurions pas eu l'avantage de marquer la riposte, dont l'effet fut si démoralisant. Il y aurait eu confusion au lieu de la belle concordance de mouvements qui fut réalisée. Sans

compter que Ludendorff aurait profité de son offensive pour lancer le même jour une contre-attaque entre Aisne et Marne. Qui sait si nos soldats n'eussent pas été défavorablement impressionnés ?

Au contraire, parce que l'attaque préventive du 12 juillet ne put avoir lieu et que Ludendorff put partir à l'assaut sans être troublé entre Aisne et Marne, il crut qu'il n'avait plus rien à craindre de ce côté ; sa surveillance se relâcha, la vigilance de ses troupes s'endormit, et quand le 18 juillet nous mîmes à exécution notre dessein, la surprise de l'ennemi fut terrible et sa résistance nulle.

Avec la meilleure intention du monde on ne peut pas ne pas voir que la prévision et la volonté fochiennes pendant trois mois et demi marchent à contre-sens du large schéma de flux et de reflux qui se dégage si nettement de la bataille de France, quand on l'examine du dehors, avec un peu de recul. Cette tragédie si bien réglée, si bien distribuée, composée de deux parties égales, l'une toute de sang-froid, l'autre de fougue impétueuse, ce renversement subit d'une situation d'attente maintenue avec une rare maîtrise, à travers d'effroyables secousses, quand on y regarde de près, en scrutant les intentions et les ordres du commandement, apparaît singulièrement trouble et confuse. Tous les matériaux sont bien là, mais c'est le destin qui les a mis en ordre. La chaîne des faits s'établit un peu malgré la volonté du chef. Au lendemain du 30 mars alors que Foch se prépare à attaquer, l'ennemi le devance dans les Flandres à la fin de mai, alors que l'offensive générale de l'armée française va sonner, Ludendorff se

rue sur le Chemin des Dames ; au milieu de juillet, tandis que nous préparons hâtivement la contre-attaque entre Aisne et Marne, l'Allemand déclanche sur le front, des deux côtés de Reims, le suprême assaut. Trois fois notre contre-offensive prématurée est ajournée et Ludendorff se trouve seul engagé dans l'engrenage de l'inutile offensive, sans que nous lui fournissions l'occasion d'une diversion utile à ses desseins : nous ménagerons nos unités par cela même, si bien que la soudure avec les Américains pourra se réaliser à l'heure voulue. Mais que Foch ait cru pouvoir se passer de l'aide américaine, n'est-ce pas qu'il n'avait pas pris conscience du problème des forces, qu'il escomptait l'expédient stratégique, le trompe-l'œil de la manœuvre pour remplacer la masse ? Grave persistance dans de vieilles erreurs ! Enfin, dernier avantage à ces retards non voulus, nous laisserons l'ennemi gaspiller ses réserves, nous le laisserons étendre démesurément ses poches hors de son rempart fortifié. Croyez-vous qu'il eut été favorable à notre grand retour offensif de réduire chaque poche creusée par l'ennemi, au fur et à mesure qu'il les créait ? Qui ne voit au contraire que notre position d'attente l'engageait à accroître imprudemment sa vulnérabilité, en lui donnant à croire que nous n'avions pas la force de réagir. La seule contre-attaque qui se justifie est celle du 11 juin, car elle tendait, en bloquant l'ennemi, à l'empêcher d'aveugler une poche, si utile à nos desseins. Tout l'art de cette immense bataille consistait à saisir le moment favorable de la contre-offensive. Le

retour offensif ne pouvait se faire en riposte à une victoire allemande, c'est compréhensible. Il fallait attendre le moment où l'ennemi se briserait, avant de le refouler. L'offensive du 15 juillet réalisant seule ces conditions, l'heure avait sonné ; d'autant plus que les troupes américaines venaient de nous apporter une supériorité d'effectifs qui allait grandir formidablement.

Ceux qui s'appuyent sur ce schéma pour vanter les vertus de l'offensive, sans y ajouter les correctifs indispensables et sans mettre en valeur le mécanisme de flux et de reflux, prouvent que tout est demeuré confus dans leur esprit. Il y a là une immense équivoque, dont on ne saurait trop dire le danger. Madelin, essayant de justifier l'offensive malheureuse de Nivelle, a écrit : « un plan stratégique prête toujours à une critique : s'il est vaste, il est tout de suite réputé chimérique et il est tenu pour tel jusqu'au moment où il se réalise. *Si Foch eut, en juillet* 1918, *révélé à ses lieutenants* : qu'attaquant en Picardie, il allait en trois mois reconduire les Allemands à la Meuse, on l'eût probablement taxé d'extravagance. »

Qu'y a-t-il de commun entre cette offensive du 16 avril menée contre un rempart fortifié, où un ennemi en force nous attendait à coup sûr, et la vaste contre-offensive de Foch sur un ennemi arrivé au bout de ses efforts, démoralisé et qui est installé derrière une ligne de fortune, en rase campagne ? Dites-vous bien que Nivelle a tenu la position de Ludendorff, sauf qu'il n'a pas percé, plutôt que celle de Foch. Crions bien haut qu'il n'y a rien de

commun entre l'offensive et la contre-offensive. Confondre les deux mouvements est un signe d'inculture absolue et de confusion d'esprit. La contre-offensive, voilà la seule idée viable, à la fois tactique et stratégique, de la guerre des nations. Les peuples pacifiques ne doivent pas en avoir d'autres. La prudence et l'habileté y trouvent satisfaction.

Maintenant joignez à ce processus de flux et de reflux toutes les circonstances favorables qui se sont produites pour nous et vous aurez tous les éléments de la victoire. D'abord, l'arrivée des Américains qui nous assurait une énorme supériorité d'effectifs au moment où l'usure de l'ennemi était consommée. Ensuite un moyen matériel, approprié à la progression : le char d'assaut. Enfin, dernier élément de la victoire, la méthode française offensive créée peu à peu, à la suite d'expériences répétées, et magistralement appliquée par Foch ! Cette méthode, qui consistait à étendre de plus en plus le front de l'attaque, plutôt qu'à effectuer des percées profondes, était diamétralement à l'opposé de la méthode allemande. Assaillir l'ennemi sur toute sa ligne, l'obliger à faire face partout à la fois, c'était supprimer le jeu trop commode de la *nauria*, dont Nivelle s'était fait l'apôtre. Il n'y a pas de victoire possible quand on peut alimenter la bataille avec les divisions des fronts tranquilles. Mais on comprend qu'il faille pour appliquer la méthode de l'offensive en largeur disposer d'une quantité de matériel considérable et d'une grande supériorité d'effectifs. Nous avons réalisé

les deux conditions seulement au milieu de 1918. Il était impossible de l'appliquer avant. L'action de Foch, si vous la placez en 1917, avec les mêmes principes et la même ardeur, ne peut qu'aboutir à une autre aventure Nivelle.

La leçon de la guerre, la voilà, il n'y en a pas d'autre.

***

L'attaque du 14 juillet, suivie de la contre-attaque du 18, rompit le faisceau d'idées cohérentes sur quoi s'appuyait Ludendorff au cours de son action offensive. Il avait, en effet, besoin de croire à trois postulats pour ajouter foi à l'excellence de son entreprise et, partant, la continuer :

1° Il lui semblait évident que sa méthode d'attaque devait réussir à chaque coup.

2° Que notre pouvoir offensif diminuait et notre faiblesse numérique augmentait à chacun de ses coups.

3° Que Foch, comme conséquence, serait contraint de raccourcir son front, c'est-à-dire reporter sa ligne plus au sud, ce qui laisserait ouverte la route de Paris.

Or le choc vigoureux du 18 juillet venait de lui démontrer que ces trois postulats n'étaient plus que des illusions. Quatre mois de sacrifices sanglants n'aboutissaient à rien. Les Français, reprenant du poil de la bête, semblaient plus agressifs que jamais ; l'apport américain leur donnait une supériorité d'effectifs qui ne ferait que grandir ;

loin de songer à un repli, Foch se révélait tout prêt à entreprendre le retour en avant.

Le système de Ludendorff a fait faillite ; il n'en a plus d'autres à lui substituer. Dès lors, il va se borner à pratiquer la convention du jeu guerrier, c'est-à-dire faire appel à ces règles caduques que les stratèges utilisent servilement faute d'avoir en eux la puissance créatrice d'improvisation qui caractérise les grands capitaines.

Docile aux sollicitations de son adversaire, il répond à chacune de ses manœuvres selon les préceptes de la théorie. Il a comme perdu sa personnalité. Foch prononce-t-il une attaque sur un saillant, il évacue toute la position, de crainte d'être tourné. Il a perdu la notion de l'ensemble. Le vaste front où se déploie son armée n'est plus à ses yeux qu'une série de fronts partiels vulnérables aux ailes. Il tremble que chacune des poches qu'il a si péniblement formée dans notre ligne ne devienne un piège pour ses divisions. Au vrai, il ne se sent plus en sûreté, hors de sa ligne Hindenbourg ; il est, par devers lui, secrètement désireux de regagner ce rempart fortifié. Mais par orgueil, par cupidité aussi — car il ne veut pas sacrifier son matériel — il effectuera ces replis avec lenteur, après d'âpres combats qui l'usent davantage. Une fois revenu à son point de départ, il pense qu'en recommençant la guerre de siège, il résistera avec succès.

Mais Foch a élargi, chaque jour un peu plus, son champ d'attaque jusqu'au moment où, sur la plus grande partie du front, la bataille fait rage. Alors Ludendorff comprend

que c'est la fin. Toutes ses forces disponibles sont fixées, ses dernières réserves fondent, il n'a plus rien pour résister là où la poussée fait craquer sa ligne, car le jeu de la *nauria* n'est plus possible. Foch a supprimé la dernière convention qui existât encore, à savoir ce procédé de la nauria qui circonscrit la lutte à un secteur du front, de façon qu'on puisse l'alimenter par les divisions des secteurs tranquilles. Procédé dont il est inimaginable que des généraux aient pu se satisfaire si longtemps, car il n'aboutissait qu'à prolonger indéfiniment le combat. Ainsi donc chaque fois qu'une idée théorique est systématiquement mise en œuvre, on la voit faire faillite devant la réalité nouvelle de la guerre nationale.

Foch, au contraire, s'adapte étroitement à la réalité. Foch s'adapte intégralement au concept de la horde primitive qui marche toutes forces déployées contre l'ennemi et combat jusqu'à ce que le groupe le plus fort écrase l'autre, jusqu'à disparition du groupe le plus faible. Le principe français, fruit de l'expérience qui veut que le champ d'attaque s'élargisse jusqu'à ne plus faire qu'un avec le front de bataille, nous ramène à la réalité profonde de la guerre nationale. Alors, seulement, avec cette condition que l'assaillant dispose de la supériorité de masse, de matériel, et de confiance, la victoire est possible.

Toutes les tentatives faites, au cours de ces quatre ans, pour donner figure d'art militaire à cette guerre nationale, n'ont eu pour résultats que de la rendre plus sanglante et de reculer la décision. A quoi se résume la contre-

offensive victorieuse de Foch ? A des centaines de combats partiels où triomphe la science tactique des chefs de petites unités. Le bataillon est le vrai vainqueur de l'immense bataille. Capitaines et commandants avec leurs troupes, combattent, comme au temps de Montluc, et déploient une ingéniosité merveilleuse à prendre l'adversaire en défaut, à imaginer des surprises, à tendre des embuscades. Cette petite guerre, pour laquelle nos soldats — qui sont devenus des sortes de professionnels, des gens de métier — déploient une aptitude incomparable, se déroule sur 300 kilomètres. On fera un jour l'historique de quelques-unes de ces entreprises réduites qui sont les modèles du genre : la prise de Villers-de-Roye par exemple, dont Henry Bordeaux a donné une esquisse vivante.

Un officier de la section d'information interrogea, à ce moment de la bataille, un général de corps d'armée sur les directives qu'il avait données à ses troupes. « Moi, répondit-il, aucune. Mon rôle n'est plus qu'administratif. C'est aux chefs de bataillon qu'il appartient de conduire les opérations. Je leur assigne l'objectif ; ils se chargent de le prendre. »

Le secret de notre avance victorieuse est là. Le combattant qui est plus que quiconque au contact du réel, sut partout appliquer le moyen pratique au résultat cherché. Le formidable rempart de la ligne Hindenburg ne put être enlevé que de cette manière, par fragments.

Qu'au-dessus de cette mêlée innombrable, le commandement ait essayé d'organiser une bataille stratégique,

cela est évident. Mais quoi ! l'effort pour déborder l'aile droite allemande en Belgique, confié aux troupes du général Degoutte et du roi Albert, ne réussit point à tourner la ligne ennemie du nord comme on le voulait. La bataille continua, unités par unités, et l'avance se poursuivit par avances partielles. L'offensive de Lorraine fixée au 14 novembre et qui recherchait le but stratégique de couper la ligne de retraite ennemie aurait réussi, car, en vérité, nous n'avions devant nous que des effectifs insignifiants et de valeur médiocre. Mais encore ne peut-on en parler qu'au conditionnel puisqu'elle n'eut pas lieu.

CONCLUSION

CONCLUSION

Depuis que ce livre est écrit, il y a entre mon Démon familier et moi quelque chose d'irrémédiablement brisé. C'est une situation qui va me rendre l'existence difficile et l'on pense bien que j'en suis ému. Mon Démon m'en veut, surtout, de lui avoir enlevé des illusions commodes qu'il entretenait avec soin dans l'intérêt de sa tranquillité. Maintenant, il sent qu'il ne pourra jamais plus accepter d'un cœur léger que d'autres s'occupent du problème militaire tandis qu'il se livrera paisiblement à la douceur d'être civil. Un doute s'est glissé en lui, le doute fécond qui prélude aux nobles inquiétudes et qui souffle l'esprit de perfectionnement.

Ne devrait-il point, l'ingrat, me remercier de lui avoir élargi son rôle de citoyen et de l'avoir doté d'un sens plus vif de sa responsabilité ? Le vrai patriote comme le croyant est sans cesse à la recherche de son Dieu. Exigeant et jaloux, celui-ci se dérobe au moment même où l'on croit le posséder ; c'est pour l'âme frémissante une perpétuelle conquête, un éternel pourchas. De même, on ne fait jamais assez pour sa patrie et c'est mal l'aimer que ne pas trembler à chaque instant pour elle.

Je crains bien, hélas! que bon nombre de Français ne

manifeste à mon égard les sentiments de mon Démon familier. Car ce doute que j'ai pu insinuer dans leur âme trouble en eux, non seulement des sentiments dont l'élégance leur est chère, mais encore ébranle à la base une pyramide d'idées familières qu'ils croyaient solide et capable de supporter un magnifique idéal civique. A l'heure actuelle, en effet, par ces temps de malaise politique et d'insécurité nationale, les bons Français caressent la plus chimérique des illusions. Dégoûtés du régime parlementaire dont ils ne peuvent pas ne pas sentir la décrépitude et dont ils voient qu'il engendre chez les citoyens la nonchalance, l'apathie et le goût de l'irresponsabilité, ils rêvent de restaurer l'autorité pour le plus grand bien de l'intérêt général.

Dans ces moments de crise, le Français songe invinciblement à l'homme miraculeux qui, d'un coup de baguette magique, rétablira le principe d'autorité et, depuis Bonaparte, il se plaît à revêtir l'homme miraculeux d'un uniforme militaire et d'un sabre enchanté. Maurice Barrès, qui depuis vingt ans est hanté par la crise du parlementarisme, a bien dévoilé la pensée secrète des Français en nommant son espoir : l'*Appel au soldat*.

La dangereuse formule, et comme elle est faite pour inquiéter les patriotes !

*
* *

Dans la *Clio* d'Anatole France, il se trouve un charmant chapitre dans lequel on voit Bonaparte discourir

avec Monge et Berthollet sur le pont de la frégate qui le ramène en France après la campagne d'Égypte. Arrivé en vue des côtes provençales, et comme il sent qu'il a enfin échappé aux escadres anglaises, Bonaparte dévoile ses plans ambitieux. Monge et Berthollet s'inquiètent, mais Bonaparte qui les devine, les rassure d'un mot : La France, dit-il, ne veut pas d'un soldat qui ne saurait la comprendre. Et il ajoute aussitôt : Je ne suis pas un soldat.

Il se trompait là-dessus. Malgré son génie universel, il était plus soldat qu'il ne croyait ; et ce qui le perdit par la suite, c'est bien d'avoir voulu continuer à jouer au soldat.

*
* *

Certes, je ne songe pas à nier les vertus qui fleurissent dans le Corps militaire ; nul ne les admire plus que moi ; mais ces vertus, justement, l'ont mis trop à l'écart du reste de la nation. Le lieutenant-colonel de Thomasson, dans une vigoureuse et substantielle étude, a démontré que c'est son aristocratie qui a perdu l'Allemagne. Il a, toutefois, omis d'ajouter que le vice de cette aristocratie fut d'être essentiellement militaire.

Toute l'histoire est là pour prouver, au contraire, que l'aristocratie française, si elle eut pour premier souci de servir l'État les armes à la main, n'était pas composée de soldats. Son aptitude au commandement revêtait, quand il en était besoin, la forme militaire, mais elle ne se laissa jamais absorber par l'esprit d'un métier, si

noble fut-il. Seuls les cadets, à qui il ne convenait point de jouer un rôle dans l'État, tenaient garnison.

De même, la France n'a jamais eu, comme la Prusse, de roi-soldat, et ce fut son bonheur. Elle eut, à certaines époques héroïques, des rois-chevaliers qui aimaient s'entourer d'une noblesse batailleuse ; mais la plupart de ses rois, et parmi eux, les plus grands, furent, si l'on peu dire, des rois-civils.

Il importe plus que jamais, dans les temps démocratiques, que l'armée ne se distingue pas de la nation et que l'autorité n'ait pas le caractère militaire. Qu'on cesse de tenir à l'écart et comme en suscipion la grande muette qui a des choses utiles à dire ; qu'on rende au corps militaire ses droits civiques afin qu'il ne soit plus un corps ; qu'en échange on accorde aux civils qui le mériteront les droits militaires.

Il est néfaste pour l'intérêt de l'État que des castes se constituent trop repliées sur elles-mêmes, dévolues à des fonctions exclusives de toutes les autres, imprégnées fatalement d'un esprit particulariste, soumises à des règles qui leur sont propres et qui peuvent masquer celles qui sont communes à tous. La France n'a besoin que d'une élite.

Le problème militaire, tel qu'il se présente dans la guerre moderne, déborde largement l'étroit horizon d'une caste militaire, si instruite soit-elle ; il est devenu un problème national. L'expérience de la Grande Guerre a démontré qu'il ne peut être résolu que par l'effort concerté de toute la nation.

Puisse ce livre, qui n'a été écrit que pour dégager cette vérité indiscutable contribuer à la faire admettre par les Français. S'il les préservait, par surcroît, d'attacher une vertu miraculeuse, dans l'ordre politique, à l'Appel au soldat, l'auteur aurait rempli toute sa tâche.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

I. — Premier dialogue avec le Démon familier . . . 3
II. — Sur le peu de crédit qu'il faut accorder aux historiens de la Guerre 13
III. — Joffre et Cie ou le complot d'un état-major bergsonien 35
IV. — Le Plan XVII appliqué ou Bergson contre Lanrezac 54
V. — Méditation sur un point d'histoire 80
VI. — La vraie bataille de la Marne 83
VII. — Méditation sur le génie de l'Angleterre. . . . 121

DEUXIÈME PARTIE

I. — L'appel au civil. (Deuxième dialogue avec le Démon familier) 127
II. — Le jeu de l'aile ou la bataille imprévue 149
III. — Prière à l'usage des candidats à l'École de Guerre 171
IV. — Le front continu ou la faillite de l'art militaire. 172
V. — Avec l'ombre de Napoléon. 213

TROISIÈME PARTIE

Quatre ans ou la vie d'un joueur 225
I. — Un vrai militaire : Ludendorff. . . . 225
II. — Tannenberg ou la bataille truquée . . 236
III. — L'école du miracle. 246

QUATRIÈME PARTIE

La campagne de France 261
I. — Les surprises d'un stratège. 261
II. — La paille et la poutre. 273
III. — Foch l'insouciant. 298
IV. — La contre-offensive, stratégie des peuples pacifiques. 313
Conclusion 343

ABBEVILLE (FRANCE). — IMPRIMERIE F. PAILLART

Dernières Publications de la Librairie BERNARD GRASSET

61, rue des Saints-Pères, PARIS

CLAUDE ANET :

Petite Ville 6 75
Quand la terre trembla, roman. 6 75
L'Amour en Russie ..... 5 »

SERGE BARRANX :

La Daûne, roman 6 75

EMILE BAUMANN :

L'Immolé, roman (les 2 vol.)..... 10 »
La Fosse aux Lions, roman..... 6 75
Le Baptême de Pauline Ardel, roman..... 6 75
Trois villes saintes (Ars-en-Dombes, Mont-Saint-Michel, Saint-Jacques de Compostelle)..... 6 75

ALPHONSE DE CHATEAUBRIANT :

Monsieur des Lourdines, roman. 6 75

JACQUES CHENEVIÈRE :

Jouvence ou la Chimère, roman. 6 75
L'Ile déserte, roman..... 6 75

EMILE CLERMONT :

Laure, roman..... 6 75

BENJAMIN CRÉMIEUX :

Le Premier de la classe, roman. 6 75

FRANÇOIS FOSCA :

Monsieur Quatorze..... 6 75

JEAN GIRAUDOUX :

Simon le pathétique, roman..... 6 75
Provinciales, nouvelles..... 6 75
L'Ecole des Indifférents 6 75

PAUL GSELL

LES MATINÉES DE LA VILLA SAÏD

Propos d'Anatole France..... 6 75

LOUIS HÉMON :

Maria Chapdelaine, roman.....
La Belle que voilà.....

GEORGES IMANN :

Les Nocturnes, roman.....
L'Enjoué, roman.....

LÉON LAFAGE :

Les Abeilles mortes, roman....

MAURICE LARROUY :

Rafaël Gatouna, français d'occasion, roman.....

FRANÇOIS MAURIAC :

Le Baiser au Lépreux, roman...
La Fleuve de feu, roman.....

HENRY DE MONTHERLANT :

Le Songe, roman.....

ANDRÉ MAUROIS :

Les Silences du Colonel Bramble
Les Discours du Dr O'Grady....

JEANNE MAXIME-DAVID :

La Victoire des Dieux lares.....

PAUL REBOUX et CHARLES MUL

A la Manière de... Les 3 séries en 2 vol., chaque volume.....

JEAN DE PIERREFEU

Plutarque a menti.....

RAYMOND RADIGUET

Le Diable au corps, roman.....

ANDRÉ THÉRIVE

Le Voyage de Monsieur Renan, roman.....

GRAND PRIX BALZAC

JEAN GIRAUDOUX

—

Siegfried et le Limousin

Prix : 6 fr. 75

EMILE BAUMANN

—

Job le Prédestiné

Prix : 7 francs

Imp E. DURAND, 18, rue Séguier, Paris

LK.14.4.65.

D
523
P57

Pierrefeu, Jean de
Plutarque a menti

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 17 04 06 016 6